

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

26 NOVEMBRE 1975

BUDGET DES VOIES ET MOYENS

pour l'année budgétaire 1976.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE

pour l'année budgétaire 1976.

PROJET DE LOI

ajustant le budget de la Dette Publique
de l'année budgétaire 1975.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DU BUDGET (1)

PAR M. DE VIDTS.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Dequae.

1° MM. les membres de la Commission des Finances :

Président : M. Parisis.

A. — Membres : MM. Barbeaux, d'Alcantara, Tijl Declercq, Desmarests, De Vidts, Dupré, Martens, Parisis. — MM. Boeykens, Willy Claes, André Cools, Deruelles, Hurez, Mangelschots, Van Acker. — MM. Evers, Kickx, Poswick, Sprockeels. — MM. Defosset, Duvieusart. — MM. Olaerts, Schiltz.

B. — Suppléants : MM. De Keersmaeker, Ducobu, Lenssens, Renaat Peeters. — MM. Bob Cools, Debousse, Scokaert, Tobback. — MM. Buchmann, Verberckmoes. — M. Persoons. — M. Paul Peeters.

2° MM. les Présidents des commissions permanentes :

MM. Dequae, Président.
Namèche, 1^{er} Vice-Président.
Hannotte, 2^e Vice-Président.

MM. Verroken, Parisis, Boeykens, Vice-Présidents.
De heren Anciaux, Beauthier, Bode, Bonnel, Clerfayt, Mevr. Craeybeckx-Orij, MM. Cudell, De Mey, Otte, Picron, Radoux, Léon Remacle, Van Elewyck.

Voir :

4-I (1975-1976) :

— N° 1 : Budget.
— N° 2 : Amendement.

4-II (1975-1976) :

— N° 1 : Budget.

5-II (1975-1976) :

— N° 1 : Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

26 NOVEMBER 1975

RIJKSMIDDELENBEGROTING

voor het begrotingsjaar 1976.

RIJKSSCHULDBEGROTING

voor het begrotingsjaar 1976.

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de Rijksschuldbegroting
voor het begrotingsjaar 1975.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE VIDTS.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Dequae.

1° de heren leden van de Commissie voor de Financiën :

Voorzitter : de heer Parisis.

A. — Leden : de heren Barbeaux, d'Alcantara, Tijl Declercq, Desmarests, De Vidts, Dupré, Martens, Parisis. — de heren Boeykens, Willy Claes, André Cools, Deruelles, Hurez, Mangelschots, Van Acker. — de heren Evers, Kickx, Poswick, Sprockeels. — De heren Defosset, Duvieusart. — de heren Olaerts, Schiltz.

B. — Plaatsvervangers : de heren De Keersmaeker, Ducobu, Lenssens, Renaat Peeters. — de heren Bob Cools, Debousse, Scokaert, Tobback. — de heren Buchmann, Verberckmoes. — de heer Persoons. — de heer Paul Peeters.

2° de heren Voorzitters van de vaste commissies :

De heren : Dequae, Voorzitter.
Namèche, 1^{ste} Ondervoorzitter.
Hannotte, 2^{de} Ondervoorzitter.

De heren Verroken, Parisis, Boeykens, Ondervoorzitters.

De heren Anciaux, Beauthier, Bode, Bonnel, Clerfayt, Mevr. Craeybeckx-Orij, de heren Cudell, De Mey, Otte, Picron, Radoux, Léon Remacle, Van Elewyck.

Zie :

4-I (1975-1976) :

— N° 1 : Begroting.
— N° 2 : Amendement.

4-II (1975-1976) :

— N° 1 : Begroting.

5-II (1975-1976) :

— N° 1 : Wetsontwerp.

SOMMAIRE.	Pages	INHOUD.	Blz.
I. — Exposé du Ministre des Finances	3	I. — Uiteenzetting van de Minister van Financiën	3
II. — Exposé du Secrétaire d'Etat au Budget	14	II. — Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Begroting	14
III. — Discussion	25	III. — Bespreking	25
A. L'exécution du budget de 1975	25	A. De uitvoering van de begroting van 1975	25
1. Les opérations courantes	26	1. De lopende verrichtingen	26
a. L'exécution du budget	26	a. Uitvoering van de begroting	26
b. Informations relatives aux recettes de la T. V. A. et aux versements anticipés	27	b. Inlichtingen nopens de B. T. W.-ontvangsten en de voorafbetalingen	27
c. Les recettes affectées	28	c. De ontvangsten met een bijzondere bestemming	28
2. Les opérations de capital	29	2. De kapitaalverrichtingen	29
3. Analyse des crédits supplémentaires	29	3. Analyse van de bijkredieten	29
a. Remarque générale	29	a. Algemene opmerking	29
b. Examen de quelques postes budgétaires	30	b. Onderzoek van enkele begrotingsposten	30
B. Quelques données économiques générales	31	B. Enkele algemene economische gegevens	31
1. Importance de l'érosion monétaire et de la hausse du coût de la vie	31	1. Omvang van de munterosie en van de stijging van de kosten van levensonderhoud	31
2. Evolution de l'épargne de la nation	32	2. Evolutie van het sparen van de natie	32
3. Evolution de la masse des salaires, des allocations sociales et des revenus de capitaux	34	3. Evolutie van de loonmassa, de sociale toelagen en de kapitaalinkomsten	34
C. Le budget pour 1976 et la conjoncture	35	C. De begroting voor 1976 en de conjunctuur	35
1. L'hypothèse de croissance du P. N. B.	35	1. De groeihypothese van het B. N. P.	35
2. Deficit spending	36	2. Deficit spending	36
a. Influence du déficit budgétaire sur l'économie	36	a. Invloed van het begrotingstekort op de economie	36
b. Influence du déficit budgétaire sur le marché monétaire et financier	36	b. Invloed van het begrotingstekort op de geld- en kapitaalmarkt	36
3. La tranche conjoncturelle	38	3. De conjunctuurschijf	38
4. Stimulation des investissements privés	38	4. Stimuleren van de privé-investeringen	38
5. Les crédits rotatifs, facteur d'inflation	39	5. De wentelkredieten als inflatiefactor	39
D. Les caractéristiques de l'évaluation du budget de 1976	39	D. De ramingskarakteristieken van de begroting voor 1976	39
— Considérations préliminaires	39	— Inleidende beschouwingen	39
Les recettes	41	De ontvangsten	41
1. Evolution des recettes fiscales durant la période 1970-1974	41	1. Evolutie van de belastingontvangsten voor de periode 1970-1974	41
2. Incidence des mesures fiscales prévues par la loi-programme	42	2. Invloed van de fiscale maatregelen vervat in de program-mawet	42
3. Incidence des mesures fiscales sur la répartition des revenus	42	3. Invloed van de fiscale maatregelen op de inkomensverdeling	42
4. Les tarifs des services publics	43	4. De tarieven van de openbare diensten	43
5. Le précompte professionnel et l'évolution des revenus	43	5. De bedrijfsvoorheffing en de ontwikkeling van de inkomens	43
6. L'évolution des droits de succession	44	6. De evolutie van de erfenisrechten	44
7. La perception de l'impôt et la lutte contre la fraude fiscale	45	7. Inning van de belasting en strijd tegen de belastingontduiking	45
Les dépenses	52	De uitgaven	52
1. Evolution des dépenses de l'Etat	52	1. Evolutie van de rijksuitgaven	52
2. Recettes fiscales affectées	53	2. Belastingontvangsten met een bijzondere bestemming	53
3. Contribution aux communautés européennes	54	3. Bijdrage aan de Europese gemeenschappen	54
4. Quelques aspects structureaux des dépenses publiques	55	4. Enkele structurele aspecten van de overheidsuitgaven	55
5. Programmation sociale dans les services publics	56	5. Sociale programmatie voor de overheidsdiensten	56
6. Sous-estimation des dépenses	57	6. Onderschatting van de uitgaven	57
7. Les hôpitaux	60	7. De ziekenhuizen	60
8. Le logement	60	8. De huisvesting	60
9. Les communes	61	9. De gemeenten	61
10. Divers	62	10. Diversen	62
E. La dette publique	65	E. De Staatsschuld	65
F. Les budgets régionaux	67	F. De gewestelijke begrotingen	67
IV. — Votes	73	IV. — Stemmingen	73
Annexes	75	Bijlagen	75

MESDAMES, MESSIEURS,

Tout comme les deux années précédentes, le budget des Voies et Moyens a été discuté conjointement avec un projet de loi relatif aux propositions budgétaires. Cette loi-programme fait l'objet d'un rapport distinct.

Selon le Gouvernement, la discussion et l'adoption simultanées du budget des Voies et Moyens et de la loi-programme sont logiques et justifiées, précisément parce que le projet de loi-programme contient un certain nombre de mesures dont la réalisation est nécessaire pour permettre une exécution exacte du budget pour 1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement.

Cette affirmation a été contestée par plusieurs membres, qui ont attiré en premier lieu l'attention sur le manque de coordination entre les différents plans (plan quinquennal, plan de relance), le budget des Voies et Moyens et la loi-programme.

En raison de la multiplicité des institutions, la discussion des documents est répartie entre elles et, à l'intérieur de celles-ci, entre les divers niveaux qu'elles comportent.

Quant au fond, le fait a été mis en doute que certaines dispositions contribuent à l'exécution du budget. Il a été déclaré à ce propos que l'on se sert de la loi-programme pour apporter en toute hâte des modifications à certaines lois. Ce problème sera examiné dans le rapport sur la loi-programme.

Des éclaircissements ont été demandés au sujet de la liaison des mesures fiscales avec le budget des Voies et Moyens.

Des précisions ont également été demandées sur l'incidence budgétaire des mesures fiscales qui sont prévues dans la loi-programme.

Le Gouvernement s'est référé à l'exposé général 1976 (pages 35-37), lequel donne un calcul global de l'estimation du produit, en 1976, des recettes et des dépenses courantes, fiscales et non fiscales, y compris l'incidence budgétaire, en 1976, des mesures fiscales prévues dans la loi-programme.

Le présent rapport donnera un calcul détaillé des incidences budgétaires distinctes de chacune des mesures fiscales reprises dans la loi-programme.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DES FINANCES.

L'exposé du Ministre des Finances comporte trois parties :

1. la situation économique actuelle et ses perspectives à court terme;
2. l'analyse des recettes fiscales;
3. les besoins de financement de l'Etat dans le cadre de la situation monétaire et financière.

1. Situation et perspectives économiques.

La conjoncture économique détermine largement l'évolution des ressources courantes, qui constituent la principale modalité de financement des dépenses de l'Etat.

L'impact de la conjoncture économique sur les finances publiques a pu être directement mesuré cette année. C'est la première fois en effet depuis 1968 que le Ministre des Finances doit présenter un bilan des recettes fiscales en retrait par rapport aux prévisions budgétaires. Ce problème sera abordé dans la seconde partie de cet exposé.

DAMES EN HEREN,

Net als tijdens de vorige twee jaren werd de Rijksmiddelenbegroting besproken samen met een ontwerp betreffende de budgettaire voorstellen. Over deze programmawet wordt een afzonderlijk verslag opgesteld.

De gelijktijdige bespreking en goedkeuring van de Rijksmiddelenbegroting en van de programmawet is volgens de Regering logisch en verantwoord, precies omdat het ontwerp van programmawet een aantal maatregelen bevat waarvan de realisatie noodzakelijk is voor een juiste uitvoering van de begroting 1976 zoals die door de Regering werd ingediend.

Deze bewering werd door verscheidene leden aangevochten. In de eerste plaats wezen zij op het gebrek aan coördinatie onder de verschillende plannen (vijfjarenplan, plan voor economisch herstel), de Rijksmiddelenbegroting en de programmawet.

Door de veelvuldigheid van instellingen wordt de bespreking van de documenten verspreid over deze verschillende instanties en binnen deze instanties over de verschillende niveau's ervan.

Ten gronde werd de bijdrage van bepaalde beschikkingen tot de uitvoering van de begroting in twijfel getrokken. Er werd in dit verband betoogd dat de programmawet gebruikt wordt om in der haast wetswijzigingen door te voeren. Deze problematiek zal in het verslag over de programmawet worden onderzocht.

Uitleg werd gevraagd omtrent de redenen die ten gronde liggen aan de koppeling van de fiscale maatregelen met de bespreking en de behandeling van de Rijksmiddelenbegroting.

Tevens werden inlichtingen gevraagd over de budgettaire incidentie van de fiscale maatregelen die in de programmawet voorkomen.

Van Regeringszijde werd verwezen naar de Algemene Toelichting 1976 (blz. 35-37), waar een globale berekening wordt gegeven van de raming van de opbrengst van de lopende ontvangsten, fiscale en niet-fiscale, in 1976 met inbegrip van de budgettaire incidentie in 1976 van de fiscale maatregelen voorzien in de programmawet.

In het onderhavige verslag, zal voorts een gedetailleerde becijfering worden verstrekt van de afzonderlijke budgettaire incidentie van elk van de fiscale maatregelen opgenomen in de programmawet.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN.

De uiteenzetting van de Minister van Financiën valt uiteen in drie delen :

1. de huidige economische toestand en de vooruitzichten ervan op korte termijn;
2. de analyse van de belastingontvangsten;
3. de financieringsbehoeften van de Staat in het kader van de monetaire en financiële toestand.

1. Economische toestand en vooruitzichten.

De economische conjunctuur bepaalt in een sterke mate de evolutie van de lopende ontvangsten die de voornaamste vorm van financiering der Staatsuitgaven zijn.

De invloed van de economische conjunctuur op de overheidsfinanciën kan dit jaar direct gemeten worden. Het is immers de eerste maal sinds 1968 dat de Minister van Financiën een situatie van de belastingontvangsten dient voor te leggen die lager ligt dan de budgettaire vooruitzichten. Dit probleem wordt in het tweede deel van deze uiteenzetting behandeld.

L'ensemble des indicateurs économiques fait apparaître un retournement brutal et prononcé de la conjoncture au troisième trimestre de l'année 1974. Vers cette époque, nous avons assisté à un affaiblissement de la demande globale entraînant le déclin de la production industrielle et une détérioration du marché de l'emploi.

Sans doute, le projet de budget de 1975 reflétait-il encore ce qu'était la préoccupation principale des pouvoirs publics au moment de sa préparation : la lutte contre les tendances inflationnistes. Les autorités gouvernementales ont cependant été amenées à repenser et à adapter la politique économique et conjoncturelle devant la détérioration extrêmement rapide et profonde de l'activité économique.

Cette détérioration s'inscrit dans un cadre de récession mondiale et affecte la plupart des composantes de la demande.

Ainsi les exportations de marchandises, qui conditionnent dans une large mesure l'activité économique de notre pays, ont régressé de 5,1 % au terme des sept premiers mois. Si de ces données, on élimine la hausse des prix, nous constatons qu'en volume, le recul est de 13,1 % par rapport à 1974 contre une hausse de 5,2 % cette dernière année par rapport à 1973. Le repli est donc extrêmement sévère et n'a d'égal qu'en République fédérale d'Allemagne.

La consommation privée a connu une vive décélération en 1975 après la vague d'achats spéculatifs de 1974.

Les ventes dans l'ensemble du commerce de détail n'ont augmenté que de 0,5 % en volume au terme des six premiers mois contre 4,4 % pendant la même période de 1974 par rapport à 1973.

Les investissements en capital fixe des entreprises accusent également une faiblesse notable. Selon les enquêtes de la Banque nationale, le niveau baisserait en valeur de plus de 8 % par rapport à 1974, soit un recul sensible en volume.

Seule la demande publique, que ce soit la consommation publique ou les investissements des pouvoirs publics, fait encore preuve de dynamisme à la suite de la politique délibérément expansionniste pratiquée par le Gouvernement.

L'allure déprimée de la demande globale s'est traduite par un recul des importations (— 14,1 % en volume au terme des sept premiers mois par rapport à la même période de 1974) et de la production industrielle : celle-ci a fléchi de 10 % au premier semestre de cette année.

Corrolairement, s'installe un sous-emploi important des facteurs de production. Dans l'industrie, la capacité de production utilisée a baissé de 85,3 % en mai 1974 à 71,1 % en mai 1975. Fin septembre, il était recensé 185 958 chômeurs complets indemnisés, soit 81 301 de plus qu'un an auparavant.

La récession conjoncturelle a engendré une certaine détente au niveau des prix de gros mais l'atténuation du rythme de hausse s'avère encore insuffisant dans le domaine des prix à la consommation. De décembre 1974 à septembre 1975, la hausse atteint encore 8,0 % contre 12,7 % pendant la même période de 1974.

Sans doute la légère décélération a-t-elle permis une hausse moins rapide des salaires dans l'industrie, dont le rythme annuel a été ramené de 27,4 % en mars 1975 à 18,7 % en juin de la même année. La disparition des heures supplémentaires est également à l'origine de cette évolution.

Cet aperçu rapide de la conjoncture économique dans notre pays permet de dresser le bilan global et probable pour l'année entière : stagnation, voire recul, du produit national brut en volume en 1975 contre une expansion de 4 % en 1974.

De gezamenlijke economische indicatoren geven een brutale en uitgesproken ommekeer van de conjunctuur in het derde kwartaal van het jaar 1974 te zien. Rond die tijd maakten wij een verslappung van de gehele vraag mee met als gevolg de vermindering van de industriële produktie en een verslechtering van de arbeidsmarkt.

Ongetwijfeld weerspiegelde het begrotingsontwerp voor 1975 nog dat wat de voornaamste zorg van de overheid op het ogenblik van de voorbereiding was : de strijd tegen de inflatoire tendensen. De regeringsinstanties werden er evenwel toe gebracht de economische en conjuncturele politiek te herdenken en aan te passen aan de uitermate vlugge en hevige verslechtering van de economische activiteit.

Dit verslechtering maakt deel uit van een wereldwijde recessie en ze tast het merendeel van de vraagcomponenten aan.

Zo daalde de uitvoer, die in belangrijke mate de economische activiteit van ons land bepaalt, met 5,1 % aan het einde van de eerste zeven maanden. Elimineert men uit deze gegevens de prijsstijging, dan is er volumedaling met 13,1 % ten opzichte van 1974, toen er stijging met 5,2 % t.o.v. 1973 was geciteerd. Die teruggang is dus uitermate ernstig en alleen in de Bondsrepubliek Duitsland kent men een gelijkaardige toestand.

De gezinsconsumptie gaf in 1975 een aanzienlijke teruggang te zien na de speculatieve aankoopgolf van 1974.

De verkoop in de hele kleinhandel steeg slechts met 0,5 % in volume op het einde van de eerste zes maanden, tegenover 4,4 % gedurende dezelfde periode van 1974 vergeleken met 1973.

De bedrijfsinvesteringen in vast kapitaal liggen eveneens aan de lage kant. Volgens de Nationale Bank zou het niveau, vergeleken met 1974, met meer dan 8 % in de waarde dalen, wat dus een aanzienlijke teruggang naar het volume betekent.

Alleen de overheidsvraag, of het nu om consumptieve bestedingen dan wel om investeringen gaat, getuigt nog van dynamisme als gevolg van een weloverwogen expansionistisch beleid van de Regering.

Het lusteloze verloop van de totale vraag komt tot uiting in de daling van de invoer (— 14,1 % in volume op het einde van de eerste zeven maanden, in vergelijking met dezelfde periode van 1974) en van de industriële produktie : deze liep met 10 % terug gedurende het eerste halfjaar van 1975.

Gelijktijdig was er een belangrijke onderbezetting van de produktiefactoren. In de industrie liep het gebruik van de produktiecapaciteit terug van 85,3 % in mei 1974 tot 71,1 % in mei 1975. Eind september telde men 185 958 verzekerde volledig werklozen, wat 81 301 meer is dan één jaar tevoren.

De conjuncturele recessie heeft een zekere ontspanning op het niveau van de groothandelsprijzen met zich gebracht, maar de vermindering van het stijgingsritme op het terrein van de consumptieprijzen blijkt nog onvoldoende. Van december 1974 tot september 1975 bedraagt de stijging nog 8,0 %, tegenover 12,7 % gedurende dezelfde periode van 1974.

Die lichte vertraging heeft ongetwijfeld en minder snelle stijging van de lonen in de industrie ten gevolge gehad; het jaarritme ervan daalde van 27,4 % in maart 1975 tot 18,7 % in juni van hetzelfde jaar. Het verdwijnen van overuren ligt evenwel eveneens aan de oorsprong van die ontwikkeling.

Dit beknopte overzicht van de economische conjunctuur in ons land maakt het mogelijk de totale balans, en waarschijnlijk voor het hele jaar, te schetsen : stagnatie of zelfs teruggang van het bruto nationaal produkt naar volume in 1975 tegenover een expansie met 4 % in 1974.

Pour pallier cette situation, un vaste plan de relance de la conjoncture a été mis en œuvre au printemps dernier; il a été complété depuis. Toutefois, il est évident que si ces mesures peuvent amortir les effets de la crise, elles ne peuvent nous préserver de la récession qui caractérise l'ensemble de l'économie occidentale. Une reprise durable ne peut avoir lieu en Belgique sans amélioration de la demande extérieure.

A cet égard, le pays est évidemment tributaire des tendances du commerce mondial, qui sont encore très incertaines mais également de l'évolution de nos coûts de production qui se répercutent sur les prix à l'exportation. Le relâchement de la pression de la demande et l'inflexion des cours des matières premières constituent des facteurs non négligeables dans la détente des prix des produits manufacturés. Cette tendance est freinée par la baisse de la production industrielle et la persistance de l'augmentation des rémunérations.

Dans un cadre récessif mondial, où les facteurs psychologiques ont acquis une grande importance, où la sensibilité aux problèmes monétaires internationaux est très grande, il est particulièrement difficile d'élaborer des prévisions de développement de la conjoncture économique. A cela s'ajoutent les délais de réaction des mesures de relance conjoncturelle.

Néanmoins, en raison des signes évidents de reprise de la conjoncture aux Etats-Unis et au Japon, de la fin probable du déstockage et de l'incidence expansionniste des déficits budgétaires considérables dus partiellement aux programmes de relance mis en œuvre dans plusieurs pays, les conditions semblent réunies pour que s'opère une reprise progressive de l'activité économique dans la Communauté économique européenne et dans notre pays en particulier.

Bien que le début et l'ampleur de la reprise demeurent difficiles à préciser, ce diagnostic prévisionnel est confirmé par les analyses conjoncturelles effectuées tant au niveau national qu'international.

Ces considérations permettent d'escompter une évolution plus favorable de l'économie belge en 1976 qui pourrait se concrétiser par une croissance du P. N. B. en volume de près de 2 %. Il s'agit d'une estimation très prudente, surtout comparée à celle retenue récemment par les services de la Commission des Communautés européennes et qui prévoit pour notre pays un taux d'expansion de 3 % et de 3,1 % pour l'ensemble des pays de la C. E. E. En valeur courante, compte tenu d'une prévision de hausse du prix implicite de 9,3 %, le P. N. B. augmenterait de 11,4 %.

2. Les recettes et la politique fiscale.

Compte tenu de la situation économique, le Gouvernement est amené à poursuivre, en 1976, la politique de « déficit spending »; c'est ainsi qu'un déficit de 17,0 milliards a encore été accepté au niveau des opérations courantes. Ce déficit a en réalité des causes spécifiquement conjoncturelles qui ne traduisent en aucun cas une aggravation fondamentale de la situation des finances publiques.

Comme le budget de cette année, celui de 1976 sera, à un double point de vue, défavorablement influencé par la récession actuelle qui, d'une part, affecte les recettes fiscales et qui, d'autre part, nécessite des dépenses exceptionnelles, en particulier pour soutenir la conjoncture et aussi pour supporter les charges sociales accrues résultant d'un chômage élevé.

Om die toestand te verhelpen, werd in het voorjaar 1975 een uitgebreid economisch stimuleringsplan in werking gesteld, dat sindsdien werd aangevuld. Het is evenwel duidelijk dat die maatregelen, hoewel zij de gevolgen van de crisis kunnen verzachten, ons niet kunnen beschermen tegen de recessie die de hele Westerse economie karakteriseert en dat een duurzaam herstel in België slechts mogelijk is mits de buitenlandse vraag verbetert.

In dit opzicht is ons land vanzelfsprekend afhankelijk van de tendensen in de wereldhandel die nog zeer onzeker zijn, maar eveneens van de evolutie van onze produktiekosten, die een terugslag hebben op de prijzen van de uitvoer. De verminderde druk van de vraag en de ombuiging van de koersen van de grondstoffen zijn niet te verwaarlozen factoren in de ontspanning van de prijzen van de nijverheidsprodukten. Deze tendens wordt evenwel afgeremd door de daling van de industriële produktie en door de aanhoudende loonstijging.

In een recessief internationaal kader, waar de psychologische factoren groot belang hebben, waar er een zeer grote gevoeligheid is voor de internationale monetaire problemen, is het uitermate moeilijk vooruitzichten uit te werken betreffende de evolutie van de economische conjunctuur. Daar komt nog bij dat de maatregelen van conjunctureel herstel eerst na verloop van tijd uitwerking hebben.

Omwille van de merkbare tekenen van conjunctureel herstel in de Verenigde Staten en in Japan, van het vermoedelijke einde van het afbouwen van de voorraden en van de expansionistische invloed van de belangrijke begrotingstekorten die gedeeltelijk toe te schrijven zijn aan de in veel landen op touw gezette stimuleringsprogramma's, lijken echter de voorwaarden verenigd te zijn om een progressief herstel van de economische activiteit in de Europese Economische Gemeenschap en meer in het bijzonder in ons land op gang te brengen.

Hoewel het moeilijk blijft het begin en de omvang van de opleving vast te stellen, wordt deze toekomstdiagnose bevestigd door de conjuncturele analyses die verricht werden op nationaal zowel als op internationaal niveau.

Volgens die overwegingen mogen wij rekenen op een gunstiger evolutie van de Belgische economie in 1976, die tot uiting zou kunnen komen in een toename van het B. N. P. naar volume met bijna 2 %. Het betreft een zeer voorzichtige raming, vooral als men ze vergelijkt met die welke onlangs nog door de diensten van de Commissie van de Europese Gemeenschappen naar voren gebracht werd en welke een expansieritme voorziet van 3 % voor ons land en 3,1 % voor de gezamenlijke E. E. G.-landen. Rekening houdend met een verwachte stijging met 9,3 % van de impliciete prijs, zou het B. N. P. in lopende waarde stijgen met 11,4 %.

2. De ontvangsten en het belastingbeleid.

Op grond van de zo pas geschetste economische toestand werd de Regering ertoe gebracht voor 1976 de politiek van « deficit spending » voort te zetten; zo werd voor de lopende verrichtingen nog een tekort aanvaard van 17 miljard. Dit tekort vloeit immers voort uit specifieke conjuncturele oorzaken, die geenszins wijzen op een fundamentele verslechtering van de overheidsfinanciën.

Evenals de begroting voor 1975 zal ook die voor 1976 in twee opzichten ongunstig beïnvloed worden door de huidige recessie, die enerzijds de fiscale ontvangsten aantast en anderzijds aanzienlijke extra-uitgaven vergt, inzonderheid om de conjunctuur te steunen en nieuw leven in te blazen, alsmede om de sterk toegenomen sociale lasten van een hoge werkloosheid te helpen dragen.

Dans ces circonstances, pour éviter à tout prix un déficit en 1976, il aurait été nécessaire de faire appel à des charges fiscales supplémentaires substantielles.

Le Gouvernement n'a cependant pas voulu suivre cette voie afin de ne pas encore aggraver les difficultés avec lesquelles nos entreprises sont confrontées et de ne pas alourdir les prix. En outre, les aggravations fiscales, exerçant un effet déflationniste, ne sont pas indiquées dans une période de récession.

Conscient de la nécessité, dans ces temps difficiles, d'assurer une plus grande solidarité entre les différentes classes de revenus, le Gouvernement a aussi voulu réaliser une plus juste répartition de la charge fiscale. C'est ainsi qu'un nombre important de mesures fiscales à caractère social sont prévues en faveur des personnes, des époux et des familles titulaires de revenus modestes et moyens et que le régime de taxation de certains revenus de remplacement actuellement immunisés sera progressivement modifié lorsqu'ils sont cumulés avec un revenu d'activité.

* * *

Les recettes totales, c'est-à-dire les recettes courantes et les recettes en capital, s'élèvent ensemble en 1976 à 710,2 milliards, c'est-à-dire 88,2 milliards ou 14,2 % de plus que les recettes probables de 1975.

Les recettes courantes de l'année budgétaire 1976 sont estimées à 702,4 milliards (a) qui se répartissent comme suit :

- 682,9 milliards de recettes fiscales;
- 19,5 milliards de recettes non fiscales.

Les recettes de capital sont estimées à 7,8 milliards dont 6,7 milliards de recettes fiscales provenant des droits de succession.

Le tableau ci-après donne un aperçu schématisé des recettes totales de 1976 comparées aux recettes probables de 1975.

(en milliards)

Derhalve ware het noodzakelijk geweest, wilde men in 1976 tot elke prijs een tekort vermijden, een beroep te doen op aanzienlijke extra-belastingen.

De Regering wilde nochtans deze weg niet volgen om de moeilijkheden van onze ondernemingen niet te vergroten en de prijzen niet te doen stijgen. Bovendien werken belastingverhogingen deflationnistisch, zodat zij in een periode van recessie stellig niet opportuun zijn.

Ook wilde de Regering, bewust van de noodzaak om in deze moeilijke tijden een grotere solidariteit onder de verschillende inkomensklassen tot stand te brengen, verder de weg opgaan van een billijker spreiding van de fiscale druk. Zo werden een aantal belangrijke sociale fiscale maatregelen getroffen ten voordele van de personen, de echtgenoten en de gezinnen met kleine en middelgrote inkomens en het belastingstelsel zal geleidelijk gewijzigd worden voor bepaalde tot op heden vrijgestelde vervangingsinkomens, wanneer die gecumuleerd worden met bedrijfsinkomsten.

* * *

De totale ontvangsten, dit zijn lopende en kapitaalontvangsten samen, bereiken voor 1976 710,2 miljard, dit is 88,2 miljard of 14,2 % meer dan de vermoedelijke resultaten voor 1975.

De lopende ontvangsten voor het begrotingsjaar 1976 worden op 702,4 miljard (a) geraamd en ze zijn als volgt samengesteld :

- 682,9 miljard fiscale ontvangsten;
- 19,5 miljard niet-fiscale ontvangsten.

De kapitaalontvangsten worden op 7,8 miljard geraamd, waarvan 6,7 miljard fiscale ontvangsten afkomstig van de successierechten.

De onderstaande tabel geeft een schematische voorstelling van de totale ontvangsten voor 1976, in vergelijking met de vermoedelijke ontvangsten voor 1975.

(in miljarden)

	1975 Recettes probables — Vermoedelijke resultaten (1)	1976 Estimation budgétaire — Begrotings- raming (2)	Différence — Verschil (2) — (1) (3)	
1. Recettes courantes :				1. Lopende ontvangsten :
Fiscales	594,7	682,9	+ 88,2	Fiscale.
Non fiscales	19,9	19,5	— 0,4	Niet-fiscale.
Total	614,6	702,4	+ 87,8	Totaal.
2. Recettes en capital	7,4	7,8	+ 0,4	2. Kapitaalontvangsten.
3. Recettes totales	622,0	710,2	+ 88,2	3. Totale ontvangsten.

(a) Les recettes courantes inscrites au budget des Voies et Moyens s'élèvent seulement à 663,9 milliards, étant donné que 38,5 milliards de recettes fiscales sont affectées au financement direct de certaines dépenses.

(a) De lopende ontvangsten ingeschreven in de Rijksmiddelenbegroting bedragen echter slechts 663,9 miljard, daar 38,5 miljard fiscale ontvangsten worden afgehouden tot rechtstreekse financiering van bepaalde uitgaven.

Par rapport aux recettes probables de 1975, les prévisions pour 1976 dénotent une augmentation de 88,2 milliards ou 14,8 % qui se décompose comme suit :

	(en milliards)
— expansion de la masse imposable ...	+ 83,8
— lutte contre la fraude fiscale ...	+ 7,5
— incidence nette en 1976 de modifications à la fiscalité :	
— décisions nouvelles ...	+ 6,2
— répercussion en 1976 de décisions prises en 1975 ...	- 5,9
	+ 0,3
— corrections ...	- 3,4
	+ 88,2

L'origine de l'augmentation des recettes fiscales au cours de la prochaine année budgétaire peut donc être indiquée de manière précise. Les différents facteurs qui influencent les recettes sont énumérés ci-après :

a) *Influence de l'expansion de la masse imposable.*

Si les recettes fiscales augmenteront de 88,2 milliards en 1976, c'est à raison de 95 % imputables uniquement à l'expansion automatique des recettes fiscales découlant de l'expansion de la masse imposable résultant de l'évolution en valeur des dépenses et des revenus. Toute incidence des modifications à la législation fiscale ou d'autres facteurs ainsi que la lutte contre la fraude fiscale n'ont donc pas été pris en considération ici.

En réalité, l'expansion de la masse imposable contribuera en 1976 dans l'augmentation des recettes à concurrence de 83,8 milliards dont :

— 64,1 milliards ont trait à tous les impôts à l'exception de la T. V. A. et des taxes assimilées au timbre maintenues;

— 19,7 milliards ont trait à ces derniers impôts.

Comme d'habitude, l'estimation de ces montants a été effectuée au départ des recettes probables de 1975, d'une estimation de la croissance en valeur du P. N. B. de 11,4 % en 1976 (1,9 % en volume et 9,3 % en prix) et en tenant compte d'un coefficient d'élasticité.

On peut donc déduire qu'une expansion de la masse imposable de 83,8 milliards en 1976 correspond grosso modo à une augmentation macro-économique de la fiscalité de 7,4 milliards par pourcent de variation en valeur du P. N. B.

Ce montant de 7,4 milliards montre de suite combien les recettes fiscales sont sensibles à la conjoncture et combien elles sont dépendantes de la prévision économique.

b) *Meilleure perception de l'impôt et lutte contre la fraude fiscale.*

Il a été tenu compte en 1976 d'un supplément de recettes de 7,5 milliards au titre de la meilleure et de la plus juste perception de l'impôt dont 4,5 milliards en matière de contributions directes et 3,0 milliards au titre de la T. V. A.

On reproche souvent, au Gouvernement et au Ministre des Finances en particulier, un certain immobilisme en matière de lutte contre la fraude fiscale. Selon le Ministre, ces reproches sont injustes. Les administrations fiscales peu-

Ten opzichte van de overeenstemmende vermoedelijke fiscale ontvangsten voor 1975 vertoont de raming voor 1976 een stijging met 88,2 miljard of 14,8 %, als volgt samengesteld :

	(miljarden)
— expansie van de belastbare massa ...	+ 83,8
— bestrijding van de fiscale fraude ...	+ 7,5
— netto-weerslag in 1976 van de belastingwijzigingen :	
— nieuwe beslissingen ...	+ 6,2
— terugslag in 1976 van in 1975 genomen beslissingen ...	- 5,9
	+ 0,3
— correcties ...	- 3,4
	+ 88,2

De oorsprong van de toename van de fiscale ontvangsten tijdens het volgende begrotingsjaar kan dus nauwkeurig aangeduid worden. De verschillende factoren die de ontvangsten beïnvloeden, worden hieronder opgesomd :

a) *Invloed van de expansie van de belastbare massa.*

Als de fiscale ontvangsten in 1976 met 88,2 miljard stijgen, dan is dat voor 95 % toe te schrijven aan de automatische toename van de belastingontvangsten voortspruitend uit de expansie van de belastbare massa ten gevolge van de gestegen waarde van de bestedingen en van de inkomens. Hierbij wordt dus iedere invloed van wijziging in de fiscale wetgeving of andere factoren, zoals de bestrijding van de fraude, buiten beschouwing gelaten.

De toeneming van de belastbare massa zal in 1976 de ontvangsten met 83,8 miljard doen stijgen, waarvan :

— 64,1 miljard betrekking hebben op alle belastingen met uitzondering van de B. T. W. en de nog gehandhaafde met het zegel gelijkgestelde taksen;

— 19,7 miljard op de laatstgenoemde belastingen.

Voor de raming van deze bedragen werd zoals gewoonlijk uitgegaan van de vermoedelijke ontvangsten voor 1975, rekening houdend met een waardegroei van het B. N. P. in 1976 met 11,4 % (1,9 % in volume en 9,3 % in prijzen, vermenigvuldigd met een elasticiteitscoëfficiënt.

Hieruit kan worden afgeleid dat een expansie van de belastbare massa in 1976 met 83,8 miljard grosso modo overeenstemt met een macro-economische stijging van de belastingopbrengst met 7,4 miljard per 1 %-variatie in waarde van het B. N. P.

Dit bedrag van 7,4 miljard toont meteen aan hoe conjunctuurgevoelig de opbrengst van de fiscale ontvangsten wel is en hoe afhankelijk de raming van de fiscale ontvangsten van de economische prognose is.

b) *Juistere inning van de belastingen en bestrijding van de fiscale fraude.*

In 1976 wordt van de actie voor een betere en juistere belastinginning een opbrengst van 7,5 miljard meer verwacht, waarvan 4,5 miljard aan directe belastingen en 3 miljard aan B. T. W.

Dikwijls wordt de Regering en inzonderheid de Minister van Financiën een zeker immobilisme verweten inzake de bestrijding van de fiscale fraude. De Minister acht die verwijten onrechtvaardig, want de belastingdiensten kunnen

vent témoigner que le département des Finances a fourni ces dernières années un effort énorme et ininterrompu en vue d'aboutir à une meilleure perception de l'impôt.

L'accent a surtout été mis sur les contrôles individuels : le nombre de ceux-ci s'est accru considérablement et ils ont été effectués d'une manière de plus en plus approfondie. Il est clair que cette action soutenue a déjà amélioré notablement le rendement des administrations fiscales et contribuera à l'améliorer encore à l'avenir.

Alors que la récession généralisée menace de plus en plus le bien-être des faibles, le Gouvernement est fermement décidé à poursuivre sans désespérer la lutte contre la fraude fiscale et à l'intensifier encore de manière à faire jouer au maximum la solidarité qui est recherchée par la législation fiscale à travers la politique de redistribution des revenus et des patrimoines.

Ainsi, le Gouvernement a pris, entre autres, une décision importante, à savoir, qu'à partir de l'exercice d'imposition 1976, le délai d'imposition exceptionnel prévu par l'article 259 du Code des impôts sur les revenus sera porté de 3 ans à 5 ans quand les infractions aux dispositions dudit Code sont commises dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

L'article 263 du même Code qui prévoit un délai d'imposition spécial de 12 mois quand une action judiciaire révèle que certains revenus n'ont pas été déclarés ou ont été dissimulés, est élargi. C'est ainsi que ce délai spécial d'imposition sera désormais également d'application :

— en matière de précompte mobilier et de précompte professionnel;

— quand il résulte, d'enquêtes ou d'examens effectués par les instances compétentes d'un Etat avec lequel la Belgique a conclu un accord tendant à éviter la double imposition, que des revenus taxables en Belgique n'ont pas été déclarés.

c) Incidence nette en 1976 des modifications fiscales.

Le budget pour 1976 subit l'influence de quelques modifications autonomes à la fiscalité qui s'élèvent en net à 0,3 milliard.

Il s'agit, d'une part, de nouvelles mesures propres à l'année 1976 et, d'autre part, de mesures prises en 1975 et qui exercent encore une répercussion sur le budget pour 1976.

— Nouvelles mesures propres à l'année 1976.

— la majoration des droits d'accise sur les vins et de la taxe de consommation sur les alcools, qui produira un supplément de recettes de 1,2 milliard;

— l'incidence de la majoration commerciale du prix des cigarettes, qui se traduira par un supplément de recettes de 1,0 milliard;

— quelques modifications importantes au régime de l'I. P. P. (taxation des revenus de remplacement, adaptation du régime du cumul des revenus des époux et aménagement familial de l'impôt), qui produiront un supplément net de recettes de 4,0 milliards.

Répercussion en 1976 de mesures prises en 1975.

— majorations fiscales pour un montant de 6,0 milliards, notamment l'impôt des sociétés, le doublement du revenu cadastral, etc.;

— pertes de recettes à concurrence de 11,9 milliards imputables notamment à l'indexation des barèmes fiscaux,

met hem getuigen dat het Departement van Financiën de laatste jaren een ononderbroken en enorme inspanning heeft geleverd om te komen tot een juistere belastinginning.

De nadruk werd vooral gelegd op de individuele controles : het aantal ervan steeg aanzienlijk en de controle werd steeds grondiger verricht. Het is duidelijk dat die aanhoudende actie het rendement van de fiscale besturen reeds aanmerkelijk heeft verbeterd en mettertijd nog meer zal verbeteren.

Nu de algemene economische recessie het welzijn van steeds meer sociaal-economisch zwakken dreigt aan te tasten, is de Regering vastbesloten de bestrijding van de fiscale fraude onverpoosd verder te zetten en nog op te voeren ten einde de solidariteit, die via het beleid van herverdeling van de inkomsten en van het bezit door de belastingwetten wordt nagestreefd, geheel tot haar recht te laten komen.

Zo nam de Regering o.m. de belangrijke beslissing dat vanaf het aanslagjaar 1976 de buitengewone aanslagtermijn bepaald bij artikel 259 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 3 jaar op 5 jaar zal worden gebracht wanneer de overtredingen van de bepalingen van voormeld Wetboek gepleegd zijn met bedriegelijk opzet of met de bedoeling te schaden.

Ook zal artikel 263 van voormeld Wetboek, dat in een aanvullende aanslagtermijn van 12 maanden voorziet wanneer een rechtsvordering uitwijst dat van bepaalde inkomsten geen aangifte werd gedaan, worden verruimd. Aldus zal deze speciale aanslagtermijn voortaan ook van toepassing zijn :

— inzake de roerende en de bedrijfsvoorheffing;

— wanneer uit de enquêtes of onderzoeken verricht door de bevoegde instanties van een Staat, waarmede België een overeenkomst heeft gesloten ter vermindering van dubbele belasting, blijkt dat in België belastbare inkomsten niet werden aangegeven.

c) Netto-weerslag in 1976 van de belastingwijzigingen.

De begroting voor 1976 ondergaat de invloed van enkele op zichzelf staande wijzigingen in de fiscaliteit, die netto 0,3 miljard bedragen.

Het gaat enerzijds om nieuwe maatregelen die eigen zijn aan het jaar 1976 en anderzijds om maatregelen genomen in 1975 en die nog een invloed uitoefenen op de begroting voor 1976.

Nieuwe maatregelen eigen aan 1976.

— de verhoging van de accijns op wijn en van de verbruikstaks op alcohol, die 1,2 miljard meer zal opbrengen;

— de terugslag van de verhoging van de handelsprijs der sigaretten, die 1,0 miljard meer zal opbrengen;

— enkele belangrijke wijzigingen in het stelsel van de personenbelasting (taxatie van de vervangingsinkomens, aanpassing van het stelsel van de samenvoeging der inkomens van de echtgenoten en aanpassing van de belasting volgens de gezinstoestand), die 4,0 miljard meer zullen opbrengen.

Weerslag in 1976 van in 1975 genomen maatregelen.

— belastingverhogingen voor een bedrag van 6,0 miljard, meer bepaald de vennootschapsbelasting, de verdubbeling van het kadastraal inkomen enz.;

— verlies aan ontvangsten ten belope van 11,9 miljard, vooral toe te schrijven aan de indexering van de belasting-

à l'incidence sur les rôles de l'instauration du nouveau régime des versements anticipés et à l'abattement forfaitaire sur les stocks ainsi qu'aux allègements fiscaux pour les investissements complémentaires.

La plupart de ces mesures ont été largement commentées lors de la discussion du budget des Voies et Moyens de 1975. Il suffira donc d'explicitier les nouvelles mesures prévues pour 1976.

Les modifications en ce qui concerne les droits d'accise résultent d'accords dans le cadre du Benelux. Il y a lieu de souligner que le droit d'accise sur les vins qui sera doublé, est resté inchangé pendant 17 ans. Par ailleurs, le supplément de recettes en matière de cigarettes résulte de la majoration prévue de leur prix commercial; contrairement aux autres droits d'accise, celui sur les cigarettes est avant tout *ad valorem* et seulement dans une faible mesure un droit spécifique.

En raison de leur importance, le Ministre souhaite exposer plus en détail les modifications relatives à l'impôt des personnes physiques. Elles seront réalisées par le projet de loi relatif aux propositions budgétaires 1975-1976 et concernent :

— l'adaptation de l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 1976 (revenus de 1975) en faveur des titulaires de revenus modestes et moyens;

— l'adaptation familiale de l'I. P. P.;

— la révision du régime du cumul des revenus des époux;

— la réforme du régime fiscal des revenus de remplacement;

— le relèvement du maximum du forfait de dépenses ou charges professionnelles déductibles des rémunérations ou profits.

Adaptation de l'I. P. P. pour les titulaires de revenus modestes et moyens pour l'exercice d'imposition 1976.

Cette adaptation a pour but de neutraliser ou d'atténuer les effets défavorables de l'inflation persistante sur la progressivité des impôts pour les petits et moyens revenus.

Elle sera réalisée en se basant sur un taux d'inflation de 12,9 % en 1975 par rapport à 1974 et sera :

— complète pour les revenus professionnels nets ne dépassant pas 201 000 F;

— dégressive pour les revenus professionnels nets compris entre 201 000 F et 450 000 F.

La technique utilisée pour réaliser l'aménagement envisagé consiste à :

1° indexer les minimums imposables (qui sont portés à 62 000 F pour un isolé et 68 000 F pour un ménage) et les tranches inférieures du tarif de l'impôt;

2° aménager certains abattements.

Environ 3 millions de contribuables bénéficieront de cette adaptation, à savoir 2,5 millions de travailleurs salariés et 500 000 travailleurs indépendants, soit respectivement 90 % et 80 % du total des contribuables appartenant à ces catégories.

schalen, aan de weerslag op de kohieren van de invoering van het nieuwe stelsel van voorafbetalingen en aan de forfaitaire aftrek op de voorraden alsmede aan de fiscale verminderingen voor nieuwe investeringen.

De meeste van deze maatregelen werden uitvoerig gecommentarieerd bij de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting voor 1975. Derhalve kan worden volstaan met de nieuwe voor 1976 voorziene maatregelen uiteen te zetten.

De wijzigingen inzake de accijnzen steunen op afspraken in Beneluxverband. Hierbij kan worden aangestipt dat de accijns op wijn, die nu verdubbeld wordt, gedurende 17 jaar niet werd veranderd. Anderzijds vloeit de meeropbrengst inzake de sigaretten gewoon voort uit de in uitzicht gestelde prijsstijging; in tegenstelling tot de andere accijnzen is de accijns op sigaretten immers vooral een recht *ad valorem* en slechts in zeer geringe mate een specifiek recht.

De Minister zal de wijzigingen in de personenbelasting omwille van hun belangrijkheid achtereenvolgens nader toelichten. Ze zullen worden ingevoerd via het wetsontwerp betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 en ze hebben betrekking op :

— de aanpassing van de personenbelasting voor het aanslagjaar 1976 (inkomens 1975) voor kleine en middelgrote inkomens;

— de aanpassing van de personenbelasting volgens de gezinstoestand;

— de herziening van het stelsel van de samenvoeging van de inkomens van echtgenoten;

— de hervorming van het belastingstelsel van de vervangingsinkomens;

— de verhoging van het maximumbedrag der bedrijfsuitgaven of -lasten die van de bezoldigingen of baten aftrekbaar zijn.

Aanpassing van de personenbelasting voor kleine en middelgrote inkomens voor het aanslagjaar 1976.

Deze aanpassing heeft tot doel de nadelige weerslag van de aanhoudende inflatie op de belastingprogressiviteit te neutraliseren of te milderen voor kleine en middelgrote inkomens.

Zij wordt ingevoerd op basis van een jaarinflatie van 12,9 % in 1975 ten opzichte van 1974, en ze zal :

— volledig zijn voor de netto-bedrijfsinkomsten die 201 000 F niet overschrijden;

— degressief zijn voor de netto-inkomsten tussen 201 000 en 450 000 F.

De beoogde aanpassing wordt verwezenlijkt door :

1° de indexatie van de belastbare minima (die worden opgetrokken tot 62 000 F voor een alleenstaande en 68 000 F voor een gezin) en de lagere tranches van het belastingtarief;

2° de aanpassing van bepaalde voor aftrek vatbare posten.

De aanpassing zal ten goede komen aan ca. 3 miljoen belastingplichtigen, waarvan 2,5 miljoen werknemers en 500 000 zelfstandigen, hetzij 90 %, resp. 80 % van alle categorieën.

Aménagement familial de l'impôt des personnes physiques.

La limite au-delà de laquelle aucune réduction d'impôt pour charges de famille n'est accordée sera à nouveau sensiblement relevée.

Ainsi, la limite actuelle de 280 000 F plus 32 000 F par personne à charge au-delà de la troisième est portée :

- à 300 000 F majorés de 32 000 F par personne à charge pour l'exercice d'imposition 1976 (revenus de 1975);
- à 350 000 F majorés de 36 000 F par personne à charge pour l'exercice d'imposition 1977 (revenus de 1976).

En outre, une amélioration notable est apportée au régime de faveur des personnes à charge qui sont handicapées. C'est ainsi qu'à l'avenir tous les handicapés — et plus seulement les enfants — compteront pour deux. De même à l'avenir, les enfants handicapés compteront aussi pour deux en matière de réduction du précompte immobilier. De plus, les allocations pour handicapés n'entreront plus en ligne de compte pour déterminer si leurs moyens d'existence (montant limite pour être considéré comme personne à charge) s'élèvent à plus de 25 000 F.

Revision du cumul des revenus des époux.

En premier lieu à partir de l'exercice d'imposition 1976 (revenus de 1975), l'abattement spécial sur les revenus professionnels des femmes mariées qui s'élève à 40 % de ces revenus avec un minimum de 19 000 F et un maximum de 27 000 F sera porté à un montant uniforme de 46 000 F.

Ensuite, à partir de l'exercice d'imposition 1977 (revenus de 1976) interviendra la taxation séparée des revenus professionnels de la femme, pour autant que le revenu professionnel net cumulé des époux ne dépasse pas 350 000 F.

Bien que cette importante modification constitue en premier lieu une mesure sociale tendant à alléger la charge fiscale pour les familles dont les revenus modestes contraignent les époux à travailler tous les deux, le Ministre se réjouit que cette décision puisse être prise en cette année de la femme.

La limite de 350 000 F concerne l'ensemble des revenus professionnels nets taxables des époux, c'est-à-dire après déduction du montant brut des revenus, des charges professionnelles et de tous les abattements prévus sur les revenus professionnels globaux.

Réforme du régime fiscal des revenus de remplacement.

En vue d'éliminer certaines anomalies qui existent dans le système actuel, l'immunisation fiscale des revenus de remplacement — indemnités en cas de chômage, d'accident, de maladie —, sera progressivement supprimée.

C'est ainsi que, pour l'exercice d'imposition 1976 (revenus de 1975), les revenus de remplacement qui demeurent inférieurs à 80 % de la rémunération brute perdue resteront immunisés mais le montant de ceux-ci entrera en ligne de compte pour déterminer le taux de taxation auquel seront soumis les autres catégories de revenus taxables.

A partir de l'exercice d'imposition 1977 (revenus de 1976), l'immunisation de tous les revenus de remplacement sera en principe supprimée.

Aanpassing van de personenbelasting op grond van de gezinstoestand.

De grens waarboven geen belastingvermindering voor gezinslasten meer wordt toegekend, wordt opnieuw aanzienlijk verhoogd.

Zo wordt de huidige grens van 280 000 F plus 32 000 F per persoon ten laste boven de derde, verhoogd :

- tot 300 000 F, vermeerderd met 32 000 F per persoon ten laste, voor het aanslagjaar 1976 (inkomen 1975);
- tot 350 000 F, vermeerderd met 36 000 F per persoon ten laste voor het aanslagjaar 1977 (inkomen 1976).

Verder wordt er een grote verbetering gebracht in de gunstregeling voor gehandicapten ten laste. Zo zullen voortaan alle gehandicapten — en niet enkel meer de kinderen — voor twee tellen. Ook zullen de gehandicapte kinderen voortaan voor twee gerekend worden inzake de vermindering van de onroerende voorheffing. Bovendien zullen de toelagen aan de gehandicapten niet meer in overweging genomen worden om te bepalen of hun bestaansmiddelen meer dan 25 000 F (grensbedrag om te kunnen doorgaan als persoon ten laste) bedragen.

Herziening van de samenvoeging van de inkomens van echtgenoten.

In de eerste plaats zal vanaf het aanslagjaar 1976 (inkomens 1975) de speciale aftrek op de bedrijfsinkomsten van de gehuwde vrouw, die thans 40 % bedraagt van die bedrijfsinkomsten met een minimum van 19 000 F en een maximum van 27 000 F, opgetrokken worden tot een uniform bedrag van 46 000 F.

Vervolgens zal vanaf het aanslagjaar 1977 (inkomens 1976) opnieuw de afzonderlijke belasting van het beroepsinkomen van de vrouw van kracht worden, voor zover het samengevoegd netto-bedrijfsinkomen van de echtgenoten geen 350 000 F overtreft.

Hoewel die belangrijke wijziging in de eerste plaats een sociale maatregel is om de belastingdruk te verlichten voor gezinnen waarvan het bescheiden inkomen beide echtgenoten ertoe verplicht te gaan werken, verheugt de Minister zich erover dat deze beslissing genomen kon worden in het jaar van de vrouw.

De grens van 350 000 F betreft de gezamenlijke netto belastbare bedrijfsinkomsten van de echtgenoten, d.w.z. na aftrek van het brutobedrag van de bedrijfslasten van alle voorziene aftrekkingen op het totale bedrijfsinkomen.

Hervorming van het belastingstelsel van de vervangingsinkomens.

Om bepaalde anomalieën uit te schakelen die onder het huidige stelsel mogelijk zijn, zal de bestaande belastingvrijstelling van de vervangingsinkomens — vergoedingen in geval van werkloosheid, ziekte, ongeval — tragsgewijs worden opgeheven.

Zo zullen voor het aanslagjaar 1976 (inkomens 1975) de vervangingsinkomens welke lager zijn dan 80 % van de verloren brutobezoldiging, vrijgesteld blijven, maar het bedrag ervan zal in aanmerking worden genomen om de aanslagvoet te bepalen waartegen de andere belastbare inkomens zullen worden belast.

Vanaf het aanslagjaar 1977 (inkomens 1976) zal de vrijstelling van alle vervangingsinkomens in principe volledig worden opgeheven.

Cette suppression de l'immunité fiscale des revenus de remplacement sera toutefois assortie de mesures assurant l'exonération de fait des allocations de chômage et des prépensions, dès l'instant où ces allocations constituent les seuls revenus imposables des bénéficiaires, isolés ou ménages. L'exonération de fait est obtenue en instaurant à côté de l'abattement ordinaire de 10 000 F accordé à tous les contribuables bénéficiant de revenus professionnels :

1° un abattement spécial s'appliquant exclusivement aux revenus de remplacement autres que la prépension;

2° un abattement spécial s'appliquant uniquement aux revenus de remplacement constitués par une prépension.

Les autres caractéristiques concernant ces mesures ont été fournies lors de la discussion du projet de loi concernant les propositions budgétaires 1975-1976 (Doc. n° 680/10).

Relèvement du maximum du forfait de dépenses ou charges professionnelles déductible des rémunérations ou profits.

Le maximum du forfait de dépenses ou charges professionnelles est resté cliqué à 60 000 F depuis 1962. Le maximum sera porté de 60 000 F à 75 000 F à partir de l'exercice d'imposition 1977 (revenus de 1976).

d) Incidence de certaines corrections.

Pour clôturer le calcul de l'augmentation des recettes fiscales en 1976 par rapport à 1975, il y a lieu d'ajouter un dernier facteur, à savoir les incidences négatives à concurrence de 3,4 milliards de facteurs, qui, entre autres, n'exerceront plus d'influence en 1976 à savoir :

- les droits de douane non cédés à la C. E. E., en particulier ceux sur les produits C. E. C. A.;
- la partie des recettes qui, en 1975, résultent de l'ancien système des versements anticipés;
- la double recette en 1975 résultant de la restructuration de la taxe de circulation.

3. Situation monétaire et financière.

Besoins et moyens de financement de l'Etat.

En liaison avec la contraction de l'activité économique, la situation monétaire et financière s'est nettement détériorée dans le courant de l'année 1974.

Sous l'impulsion d'un affaiblissement de la demande de crédits des entreprises et particuliers et d'un recours moins important des pouvoirs publics aux organismes monétaires, le rythme de création de monnaie et de liquidités quasi monétaires s'est réduit pendant la première moitié de l'année; les opérations avec l'étranger ont cependant encore constitué en 1975 une source importante dans la formation du stock monétaire.

Sous ce dernier rapport, le Ministre a procédé à une analyse succincte de la balance des paiements de l'U. E. B. L. Pour les sept premiers mois de l'année, cette balance dégage un boni de 17,4 milliards contre un excédent de 25,2 milliards au cours de la même période de 1974. Cependant il y a lieu de constater que le boni de 1975 a été entièrement

Die opheffing van de fiscale vrijstelling der vervangingsinkomens zal evenwel gepaard gaan met maatregelen welke de feitelijke vrijstelling waarborgen van de werkloosheidsvergoedingen en van de brugpensioenen, zodra die toelagen de enige belastbare inkomsten van de verkrijgers — alleenstaanden of gezinnen — vormen. Die feitelijke vrijstelling wordt bekomen door het invoeren, naast de gewone aftrek van 10 000 F die wordt toegekend aan al de belastingplichtigen met bedrijfsinkomsten :

1° van een bijzondere aftrek die uitsluitend van toepassing is op de vervangingsinkomens die geen brugpensioen zijn;

2° van een bijzondere aftrek die uitsluitend van toepassing is op de vervangingsinkomens gevormd door een brugpensioen.

Verdere bijzonderheden omtrent deze regeling werden verstrekt bij de bespreking van het wetsontwerp betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 (Stuk n° 680/10).

Verhoging van het maximumbedrag der bedrijfsuitgaven of -lasten die van de bezoldigingen of baten aftrekbaar zijn.

Het maximumbedrag van de bedrijfsuitgaven of -lasten is sedert 1962 onveranderd vastgesteld op 60 000 F. Dat maximum zal vanaf het aanslagjaar 1977 (inkomsten van 1976) van 60 000 F op 75 000 F gebracht worden.

d) Terugslag van een aantal correcties.

Om een sluitende berekening van de stijging van de fiscale ontvangsten in 1976 t.o.v. 1975 te verschaffen, moet nog een laatste factor verklaard worden, nl. de negatieve terugslag ten belope van 3,4 miljard van factoren die o.m. geen invloed meer zullen uitoefenen in 1976, te weten :

- de douanerechten die niet afgestaan worden aan de E. E. G., in het bijzonder die op E. G. K. S. produkten;
- het gedeelte van de ontvangsten dat in 1975 voortvloeit uit het oud systeem van de voorafbetalingen;
- de dubbele ontvangst in 1975 die voortvloeit uit de herstructurering van de verkeersbelasting.

3. Financiële en monetaire toestand.

Financieringsmiddelen en -behoeften van de Staat.

Naast de verslapping van de economische activiteit is er in de loop van 1975 een merkbare ontspanning in de monetaire en financiële toestand opgetreden.

Onder invloed van een geringere vraag naar kredieten vanwege de ondernemingen en de particulieren en een geringer beroep van de overheid op de monetaire instellingen, is het ritme van de geldschepping en van de vorming van quasi-monetaire liquiditeiten gedurende de eerste helft van het jaar teruggelopen; niettemin hebben de verichtingen met het buitenland in 1975 nog in ruime mate bijgedragen tot de vorming van de geldvoorraad.

In dat verband geeft de Minister een bondige analyse van de betalingsbalans van de B. L. E. U. Voor de eerste zeven maanden van het jaar vertoont deze een boni van 17,4 miljard tegen een overschot van 25,2 miljard voor dezelfde periode van 1974. Er zij nochtans op gewezen dat het batig saldo voor dit jaar integraal toe te schrijven is aan

constitué au premier trimestre, la deuxième période ayant même accusé un déficit de 3,4 milliards.

En subdivisant la balance des paiements des sept premiers mois en opérations courantes, d'une part, et mouvements de capitaux, d'autre part, on constate que les premières sont excédentaires à concurrence de 32,0 milliards (17,1 milliards en 1974), alors que les seconds dénotent une sortie nette de 10,9 milliards contre une entrée nette de 4,7 milliards en 1974. Ce renversement trouve surtout son origine dans les acquisitions de valeurs mobilières par des résidents et s'explique en majeure partie par des considérations de rendement des placements.

La liquidité du système financier a été favorisée aussi par le redressement de l'épargne des ménages et par la déstérilisation de la réserve monétaire. Celle-ci s'élevait encore à 20,7 milliards au début de l'année; elle a été libérée progressivement et a été restituée par une dernière tranche au début de juillet. Cette liquidité face à une demande de financement moins vigoureuse influence favorablement le coût de l'argent et des capitaux. Le taux d'escompte de la Banque nationale, qui s'élevait encore à 8,75 % au début de l'année, a été ramené, par tranches de 0,50 point, à 6 % le 21 août 1975.

La manipulation de cet instrument de politique monétaire a été inspirée par les décisions de même nature prises dans plusieurs pays de la C. E. E. et par le climat conjoncturel déprimé.

Sur le marché monétaire également, le taux des certificats du Fonds des rentes est revenu d'un maximum de 12 % au milieu de 1974 à 6,20 % à l'heure actuelle.

Les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs ont également suivi le mouvement de repli et se sont aussi adaptés aux conditions prévalant sur le marché.

La baisse assez sensible des taux d'intérêt sur le marché belge des obligations, intervenue entre janvier et juillet, s'est arrêtée depuis lors et a fait place à un certain redressement. Ainsi, le taux de rendement des obligations d'Etat à échéance de plus de cinq ans, cotés à la Bourse de Bruxelles qui avait fléchi de 9,24 % en février 1975 à 8,07 % en juillet est remonté à 8,41 % en septembre; ce mouvement et celui observé sur des marchés similaires à l'étranger a été à l'origine d'un certain renchérissement des conditions d'émission du dernier emprunt d'Etat.

En abordant cet aspect, on est tout naturellement amené à évoquer les moyens et les besoins de financement de l'Etat.

Si, en liaison avec la récession économique, la demande de fonds des entreprises et des particuliers s'est ralentie, celle du secteur public et particulièrement de l'Etat a été élargie, la récession ayant affecté simultanément les recettes et les dépenses budgétaires. Grâce à l'abondance des liquidités, les pouvoirs publics ont eu un accès aisé au marché des capitaux, les émissions publiques ayant atteint 175,1 milliards au cours des neuf premiers mois de 1975 contre 114,5 milliards pendant la même période de 1974. En ce qui concerne ces émissions, l'Etat et le Fonds des routes interviennent à concurrence de 162,1 milliards en 1975 et 106,0 milliards en 1974.

Ces émissions d'emprunts sont destinées à couvrir le solde des opérations budgétaires (opérations courantes et opérations de capital), le solde des opérations de trésorerie et les amortissements contractuels de la dette publique qui, depuis l'introduction du budget unique, ne sont plus compris dans les dépenses budgétaires, au même titre d'ailleurs que les remboursements hors budget et ceux effectués sur les emprunts à échéance intercalaire.

Ces diverses opérations sont schématisées dans le tableau ci-après qui ne porte cependant que sur les huit premiers mois de l'année.

het eerste kwartaal, want de tweede periode geeft een tekort van 3,4 miljard te zien.

Als de betalingsbalans van de eerste zeven maanden wordt gesplitst in lopende verrichtingen enerzijds en kapitaalbewegingen anderzijds, dan komt men voor de eerstgenoemde tot een overschot van 32,0 miljard (17,1 miljard voor 1974), terwijl de kapitaaltransacties wijzen op een netto-uitvoer van 10,9 miljard tegenover een netto-invoer van 4,7 miljard in 1974. Deze wending vindt vooral haar oorsprong in de aankoop van roerende waarden in het buitenland door Belgische ingezetenen, die hoofdzakelijk te verklaren is door rendementsoverwegingen.

De liquiditeit van het financiële systeem werd ook begunstigd door de opleving van het gezinssparen en door het weer vrijmaken van de monetaire reserve. Deze beliep nog 20,7 miljard bij het begin van het jaar. Geleidelijk werd zij vrijgegeven en de laatste tranche werd begin juli teruggestort. Deze ruimere liquiditeit met daartegenover een minder sterke financieringsbehoefte beïnvloedt gunstig de kostprijs van geld en kapitaal. De discontovoet van de Nationale Bank, die begin dit jaar nog 8,75 % bedroeg, werd telkens met tranches van 0,5 punt, teruggebracht tot 6 % op 21 augustus 1975.

De aanwending van dit instrument van monetaire politiek werd enerzijds ingegeven door de gelijkaardige beslissingen in verscheidene E. E. G.-landen en anderzijds door het depressief conjunctureel klimaat.

Ook op de geldmarkt is de intrestvoet van certificaten van het Rentefonds teruggefallen van een maximum van 12 % medio 1974 tot 6,20 % op dit ogenblik.

Zowel de debet- als de creditrente hebben deze dalende tendens gevolgd, waarbij ze aldus aan de geldende marktvoorwaarden werden aangepast.

De vrij aanzienlijke daling van de rentevoet op de Belgische obligatiemarkt die zich voordeed tussen januari en juli van dit jaar, is sedertdien beëindigd en heeft zelfs plaats gemaakt voor een zeker herstel. Zo is het rendement van de op de Brusselse beurs genoteerde Staatsobligaties met een looptijd van meer dan 5 jaar, na van 9,24 % in februari 1975 tot 8,07 % in juli te zijn gedaald, weer gestegen tot 8,41 % in september. Deze ontwikkeling en de bewegingen die werden vastgesteld op gelijkaardige markten in het buitenland, liggen ten grondslag aan een bepaalde verhoging van de emissievoorwaarden van de jongste Staatslening.

In dit verband komen als vanzelf de financieringsmiddelen en -behoeften van de Staat ter sprake.

Terwijl de vraag naar middelen bij de ondernemingen en particulieren is afgezwakt ten gevolge van de recessie, werd de financieringsbehoefte van de overheidssector en meer in het bijzonder van de Staat groter, omdat de recessie zowel de begrotingsontvangsten als -uitgaven ongunstig beïnvloedde. Dank zij de overvloed aan liquiditeiten kon de overheid gemakkelijk een beroep op de kapitaalmarkt doen; zo bereikten de publieke emissies 175,1 miljard gedurende de eerste negen maanden van 1975, tegenover 114,5 miljard tijdens de overeenkomstige periode van 1974. Het aandeel van Staat en Wegenfonds daarin bedraagt 162,1 miljard, tegenover 106,0 miljard in 1974.

Deze leningen zijn bestemd om het saldo van de budgettaire verrichtingen (lopende en kapitaalverrichtingen), het saldo van de schatkistverrichtingen en de contractuele aflossingen van de Staatsschuld die, sinds de invoering van de eenheidsbegroting, niet meer in de begrotingsuitgaven begrepen zijn, zoals trouwens ook de terugbetalingen buiten begroting en de terugbetalingen voor leningen met tussentijdse vervaldag, te dekken.

Deze verschillende verrichtingen worden in de onderstaande tabel schematisch voorgesteld. Het gaat hier evenwel slechts over de verrichtingen van de eerste acht maanden van het jaar.

(Situation de caisse - en milliards).

1. Opérations courantes :

	1974	1975
Dépenses courantes	— 336,5	— 415,9
Recettes courantes	+ 332,3	+ 361,3
Solde	— 4,2	— 54,6

2. Opérations en capital :

Dépenses	— 39,7	— 51,1
Recettes	+ 3,5	+ 4,8
Solde	— 36,2	— 46,3

3. Solde des opérations de Trésorerie — — 0,5

4. Solde global net à financer ... — 40,4 — 101,4

(augmentation de la dette publique).

5. Amortissements	— 35,7	— 57,5
(amortissements contractuels) ...	(25,0)	(21,5)
(remboursements)	(10,7)	(36,0)

6. Solde brut à financer ... — 76,1 — 158,9

Fin août 1975, le solde net à financer accuse une détérioration appréciable qui est imputable dans une large mesure aux opérations courantes dont le solde négatif passe de 4,2 milliards en 1974 à 54,6 milliards en 1975.

Cette évolution doit être interprétée en tenant compte d'un certain nombre de facteurs, notamment :

- le nouveau régime des versements anticipés dont l'étalement porte désormais sur quatre échéances dont les deux dernières se situent en octobre et décembre;
- des transferts aux Fonds des provinces et des communes effectués pour 2,0 milliards en janvier 1975 pour compte de 1974;
- le nouveau Fonds des hôpitaux dont les dépenses s'élèvent à 3,3 milliards;
- la dégradation du marché de l'emploi provoquant, à charge du budget, des dépenses de chômage supplémentaires de 14,3 milliards par rapport à 1974;
- des dépenses additionnelles en faveur des transports en commun (+ 5,4 milliards) qui, pour des motifs conjoncturels, n'ont pu adapter leurs tarifs.

L'estimation mathématique de l'incidence de tous ces facteurs explique à concurrence de 38,4 milliards l'aggravation du déficit aux opérations courantes.

Il serait évidemment déraisonnable de vouloir extrapoler sur le restant de l'année à courir les déficits budgétaires constatés au terme des huit premiers mois. Des recettes importantes sont attendues aux mois d'octobre et de décembre au titre des versements anticipés et du paiement additionnel de la T. V. A. sur les opérations de décembre. Elles contribueront à normaliser dans une certaine mesure la situation actuelle.

Selon les estimations les plus récentes, le solde net à financer pour l'année entière ne devrait guère s'écarter de celui acté au terme des huit premiers mois, soit 101,4 milliards.

L'accroissement de la dette publique, qui équivaut à ce solde, a été essentiellement localisé au niveau de la dette consolidée dont l'expansion, au terme des huit premiers mois

(Kastoeestand - miljarden)

1. Lopende verrichtingen :

	1974	1975
Uitgaven	— 336,5	— 415,9
Ontvangsten	+ 332,3	+ 361,3
Saldo	— 4,2	— 54,6

2. Kapitaalverrichtingen :

Uitgaven	— 39,7	— 51,1
Ontvangsten	+ 3,5	+ 4,8
Saldo	— 36,2	— 46,3

3. Saldo van de Schatkistverrichtingen — — 0,5

4. Globaal netto de financieren saldo ... — 40,4 — 101,4

(toename van de Staatsschuld) .

5. Aflossingen	— 35,7	— 57,5
(contractuele aflossingen)	(25,0)	(21,5)
(terugbetalingen)	(10,7)	(36,0)

6. Bruto te financieren saldo ... — 76,1 — 158,9

Eind augustus 1975 vertoont het netto te financieren saldo een merkbare verslechtering die in grote mate te wijten is aan de lopende verrichtingen, waarvan het negatief saldo van 4,2 miljard in 1974 tot 54,6 miljard in 1975 stijgt.

Bij de interpretatie van deze ontwikkeling moet men nochtans rekening houden met een aantal factoren, onder meer :

- het nieuwe stelsel van voorafbetalingen, die voortaan over vier vervaldagen gespreid zijn, waarvan de laatste twee in oktober en december liggen;
- de overschrijvingen op het Fonds der provincies en op het Gemeentefonds uitgevoerd ten belope van 2 miljard in januari 1975 voor rekening van 1974;
- het nieuwe Fonds voor de ziekenhuizen, waarvan de uitgaven 3,3 miljard bedragen;
- de verslechtering van de arbeidsmarkt, waardoor de begroting ten opzichte van 1974 met 14,3 miljard bijkomende uitgaven voor werkloosheid bezwaard wordt;
- de bijkomende uitgaven voor het gemeenschappelijk vervoer ($\pm$ 5,4 miljard), dat om conjuncturele redenen zijn tarieven niet kon aanpassen.

De wiskundige raming van de invloed van al deze factoren verklaart de toename van het tekort op de lopende verrichtingen ten belope van 38,4 miljard.

Het ware vanzelfsprekend onredelijk de op het einde van de eerste acht maanden vastgestelde begrotingstekorten te willen extrapoleren voor de rest van het jaar. Grote ontvangsten worden immers in de maanden oktober en december verwacht van de voorafbetalingen en de bijkomende betaling van de B. T. W. op de verrichtingen van december. Zij zullen tot op zekere hoogte tot de normalisatie van de huidige toestand bijdragen.

Volgens de meest recente ramingen zou het netto te financieren saldo voor het hele jaar nagenoeg niet afwijken van het na de eerste acht maanden vastgestelde saldo, nl. 101,4 miljard.

De stijging van de openbare schuld, die met dit saldo overeenstemt, is essentieel gelokaliseerd bij de geconsolideerde schuld, waarvan de stijging in de eerste acht maanden

s'élève à 65,0 milliards, soit 64,1 % de l'augmentation totale. En raison de l'aisance des marchés de fonds, le Trésor public a placé des certificats de trésorerie auprès d'intermédiaires financiers pour un montant de 43,0 milliards. Que le Trésor n'ait guère eu de difficultés dans la collecte de fonds peut être illustré au surplus par les prélèvements sur la ligne de crédit dont il dispose auprès de la Banque nationale. La moyenne journalière de ces prélèvements n'atteint que 4,2 milliards pour les huit premiers mois de 1975 contre 10,0 milliards pendant la période correspondante de 1974.

Il est prévu que, pour l'année 1976, le résultat budgétaire global atteindra un ordre de grandeur assez proche de celui de 1975; cette situation implique néanmoins une réduction de 25,0 à 17,0 milliards de la régression de l'épargne au titre des opérations courantes. Par contre, les décaissements au niveau des opérations en capital dépasseront ceux de 1975, par suite de l'incidence du programme conjoncturel d'investissement mis en œuvre en 1975.

En admettant — et l'élaboration de prévisions en la matière est très aléatoire — que l'ensemble des opérations de trésorerie, à l'exclusion des remboursements et amortissements de la dette, se compensent en recettes et dépenses, l'augmentation nette de la dette publique pourrait être d'un ordre de grandeur semblable à celui de 1975, soit environ 102 milliards.

Le financement des besoins de l'Etat devrait surtout être opéré par appels aux marchés de fonds, dont l'aisance actuelle pourrait persister eu égard à la propension à épargner des ménages.

Quant aux conditions de rémunération des emprunts, leur évolution sera surtout dictée par les tendances sur les marchés internationaux dont il ne faudra pas s'écarter afin de prévenir des sorties non souhaitables de capitaux.

Si les prévisions d'évolution de la dette publique se réalisent, sa relation au P. N. B. tendrait à décroître encore légèrement en 1975 et en 1976.

En conclusion, le Ministre a souligné que la détérioration des finances publiques en 1975 et en 1976, et, par voie de conséquence, l'élargissement des besoins de financement en 1975 et 1976 dans des proportions fort importantes, est d'origine conjoncturelle surtout et répond aux pratiques spontanées ou délibérées de soutien de l'activité économique. Cette situation n'est pas propre à notre pays; elle existe dans des proportions semblables sinon plus prononcées dans la plupart des pays industrialisés.

Toutefois, il y a lieu de veiller à rentrer dans la voie de l'orthodoxie budgétaire et de dégager à nouveau une épargne importante au niveau des opérations courantes dès que la reprise économique sera devenue une réalité. Il s'agit là d'une condition indispensable au retour d'une croissance équilibrée, seul gage d'un progrès social réel.

II. — EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET.

L'année budgétaire 1976 est la seconde pour laquelle le budget est présenté selon la formule nouvelle du budget unique qui globalise les dépenses courantes et les dépenses de capital et débouche notamment sur le solde net à financer.

Ce solde net se situera, en 1976, à environ 100 milliards, montant qui représente en même temps l'ordre de grandeur de l'accroissement net de la dette publique.

Le montant, d'une centaine de milliards approximativement, est pratiquement équivalent à celui qui peut être attendu pour 1975.

65,0 milliard frank bedroeg, dit is 64,1 % van de totale toename. Wegens de ontspanning op de geld- en kapitaalmarkt plaatste de Thesaurie voor 43,0 miljard schatkistcertificaten bij de financiële instellingen. Dat de Schatkist bijna geen moeilijkheden had met het inzamelen van liquiditeiten wordt trouwens aangetoond door de opnemingen op de kredietlijn waarover ze bij de Nationale Bank kan beschikken. Het daggemiddelde van die opnemingen bereikte slechts 4,2 miljard tijdens de eerste acht maanden van 1975, tegen 10,0 miljard tijdens de overeenstemmende periode van 1974.

Verwacht wordt dat het totale begrotingsresultaat voor 1976 even groot als dat van 1975 zal zijn; zulks impliceert nochtans dat de daling van de spaargelden op de lopende rekening van 25 tot 17 miljard zal verminderen. Daarentegen zullen de betalingen op de kapitaalrekening die van 1975 overtreffen, ten gevolge van de weerslag van het in 1975 op gang gebrachte conjunctureel investeringsprogramma.

In de veronderstelling dat — en het opstellen van de desbetreffende ramingen is zeer wisselvallig — over de gezamenlijke schatkistverrichtingen (met uitsluiting van schuldelgingen en -terugbetalingen) ontvangsten en uitgaven elkaar compenseren, zou de nettostijging van de openbare schuld even hoog als die van 1975 kunnen zijn, namelijk ongeveer 102 miljard.

De financiering van de Staatsbehoeften zou vooral moeten gebeuren door een beroep op de kapitaalmarkt, waarvan de huidige ontspanning kan aanhouden, gelet op de spaarneiging der gezinnen.

Het verloop van de uitgiftevoorwaarden van de leningen wordt vooral bepaald door de internationale markttendenzen, waarvan we niet te veel mogen afwijken, ten einde ongewenste kapitaalvlucht te voorkomen.

Verloopt de openbare schuld zoals voorzien, dan zou haar verhouding tot het B. N. P. in 1975 en 1976 nog wat dalen.

Tot besluit wijst de Minister erop dat de verslechtering van onze openbare financiën in 1975 en 1976 en bijgevolg de aanzienlijke stijging van de financieringsbehoeften in die beide jaren vooral van conjuncturele oorsprong zijn en beantwoorden aan de spontane of overlegde praktijken van ondersteuning van de economische activiteit. Die toestand is niet eigen aan ons land: hij bestaat in even grote, zonet nog grotere mate in de meeste geïndustrialiseerde landen.

Er moet nochtans voor gewaakt worden dat naar de begrotingsorthodoxie teruggekeerd wordt en dat de lopende rekeningen opnieuw een aanzienlijk spaarsaldo te zien geven, zodra het economisch herstel werkelijkheid wordt. Het gaat hier om een noodzakelijke voorwaarde voor de terugkeer tot een evenwichtige groei, de enige waarborg voor een werkelijk sociale vooruitgang.

II. — UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR BEGROTING.

Het begrotingsjaar 1976 is het tweede waarvoor de begroting wordt voorgesteld onder de nieuwe vorm van de eenheidsbegroting die de lopende uitgaven alsmede de kapitaaluitgaven globaliseert, en ondermeer uitmondt op het netto te financieren saldo.

Dit netto saldo zal in 1976 ongeveer 100 miljard F belopen, bedrag dat terzelfdertijd en in grote lijnen overeenstemt met de netto-aangroei van de rijksschuld.

Hetzelfde bedrag van ongeveer 100 miljard stemt praktisch overeen met het negatief saldo dat voor 1975 kan worden verwacht.

Cette considération très générale n'est sans doute pas inutile avant d'entamer l'analyse du budget de 1976, ainsi que celle de l'exécution du budget de 1975.

Elle permet en effet d'apprécier, non seulement l'ordre de grandeur de l'importance de l'appel au marché des capitaux auquel l'Etat devra recourir, mais aussi l'évolution d'une année à l'autre des grandes masses budgétaires.

1. Feuilleton d'ajustement pour 1975.

Le budget voté pour 1975 s'élevait, en dépenses courantes, à 613,9 milliards et, en dépenses de capital, à 76,6 milliards.

Pour éviter une confusion qui se manifeste parfois dans l'esprit de certains, il y a lieu de souligner immédiatement que le montant de 613,9 milliards qui vient d'être cité comprenait les dépenses qui sont financées par des recettes fiscales affectées pour 33,3 milliards de F.

Quant aux 76,6 milliards de dépenses de capital, il s'agit exclusivement des crédits figurant dans le budget de l'Etat, au sens strict du terme. Ces montants ne comprennent donc pas les dépenses d'organismes d'intérêt public autonomes, tels que le Fonds des routes, la Régie des transports maritimes, etc.

Ces dépenses de capital ne correspondent donc que partiellement au programme d'investissements publics; elles comprennent d'autre part des dépenses de participations, charges financières et autres opérations qui se situent en dehors du domaine strict de l'investissement.

Le montant cité totalise les crédits non dissociés et les ordonnancements des crédits dissociés.

Comment ces crédits ont-ils évolué depuis lors ?

Pour les dépenses de capital, les ajustements atteignent un montant qui ne dépasse pas les 2 milliards et qui se situe principalement dans des participations au budget du Ministère des Finances, des dépenses supplémentaires pour la coopération au développement, des travaux d'entretien au budget du Ministère des Travaux publics, et au service de la Dette publique.

Pour ce qui est des dépenses courantes, le feuilleton de 1975 s'élève, en net, à 31,8 milliards pour les crédits de l'année courante et à 5 milliards pour les crédits des années antérieures.

Les principales majorations de dépenses trouvent leur origine dans l'évolution de la situation économique.

C'est ainsi que le budget du département de l'Emploi et du Travail accuse une majoration de plus de 11 milliards de F due à l'accroissement du chômage, phénomène auquel — pas plus que nos voisins — nous ne pouvons échapper en dépit des efforts faits par le Gouvernement pour la relance de l'économie.

La hausse des prix, de son côté, intervient dans ces suppléments pour quelque 6 milliards; la programmation sectorielle de la Fonction publique qui est la conséquence des accords de programmation signés en 1973 pour les années 1974-1975, entraîne une majoration d'environ 3 milliards.

La résorption progressive des retards de paiement dans le secteur de l'Education nationale a également exigé un supplément de crédits dont une bonne part se retrouve dans les quelque 4 milliards d'augmentation des budgets de ce département, indépendamment des effets de l'évolution de l'indice des prix.

Deze zeer algemene beschouwing is ongetwijfeld op haar plaats vooraleer de analyse van de begroting voor 1976, evenals die betreffende de uitvoering van de begroting voor 1975, aan te vatten.

Zij maakt het inderdaad mogelijk een appreciatie uit te brengen, niet alleen over de orde van grootte van het beroep op de kapitaalmarkt waartoe de Staat zal moeten overgaan, maar eveneens over de evolutie van het ene jaar tot het andere, van de grote budgettaire massa's.

1. Aanpassingsblad voor 1975.

De gestemde begroting voor 1975 bevatte 613,9 miljard in lopende uitgaven en 76,6 miljard in kapitaaluitgaven.

Ten einde een verwarring te voorkomen die soms bij een aantal waarnemers optreedt, moet onmiddellijk worden onderstreept dat het zopas geciteerde bedrag van 613,9 miljard eveneens de uitgaven omvatte die gefinancierd worden via de toegewezen fiscale ontvangsten voor een bedrag van 33,3 miljard F.

Wat de 76,6 miljard kapitaaluitgaven betreft, gaat het uitsluitend om de kredieten die voorkomen in de Rijksbegroting in de strikte zin van het woord. Deze bedragen bevatten derhalve niet de uitgaven van autonome instellingen van openbaar nut, zoals het Wegenfonds, de Regie voor Maritiem Transport, enz.

Deze kapitaaluitgaven beantwoorden dus slechts gedeeltelijk aan het programma voor de openbare investeringen; zij bevatten evenwel de uitgaven voor participaties, financiële lasten en andere operaties die buiten het strikt domein van de investeringen vallen.

Het geciteerde bedrag bevat de niet-gesplitste kredieten en de ordonnancements van de gesplitste kredieten.

Hoe zijn deze kredieten sedertdien geëvolueerd ?

Voor de kapitaaluitgaven bedragen de aanpassingen een bedrag dat de 2 miljard niet overschrijdt en zich hoofdzakelijk situeert in de participaties op de begroting van het Ministerie van Financiën, in de bijkomende uitgaven voor ontwikkelings samenwerking, in de onderhoudswerken op de begroting van het Ministerie van Openbare Werken en op de dienst voor de Rijksschuld.

Wat de lopende uitgaven betreft, bedraagt het feuilleton 1975 netto 31,8 miljard voor de kredieten van het lopende dienstjaar en 5 miljard voor de kredieten van vroegere dienstjaren.

De belangrijkste stijgingen van de uitgaven zijn te wijten aan de ontwikkeling van de economische toestand.

Aldus vertoont de begroting van het departement van Arbeid en Tewerkstelling een verhoging van meer dan 11 miljard F ingevolge de aangroei van de werkloosheid, een verschijnsel waaraan wij, evenmin als onze buurlanden, kunnen ontsnappen niettegenstaande de door de Regering ondernomen inspanningen inzake de heropleving van de economische activiteit.

De prijsstijging van haar kant komt in deze meeruitgaven tussen voor ongeveer 6 miljard; de sectoriële programmering voor het Openbaar Ambt, die het gevolg is van de programmerie-akkoorden die in 1973 werden gesloten voor de jaren 1974-1975, veroorzaakt een verhoging van ongeveer 3 miljard.

De geleidelijke opslorping van de vertragingen in de betalingen in de sector van Nationale Opvoeding vereist eveneens een bijkomend krediet, waarvan een groot gedeelte wordt teruggevonden in de 4 miljard verhoging voor de begrotingen van deze departementen, afgezien van de weerslag van de evolutie van de index van de prijzen.

L'assurance maladie-invalidité, malgré diverses mesures qui ont été mises en œuvre pour adapter les recettes et modérer la croissance des dépenses, exige également un supplément de crédit d'environ 5 milliards.

Il est superflu de souligner que la crise économique frappe tout particulièrement l'ensemble des entreprises relevant du département des Communications et qu'en conséquence des crédits supplémentaires, relativement importants, doivent être affectés à la couverture des déficits correspondants.

Pour résumer, on peut produire le tableau suivant :

Chômage	+ 11,5 milliards
Entreprises du secteur des Communica- tions	+ 3,5 milliards
Index	+ 5,9 milliards
Prévoyance sociale (dont 5 milliards en en assurance maladie-invalidité)	+ 5,5 milliards
Education nationale	+ 4,0 milliards
Programmation sociale Fonction publi- que	+ 3,0 milliards

Compte tenu de certains cas de double emploi qu'il n'aurait pas été possible d'éliminer, nous sommes en mesure de conclure que ces causes d'augmentation totalisent environ 30 milliards.

Le bilan pour 1975 se présente, par conséquent, comme suit (opération courante en milliards de F) :

Dépenses :

Budget voté	613,8
Feuilleton de l'année en cours	+ 31,8
Budget ajusté	645,7

Recettes :

Initiales	623,6
Moins-value nette probable	- 9,0
Réestimation	614,6

Déficit :

645,7 de dépenses - 614,6 de recettes = 31,1 milliards.

Le déficit probable pour 1975, soit 31 milliards, est pratiquement du même niveau que le feuilleton d'ajustement net des dépenses (31,8 milliards).

Cette coïncidence des chiffres trouve son origine dans le fait que, contrairement aux années précédentes pour lesquelles le déficit était inférieur au montant du feuilleton, les moins-values fiscales (9 milliards) compensent cette année le solde positif du budget tel qu'il existait au moment du vote de celui-ci (10 milliards). Ces deux montants se compensant, il en résulte que le feuilleton des dépenses supplémentaires n'est pas partiellement neutralisé par l'évolution des recettes et contribue donc dans sa presque totalité à former le déficit de l'année.

De ziekte- en invaliditeitsverzekering vergt, niettegenstaande de verschillende maatregelen die werden getroffen om de ontvangsten aan te passen en de groei van de uitgaven te beheersen, eveneens een bijkomend krediet van ongeveer 5 miljard.

Het lijkt overbodig te onderstrepen dat de economische crisis speciaal het geheel van de ondernemingen die afhangen van het departement van Verkeerswezen treft, en dat bijgevolg relatief belangrijke bijkredieten moeten worden uitgetrokken voor de dekking van de desbetreffende deficits.

Samengevat kan men de hiernavolgende tabel opstellen :

Werkloosheid	+ 11,5 miljard
Ondernemingen van de sector Verkeers- wezen	+ 3,5 miljard
Index	+ 5,9 miljard
Sociale Voorzorg (waarvan 5 miljard voor ziekte- en invaliditeit)	+ 5,5 miljard
Nationale Opvoeding	+ 4,0 miljard
Sociale Programmatie Openbaar Ambt	+ 3,0 miljard

Rekening gehouden met sommige dubbeltellingen die onmogelijk konden worden weggewerkt, kunnen wij besluiten dat deze oorzaken van stijging in het totaal ongeveer 30 miljard F vertegenwoordigen.

De balans voor 1975 ziet er dan ook uit als volgt (lopende verrichtingen in miljarden F) :

Uitgaven :

Gestemde begroting	613,8
Feuilleton voor het lopend jaar	+ 31,8
Aangepaste begroting	645,7

Ontvangsten :

Oorspronkelijke	623,6
Vermoedelijke netto minder-opbrengst	- 9,0
Herschating	614,6

Deficit :

645,7 uitgaven - 614,6 ontvangsten = 31,1 miljard.

Het vermoedelijk deficit voor 1975, namelijk 31 miljard, is praktisch gelijk aan het netto-aanpassingsblad van de uitgaven (31,8 miljard).

Het samenvallen van beide cijfers vindt zijn oorsprong in het feit dat, in tegenstelling met de vorige jaren waarvoor het deficit beneden het bedrag van het feuilleton lag, dit jaar de fiscale minderontvangsten (9 miljard) het positief saldo van de begroting, zoals het voorkwam op het ogenblik van de stemming van de begroting (10 miljard), compenseren. Aangezien beide bedragen mekaar neutraliseren, spruit hieruit voort dat het feuilleton van bijkomende uitgaven niet gedeeltelijk wordt geneutraliseerd door de ontwikkeling van de ontvangsten en bijgevolg praktisch volledig het deficit van het lopend jaar uitmaakt.

2. Aperçu global du budget de 1976.

Le tableau global du budget de 1976 se présente comme suit :

2. Algemeen overzicht van de begroting 1976.

De globale tabel van de begroting voor 1976 ziet er uit als volgt :

Débit. — Debet		Crédit — Credit	
Opérations courantes. — Lopende verrichtingen.			
Dépenses budgétaires. — Begrotingsuitgaven ...	680,9	Recettes fiscales. — Fiscale ontvangsten ...	644,4
		Recettes non fiscales. — Niet-fiscale ontvangsten	19,5
		Total. — Totaal ...	663,9
Recettes affectées. — Toegewezen ontvangsten ...	+ 38,5		+ 38,5
Total opérations courantes. — Totaal lopende ver- richtingen ...	719,4.		702,4
		Déficit. — Deficit ...	17,0
Opérations de capital. — Kapitaalverrichtingen.			
Crédits d'ordonnancement. — Ordonnancerings- kredieten ...	85,1	Recettes de capital. — Kapitaalontvangsten ...	7,9
Marge non utilisée. — Niet aangewende marge ...	- 5,1		7,9
Déclassements probables sur le budget. — Vermoe- delijke deklasseringen op de begroting ...	80,0		
Fonds des routes. — Wegenfondsen ...	12,9		
Total des opérations de capital. — Totaal van de kapitaalverrichtingen ...	92,9		
Total du budget unique. — Totaal van de een- heidsbegroting ...	812,3	Déficit. — Deficit ...	85,0
			710,3
		Impasse budgétaire. — Begrotingsimpasse ...	102,0
		Amortissements. — Afschrijvingen ...	48,4
		Impasse brute. — Bruto impasse ...	150,4

A. Contexte général du budget pour 1976.

Voici, en résumé, quelles ont été les quatre hypothèses fondamentales sur lesquelles a été construit le budget pour 1976.

1. La croissance du produit national.

Le budget a été établi sur une prévision du produit national brut arrêté il y a quelques mois déjà et qui peut être considéré comme suffisamment valable actuellement encore, même si des évaluations plus récentes ont entre-temps été avancées. Celles-ci ne sont toutefois pas suffisamment convergentes pour que l'on puisse conclure à la nécessité de modifier la prévision initiale.

Une croissance du produit national de 1,9 % en volume et de 9,3 % en prix aboutit à un taux de croissance à prix courants de 11,4 %. Ce taux a notamment servi à calculer le volume des recettes fiscales et plus particulièrement celui des impôts directs, en tenant compte, en ce qui concerne ceux-ci, d'un coefficient d'élasticité de 1,32.

2. La prévision de hausse des prix retenue pour le produit national se reflète parallèlement dans l'évolution de l'indice des prix à la consommation, pris en considération pour évaluer les dépenses liées à cet indice. Il est permis de souligner à ce propos que, dans le budget de 1976, plus de 400 milliards de dépenses courantes sont soumises à des

A. Algemene context van de begroting voor 1976.

Hierna volgt een samenvatting van de vier fundamentele hypothesen, op grond waarvan de begroting voor 1976 werd opgemaakt.

1. Groei van het nationaal produkt.

De begroting werd opgesteld op grond van een raming van het bruto nationaal produkt, die reeds enkele maanden geleden werd vastgelegd maar die ook nu nog als voldoende geldig kan worden beschouwd, ofschoon meer recente ramingen inmiddels werden vooropgesteld. Deze zijn evenwel niet voldoende convergerend om hieruit het besluit te kunnen trekken dat de oorspronkelijke vooruitzichten moeten worden gewijzigd.

Een stijging van het bruto nationaal produkt met 1,9 % in volume en met 9,3 % in prijzen leidt tot een groeiritmte tegen lopende prijzen van 11,4 %. Deze groeivoet werd o.m. aangehouden om het volume van de fiscale ontvangsten te berekenen, meer in het bijzonder dit van de directe belastingen rekening gehouden, wat deze laatste betreft, met een elasticiteitscoëfficiënt van 1,32.

2. De vooruitzichten inzake prijsstijging die voor het nationaal produkt werden aangehouden, vinden parallel hun weerslag in de evolutie van de index van de consumptieprijzen, die in aanmerking werd genomen om de aan deze index gekoppelde uitgaven te ramen. In dit verband kan worden onderstreept dat in de begroting van

fluctuations résultant de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Les crédits inscrits au budget pour 1976 ont été calculés au coefficient de liquidation 154,60, soit l'index 1,02 à la puissance 22 ($1,02^{22}$); ce coefficient correspond à l'indice des prix à la consommation de 148,52.

Les crédits budgétaires de 1975 avaient été établis au coefficient 131,95. D'autre part, une provision de 24 milliards avait été prévue en vue de la hausse de l'indice auquel s'ajoute un crédit supplémentaire de 5,9 milliards dans le feuillet; dans le budget pour 1976 la provision est de 13,4 milliards.

L'examen des mouvements de l'index permet de constater que les franchissements successifs des indices-pivots, qui déclenchent une adaptation des rémunérations et des autres dépenses budgétaires, aboutissent à un total de 49 mois, en 1974, et de 31, en 1975; la provision inscrite au budget de 1976 correspond à une prévision de 20 mois au cours de cette année.

Pour pouvoir comparer ces chiffres, il faut toutefois tenir compte du fait que, contrairement à l'année précédente, l'indice auquel les montants des articles budgétaires ont été fixés (coefficient de liquidation 154,60) ne sera atteint qu'au début de l'année prochaine.

La réalité a donc été serrée de plus près dans l'évaluation de ces indices; pour le budget de 1975 le point de départ avait été arrêté au début de l'année 1974 et le budget de 1975 comprenait, en conséquence, une provision d'un montant très important, afin de tenir compte de l'évolution survenue dans l'entretemps. A cet égard il importe de se montrer attentif à l'évolution récente des prix dans notre pays et les pays voisins. Au premier trimestre, la hausse, exprimée sur une base annuelle, atteignait 15,3 %; elle a été ramenée à 11,4% en août; en France, de 14 % au premier trimestre, elle a été ramenée en août à 11 %; aux Pays-Bas et au Luxembourg elle s'est stabilisée aux alentours de 10,5 %. Si nous n'avons pas pu atteindre le taux particulièrement faible que connaît la République fédérale allemande, nous constatons, par conséquent, un rapprochement des taux entre notre pays et les pays voisins alors qu'au début de l'année nous nous trouvions dans une situation moins favorable à ce point de vue.

3. Le niveau du chômage, qui est largement représentatif de la situation économique générale, a été fixé à une moyenne de 190 000 unités pour 1976, compte tenu des efforts du Gouvernement en matière de relance économique et de mise au travail des chômeurs.

Il s'agit, en l'occurrence, d'un élément fort important pour le volume du budget, puisque toute allocation de chômage supplémentaire grève directement le budget de l'Etat; celui-ci doit, en effet, compenser la perte totale de recettes pour les opérations de l'Office national de l'emploi et du chômage.

Il faut savoir qu'un chômeur coûte en moyenne 150 000 F par an à charge de l'Office nationale de l'emploi et que cette somme doit être majorée de 50 % pour les interventions de l'Etat liées aux pertes de cotisations qui résultent du chômage pour les régimes de sécurité sociale.

4. La faiblesse du taux de croissance du produit national, l'évolution des prix, qui restent malgré tout en hausse sensible, et l'impact budgétaire du chômage ont réduit

1976 plus de 400 milliard l'opende uitgaven onderhevig zijn aan schommelingen, die voortspruiten uit de evolutie van de index van de consumptieprijzen.

De in de begroting voor 1976 uitgetrokken kredieten werden berekend tegen de liquidatiecoëfficiënt 154,60 d.w.z. index 1,02 in de 22^e macht ($1,02^{22}$); deze coëfficiënt stemt overeen met een index van de consumptieprijzen van 148,52.

De begrotingskredieten voor 1975 werden vastgesteld op basis van coëfficiënt 131,95. Van de andere kant werd een provisie van 24 miljard ingeschreven voor de stijging van deze index, waarbij een bijkrediet van 5,9 miljard in het feuilleton moet worden bijgevoegd; in de begroting voor 1976 bedraagt de provisie 13,4 miljard.

Bij het onderzoek van de bewegingen van de index, stelt men vast dat de opeenvolgende overschrijdingen van de spilindexen die een aanpassing van de bezoldigingen en andere begrotingsuitgaven voor gevolg hebben, leiden tot een totaal aantal indexmaanden van 49 in 1974 en van 31 in 1975; de in de begroting van 1976 voorziene provisie beantwoordt aan een raming van 20 indexmaanden tijdens dit jaar.

Om deze cijfers te kunnen vergelijken, moet men evenwel rekening houden met het feit dat, in tegenstelling met verleden jaar, de index waartegen de bedragen van de begrotingskredieten worden vastgesteld (liquidatiecoëfficiënt 154,60) slechts bij het begin van volgend jaar zal worden bereikt.

De werkelijkheid werd bijgevolg dichter benaderd in de raming van deze indicatoren; voor de begroting van 1975 werd het vertrekpunt vastgesteld bij het begin van het jaar 1974 en diensgevolge bevatte de begroting voor 1975 een zeer belangrijke provisie om rekening te kunnen houden met de inmiddels opgetreden ontwikkeling. In dit verband moet aandacht worden besteed aan de recente ontwikkeling van de prijzen in ons land en in de ons omringende landen. Op jaarbasis uitgedrukt, kenden wij tijdens het eerste trimester een stijging met 15,3 %, die op 11,4 % werd teruggebracht in augustus; in Frankrijk is de stijging van 14 % tijdens het eerste trimester gebracht op 11 % in augustus; in Nederland, zoals ook in Luxemburg, werd de stijging gestabiliseerd rondom 10,5 %. Wij stellen bijgevolg een toenadering vast van het stijgingsritme in ons land met dit van de meeste van onze buurlanden, terwijl wij bij het begin van het jaar op dit vlak een minder gunstige toestand kenden. De zeer zwakke groeivoet van de Duitse Bondsrepubliek hebben wij echter niet kunnen bereiken.

3. Het werkloosheidspeil dat in sterke mate representatief is voor de algemene economische toestand, werd vastgesteld op een gemiddelde van 190 000 eenheden voor 1976, rekening gehouden met de regeringsinspanningen op het stuk van het economische herstel en inzake de maatregelen met het oog op de tewerkstelling van werklozen.

Het gaat hier om een zeer belangrijk element voor de omvang van de begroting, aangezien iedere bijkomende werkloosheidsvergoeding direct de Rijksbegroting bezwaart; deze moet inderdaad de integrale inkomstenderving compenseren voor de verrichtingen van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en Werkloosheid.

Men moet weten dat een werkloze gemiddeld 150 000 F kost ten laste van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en dat dit bedrag bovendien met 50 % moet worden verhoogd voor de tussenkomsten van het Rijk, die gekoppeld zijn aan het aantal werklozen en aan het verlies aan bijdragen die hieruit voortspruiten voor de stelsels van de sociale zekerheid.

4. De zwakheid van de groeivoet van het nationaal produkt, de ontwikkeling van de prijzen die ondanks alles aanzienlijk stijgen en de budgettaire weerslag van de werk-

considérablement la marge dont le Gouvernement pouvait disposer pour un certain nombre d'actions.

C'est pourquoi des directives très strictes ont été données aux différents départements ministériels de réduire les dépenses au minimum indispensable; les masses de rémunérations ont été pratiquement plafonnées à la hausse qui résulte de l'évolution de l'indice des prix et de la programmation sociale antérieure (18 % pour les crédits budgétaires y afférents, à l'exclusion des provisions), à 9 % pour les dépenses de consommation, tandis que le statu quo était imposé pour les dépenses facultatives et les achats de matériel.

Une série de mesures en vue de réduire les dépenses figurent cette année encore à la loi-programme; elles concernent notamment la fixation des dotations aux Fonds des provinces et des communes, le financement des Universités, la limitation aux groupes de population les moins favorisés des augmentations de prestations sociales.

B. Le budget des dépenses courantes et les principales causes de majoration.

Avec ses 719,4 milliards de crédits, le budget de 1976 accuse un accroissement de 74 milliards ou 11,5 % par rapport aux 645 milliards auxquels s'établira le budget ajusté de 1975.

Les principales causes d'augmentation peuvent se résumer comme suit :

1. Indice des prix	40,0 milliards
2. Programmation sociale de la Fonction publique	2,5 milliards
3. Actions prioritaires dans le domaine social	4,0 milliards
4. Dette publique	7,4 milliards
5. Provinces et communes	8,4 milliards
6. Entreprises publiques de transports	3,0 milliards
7. Pensions des agents de l'Etat	2,0 milliards
8. Autres dépenses	10,0 milliards

L'évolution des prix contribue par conséquent, pour plus de moitié, à l'augmentation globale.

Rappelons que sur une masse indexable de 400 milliards, le franchissement d'un seuil, soit 2 %, entraîne une dépense supplémentaire en valeur annuelle de 8 milliards; en d'autres termes, pour chaque franchissement d'un seuil de l'index pendant un seul mois, le budget de l'Etat supporte 675 millions environ de charges supplémentaires.

La majoration de 40 milliards représente 10 % de la masse indexable.

La programmation sociale de la Fonction publique comprend les répercussions de la convention 1974-1975; la charge s'en trouve répartie soit sur les budgets des départements, soit sur la provision inscrite au budget du Ministère des Finances, selon que le coût en était connu ou non au moment de l'élaboration des propositions budgétaires par chaque département.

L'augmentation des dotations aux provinces et communes résulte d'une majoration de 21 % des dotations arrêtées pour l'année budgétaire 1975.

En matière de transports et communications, l'augmentation des rémunérations et des prix des matières ainsi que la liaison à l'indice entraînent, pour les entreprises publiques, des charges en expansion constante, charges qui ne peuvent être couvertes par des adaptations tarifaires; le

loosheid hebben de marge, waarover de Regering kon beschikken voor een aantal acties, aanzienlijk vernauwd.

Om deze reden werden zeer strikte richtlijnen gegeven aan de verschillende ministeriële departementen om hun uitgaven tot het onvermijdelijk minimum te beperken; de massa's inzake bezoldigingen werden praktisch geplafonneerd tot de stijging die voortspruit uit de ontwikkeling van de prijsindex en van de vroegere sociale programmering (18 % voor de desbetreffende budgettaire kredieten, met uitsluiting van de provisies), tot 9 % voor de verbruiks-uitgaven, terwijl een status-quo werd opgelegd voor de facultatieve uitgaven en de aankopen van materieel. Ook dit jaar worden in de programmawet een reeks maatregelen tot verlaging van de uitgaven voorgesteld, onder meer met betrekking tot de vaststelling van de dotaties voor provincies en gemeenten, de financiering van de universiteiten, de beperking van de verhogingen van de sociale prestaties tot de minst bevoorrechte groepen van de bevolking.

B. De begroting van de lopende uitgaven en de belangrijkste stijgingsoorzaken.

De 719,4 miljard kredieten op de begroting voor 1976 vertegenwoordigen een aangroei met 74 miljard of 11,5 % in vergelijking met de aangepaste begroting van 1975, die 645 miljard bedraagt.

De belangrijke oorzaken van stijging kunnen als volgt worden samengevat :

1. Index van de prijzen	40,0 miljard
2. Sociale programmering van het Openbaar Ambt	2,5 miljard
3. Prioritaire acties op het sociale vlak	4,0 miljard
4. Rijksschuld	7,4 miljard
5. Provincies en gemeenten	8,4 miljard
6. Openbare vervoerondernemingen	3,0 miljard
7. Pensioenen van het Rijkspersoneel	2,0 miljard
8. Andere uitgaven	10,0 miljard

De ontwikkeling van de prijzen draagt bijgevolg voor meer dan de helft bij tot de algemene verhoging.

Er zij aan herinnerd dat op een globale indexeerbare massa van 400 miljard, de overschrijding van één spilindex, nl. 2 %, een bijkomende uitgave op jaarbasis van 8 miljard voor gevolg heeft; anders gezegd, voor iedere overschrijding van een spilindex gedurende één maand, moet de Rijksbegroting voor ongeveer 675 miljoen bijkomende lasten dragen.

De verhoging met 40 miljard vertegenwoordigt 10 % van de indexeerbare massa.

De sociale programmering voor het Openbaar Ambt bevat de weerslag van de overeenkomst voor 1974-1975; de last hiervan wordt verdeeld ofwel over de begrotingen van de departementen, ofwel over de provisie die is voorzien in de begroting van het Ministerie van Financiën, naargelang de kostprijs daarvan al dan niet bekend was op het ogenblik van het opmaken van de begrotingsvoorstellen op het vlak van ieder departement.

De verhoging van de dotaties voor de provincies en gemeenten spruit voort uit een verhoging met 21 % ten opzichte van de dotaties die voor het begrotingsjaar 1975 werden vastgesteld.

Op het stuk van verkeerswezen en vervoer, hebben de verhoging van de bezoldigingen en van de prijzen van de grondstoffen evenals de koppeling aan de index een bestendige aangroei van de lasten voor de overheidsondernemingen voor gevolg, lasten die niet kunnen worden gedekt

Gouvernement, en effet, n'a pas voulu grever les budgets des ménages au-delà de ce qui paraît raisonnable en la matière.

Parmi les autres causes d'augmentation citées pour un total de 10 milliards, il faut noter surtout le financement des Communautés européennes (4,4 milliards), la Coopération au Développement (600 millions), le passage à l'armée de métier (500 millions), l'Education nationale (3 milliards). On constatera également que les crédits de politique scientifique, dont le taux de croissance est de 21 %, entraînent une majoration réelle de 1,5 milliard.

C. Les dépenses de capital en 1976.

Les crédits d'ordonnancement afférents aux dépenses de capital s'élèveront, en 1976, à 56,6 milliards pour les investissements et à 28,5 milliards pour les autres dépenses de capital. Ces dernières comprennent des participations, des souscriptions au capital d'organismes internationaux, des prêts aux Etats étrangers, des charges financières, des dotations à des fonds chargés du financement de certains investissements.

Leur total représente une augmentation considérable par rapport à 1975. Si l'on déduit des crédits prévus pour cette dernière année les 7,3 milliards inscrits pour la dernière tranche de remboursement de la taxe de transmission incorporée dans les stocks au moment de l'entrée en vigueur de la T. V. A., le budget de 1975 pour les opérations de capital relatives aux dépenses qui ne sont pas des investissements, s'élèverait, de fait, à 21,5 milliards.

Les 56,6 milliards d'ordonnancements pour les investissements correspondent à des possibilités d'engagement de 63 milliards. Ces derniers montants seront commentés lors de l'analyse des programmes d'investissements.

3. Profil du budget.

Les lignes de force du budget sont au nombre de trois.

1. En raison de la stagnation du revenu national et des allègements fiscaux nécessaires en vue de sauvegarder le pouvoir d'achat des couches les moins favorisées de la population, le budget se place dans une optique de « deficit spending » que traduit notamment le solde négatif prévu pour les opérations courantes.

Le volume considérable des revenus de remplacement, les contributions au déficit des entreprises publiques et le maintien de tarifs réduits qui en est la contrepartie, l'élargissement des possibilités de mise au travail des chômeurs ont pour conséquence d'importants effets stabilisateurs, sans lesquels le tassement de la consommation privée risquerait de peser plus lourdement encore sur le niveau de l'activité économique. Les différentes mesures prises pour atteindre ces objectifs tendent en même temps à atténuer, dans toute la mesure du possible, les conséquences de la récession sur le niveau de vie de la population.

Refuser d'entrer dans la voie d'un « deficit spending », malgré tout relativement important, aurait entraîné des conséquences néfastes pour le maintien d'un certain équilibre économique et social.

Ce déficit doit néanmoins rester confiné dans des limites adéquates et c'est la raison pour laquelle le « deficit spending »

par tarification; de Regering heeft inderdaad de gezinsbudgetten niet willen bezwaren boven een peil dat terzake redelijk lijkt.

In de overige opgesomde stijgingsoorzaken, die een totaal van 10 miljard vertegenwoordigen, komen vooral tussen : de financiering van de Europese Gemeenschappen voor 4,4 miljard, de Ontwikkelingssamenwerking voor 600 miljoen, de overgang naar het beroepsleger voor 500 miljoen, en Nationale Opvoeding voor 3 miljard. Men zal eveneens vaststellen dat de kredieten voor het Wetenschapsbeleid met een groeiritm van 21 % een reële verhoging met 1,5 miljard tot gevolg hebben.

C. De kapitaaluitgaven in 1976.

De ordonnanceringskredieten in verband met de kapitaaluitgaven zullen in 1976 oplopen tot 56,6 miljard voor de investeringen en tot 28,5 miljard voor de andere kapitaaluitgaven. Deze laatste uitgaven bevatten participaties, inschrijvingen in het kapitaal van internationale organismen, leningen aan vreemde Staten, financiële lasten en dotaties aan fondsen die belast zijn met de financiering van sommige investeringen.

Het totaal vertoont een aanzienlijke stijging tegenover 1975. Wanneer men van de kredieten voor dit laatste jaar de 7,3 miljard aftrekt, die ingeschreven waren voor de laatste schijf van de terugbetaling van de overdrachtbelasting die in de stocks geïncorporeerd werd op het ogenblik van de invoering van de B. T. W., dan zou de begroting voor 1975 voor de kapitaalverrichtingen betreffende de uitgaven die geen investeringen zijn, in feite 21,5 miljard hebben bedragen.

De 56,6 miljard ordonnanceringskredieten voor de investeringen beantwoorden aan vastleggingsmogelijkheden van 63 miljard. Deze laatste zullen besproken worden bij de analyse van de investeringsprogramma's.

3. Profiel van de begroting.

De krachtlijnen van deze begroting kunnen tot drie worden teruggebracht.

1. Ingevolge de stagnatie van het nationaal inkomen en de fiscale ontlastingen die nodig zijn om de koopkracht van de minst bevoordeelde groepen van de bevolking te vrijwaren, situeert de begroting zich in een optiek van « deficit-spending », dat onder meer tot uiting komt in het negatief saldo der lopende verrichtingen.

Het omvangrijke volume van de vervangingsinkomens, de bijdragen tot het deficit van de overheidsondernemingen en het behoud van lagere tarieven die daarmee samenhangen, de verruiming van de mogelijkheden inzake tewerkstelling van werklozen hebben een belangrijk stabiliserend effect voor gevolg, zonder welke de afzwakking van het privé-verbruik nog zwaarder zou wegen op het peil van de economische activiteit. De verschillende maatregelen om deze objectieven te bereiken hebben terzelfdertijd tot doel in al de mate van het mogelijke de weerslag van de recessie op het levenspeil van de bevolking te verzachten.

De weigering om de weg in te slaan van een niettegenstaande alles, vrij belangrijk bedrag van « deficit-spending », zou geleid hebben tot nadelige gevolgen voor het behoud van een bepaald economisch en sociaal evenwicht.

Niettemin moet dit deficit binnen billijke grenzen blijven; dit is dan ook de reden waarom het op de begroting

ing », accepté dans le budget de 1976, a été limité à ce qui est inéluctable.

C'est pourquoi les initiatives nouvelles ont été strictement limitées au respect des obligations antérieurement souscrites ou à des options s'inscrivant dans le cadre de cette stabilisation économique et sociale.

2. Les actions prioritaires dont le Gouvernement souhaite la réalisation peuvent être résumées comme suit :

a) maintien de l'acquis social : l'ensemble des prestations sociales augmentera de 491 à 557 milliards, les interventions de l'Etat dans le secteur social (chômage mis à part) passant de 149 (159 dans le budget ajusté) à 179 milliards;

b) — amélioration de la situation des personnes les moins favorisées;

— majoration des allocations des personnes démunies de ressources, notamment par l'assouplissement des conditions d'octroi de l'allocation du minimum vital;

— amélioration du revenu des handicapés (6,8 milliards contre 5,2 au budget initial de 1975 et 5,5 au budget ajusté);

— pour les enfants placés dans les institutions, augmentation, de 3,0 milliards à 3,9, des crédits inscrits au budget pour l'octroi de subsides;

— extension des services d'aide aux familles (2,1 milliards de crédits contre 1,4);

c) politique de l'emploi; mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics; organisation de stages pour jeunes travailleurs dans les entreprises; extension de la formation professionnelle et octroi d'avantages supplémentaires aux chômeurs inscrits dans un cycle de formation. Les crédits afférents à cette politique s'élèveront à 4,2 milliards, en 1976 contre 1,7 en 1975;

d) politique scientifique : un taux de croissance privilégié a été retenu pour les crédits de politique scientifique, lesquels passeront de 27,8 à 33,7 milliards, ce qui représente une augmentation de près de 21 %.

3. Le Gouvernement a la volonté de faire face à la récession et de prendre toute les mesures nécessaires à cette fin; le budget a été établi dans cette optique, dans la préoccupation cependant de ne pas entreprendre d'actions qui pourraient contribuer à réactiver l'inflation.

A cette fin les principes suivants ont été respectés :

a) maintien du pouvoir d'achat des moins favorisés;

b) sélectivité dans l'octroi des avantages sociaux, notamment par l'attribution d'un supplément forfaitaire aux bénéficiaires des prestations sociales; ce supplément diffère selon les catégories, puisque les moins favorisés bénéficieront d'une indemnité supérieure de 33 % aux autres catégories, alors que précédemment la liaison au bien-être se réalisait en fonction d'un pourcentage d'augmentation pratiquement uniforme;

c) stricte limitation des dépenses de fonctionnement de l'Etat à la suite de l'application des normes mentionnées ci-dessus.

Grâce à ce « deficit spending », mais aussi en raison des priorités données dans le cadre des initiatives prises à charge du budget et de la volonté d'éliminer ce qui peut contribuer à l'inflation, le budget apparaît comme un

van 1976 aanvaarde tekort tot het onvermijdelijke werd beperkt.

Daarom ook werden de nieuwe initiatieven strikt beperkt tot de naleving van vroeger aangegane verplichtingen of tot opties die een plaats vinden in het raam van deze economische en sociale stabilisering.

2. De prioritaire acties, die de Regering wenst te realiseren, kunnen als volgt worden samengevat :

a) behoud van de sociale verworvenheden : het geheel van de sociale prestaties zal stijgen van 491 naar 557 miljard, terwijl de tussenkomsten van het Rijk in de sociale sector oplopen van 149 (159 in de aangepaste begroting) tot 179 miljard (met uitsluiting van de werkloosheid).

b) verbetering van de toestand van de minst bevoordeelde personen;

— verhoging van de tegemoetkomingen van de personen zonder inkomsten, o.m. langs een versoepeling van de toekenningsvoorwaarden voor de uitkering van het levensminimum;

— verbetering van het inkomen van de gehandicapten (6,8 miljard tegenover 5,2 miljard op de oorspronkelijke begroting van 1975 en 5,5 miljard op de aangepaste begroting);

— voor de in de instellingen geplaatste kinderen, verhoging van de in de begroting uitgetrokken kredieten voor de subsidiëring, van 3,0 miljard tot 3,9 miljard;

— uitbreiding van de diensten voor gezinshulp (2,1 miljard kredieten tegenover 1,4);

c) politiek van tewerkstelling; aanwerving van werklozen door de openbare besturen; organisatie van stages voor jonge werknemers in de ondernemingen; uitbreiding van de beroepsopleiding en toekenning van bijkomende voordelen aan de werklozen die zich in een opleidingscyclus inschrijven. De voor dit beleid aangewende kredieten bedragen 4,2 miljard in 1976 tegenover 1,7 in 1975;

d) wetenschapsbeleid : een geprivilegeerde groeivoet werd aangehouden voor de kredieten van wetenschapsbeleid, die stijgen van 27,8 tot 33,7 miljard, dit is bijna 21 % meer.

3. De Regering heeft de vaste wil het hoofd te bieden aan de recessie en alle daartoe vereiste maatregelen te treffen; de begroting werd in deze optiek opgesteld, evenwel met de bezorgdheid om geen acties te ondernemen die tot een nieuwe opflakking van de inflatie zouden kunnen bijdragen.

Met het oog daarop werden de volgende beleidslijnen gevolgd :

a) behoud van de koopkracht van de minstbedeelden;

b) selectiviteit in de toepassing der sociale voordelen, o.m. door de toekenning van een forfaitair supplement aan de gerechtigden op de sociale prestaties; dit supplement verschilt volgens de categorieën, aangezien de minstbevoordeelden een toelage zullen krijgen die 33 % hoger ligt dan die van de andere groepen, en dit terwijl vroeger de aanpassing aan de welvaartsontwikkeling tot stand kwam via een praktisch uniform verhogingspercentage;

c) stricte beperking van de werkingsuitgaven van de Staat door de toepassing van de hierboven vermelde normen.

Via de « deficit spending » maar eveneens dankzij de prioriteiten die werden ingebouwd in de ten laste van de begroting getroffen initiatieven en door de bezorgdheid om al wat tot de inflatie kan bijdragen weg te werken, komt

important instrument de la politique globale que le Gouvernement entend suivre en vue de faire face à la situation économique et sociale.

4. Investissements.

Une priorité essentielle a aussi été donnée aux investissements publics.

Le total des engagements effectués sur l'ensemble du secteur budgétaire, du secteur débudgétisé et du secteur des organismes d'intérêt public s'élevait, en 1974, à 90 milliards; pour rappel, le programme initial de l'année en question n'avait pas été entièrement libéré en raison des tensions existant à ce moment dans l'économie.

Dès la fin de 1974 il a été décidé que le programme de 1975 serait intégralement libéré; il s'élevait alors à 125 milliards. Des compléments de programmes ont été octroyés depuis lors : 6 milliards aux Travaux publics, 3 milliards à l'Education nationale, 2 milliards à la Régie des Téléphones, 8 milliards aux Chemins de fer dont la tranche pour 1975 représente 3,2 milliards.

Le total du programme pour 1975 s'élevait ainsi à 142 milliards.

Il est apparu à l'expérience qu'un important décalage s'insère habituellement entre le moment où est prise la décision de lancer un programme complémentaire de commandes et de travaux publics destiné à soutenir l'activité économique et le moment où sont ressentis les effets de ce programme. La conséquence en est que des mesures prises à un moment donné n'ont guère d'effets dans les premiers temps et produisent parfois même ces effets à contretemps. C'est afin d'éviter cet écueil que le Gouvernement, lorsqu'il a arrêté son programme de relance du mois d'avril, a immédiatement dressé la liste des investissements complémentaires qui seraient effectués de manière telle que les commandes puissent être placées à bref délai. Enfin il a, dès le 1^{er} août, autorisé la libération entière du programme annuel, qui était libéré jusqu'alors selon les normes en vigueur par tranches de quatre mois.

C'est en tenant compte de cet élément qui, de fait, constitue une anticipation sur le déroulement normal des programmes, qu'il convient d'apprécier le programme global d'investissements de 1976, lequel s'élève à 147 milliards. Ce montant est supérieur de 22 milliards au programme initial pour 1975 et englobe un supplément de 5 milliards par rapport au programme ajusté pour l'année en question.

La composition du programme fait apparaître une réorientation des investissements publics qui, conformément aux options du plan 1976-1980, met particulièrement l'accent sur le logement social, les équipements médico-sociaux et les transports en commun.

Pour ces secteurs on peut citer les chiffres suivants (en milliards de francs) :

	1974	1975	1976
Logement social	14,3	20,4	24,7
S. N. C. B.	1,8	6,5	8,3
Transports urbains	6,9	9,9	11,6
Etablissements médico-sociaux ...	4,2	4,9	6,8

Cette réorientation se manifeste non seulement par l'ampleur des programmes, mais encore par une approche nouvelle de la politique d'investissement. Toute politique d'in-

vestissement est devenue un instrument de la politique globale de la Regering, ce qui est en accord avec la situation économique et sociale.

4. Investerings.

Er werd eveneens een essentiële prioriteit gegeven aan de openbare investeringen.

In 1974 bedroeg het totaal van de verwezenlijkte vastleggingen op het geheel van de budgettaire sector, de gedebudgetteerde sector en de sector van de organismen van openbaar nut praktisch 90 miljard; er zij aan herinnerd dat het oorspronkelijk programma van dat jaar niet volledig werd vrijgegeven ingevolge de spanningen die op dat ogenblik in de economie bestonden.

Reeds einde 1974 werd beslist dat het programma voor 1975 helemaal zou worden vrijgegeven; het bedroeg al dan 125 miljard. Sedertdien werden bijkomende programma's toegekend, o.m. 6 miljard voor Openbare Werken, 3 miljard voor Nationale Opvoeding, 2 miljard voor de Regie van Telegraaf en Telefoon, 8 miljard voor de Spoorwegen waarvan de schijf voor 1975 3,2 miljard vertegenwoordigt.

Het totaal programma voor 1975 bedroeg aldus 142 miljard.

Uit de ervaring blijkt dat gewoonlijk een belangrijk tijdsverschil optreedt tussen het ogenblik waarop de beslissing wordt getroffen om een bijkomend programma van overheidsbestellingen en openbare werken uit te voeren ter ondersteuning van de economische activiteit en het ogenblik waarop de weerslag hiervan wordt ondervonden. Het gevolg hiervan is dat de op een bepaald ogenblik getroffen maatregelen tijdens de eerste periode weinig effect hebben en soms zelfs op een onaangepast ogenblik uitwerking krijgen. Om deze klip te omzeilen heeft de Regering, wanneer zij haar herstelprogramma van april heeft vastgesteld, onmiddellijk de lijst opgesteld van de bijkomende investeringen die zouden worden uitgevoerd, op zulke wijze dat de bestellingen binnen de kortst mogelijke tijd zouden worden geplaatst. Ten slotte heeft de Regering reeds sedert 1 augustus de volledige vrijmaking toegelaten van het jaarlijks programma, dat tot dan toe volgens de in zwang zijnde normen bij schijven van vier maanden werd vrijgegeven.

Men moet, rekening houdend met dit element dat in feite een vooruitlopen betekent op de normale afwikkeling van de programma's, het globaal investeringsprogramma van 1976 beoordelen dat 147 miljard bedraagt. Dit bedrag ligt 22 miljard hoger dan het oorspronkelijk programma voor 1975, en bevat een supplement van 5 miljard in vergelijking met het aangepast programma voor bedoeld jaar.

De samenstelling van het programma wijst op een heroriëntering van de openbare investeringen die, overeenkomstig de opties van het plan 1976-1980, een speciale nadruk leggen op de sociale huisvesting, de medico-sociale investeringen en het gemeenschappelijk vervoer.

Hiervan uitgaande kan men voor deze sectoren de hiernavolgende cijfers citeren (in miljarden frank) :

	1974	1975	1976
Sociale huisvesting	14,3	20,4	24,7
N. M. B. S.	1,8	6,5	8,3
Stadsverkeer	6,9	9,9	11,6
Medico-sociale inrichtingen	4,2	4,9	6,8

Deze heroriëntering komt niet alleen tot uiting in de omvang van de programma's maar ook in een nieuwe aanpak van de investeringspolitiek. Een doeltreffende inves-

vestissement efficace implique une programmation des commandes, les ajustements requis en cours d'exécution et une surveillance active de celle-ci.

C'est la raison pour laquelle a été mis sur pied un groupe des investissements, composé de fonctionnaires chargés de suivre mois par mois l'exécution des programmes et cela non seulement afin de vérifier si ceux-ci sont bien exécutés selon le calendrier prévu, mais aussi pour apprécier l'évolution des prix auxquels les commandes sont passées ainsi que leur impact sur l'emploi et sur l'économie en général. Grâce à cet instrument, dont le champ d'action est appelé à se développer progressivement, le Gouvernement pourra suivre et, au besoin, adapter l'exécution du plan d'investissements publics.

Il pourra ainsi y apporter tous les ajustements que requerrait la situation et donner les extensions ou les accélérations appropriées dans les secteurs où les effets économiques se manifestent le plus rapidement.

5. Ventilation des crédits budgétaires selon les cinq niveaux d'institutions.

Les « centres de dépenses » extérieurs à l'Etat sont de plus en plus responsables de l'expansion du budget.

L'Exposé général du budget englobe une première approche de ce phénomène par la répartition du budget de l'Etat entre cinq niveaux d'institutions, à savoir : les activités internationales, les crédits culturels, les budgets régionaux, le financement des provinces et des communes et, enfin, le budget afférent aux activités de l'Etat.

On peut se borner à citer ici quelques pourcentages; l'Exposé général analyse toutefois successivement le financement des divers groupes précités.

Le budget total augmente de 11 %, le budget central de l'Etat de 9,1 % seulement.

Pour les activités extérieures (organisations internationales, coopération au développement et communautés européennes) le taux de croissance est, par contre, de 27 %.

Il est de 21 % pour les crédits culturels.

Pour les budgets régionaux, la croissance est plus importante, mais, par rapport au budget pour 1975, des charges financières supplémentaires sont inscrites au budget pour 1976.

Pour les provinces et les communes, l'augmentation est de 16,3 %; la dotation des communes augmente de 21 %, mais elle ne représente qu'environ 40 % de toutes les interventions en faveur des pouvoirs locaux.

6. Regroupement économique des dépenses de l'Etat.

Le regroupement économique a été introduit cette année dans l'Exposé général lui-même alors qu'il fait habituellement l'objet d'une annexe distribuée ultérieurement.

Les données en sont cependant provisoires, étant donné que ce regroupement comporte une série d'opérations complexes pour lesquelles des données précises doivent être recueillies, notamment en ce qui concerne les opérations des fonds budgétaires.

Faute de disposer de la totalité de ces données, il a fallu avoir recours à un certain nombre d'estimations.

Les montants repris dans le regroupement économique ne coïncident pas exactement avec les chiffres du budget, puisqu'ils comprennent, entre autres, les opérations des fonds budgétaires.

Il est néanmoins souhaitable de passer en revue les principaux taux de croissance des dépenses de l'Etat, classées par rubriques économiques.

teringspolitiek veronderstelt een programmatie van de bestellingen, een noodzakelijke aanpassing tijdens de uitvoering en een actief toezicht op de uitvoering ervan.

Om die reden werd een investeringscel opgericht, bestaande uit ambtenaren die de uitvoering van de programma's van maand tot maand moeten volgen, en dit niet alleen om na te gaan of deze programma's wel degelijk volgens de voorziene kalender worden uitgevoerd, maar ook om de evolutie van de prijzen waartegen deze bestellingen worden geplaatst na te gaan, en tevens om hun weerslag op de economie in het algemeen te evalueren. Met dit instrument, waarvan de actie geleidelijk aan zal worden ontwikkeld, zal de Regering de uitvoering van het investeringsprogramma kunnen volgen en desgevallend aanpassen.

Zij zal aldus eveneens alle door de toestand vereiste aanpassingen kunnen aanbrengen en aangepaste uitbreidingen of versnellingen kunnen doorvoeren in de sectoren waar de economische gevolgen het snelst tot uiting komen.

5. Indeling van de begrotingskredieten volgens de vijf niveaus van instellingen.

De « uitgavencentra » buiten de Staat zijn meer en meer verantwoordelijk voor de expansie van de begroting.

In dit verband bevat de Algemene Toelichting tot de begroting een eerste benadering van dit verschijnsel, bij middel van de verdeling van de Rijksbegroting tussen vijf niveaus van instellingen nl. : de internationale activiteiten, de culturele kredieten, de regionale begrotingen, de financiering van provincies en gemeenten, en ten slotte de begroting die betrekking heeft op de staatsactiviteiten.

Men kan zich hier beperken tot enkele percentages; de Algemene Toelichting bevat evenwel een grondige analyse van de financiering van de verschillende opgesomde centra.

De globale begroting stijgt met 11 %, doch slechts met 9,1 % voor de centrale begroting.

Voor de buitenlandse activiteiten (internationale organisaties, ontwikkelingssamenwerking en Europese Gemeenschappen) bedraagt de groeivoet daarentegen 27 %.

Hij belooft 21 % voor de culturele kredieten.

Voor de gewestelijke begrotingen is de groei belangrijker, doch er werden ten opzichte van 1975 bijkomende financiële lasten ingeschreven in de begroting voor 1976.

De aangroei bedraagt 16,3 % voor de gemeenten en provincies; de dotatie aan de gemeenten verhoogt met 21 %, doch deze dotatie vertegenwoordigt slechts ongeveer 40 % van alle tussenkomsten ten voordele van de lokale besturen.

6. Economische hergroepering van de Staatsuitgaven.

Dit jaar werd de economische hergroepering in de Algemene Toelichting zelf opgenomen, terwijl zij voorheen gewoonlijk in een later rondgedeelde bijlage voorkwam.

Evenwel zijn de gegevens slechts voorlopig, aangezien deze hergroepering een reeks ingewikkelde operaties vergt, waarvoor de preciese gegevens nog moeten worden ingezameld, onder meer wat betreft de verrichtingen op budgettaire fondsen.

Bij ontstentenis van het geheel van deze gegevens moesten bijgevolg een aantal ramingen worden gemaakt.

De in de economische hergroepering opgenomen bedragen stemmen niet nauwkeurig overeen met de cijfers van de begroting aangezien zij ondermeer de verrichtingen op budgettaire fondsen bevatten.

Niettemin lijkt het gepast de belangrijkste groeivoeten van de Rijksuitgaven, gerangschikt volgens economische rubrieken, te onderzoeken.

Pour ce faire, les crédits de 1976 ont été comparés aux réalisations de 1974.

Le taux d'augmentation se présente, selon les catégories de dépenses, comme suit (en %) :

Dépenses pour biens et services	41,8
Pertes des entreprises publiques	63,0
Subventions aux entreprises	23,7
Transferts aux ménages	49,0
Transferts à l'étranger	72,4
Transferts à la sécurité sociale	62,0
Transferts aux provinces et communes	41,9
Transferts à l'enseignement libre	37,3

Abstraction faite des transferts à l'étranger, dont il a déjà été question dans la ventilation des crédits budgétaires selon le niveau des institutions — d'après le regroupement économique ces transferts augmentent de 72 % de 1974 à 1976 — il ressort de ce regroupement que les trois catégories de dépenses pour lesquelles l'augmentation est la plus sensible se rapportent à des actions qui se situent fondamentalement dans le domaine social.

Ce sont en effet les transferts à la sécurité sociale (+ 62 % en 2 ans) et les transferts aux ménages (+ 49 %) qui accusent des majorations très nettes; il s'agit, en ce qui concerne les transferts aux ménages, essentiellement des prestations sociales payées directement par les départements ministériels. Ce chapitre comprend notamment les allocations aux handicapés, l'allocation du minimum de moyens d'existence, le revenu garanti aux personnes âgées, les indemnités de milice, les interventions en faveur des victimes de la guerre, les subsides pour le paiement de la journée d'entretien dans les institutions sociales et les hôpitaux.

Quant aux transferts à la sécurité sociale, ils sont certes influencés par l'augmentation du chômage, mais l'augmentation reste fort importante, même déduction faite de cet élément.

Les interventions en forte croissance pour couvrir les pertes des entreprises (+ 63 % en deux ans) constituent, pour une part importante, un avantage octroyé aux particuliers : il s'agit en effet des déficits des entreprises du secteur des communications, notamment les postes, les chemins de fer et les transports urbains, dont l'origine réside notamment dans la politique de bas tarifs.

L'essentiel des autres dépenses se localise dans les frais de fonctionnement de l'Etat, les transferts aux provinces, aux communes et à l'enseignement libre. De 1974 à 1976, l'augmentation de la dépense se situe, pour chacune de ces rubriques, autour de 40 %.

Il convient de rappeler à ce propos que l'indice des prix à la consommation accusa, au cours de la période de deux ans sur laquelle porte la comparaison, une hausse de l'ordre de 26 %.

7. Conclusions.

La récession économique et les répercussions inévitables qu'elle entraîne sur les recettes fiscales et sur les dépenses consenties en vue du maintien des revenus de ceux qui sont le plus gravement atteints par la crise ont ramené la marge de manœuvre de la politique budgétaire à un strict minimum.

Néanmoins, le budget de 1976 offre les moyens d'une intervention sélective des pouvoirs publics en fonction de priorités bien déterminées, comme par exemple l'aide aux handicapés et l'augmentation des prestations sociales aux plus défavorisés.

Met het oog hierop werden de kredieten voor 1976 vergeleken met de realisaties voor 1974.

Het aangroeipercentage volgens de verschillende uitgaven-categorieën bedraagt (in %) :

Uitgaven voor goederen en diensten	41,8
Verliezen van overheidsondernemingen	63,0
Toelagen aan ondernemingen	23,7
Overdrachten aan gezinnen	49,0
Overdrachten aan het buitenland	72,4
Overdrachten aan de sociale zekerheid	62,0
Overdrachten aan de provincies en gemeenten	41,9
Overdrachten aan het vrij onderwijs	37,3

Afgezien van de overdrachten aan het buitenland waarover reeds sprake was bij de opdeling van de begrotingskredieten volgens het niveau van de instellingen — volgens de economische hergroepering stijgen deze overdrachten met 72 % van 1974 tot 1976 —, dan blijkt uit deze hergroepering dat drie uitgaven-categorieën waarvoor de toename het sterkst is, betrekking hebben op acties die fundamenteel in de sociale sector thuishoren.

Het zijn inderdaad de overdrachten aan de sociale zekerheid (+ 62 % in 2 jaar) en de overdrachten aan gezinnen (+ 49 %) die in ruime mate toenemen; wat de overdrachten aan de gezinnen betreft gaat het hoofdzakelijk om sociale prestaties die direct worden uitbetaald door de ministeriële departementen. Dit hoofdstuk bevat onder meer de toelagen aan de gehandicapten, het leefgeld, het gewaarborgd inkomen voor de bejaarden, de militievergoedingen, de tussenkomsten voor de oorlogsslachtoffers, de subsidies voor de betaling van de ligdagprijs in de sociale instellingen en de ziekenhuizen.

De transfers voor de sociale zekerheid werden ongetwijfeld beïnvloed door de verhoging van de werkloosheid, doch de toename blijft zeer belangrijk, zelfs na aftrek van dat element.

De sterk toegenomen tussenkomsten om de verliezen van de ondernemingen (+ 63 % over twee jaar) te dekken vertegenwoordigen voor een belangrijk deel een aan de particulieren toegekend voordeel; het gaat hier inderdaad om het deficit van de ondernemingen uit de sector van Verkeerswezen, onder meer de Posterijen, de Spoorwegen en het stadsvervoer, waarvan de oorsprong onder meer ligt in de politiek van lage tarieven.

Het essentiële deel van de andere uitgaven situeert zich in de werkingskosten van de Staat, de transfers aan gemeenten en provincies en de overdrachten aan het vrij onderwijs. De verhoging van de uitgaven van 1974 tot 1976 schommelt voor deze verschillende rubrieken rondom 40 %.

In dit verband zij eraan herinnerd dat de index van de consumptieprijzen, voor de periode van twee jaar waarop de vergelijking draagt, een stijging van ongeveer 26 % zal vertonen.

7. Besluit.

De economische recessie, met haar onvermijdelijke weer-slag op de fiscale ontvangsten zomede op de uitgaven ter ondersteuning van de inkomens van diegenen die het zwaarst door de crisis worden getroffen, heeft de marge waarbinnen de begrotingspolitiek zich kan bewegen, tot een uiterst minimum vernauid.

Niettemin legt de begroting van 1976 de basis voor een selectieve tussenkomst van de overheid, gericht op welbepaalde prioriteiten, zoals de steun aan de gehandicapten en de verhoging van de sociale uitkeringen aan de minstbegunstigden.

D'autre part, les options vont délibérément dans le sens d'une politique de sauvegarde de l'avenir : l'ampleur réduite — comparée à celle d'autres pays — du déficit budgétaire qui devra faire place à un boni dès que la conjoncture économique redeviendra plus favorable; le traitement préférentiel réservé à la recherche scientifique, principalement à la technologie appliquée et aux programmes nationaux de recherche qui sont appelés à renforcer l'économie et à assurer une meilleure concordance entre la politique et les besoins réels de notre société; l'expansion et la réorientation des investissements publics dans la ligne des grandes options du Plan 1976-1980 constituent autant d'éléments qui sont à la base d'une politique budgétaire servant de support à la politique générale du Gouvernement.

III. DISCUSSION.

A. L'exécution du budget de 1975.

Le budget ajusté de 1975 se présente comme suit :
(en milliards de F)

Van de andere kant opteert zij bewust voor een politiek die de toekomst moet vrijwaren : de — in vergelijking met andere landen — beperkte omvang van het begrotingstekort dat zo spoedig mogelijk moet worden omgezet in een boni zodra de economische ontwikkeling weer gunstiger wordt; de preferentiële behandeling van het wetenschappelijk onderzoek, vooral van de toegepaste technologie en de nationale onderzoeksprogramma's, die de economische versterking en een betere aansluiting van het beleid op de reële behoeften van onze maatschappij moeten verzekeren; de uitbreiding en de reoriëntering van de openbare investeringen in de richting van de grote opties van het Plan 1976-1980, zijn zovele elementen die ten grondslag liggen aan een begrotingsbeleid dat de algemene politiek van de Regering ondersteunt.

III. BESPREKING.

A. De uitvoering van de begroting van 1975.

De aangepaste begroting van 1975 ziet eruit als volgt :
(in miljarden F)

<i>Débit.— Debet.</i>		<i>Crédit. — Credit.</i>	
<i>Opérations courantes. — Lopende verrichtingen.</i>			
Dépenses budgétaires. — Begrotingsuitgaven ...	615,4	Recettes fiscales. — Belastingontvangsten ...	564,5
		Recettes non fiscales. — Niet-fiscale ontvangsten .	19,8
		Total. — Totaal ...	584,3
Recettes affectées. — Toegewezen ontvangsten ...	30,3		30,3
Annulations et reports. — Annulaties en overdrachten ...	— 6,0		
Total des opérations courantes. — Totaal van de lopende verrichtingen ...	639,6		614,6
		<i>Déficit. — Deficit</i> ...	25,0
<i>Opérations de capital. — Kapitaalverrichtingen.</i>			
Crédits d'ordonnancement. — Ordonnanceringskredieten ...	78,6	Recettes de capital. — Ontvangsten uit kapitalen .	7,4
Marge non utilisée. — Niet gebruikte marge ...	— 5,6		
Fonds des routes. — Wegensfonds ...	10,4		
Total. — Totaal ...	83,4		7,4
		<i>Déficit. — Deficit</i> ...	76,4
<i>Total du budget unique. — Totaal van de eenheidsbegroting.</i>			
Recettes. — Ontvangsten ...	622,0	Dépenses. — Uitgaven ...	723,0
		Solde net à financer. — Netto te financieren saldo	101,0
		Amortissements de la dette publique. — Aflossing van de Rijksschuld ...	40,1
		Solde brut à financer. — Bruto de financieren saldo	141,1

1. Les opérations courantes.

a) L'exécution du budget.

Lors de l'établissement du budget de 1975, on a annoncé, pour les opérations courantes, un solde positif de 17,2 milliards.

Le budget se clôturera cependant par un déficit de 25 milliards. Certains membres ont souligné qu'en fait le déficit sera d'environ 31 milliards, étant donné qu'il a été procédé à des annulations pour un montant de 6 milliards. Ces membres ont rappelé qu'ils avaient pronostiqué ce déficit depuis longtemps et que celui-ci ne peut être imputé uniquement à la situation économique.

Quoi qu'il en soit, il y a une différence énorme entre les prévisions du Gouvernement et la réalité et ce, nonobstant un alourdissement de fait des charges fiscales pour un montant de 45 milliards au lieu des 19,7 milliards annoncés dans l'exposé général. A l'appui de cette thèse ont été cités les exemples suivants :

- tarifs des services publics;
- frais d'hospitalisation;
- déplafonnement de l'assurance maladie;
- taxe de 3 % sur l'assurance automobile en faveur de l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

En outre, les allocations en faveur des communes ont été diminuées de 3 milliards.

Les mesures en matière de versements anticipés ont fourni au budget une plus-value de 18 milliards.

Par conséquent, sans cette charge financière supplémentaire, le déficit reconnu aurait été en réalité plus considérable encore.

Le Gouvernement s'est référé à la page 148 de l'exposé des motifs où est commentée l'évolution des soldes des opérations courantes.

L'inflation et la récession économique ont influé de façon négative sur le solde des opérations courantes. Les facteurs caractéristiques de l'évolution du budget des Voies et Moyens proprement dit peuvent être résumés comme suit :

	En milliards
Réestimation des recettes	— 9,0
Crédits supplémentaires (nets) :	
— dépenses courantes	— 31,4
— années antérieures	— 5,0
	— 45,4

Il est à prévoir que le solde du budget exécuté s'avérera moins défavorable.

Les moins-values des recettes sont également imputables à l'évolution de la situation économique (cfr. exposé général p. 34). Pour ce qui est de l'évolution des dépenses de plus amples précisions seront fournies plus avant dans le rapport.

En ce qui concerne notamment les observations quant à une prétendue plus-value fiscale de 45 milliards en 1975, le Ministre des Finances a souligné que ce montant est obtenu en ajoutant au produit des nouvelles mesures fiscales, qui a été estimé à 18,1 milliards, le produit des majorations de tarifs des sociétés publiques de transports en commun et des cotisations des bénéficiaires en matière de sécurité sociale.

1. De lopende verrichtingen.

a) Uitvoering van de begroting.

Bij het opmaken van de begroting voor 1975 werd, op het stuk van de lopende verrichtingen, een spaartegoed aangekondigd van 17,2 miljard.

De begroting zal evenwel worden afgesloten met een tekort van 25 miljard. Bepaalde leden onderstrepden dat het mali in werkelijkheid ca. 31 miljard bedraagt, er werden immers 6 miljard annulaties uitgevoerd. Deze leden herinnerden eraan dat zij dit tekort reeds lang hebben aangekondigd en het niet uitsluitend aan de evolutie van de economische toestand kan worden toegeschreven.

Hoe dan ook, is er een enorm verschil tussen de vooruitzichten van de Regering en de realiteit en dit niettegenstaande een feitelijke belastingverzwaring van 45 miljard in plaats van de in de Algemene toelichting aangekondigde 19,7 miljard. Tot staving van deze stelling werden de volgende voorbeelden geciteerd :

- tarieven van de openbare diensten;
- kosten voor hospitalisatie;
- de deplafoning van de ziekteverzekering;
- 3 % heffing op de autoverzekering ten gunste van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Daarenboven werden de toelagen aan de gemeenten met 3 miljard verminderd.

De anticipatiemaatregelen inzake de voorafbetalingen hebben een meeropbrengst van 18 miljard opgeleverd voor de begroting.

Het toegegeven deficit zou dus, zonder deze bijkomende fiscale last, in werkelijkheid nog veel hoger zijn geweest.

Van regeringszijde werd verwezen naar blz. 148 van de Algemene toelichting waar de evolutie van de saldi van de lopende verrichtingen wordt toegelicht.

De inflatie en de economische recessie hebben het saldo van de lopende verrichtingen negatief beïnvloed. De karakteristieke evolutiefactoren van de eigenlijke rijksmiddelenbegroting kunnen als volgt worden samengevat :

	In miljarden
Herraming van de ontvangsten	— 9,0
Bijkredieten (netto) :	
— lopende uitgaven	— 31,4
— vorige jaren	— 5,0
	— 45,4

Het valt te verwachten dat het saldo van de uitgevoerde begroting minder ongunstig zal zijn.

De minwaarden van de ontvangsten zijn eveneens te wijten aan de evolutie van de economische toestand (cfr. Algemene toelichting, blz. 34). Over de evolutie van de uitgaven zullen verder in dit verslag aanduidingen worden verstrekt.

Wat meer bepaald de opmerkingen betreft over een zgn. fiscale meeropbrengst van 45 miljard in 1975, onderstreept de Minister van Financiën dat dit bedrag wordt bekomen door de opbrengst van de tariefverhogingen van de openbare maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer en van de bijdragen van de begunstigten inzake sociale zekerheid te voegen bij de opbrengst van de nieuwe fiscale maatregelen, die op 18,1 miljard werd geraamd.

Des éléments de nature différente sont aussi additionnés pour former un montant qui n'a aucune signification. Ainsi, par exemple, il est évident que les dépenses salariales des sociétés publiques de transports en commun, qui constituent l'essentiel des charges de ces sociétés, augmentent avec la hausse de l'indice des prix à la consommation et par suite des programmations sociales qui sont régulièrement négociées. Comment veut-on payer les augmentations de salaires autrement qu'en majorant les tarifs ou les déficits à couvrir par l'impôt ? Et comment le Ministre des Finances peut-il échapper au reproche qui lui est adressé d'augmenter les impôts, si le membre considère comme augmentation d'impôts aussi bien les relèvements de tarifs que les majorations d'impôts proprement dits ? Cette confusion des notions conduit à une conception dans laquelle toute augmentation des salaires dans les sociétés publiques de transports en commun se traduit nécessairement par une augmentation d'impôt, quelle que soit la décision prise par le Gouvernement de faire supporter la charge supplémentaire par l'usager ou par le contribuable.

Le Ministre maintient que le produit des nouveaux impôts décidés en 1975 s'est élevé à 18,1 milliards comme il est annoncé dans l'exposé général. La rémunération des services prestés par les services publics de transports en commun et les cotisations sociales répondent à des besoins spécifiques et ne constituent pas des recettes fiscales. Chaque année, ces recettes sont adaptées aux besoins spécifiques de ces secteurs.

Quant aux recettes produites en 1975 par la réforme du régime des versements anticipés, elle ne constitue aucunement un nouvel impôt mais un déplacement de la charge fiscale au bénéfice du budget de 1975.

b) Informations relatives aux recettes de la T. V. A. et aux versements anticipés.

La T. V. A. et les versements anticipés, qui sont évidemment influencés par la conjoncture, sont la cause du fait que les recettes courantes de 1975 n'atteindront pas le chiffre initialement prévu de 623,5 milliards.

Il est encore impossible de dire pour l'instant si le chiffre de 614,6 milliards prévu au feuillet d'ajustement sera atteint.

Afin de se faire une idée à ce sujet, certains membres ont demandé des précisions sur les prévisions de recettes et sur leur réalisation.

Le Ministre des Finances a déclaré que la réestimation des recettes courantes de 1975 figurant à l'exposé général de 1976 reste valable. En effet, il n'y a, à l'heure actuelle, aucune raison qui pourrait rendre nécessaire la révision de cette réestimation.

Il est possible cependant que le produit de certaines taxes soit inférieur aux dernières prévisions, ce qui sera toutefois compensé par le fait que d'autres taxes auront un rendement supérieur aux prévisions, si bien que la réestimation ne sera normalement pas compromise.

On trouvera ci-après des informations sur la T. V. A. et les versements anticipés.

1) T. V. A.

Il convient de rappeler au préalable que tous les montants des réalisations et prévisions comprennent également les recettes affectées.

Aldus worden elementen van verschillende aard samengegeld om tot een bedrag te komen, dat niets betekent. Zo is het bij voorbeeld evident dat de loonlasten van de openbare maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, die het hoofdbestanddeel van de lasten van die maatschappijen vormen, verhogen door de stijging van het indexcijfer van de consumptieprijzen en door de sociale programmaties die op een regelmatige manier zijn bedongen. Hoe kan men anders de loonsverhogingen betalen dan door de tarieven te verhogen of de tekorten te vergroten die door de belasting moeten worden gedekt ? En hoe kan de Minister van Financiën het verwijt ontlopen dat hij de belastingen verhoogt indien het lid zowel de tariefverhogingen als de belastingverhogingen in de echte zin van het woord, als belastingverhoging aanziet ? Die begripsverwarring leidt tot een opvatting waarin elke loonsverhoging in de openbare maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer noodzakelijkerwijze neerkomt op een belastingverhoging, welke beslissing de Regering ook neemt om de bijkomende last door de gebruiker of door de belastingbetaler te doen dragen.

De Minister houdt staande dat de opbrengst van de nieuwe belastingen waartoe in 1975 werd besloten, 18,1 miljard bedraagt, zoals dat in de Algemene Toelichting werd aangekondigd. De vergoeding van de door de openbare maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer gepresteerde diensten en de sociale bijdragen, beantwoorden aan specifieke behoeften en zijn geen fiscale ontvangsten. Elk jaar worden die ontvangsten aan de specifieke behoeften van die sectoren aangepast.

De ontvangsten als gevolg van de hervorming van de regeling betreffende de voorafbetalingen in 1975 vormen geenszins een nieuwe belasting, maar een overheveling van de fiscale last naar de begroting van 1975.

b) Inlichtingen nopens de B. T. W.-ontvangsten en de voorafbetalingen.

Uiteraard conjunctuurgevoelig, zijn B. T. W. en voorafbetalingen de oorzaak van het feit dat de lopende ontvangsten voor 1975 de oorspronkelijk voorziene 623,5 miljard niet zullen bedragen.

Of het in het bijblad aangepaste bedrag van 614,6 miljard zal bereikt worden blijft vooralsnog een niet te beantwoorden vraag.

Om zich nopens deze kwestie een idee te vormen werden inlichtingen gevraagd over de raming en de verwezenlijking van deze ontvangsten.

De Minister van Financiën verklaarde dat de herraming van de lopende ontvangsten voor 1975 zoals die aangegeven werd in de Algemene Toelichting 1976, geldig blijft. Er zijn thans immers geen redenen voorhanden die een herziening van deze herraming noodzakelijk zouden maken.

Het is nochtans mogelijk dat bepaalde belastingen minder zullen opbrengen dan de laatste vooruitzichten; dit zal dan echter gecompenseerd worden door een beter rendement van andere belastingen, zodat de herraming normaliter globaal niet in het gedrang komt.

Hierna volgen inlichtingen over de B. T. W. en de voorafbetalingen :

1) B. T. W.

Vooraf zij opgemerkt dat alle bedragen van verwezenlijkingen en ramingen ook de toegewezen of geaffecteerde ontvangsten omvatten.

	Réalisations	Prévisions initiales	Différence
	(en millions de F)		
Janvier	13 527	14 597	1 070
Février	13 776	15 038	- 1 262
Mars	3 129	5 443	- 2 314
Avril	17 615	17 055	+ 560
Mai	9 944	10 938	- 994
Juin	13 247	14 657	- 1 410
Juillet	17 523	18 349	- 826
Août	15 086	16 009	- 923
Septembre	9 664	10 442	- 778
Total des 9 premiers mois	113 511	122 528	- 9 017

Pour l'ensemble de l'année 1975, les prévisions initiales ont été ramenées, dans l'exposé général, de 175 067 millions à 165 175 millions. Pour que ce chiffre soit atteint, il faudrait que les recettes des trois derniers mois atteignent 51 664 millions, soit la différence entre la réestimation et les réalisations des neuf premiers mois. Il convient de faire observer que ce chiffre de 51 664 millions comprend également le produit du double versement du mois de décembre que sont tenus de faire les assujettis à la T. V. A. (régime mensuel).

2) Versements anticipés.

Le produit des versements anticipés pour 1975 a été évalué initialement à 101,6 milliards. Cette évaluation a été ramenée à 89,1 milliards dans l'exposé général de 1976.

On trouvera ci-après les renseignements établis par échéance trimestrielle selon le nouveau système de versements anticipés institué par la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires de 1974-1975.

(en milliards de F)

Echéance	Prévision initiale	Réalisation	Différence
10 avril	15,7	15,9	+ 0,2
10 juillet	33,0	20,6	- 12,4
10 octobre	25,0	19,7	- 5,3
20 décembre	20,0		

Il y a une différence de 7,9 milliards entre les prévisions initiales en matière de produit global des versements anticipés (101,6 milliards) et le total des produits prévus pour les quatre échéances précitées (93,7 milliards). Cette différence est due aux versements anticipés effectués à d'autres échéances qu'aux quatre précitées par des contribuables pour lesquels l'année comptable ne coïncide pas avec l'année civile (y sont compris les versements anticipés qui ressortissaient encore à l'ancien système et qui ont été effectués en 1975).

c) Les recettes affectées.

Les recettes affectées de 1975, fixées initialement à 33,3 milliards, ont été réduites à 30,3 milliards (exposé général, p. 37).

	Verwezen- lijking	Oorspronke- lijke raming	Vershil
	(bedragen in miljoenen F)		
Januari	13 527	14 597	1 070
Februari	13 776	15 038	- 1 262
Maart	3 129	5 443	- 2 314
April	17 615	17 055	+ 560
Mei	9 944	10 938	- 994
Juni	13 247	14 657	- 1 410
Juli	17 523	18 349	- 826
Augustus	15 086	16 009	- 923
September	9 664	10 442	- 778
Totaal eerste 9 maan- den	113 511	122 528	- 9 017

Voor het ganse jaar 1975 werd in de Algemene Toelichting 1976, de oorspronkelijke raming van 175 067 miljoen teruggebracht op 165 175 miljoen. Om dit laatste bedrag te bereiken zouden de ontvangsten van de laatste drie maanden 51 664 miljoen moeten bedragen, zijnde het verschil tussen de herziene raming en de realisaties na 9 maanden. Er zij opgemerkt dat dit bedrag van 51 664 miljoen eveneens de opbrengst omvat van de dubbele storting in december, waartoe de maandelijkse B. T. W.-plichtigen gehouden zijn.

2) Voorafbetaling.

De opbrengst van de voorafbetalingen voor 1975 werd oorspronkelijk geraamd op 101,6 miljard. Deze raming werd teruggebracht in de Algemene Toelichting 1976 tot 89,1 miljard.

Hierna volgen de inlichtingen per trimestriële vervaldag voorzien door het nieuwe systeem inzake voorafbetalingen ingevoerd door de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975.

(in miljarden)

Vervaldag	Oorspronke- lijke raming	Verwezen- lijking	Vershil
10 april	15,7	15,9	+ 0,2
10 juli	33,0	20,6	- 12,4
10 oktober	25,0	19,7	- 5,3
20 december	20,0		

Er is een verschil van 7,9 miljard tussen de oorspronkelijk geraamde globale opbrengst van de voorafbetalingen (101,6 miljard) en de som van de geraamde opbrengsten op de vier vermelde vervaldagen (93,7 miljard). Dit verschil vloeit voort uit de voorafbetalingen verricht op de andere dan de vier vermelde vervaldagen door belastingplichtigen voor wie het boekjaar niet samenvalt met het kalenderjaar (hierin zijn de voorafbetalingen begrepen die nog pasten in het oude systeem en die in 1975 werden verricht).

c) De ontvangsten met bijzondere bestemming.

De geaffecteerde ontvangsten voor 1975, die oorspronkelijk vastgesteld waren op 33,3 miljard, werden verminderd tot 30,3 miljard (Algemene Toelichting, blz. 37).

Selon le Ministre des Finances, cette diminution de 2 992 millions de F s'explique par la décision de ne plus considérer les amortissements contractuels des emprunts des intercommunales autoroutières comme des dépenses sur recettes affectées, mais de les considérer dorénavant comme des opérations de trésorerie. Les amortissements contractuels de la dette de l'Etat et de celle du Fonds des Routes sont déjà traitées de cette façon.

2. Les opérations de capital.

Au budget initial, elles étaient évaluées à 76,6 milliards. En réalité elles dépasseront les 100 milliards. Elles sont également restées bien inférieures aux prévisions.

Une présentation plus synoptique des opérations de capital a été demandée. En ce qui concerne les résultats de 1975, ces éléments sont répartis dans tout l'Exposé général (par exemple, p. 44, 161).

3. Analyse des crédits supplémentaires.

a) Remarque générale.

Il ressort d'une étude que les crédits supplémentaires exprimés en pour cent ont augmenté considérablement au cours des deux dernières années :

1968 : 2,45 % ;
1969 : 1,65 % ;
1970 : 1,75 % ;
1971 : 0,81 % ou 1,94 % selon qu'il est tenu compte des lois spéciales ;
1972 : 2,44 % ;
1973 : 3,26 % ;
1974 : 7,52 % ;
1975 : 5,18 % .

Selon certains membres, cette situation indique l'institutionnalisation d'une sous-estimation organisée en ce qui concerne les budgets pour 1974 et 1975.

Le Secrétaire d'Etat au Budget s'est livré à une analyse des crédits supplémentaires pour 1974 et 1975, lesquels découlent plus particulièrement de la situation économique.

1974.

Le budget initial pour 1974 atteignait 473,3 milliards de F. Des crédits supplémentaires ont été sollicités pour un montant de 35,6 milliards, soit 7,52 %.

Il y a lieu de noter que ce montant comprend 14,0 milliards à titre de compléments des provisions d'indexation et 2,3 milliards pour le chômage.

Abstraction faite de ces sommes, les crédits supplémentaires n'atteignent que 19,3 milliards, ce qui, sur la même base, ne représente que 4,07 %, ce qui indique une tendance déjà constatée les années précédentes.

1975.

Le budget pour 1975 a été adopté au montant de 580,4 milliards, auquel il y a lieu d'ajouter 33,3 milliards de recettes affectées. Le feuillet des crédits supplémentaires s'est élevé à 31,8 milliards net, soit 5,18 %. Les crédits supplémentaires relatifs à la hausse des prix, d'un montant de 5,9 milliards, ainsi que ceux qui ont trait au chômage, à savoir 11,5 milliards, soit un total de 17,4 milliards, peuvent être isolés.

Volgens de Minister van Financiën is die vermindering ten bedrage van 2 992 miljoen F hierdoor te verklaren dat beslist werd de contractuele aflossingen van de leningen aangegaan door de intercommunale verenigingen voor de aanleg van autowegen niet meer te beschouwen als uitgaven op ge-affecteerde ontvangsten, maar wel als thesaurieverrichtingen. De contractuele aflossingen van de Rijksschuld en van de schuld van het Wegenfonds worden reeds op die manier behandeld.

2. De kapitaalverrichtingen.

De oorspronkelijke begroting raamde ze op 76,6 miljard. In werkelijkheid zullen ze de 100 miljard overtreffen. Ook zij bleven ver onder de vooruitzichten.

Er werd gepleit voor meer een overzichtelijk voorstelling van de kapitaalverrichtingen. Wat de resultaten van 1975 betreft zijn deze gegevens over de Algemene toelichting verspreid (bvb., blz. 44, 161).

3. Analyse van de bijkredieten.

a) Algemene opmerking.

Uit een onderzoek van de bijkredieten blijkt dat zij, in percenten uitgedrukt, gedurende de laatste twee jaar aanzienlijk zijn gestegen :

1968 : 2,45 % ;
1969 : 1,65 % ;
1970 : 1,75 % ;
1971 : 0,81 % of 1,94 % naargelang men rekening houdt met de bijzondere wetten ;
1972 : 2,44 % ;
1973 : 3,26 % ;
1974 : 7,52 % ;
1975 : 5,18 % .

Zulks wijst volgens bepaalde leden op het inbouwen van een georganiseerde onderschatting in de begrotingen van 1974 en 1975.

De Staatssecretaris voor Begroting verschaftte een ontleding voor 1974 en 1975 van de bijkredieten die meer speciaal voortspuiten uit de economische toestand.

1974.

De ingediende begroting voor 1974 bedroeg 473,3 miljard. Bijkredieten werden gevraagd voor een bedrag van 35,6 miljard, wat neerkomt op 7,52 %.

Er zij opgemerkt dat in dit bedrag 14,0 miljard voorkomt als aanvullingen voor de index-provisies en 2,3 miljard voor de werkloosheid.

Afgezien van deze bedragen belopen de bijkredieten slechts 19,3 miljard wat, berekend op dezelfde grondslag slechts 4,07 % oplevert, hetgeen dus een strekking weergeeft die reeds vorige jaren werd waargenomen.

1975.

De begroting 1975 werd goedgekeurd aan een bedrag van 580,4 miljard waaraan 33,3 miljard toegewezen ontvangsten dienen gevoegd te worden. Het netto bijblad bereikt 31,8 miljard of 5,18 %. De bijkredieten betreffende de prijsstijging kunnen, ten bedrage van 5,9 miljard, geïsoleerd worden alsmede die betreffende de werkloosheid ten bedrage van 11,5 miljard, zegge globaal 17,4 miljard.

En conséquence, les crédits supplémentaires à d'autres titres n'atteignent que 14,4 milliards, ce qui, sur les mêmes bases que ci-dessus, fixe à 2,35 % la proportion des crédits supplémentaires.

b) *Examen de quelques postes budgétaires.*

Selon certains membres, les adaptations du budget pour 1975 ont été sciemment sous-estimées. A titre d'exemple, ils ont cité les postes budgétaires suivants :

Chômage.

Le budget du département du Travail et de l'Emploi est en augmentation de plus de 11 milliards, par suite de l'accroissement du chômage. Ce montant a été fixé sur la base d'un nombre de chômeurs égal à 245 000. Or, au mois d'octobre, l'O. N. Em. évaluait déjà le nombre des chômeurs à quelque 255 000.

Compte tenu d'une allocation moyenne de 441 F pendant 313 jours de travail, on obtient 140 000 F par chômeur.

La sous-estimation peut donc être fixée à 1,5 milliard.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a rappelé qu'au moment de la préparation du feuillet d'ajustement, on pouvait raisonnablement s'attendre à un nombre moyen de 245 000 chômeurs. Le nombre de chômeurs partiels n'étant connu qu'avec un grand retard, il est difficile de prédire aujourd'hui que ce nombre moyen de 245 000 sera dépassé.

Quoi qu'il en soit, les mesures requises seront prises afin que l'O. N. Em. dispose des moyens propres à assurer le paiement régulier des allocations de chômage.

Education nationale.

Le feuillet d'ajustement pour 1975 du département de l'Education nationale a été maintenu dans des limites raisonnables (5,5 milliards). Il ressort toutefois de l'Exposé général (pages 16 et 17) que l'on prévoit pour l'Education nationale du régime néerlandais (exercices antérieurs) 1,5 milliard de francs et pour l'Education nationale du régime français (exercices antérieurs) 1,6 milliards de francs. On procède en l'occurrence à des transferts trop importants aux exercices antérieurs en vue d'alléger le budget pour 1975. Quelle a été l'utilisation de ces 3,1 milliards de francs ?

Le Secrétaire d'Etat au Budget a d'abord rappelé les dispositions légales qui régissent ces matières.

Les règles d'imputation des dépenses de l'Etat sont prévues à l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1964. Il ne peut être dérogé à ces règles que par des dispositions légales.

Celles-ci existent en effet pour le budget de l'Education nationale et permettent d'apurer, sur les crédits de l'année en cours, des dépenses qui normalement doivent être imputées sur les exercices budgétaires antérieurs; elles permettent également, s'il subsiste des soldes, d'imputer sur ceux-ci des dépenses qui sont réglementairement rattachées à l'année en cours.

Toutefois, aucun montant destiné à couvrir des dépenses pour l'exercice en cours n'est prévu aux crédits supplémentaires sollicités pour les exercices antérieurs. Ils sont presque exclusivement destinés à régulariser des arriérés de subventions-traitements, qui ont donc déjà été versées aux intéressés mais qui doivent trouver dans les comptes budgétaires une contrepartie en crédits.

De aan andere oorzaken te wijten bijkredieten bedragen aldus slechts 14,4 miljard, wat op dezelfde grondslagen als hierboven de verhouding van de bijkredieten op 2,35 % zou brengen.

b) *Onderzoek van enkele begrotingsposten.*

Volgens bepaalde leden werden de aanpassingen van de begroting 1975 wetens en willens onderschat. Ter illustratie werden de volgende begrotingsposten geciteerd :

Werkloosheid.

De begroting van het departement van Arbeid en Tewerkstelling stijgt met 11 miljard ingevolge de aangroei van de werkloosheid. Dit bedrag werd bepaald op basis van 245 000 werklozen. In oktober was de R. V. A. reeds gekomen tot een schatting van $\pm$ 255 000 werklozen.

Rekening houdend met de gemiddelde vergoeding van 441 F gedurende 313 arbeidsdagen komt men op 140 000 F per werkloze.

De onderschatting kan aldus op $\pm$ 1,5 miljard worden geraamd.

De Staatssecretaris voor Begroting herinnert eraan dat op het ogenblik dat het aanpassingsblad werd voorbereid, redelijkerwijze een gemiddeld aantal werklozen van 245 000 kon verwacht worden. Omdat het aantal gedeeltelijk werklozen met veel vertraging is gekend, is het voor het ogenblik moeilijk te voorspellen of het gemiddelde van 245 000 zal overschreden worden.

In elk geval zullen de vereiste maatregelen getroffen worden opdat de R. V. A. over de middelen zou beschikken voor een regelmatige vereffening van de werkloosheidsuitkeringen.

Nationale Opvoeding.

Het bijblad 1975 van het departement van Nationale opvoeding werd binnen redelijke perken gehouden (5,5 miljard). Uit de Algemene toelichting (blz. 16 en 17) blijkt evenwel dat men voor Nederlandse Nationale Opvoeding (vorige dienstjaren) 1,5 miljard F en voor Franse Nationale Opvoeding (vorige dienstjaren) 1,6 miljard F voorziet. Men transfereert teveel naar vorige dienstjaren om de begroting van 1975 te ontlasten. Tot wat hebben deze 3,1 miljard gediend ?

De Staatssecretaris voor begroting herinnert vooreerst aan de wetsbepalingen die deze materie beheersen.

De aanrekeningsregels van de staatsuitgaven zijn vervat in het koninklijk besluit van 1 juli 1964. Van deze regels kan maar alleen afgeweken worden door wetsbepalingen.

Deze bestaan inderdaad voor de begroting van Nationale Opvoeding en laten toe uitgaven die normaal op vorige begrotingsjaren moeten worden aangerekend, aan te zuiveren op de kredieten van het lopende jaar; zij laten insgelijks toe wanneer er saldi overblijven, uitgaven die reglementair verbonden zijn aan het lopende jaar op deze saldi aan te rekenen.

In de aangevraagde bijkredieten voor vroegere dienstjaren is nochtans geen enkel bedrag voorzien dat bedoeld is om uitgaven voor het lopende dienstjaar te dekken. Zij zijn praktisch uitsluitend bestemd om achterstallige weddetoelagen te regulariseren, die dus reeds zijn uitbetaald aan de belanghebbenden maar in de begrotingsrekeningen een tegenhanger in kredieten moesten vinden.

Les dispositions légales précitées n'ont pas été élaborées par le Gouvernement actuel. Elles ont notamment une incidence sur le solde des opérations budgétaires de chaque année, ce qui va à l'encontre de l'esprit du système du budget unique; elles ne permettent pas davantage de définir clairement le coût annuel de l'enseignement dans notre pays. C'est la raison pour laquelle on a inscrit aux exercices antérieurs les crédits effectivement destinés à des dépenses qui auraient dû être imputées sur ces exercices antérieurs.

Culture néerlandaise.

Les crédits supplémentaires destinés à la Culture néerlandaise occupent, avec 14 %, une place de choix dans l'augmentation générale (à comparer avec une augmentation globale de 5,18 % des crédits supplémentaires).

Comment cette situation s'explique-t-elle ?

Quelle garantie peut-il être donnée que cette situation ne se reproduira pas en 1976 ?

Le Secrétaire d'Etat au Budget n'a pu souscrire à cette analyse.

Le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise comporte sept secteurs.

L'augmentation pour l'ensemble des affaires culturelles néerlandaises (secteurs 1 à 7) atteint respectivement 7,15 % ou 8,42 % par rapport aux exercices antérieurs.

Pour le secteur I « Culture », les crédits supplémentaires (278,8 millions de francs) accusent une augmentation de 7,44 % par rapport au budget initial (3 745,9). Si l'on y ajoute les crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs (57,9 millions de francs), on obtient une augmentation de 8,99 % et non de 14 %.

Les 278,8 millions comprennent 55,8 millions de provisions pour index et programmation sociale. Compte non tenu de ce dernier montant, l'augmentation ne serait que de 5,95 %.

Cette augmentation est due en grande partie, d'une part, à l'incidence des nouveaux décrets que le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise a promulgués après le dépôt des propositions budgétaires pour 1975 et, d'autre part, à des chiffres plus exacts en matière de population scolaire, pour ce qui concerne la partie I « Enseignement ».

B. Quelques données économiques générales.

1. Importance de l'érosion monétaire et de la hausse du coût de la vie (1971 à 1975). (prévisions pour 1976).

Le Ministre des Finances rappelle qu'il n'existe pas, dans notre pays, d'indice du coût de la vie. Cependant, le Ministère des Affaires économiques établit mensuellement un indice des prix à la consommation qui peut être considéré comme assez représentatif de l'évolution du coût de la vie.

Quoiqu'il n'existe pas de méthode officielle pour mesurer la modification du pouvoir d'achat de la monnaie, les économistes ont généralement recours à l'évolution des prix en vue de déterminer, de manière approximative, l'évolution de la dépréciation du pouvoir d'achat ou l'érosion monétaire, qui se dérive de l'inverse du mouvement des prix.

De wetbepalingen waarvan sprake werden niet door de huidige regering uitgedacht; o.a. beïnvloeden zij het saldo van de begrotingsverrichtingen van ieder jaar wat induist tegen de geest van het stelsel van de eenheidsbegroting; zij laten ook niet toe de « kostprijs » per jaar van het onderwijs in ons land duidelijk te bepalen. Daarom werd overgegaan tot de inschrijving op vorige dienstjaren van de kredieten die werkelijk bestemd zijn voor uitgaven die op deze vroegere dienstjaren dienden aangerekend te worden.

Nederlandse Cultuur.

Uit de algemene stijgingstrend komen de bijkredieten voor Nederlandse Cultuur sterk naar voren met 14 % (t.a.v. een globale stijging van de bijkredieten met 5,18 %).

Hoe is dit te verklaren ?

Welke garantie kan worden geboden dat zulks voor 1976 niet het geval zal zijn ?

De Staatssecretaris voor begroting kan deze analyse niet onderschrijven.

De begroting voor Culturele Zaken van de Nederlandse Cultuurgemeenschap behelst zeven sectoren.

De verhoging op de globale Culturele Zaken Nederlands (Sectoren 1 tot 7) bedraagt respectievelijk 7,15 % of 8,42 % t.a.v. de vorige dienstjaren.

Inzake de sector I « Cultuur » vertonen de bijkredieten (278,8 miljoen F) een verhoging tegenover de oorspronkelijke begroting (3 745,9) van 7,44 %. Voegt men er de bijkredieten voor vorige dienstjaren bij (57,9 miljoen F) dan bereikt men een procentuele verhoging van 8,99 % en niet 14 %.

In de 278,8 miljoen zijn 55,8 miljoen provisie voor index en sociale programmatie begrepen. Zonder dat laatste bedrag zou de verhoging slechts 5,95 % bedragen.

Deze verhoging is grotendeels te wijten aan de weerslag van de nieuwe dekreten die de Cultuurraad heeft uitgevaardigd nadat de begrotingsvoorstellen voor 1975 reeds waren ingediend en voorts aan de juistere gegevens over de schoolbevolking wat betreft deel I : Onderwijs.

B. Enkele algemene economische gegevens.

1. Omvang van de munterosie en van de stijging van de kosten van levensonderhoud (1971 tot 1975) (vooruitzichten voor 1976).

De Minister van Financiën herinnert eraan dat er in ons land geen indexcijfer van de kosten van levensonderhoud bestaat. Wel stelt het Ministerie van Economische Zaken maandelijks een indexcijfer van de consumptieprijzen op, waarvan mag worden aangenomen dat het de ontwikkeling van de kosten van levensonderhoud vrij goed weergeeft.

Alhoewel er geen officiële methode bestaat om de wijziging van de koopkracht van de munt te meten, nemen de economen meestal hun toevlucht tot de ontwikkeling van de prijzen om, bij benadering, de ontwikkeling te bepalen van de daling van de koopkracht of van de munterosie die, in vergelijking met de prijsontwikkeling, de tegenovergestelde richting uitgaat.

Evolution de 1971 à 1976.

(en %)

	Indice moyen des prix à la consom- mation	Erosion monétaire (a)
1971	+ 4,3	— 4,1
1972	+ 5,4	— 5,1
1973	+ 7,0	— 6,6
1974	+ 12,7	— 11,3
1975 (b)	+ 12,5	— 11,1
1976 (b)	+ 10,0	— 9,1

(a) Inverse de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation.

(b) Estimation.

2. Evolution de l'épargne de la nation.

Quelle a été l'évolution de l'épargne de la nation au cours des cinq dernières années ? Quelles sont les prévisions pour 1976 ? Quels ont été, pour cette même période, le revenu mobilier produit par cette épargne, les intérêts alloués et les recettes fiscales tirées de ce revenu ?

Le Ministre des Finances a rappelé qu'il y a dans notre pays plusieurs sources statistiques qui fournissent des informations sur l'épargne, même s'il y a entre elles des différences assez sensibles en matière d'optique et de définitions. On peut citer par exemple l'inventaire de l'épargne de la C. G. E. R., les informations publiées par ou concernant les organismes monétaires, la situation globale des banques, etc.

Du libellé de la question, il est possible d'inférer que les données de la comptabilité nationale fournissent la meilleure réponse, ce qui permet également de se référer au budget économique du pays où figurent aussi des estimations pour 1975 et 1976, alors qu'évidemment les autres sources ne citent encore aucun chiffre pour ces deux années.

Les chiffres ci-après répondent donc aux définitions des comptes nationaux, c'est-à-dire qu'ils correspondent à la différence entre les recettes et les dépenses courantes respectives des ménages, des entreprises et des pouvoirs publics.

(En milliards de F.)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 (Estimations) (Ramingen)
Epargne des pouvoirs publics. — Besparingen overheid	28,0	26,3	12,3	14,0	35,6	— 5,5	(pas disponible) (niet beschikbaar)
Réserves des sociétés par actions. — Reserveringen vennootschappen op aandelen	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8	38,8	(pas disponible) (niet beschikbaar)
Epargne des ménages. — Besparingen der gezinnen.	158,8	170,3	207,4	234,5	281,3		(pas disponible) (niet beschikbaar)
Total (= épargne nette de la nation). — Totaal (= netto sparen natie)	218,0	221,9	250,3	258,9	355,0		(pas disponible) (niet beschikbaar)
Amortissements. — Afschrijvingen	124,6	138,1	149,6	161,5	185,5	195,1	214,8

Ontwikkeling van 1971 tot 1976.

(in %)

	Gemiddeld indexcijfer der consumptie- prijzen	Munterosic (a)
1971	+ 4,3	— 4,1
1972	+ 5,4	— 5,1
1973	+ 7,0	— 6,6
1974	+ 12,7	— 11,3
1975 (b)	+ 12,5	— 11,1
1976 (b)	+ 10,0	— 9,1

(a) Tegenovergestelde van de ontwikkeling van het gemiddelde indexcijfer der consumptieprijzen.

(b) Raming.

2. Evolutie van het sparen van de natie.

Hoe evolueerde het sparen van de natie gedurende de jongste vijf jaar, dit met inbegrip van de vooruitzichten voor 1976 ? Welke waren voor dezelfde periode, het roerend inkomen dat voortvloeide uit dit sparen en de toegekende interesten en, welke was de fiscale opbrengst getrokken uit dit inkomen ?

De Minister van Financiën herinnert eraan dat er in ons land verschillende statistische bronnen zijn die gegevens verstrekken omtrent het spaarwezen, ook al verschillen zij nogal wat betreft de optiek en de definities. Er is b.v. de spaarinventaris van de A. S. L. K., de gegevens gepubliceerd door of betreffende de geldscheppende instellingen, de globale staat der banken, en andere.

Uit de formulering van de vraag kan men besluiten dat de gegevens van de nationale boekhouding het best tegevoetkomen aan de gestelde vraag. Dit laat meteen toe de aansluiting te maken met het economisch budget van het land, waardoor ook ramingen kunnen verstrekt worden voor 1975 en 1976, daar waar de andere bronnen uiteraard nog geen cijfers vermelden voor deze twee jaren.

De hierna volgende cijfers beantwoorden dus aan de definities van de nationale rekeningen d.w.z. het verschil tussen lopende ontvangsten en uitgaven van respectievelijk de gezinnen, de bedrijven en de overheid.

(Bedragen in miljarden F.)

En ce qui concerne les revenus provenant de l'investissement de cette épargne, il est impossible d'établir une distinction selon l'année au cours de laquelle cette épargne a été réalisée. D'ailleurs, l'épargne d'une année donnée ne commence le plus souvent à être rentable que dans les années ultérieures. D'autre part, les réserves des sociétés peuvent par exemple être affectées à l'autofinancement de projets d'investissement et, dans ce cas, il est impossible d'isoler le revenu de cette épargne parce qu'il se combine avec les résultats globaux enregistrés par l'entreprise. Il en va de même du solde de l'épargne des pouvoirs publics, qui est utilisé pour le financement des investissements publics.

Néanmoins les chiffres ci-après permettent d'obtenir des indications valables sur le revenu patrimonial, qui n'est en fait rien d'autre qu'une épargne accumulée. Il s'agit également, en l'occurrence, de l'optique de la comptabilité nationale.

*Revenu mobilier
du patrimoine pour les particuliers.*

(En milliards de F.)

Wat betreft het inkomen afkomstig van de belegging van deze besparingen, is het onmogelijk een onderscheid te maken naar gelang van het jaar waarin de besparingen verwezenlijkt werden. Het is trouwens zo dat de besparingen van een bepaald jaar meestal slechts in latere jaren beginnen te renderen. Voorts kunnen b.v. reserveringen van vennootschappen aangewend worden voor autofinanciering van de investeringsprojecten; in dit geval is het onmogelijk de inkomsten van deze besparing te isoleren omdat zij zich vermengen met de globale resultaten welke de onderneming boekt. Hetzelfde geldt voor het spaarsaldo van de overheid, dat wordt gebruikt ter financiering van de overheidsinvesteringen.

Niettemin kan een goede indicatie bekomen worden over de vermogensinkomsten, die toch niets anders zijn dan geaccumuleerde besparingen, in de onderstaande cijfergegevens. Het betreft hier eveneens de optiek nationale boekhouding.

*Roerende inkomens
uit vermogen toevloeiend aan particulieren.*

(In miljarden F.)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1. Intérêts. — Intresten	60,9	67,2	72,9	86,3	114,5	} pas disponible niet beschikbaar	
2. Dividendes, tantièmes, dons. — Dividenden, tantièmes, giften	36,6	41,1	43,1	58,9	82,0		
3. Total. — Totaal	141,6	153,4	163,2	193,8	147,9	267,0	293,7 (estimation - raming)

Les chiffres ci-après, établis et publiés par la Banque nationale, indiquent l'évolution des intérêts obtenus.

De hierna volgende cijfers, opgemaakt en gepubliceerd door de Nationale Bank, verschaffen enige aanduiding omtrent de evolutie van de verkregen interesten.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Taux d'intérêt des dépôts en FB auprès des banques (taux à la fin de la période). — Rentetarief voor deposito's in BF bij de banken (tarief einde periode) :						
Exigible immédiatement. — Dadelijk opvraagbaar	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
A préavis de 15 jours. — met 15 dagen opzegging	3,0	2,0	1,0	3,5	4,7	3,0
A terme. — Op termijn :						
1 mois. — 1 maand	4,5	3,0	2,0	4,7	5,7	4,0
3 mois. — 3 maanden	5,5	4,0	3,0	5,7	7,0	5,0
6 mois. — 6 maanden	6,0	4,7	4,0	6,4	7,5	5,5
12 mois. — 12 maanden	6,7	5,5	5,0	6,7	8,2	6,7
2. Rendement des titres à rendement fixe en Bourse de Bruxelles (moyenne pondérée à fin de période). — Rendement van effecten met vast rendement op de Beurs te Brussel (gewogen gemiddelde per einde periode)	7,8	7,1	7,1	7,9	9,1	8,4
3. Taux ordinaire des livrets d'épargne de la C. G. E. R. — Tarief van de gewone spaarboekjes A. S. L. K.	3,5	3,5	3,2	4,0	4,7	4,2
Prime de fidélité. — Getrouwheidspremie	1,0	1,0	0,7	0,7	1,5	1,2

En ce qui concerne finalement le prélèvement fiscal sur les revenus de l'épargne, il y a lieu de remarquer que le produit des investissements se confond avec les autres revenus, tant chez les particuliers que dans les entreprises. Le prélèvement fiscal définitif est alors calculé sur ce revenu global, indépendamment de sa provenance. Mais, lors de l'encaissement des dividendes, des coupons d'obligations et des intérêts de certains comptes d'épargne, il est retenu un précompte de 20 %. Le produit de ce précompte est le suivant pour les dernières années :

Produit du précompte mobilier et immobilier.

(En millions).

Wat tenslotte de fiscale heffing betreft op het inkomen uit het sparen, zij opgemerkt dat de opbrengst uit beleggingen zich vermenigt met het overig inkomen, dit zowel bij particulieren als bij ondernemingen. De definitieve fiscale heffing wordt dan berekend op dit globale inkomen, onafhankelijk van de oorsprong hiervan. Wel wordt bij de inning van dividend, obligatie-coupons en de intrest van sommige spaarrekeningen, een voorheffing ingehouden van 20 %. De opbrengst van deze voorheffing, tijdens de jongste jaren, volgt hierna :

Opbrengst roerende en onroerende voorheffing.

(In miljoenen).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Mobilier. — Roerende	13 348	15 830	16 412	18 351	24 802	26 800	29 000
(estimations - ramingen)							

3. Indications sur l'évolution au cours des dernières années de l'importance, en termes absolus et relatifs, de la masse des salaires, des allocations sociales et autres transferts et des revenus de capitaux.

L'Institut national de statistique établit annuellement les comptes nationaux de la Belgique qui retracent les résultats au cours d'une année déterminée de l'activité économique (optique de la production), la manière dont le produit de l'activité économique a été réparti entre les facteurs de la production (optique de la répartition) et comment les revenus des facteurs ont été utilisés par les agents économiques (optique de la dépense). A chacune de ces optiques correspond un agrégat macro-économique, à savoir le produit national, le revenu national et la dépense nationale.

Les renseignements fournis ci-dessous sont extraits des dernières estimations faites par l'Institut national de statistique et couvrent la période 1966-1974 (1).

En ce qui concerne les revenus du travail et du capital, les données proviennent de l'optique répartition et sont reprises en annexe 1 au présent rapport, qui décrivent, en valeur absolue (tableau 1) et en terme relatif (tableau 2) la formation du revenu national net au coût des facteurs, d'une part, ainsi que l'évolution, en indice (1970 = 100), de ce revenu et de chacune de ses grandes composantes (tableau 3). Les revenus du travail sont décomposés dans ces tableaux en rémunération des salariés, y compris les impôts et les cotisations sociales patronales et des travailleurs, d'une part, et en revenus des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes, d'autre part. Les revenus du capital comprennent l'ensemble des autres revenus, y compris ceux échéant à l'Etat, réels ou imputés.

En ce qui concerne les allocations sociales et les autres transferts, les données sont extraites du compte des opérations courantes de l'Etat, au sens large. Les allocations sociales comprennent les transferts de sécurité sociale aux salariés et aux indépendants ainsi que les transferts courants nets aux particuliers (y compris les institutions sans but

3. Gegevens in verband met de ontwikkeling, tijdens de laatste jaren, van de omvang — in absolute en relatieve cijfers — van de loonmassa, de sociale uitkeringen en andere overdrachten en de inkomsten uit kapitalen.

Het Nationaal Instituut voor de Statistiek stelt jaarlijks de nationale rekeningen van ons land op; die rekeningen geven voor een bepaald jaar de resultaten weer van de economische activiteit (uit het oogpunt van de produktie), de wijze waarop het produkt van de economische activiteit over de produktiefactoren werd verdeeld (uit het oogpunt van de verdeling), alsook de manier waarop de inkomsten van die factoren door de economische subjecten werden aangewend (uit het oogpunt van de uitgave). Aan elk van die oogpunten beantwoordt een macro-economisch geheel, namelijk het nationaal produkt, het nationaal inkomen en de nationale uitgaven.

De hieronder verstrekte inlichtingen zijn afkomstig van de laatste ramingen verricht door het Nationaal Instituut voor de Statistiek en hebben betrekking op de periode 1966-1974 (1).

Voor de inkomsten uit arbeid en uit kapitalen zijn de gegevens afkomstig van het oogpunt van de verdeling, en zijn in bijlage 1 bij dit verslag opgenomen; die bijlage beschrijft, in absolute (tabel 1) en in relatieve cijfers (tabel 2) de vorming van het netto nationaal inkomen tegen factorkosten, evenals de ontwikkeling, op basis van het indexcijfer (1970 = 100), van dat inkomen alsook van elk van de belangrijke componenten ervan (tabel 3). De inkomsten uit arbeid worden in die tabellen onderverdeeld in werknemerslonen, met inbegrip van de belastingen en de sociale werkgevers- en werknemersbijdragen enerzijds en in inkomsten van de individuele ondernemers en personenvennootschappen anderzijds. De inkomsten uit kapitalen omvatten alle andere inkomsten, met inbegrip van die welke aan de Staat toekomen, reële of aangerekende.

Voor de sociale uitkeringen en de andere overdrachten zijn de gegevens afkomstig van de rekening van de lopende verrichtingen van de Staat, in de ruime zin van het woord. De sociale uitkeringen omvatten de overdrachten van de sociale zekerheid aan werknemers en zelfstandigen, evenals de netto lopende overdrachten aan particulieren (met inbegrip van

(1) Les comptes nationaux de la Belgique 1966-1974 — Bulletin de statistique, n° 7-8, Ministère des Affaires économiques, Institut national de statistique, Bruxelles, juillet-août 1975.

(1) De nationale rekeningen van België 1966-1974, Statistisch Tijdschrift n° 7-8, Ministerie van Economische Zaken, Nationaal Instituut voor de Statistiek, Brussel, juli-augustus 1975.

lucratif à leur service) directement à charge du budget des pouvoirs publics.

L'évolution de ces éléments en valeur absolue (tableau 4) et en % du P. N. B. aux prix du marché (tableau 5), ainsi qu'en indice (1970 = 100) (tableau 6) est décrite ci-après.

Au cours de la période sous revue, la masse salariale globale (rémunération des salariés) a augmenté sans discontinuer pour atteindre 67,4 % du revenu national en 1974. D'après les estimations contenues dans le budget économique de 1976, présenté en mai par le Ministère des Affaires économiques, la masse salariale représenterait en 1975 et 1976 respectivement quelque 68 et 69,1 % du revenu national net au coût des facteurs.

C. Le budget pour 1976 et la conjoncture.

1. L'hypothèse de croissance du P. N. B.

Le projet de budget pour l'année 1976 a été établi en partant de l'hypothèse d'une croissance du P. N. B. de 1,9 % en volume. Cette hypothèse est-elle réaliste compte tenu des prévisions plutôt défavorables qui émanent de certains pays ou d'institutions étrangères quant à l'évolution de l'activité économique au cours des mois à venir ?

Le Ministre des Finances a rappelé que le service d'études du Ministère des Affaires économiques établit traditionnellement au mois de mai les prévisions relatives à l'activité économique au cours de l'année civile en cours et de l'année suivante. Des travaux des experts de ce service et après consultation de divers services nationaux et instances internationales spécialisés en la matière, il ressortait que la croissance du P. N. B. atteindrait en volume 1,9 % en 1976.

A la même époque, le département d'économie appliquée de l'U. L. B. (DULBEA) retenait dans ses séries statistiques de Bruxelles de mai 1975, une croissance en volume de l'ordre de 3,5 % pour l'année 1976.

Dans le courant du mois d'août, le service d'études de la Kredietbank estimait, qu'au vu des données disponibles, la croissance en termes réels du P. N. B. pourrait se situer en 1976 entre 4 et 5 % (1).

Confronté à ces prévisions et en raison des nombreuses incertitudes qui prévalaient quant aux perspectives d'activité économique au cours des mois à venir, le Gouvernement a choisi la prudence en décidant, ainsi que le veut la tradition, de retenir pour l'élaboration de son budget pour 1976, le taux de croissance avancé par les experts du Ministère des Affaires économiques.

Depuis lors, il semble bien qu'aucune contradiction fondamentale n'apparaisse entre cette prévision et celles que font actuellement les experts tant nationaux qu'internationaux.

En effet, dans ses séries statistiques de Bruxelles n° 48 de septembre 1975, le DULBEA retient pour 1976 une croissance en volume de l'ordre de 2 % et les experts de la C. E. E. ont estimé, dans le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté proposé par la Commission des Communautés européennes, que notre P. N. B. progresserait en 1976 de 2,5 %. De plus, dans les comptes prévisionnels de la nation pour 1975 et les principales hypothèses économiques pour 1976 annexés au rapport écono-

de instellingen zonder winstoogmerk die te hunnen dienste staan), die rechtstreeks ten laste komen van de begroting van de overheid.

De ontwikkeling van die factoren in absolute waarde (tabel 4) en in percentages van het BNP tegen marktprijzen (tabel 5), evenals in de vorm van een indexcijfer (1970 = 100) (tabel 6) wordt hieronder weergegeven.

Tijdens de verslagperiode is de globale loonmassa (bezoldiging van de loontrekkenden) aanhoudend gestegen; in 1974, bereikte ze 67,4 % van het nationaal inkomen. Volgens de ramingen die voorkomen in het economisch budget voor 1976, dat in mei door de Minister van Economische Zaken werd voorgelegd, zou de loonmassa in 1975 en 1976 ongeveer 68, resp. 69,1 % van het netto nationaal inkomen bedragen tegen factorkosten.

C. De begroting voor 1976 en de conjunctuur.

1. De groeihypothese van het B. N. P.

Het begrotingsontwerp voor het jaar 1976 werd opgesteld uitgaande van de hypothese dat het B. N. P. met 1,9 % in volume zou aangroeien. Is dit een realistische hypothese, rekening houdend met de eerder ongunstige vooruitzichten van sommige landen of van buitenlandse instellingen met betrekking tot de evolutie van de economische bedrijvigheid tijdens de komende maanden ?

De Minister van Financiën herinnert eraan dat de studiedienst van het Ministerie van Economische Zaken traditiegetrouw in de maand mei vooruitzichten opstelt in verband met de economische activiteit tijdens het lopende en het volgende kalenderjaar. Volgens de experts van die dienst en volgens diverse ter zake gespecialiseerde nationale diensten en internationale instanties die werden geraadpleegd, zou het B. N. P. in 1976 naar volume met 1,9 % toenemen.

Op hetzelfde ogenblik hield het departement voor toegepaste economie van de U. L. B. (DULBEA) in haar statistische reeksen van Brussel van mei 1975 rekening met een aangroei in volume van ongeveer 3,5 % voor het jaar 1976.

In de maand augustus raamde de studiedienst van de Kredietbank, op grond van de beschikbare inlichtingen, de mogelijke stijging in reële termen van het B. N. P. in 1976 op 4 à 5 % (1).

Geplaatst voor die vooruitzichten en omwille van de talrijke onzekere punten die nog overbleven in verband met de perspectieven inzake de economische activiteit tijdens de komende maanden, heeft de Regering er de voorkeur aan gegeven voorzichtig te zijn en zich, overeenkomstig de traditie, voor de uitwerking van haar begroting voor 1976 gehouden aan de door de experts van het Ministerie van Economische Zaken voorspelde aangroei.

Sindsdien schijnt wel geen enkele fundamentele tegenstelling aan het licht te komen tussen die vooruitzichten en die waartoe zowel nationale als internationale experts thans komen.

Inderdaad, in de statistische reeksen van Brussel — n° 48 van september 1975 — houdt DULBEA het voor 1976 bij een aangroei in volume van zowat 2 %, terwijl de experts van de E. E. G., in het jaarverslag over de economische toestand van de Gemeenschap, voorgedragen door de Commissie van de Europese Gemeenschappen, voor 1976 een aangroei van 2,5 % van ons B. N. P. voorspellen. In de voorlopige rekeningen van de natie voor 1975 en in de voornaamste economische hypothesen voor 1976, die in

(1) Evolution conjoncturelle sur un mode mineur. Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank n° 30, 15 août 1975, p. 4.

(1) Conjunctuurouverture in mineur. Weekberichten van de Kredietbank n° 30, 15 augustus 1975, blz. 4.

mique et financier joint au projet de loi de finances pour 1976, les prévisionnistes du Gouvernement français ont retenu pour l'année 1976 une expansion en volume du P. N. B. de 1,7 % pour la Belgique.

De plus, les dernières données relatives à l'activité économique aux Etats-Unis, une des locomotives de l'expansion dans le monde occidental, sont des plus favorables. Selon les premières estimations des services officiels, le P. N. B. y aurait, en effet, crû en volume de quelque 11 %, en base annuelle, au cours du troisième trimestre de 1975.

2. Deficit spending.

a) Influence du déficit budgétaire sur l'économie.

Le budget pour 1976 a été déposé avec un déficit de 17 milliards sur les opérations courantes. Ceci n'est-il pas contraire à une politique de relance efficace ?

La théorie de Keynes, généralement acceptée, et autres schémas du même genre prônent un déficit budgétaire dans une période de récession économique, afin d'encourager la demande et de produire de cette façon un effet « en boule de neige » ou de « multiplication » économique. Selon le Gouvernement, le déficit se justifie déjà uniquement de ce point de vue, d'autant plus que les autres éléments de la demande, c'est-à-dire la consommation des ménages, les investissements privés et les exportations connaissent actuellement une évolution peu brillante.

Le déficit permet en outre une redistribution plus poussée des revenus, ce qui doit contribuer à une reprise. D'autre part, l'Etat a fait un grand effort en faveur des investissements du secteur public qui doivent être complémentaires lorsque l'investissement particulier n'atteint pas le niveau souhaité.

La préoccupation qui s'est manifestée au sein de la Commission est compréhensible. Un redressement économique durable n'est possible que si nous remettons réellement de l'ordre dans les affaires de notre pays. A cet égard, il nous faut sinon supprimer l'inflation, du moins la repousser autant que faire se peut. L'assainissement de nos finances publiques constitue un autre élément important. Il y a lieu d'éliminer le déséquilibre structurel entre les recettes et les dépenses.

A cet égard, le compte courant, à lui seul, accuse déjà un déficit qui n'est pas pour soulever l'enthousiasme. Le Gouvernement s'est toutefois trouvé en face de deux maux : soit déposer un budget malgré tout en équilibre, quoi qu'il en coûte, ce qui signifie la levée de nouveaux impôts, soit accepter un déficit relativement restreint. La levée d'impôts nouveaux entraînera des charges supplémentaires pour la vie économique et un écrémage supplémentaire du revenu que les ménages peuvent dépenser, ou encore une aggravation de l'inflation par une hausse des tarifs appliqués en matière de T. V. A. Le Gouvernement a estimé que ces mesures ne se justifiaient pas dans le contexte économique actuel. C'est pourquoi il a opté pour le moindre mal, à savoir, l'acceptation d'un déficit restreint du compte courant.

b) Influence du déficit budgétaire sur le marché monétaire et financier.

Le fait que la perspective d'un important déficit budgétaire amène le Gouvernement à avoir un recours intensif à l'emprunt n'est pas de nature à contribuer à une détente sur le marché monétaire et financier. Quelle est l'attitude du Gouvernement en présence de cette fâcheuse situation ?

bijlage verschijnen bij het economisch en financieel verslag dat gevoegd is bij het ontwerp van financiewet voor 1976, stellen de « voorspellers » van de Franse Regering bovendien voor het jaar 1976 voor België een aangroei van het volume van het B. N. P. met 1,7 % in het vooruitzicht.

Bovendien zijn de jongste inlichtingen betreffende de economische activiteit in de Verenigde Staten, één van de gangmakers van de expansie in het Westen, zeer gunstig. Volgens de eerste ramingen van de officiële diensten zou het B. N. P. er inderdaad in volume met zowat 11 % (op jaarbasis) tijdens het derde kwartaal van 1975 aangegroeid zijn.

2. Deficit spending.

a) Invloed van het begrotingstekort op de economie.

De begroting voor 1976 werd neergelegd met een deficit op de lopende verrichtingen van 17 miljard. Is zulks niet in strijd met een doeltreffende relance-politiek ?

De algemeen aanvaarde Keynesiaanse theorie en aanverwante denkschema's proneren een begrotingsdeficit in een periode van economische recessie, ten einde de vraag aan te wakkeren en aldus een economisch sneeuwbal- of multiplicatoreffect op gang te brengen. In die optiek alleen reeds is, volgens de Regering, het deficit verantwoord, temeer daar de andere elementen van de vraag, te weten het gezinsverbruik, de privé investeringen en de export momenteel zeer zwak evolueren.

Het tekort laat daarenboven en grotere herverdeling van de inkomens toe wat tot een herneming moet bijdragen. Verder heeft de Staat een grote inspanning gedaan voor de overheidsinvesteringen waarbij deze een aanvulling moeten zijn daar waar de privé-investeringen niet het gewenste peil bereiken.

De bezorgdheid die tot uiting kwam bij de Commissie is te begrijpen. Een duurzaam economisch herstel is slechts mogelijk wanneer wij werkelijk in ons land orde op zaken stellen. De inflatie zoniet ongedaan maken dan toch een flink stuk terugdringen is een belangrijke factor in dit verband. De sanering van onze publieke financiën is een ander belangrijk element. Wij moeten er dringend voor zorgen dat het structureel onevenwicht tussen inkomsten en uitgaven wordt weggewerkt.

In dit verband is het deficit, reeds op de lopende rekening alleen, zeker niet toe te juichen. De Regering stond echter voor de keuze tussen twee kwalen : ofwel de begroting kost wat kost in evenwicht indienen, — en zulks betekent nieuwe belastingen — ofwel een relatief beperkt deficit aanvaarden. Het heffen van nieuwe belastingen, zou bijkomende lasten voor het bedrijfsleven, een extra-afroming van het besteedbaar inkomen der gezinnen, ofwel nog meer inflatie door hogere B. T. W.-tarieven met zich brengen. De Regering heeft geoordeeld dat zulks in de huidige economische situatie niet verantwoord was. Daarom heeft zij gekozen voor het minste kwaad : het aanvaarden van een beperkt tekort op de lopende rekening.

b) Invloed van het begrotingstekort op de geld- en kapitaalmarkt.

Het intensieve beroep op lening waartoe de Regering zal genoodzaakt zijn ingevolge het belangrijke vooropgezette begrotingstekort is niet van aard om bij te dragen tot een ontspanning op de geld- en kapitaalmarkt. Welke is de houding van de Regering ten aanzien van deze ongewenste toestand ?

Le Ministre des Finances a fourni la réponse suivante :

Le budget de l'Etat pour l'année 1976 a été arrêté dans le cadre de la crise économique. La dépression actuelle trouve son origine dans le comportement de la demande tant intérieure qu'extérieure. La consommation des ménages stagne, les investissements des entreprises connaissent une chute importante. Celles-ci pratiquent en outre une politique de déstockage qui diminue sensiblement la demande des biens intermédiaires. A l'extérieur de nos frontières, la situation n'est pas plus brillante et l'activité exportatrice de nos unités de production de biens et services, s'en ressent énormément.

Dans ces circonstances, la politique économique du Gouvernement doit tendre à pallier cette stagnation de la demande privée. Il doit se substituer aux entreprises, aux particuliers et aux importateurs étrangers pour soutenir l'activité. Il le fait de manière directe par la mise en œuvre d'un programme d'investissements publics plus important et de manière indirecte par le versement d'allocations de chômage en vue de soutenir la consommation d'une part, par l'octroi de subsides et d'aides aux entreprises en vue de favoriser l'investissement, d'autre part. C'est pourquoi le Gouvernement a arrêté pour l'année prochaine un budget en déficit. Il va en résulter un plus grand appel de la part des pouvoirs publics au marché des capitaux. Or, ce marché est très détendu. En effet, les ménages reconstituent actuellement leurs épargnes sous forme d'avoirs liquides tandis que les entreprises, en cessant d'investir et en déstockant, reconstituent leurs trésoreries et diminuent leurs appels au crédit bancaire. La baisse de l'activité se manifeste aussi par une diminution de nos importations si bien que notre balance des paiements reste excédentaire. Nos avoirs extérieurs ne sont donc pas affectés.

L'ensemble de ces éléments permet de dire que le marché des capitaux est prêt à répondre à la demande publique. Ici encore l'Etat ne fait que se substituer au secteur privé.

Certes, cette substitution peut empêcher une baisse des taux d'intérêts qui pourrait se manifester sans l'intervention de l'Etat. Toutefois, les programmes d'investissements des entreprises sont bien plus étroitement liés aux perspectives de ventes qu'aux variations des taux du loyer de l'argent. D'autre part si, dans une perspective d'apparente orthodoxie financière, l'Etat refusait de s'endetter plus que de coutume en limitant ses propres programmes d'investissement et ses versements d'allocations de chômage et subsides, on assisterait à une nouvelle chute de la demande et donc à une baisse sensible de l'activité, ce qui ne serait pas sans conséquence sur les recettes fiscales et entraînerait inévitablement en fin de période le déficit qu'initialement on souhaitait éviter.

Un retournement de la conjoncture en 1976 qui ferait apparaître un appel au crédit de la part du secteur privé, pourrait entraîner non seulement des tensions sur le marché des capitaux, génératrices de pressions inflationnistes, mais également une baisse automatique des dépenses publiques, en raison de la diminution des chômeurs et des entreprises en difficulté, ainsi qu'une hausse des recettes fiscales liées au niveau de l'activité économique. En conséquence, l'appel public au marché des capitaux serait automatiquement moins important, d'autant plus que le Gouvernement pourrait reviser ses programmes d'investissement en fonction de l'évolution conjoncturelle.

De Minister van Financiën verstrekt volgend antwoord :

De Rijksbegroting voor 1976 werd opgemaakt in het raam van de economische crisis. De huidige inzinking vindt haar oorsprong in het gedragspatroon van de binnenlandse en buitenlandse vraag. De gezinsconsumptie stagneert, terwijl de investeringen van de ondernemingen aanzienlijk geslonken zijn. De ondernemingen zijn bovendien bezig hun voorraden aan te spreken, wat de vraag naar intermediaire goederen aanzienlijk doet afnemen. Buiten onze grenzen is men er niet beter aan toe en onze producenten van goederen en diensten ondervinden daarvan enorme nadelen op het gebied van de uitvoer.

Het economische beleid van de Regering moet er dan ook naar streven die stagnatie van de particuliere vraag te lenigen. De Regering moet in de plaats komen van de ondernemingen, de particulieren en de buitenlandse invoerders om de activiteit levendig te houden. Zij doet dat rechtstreeks door het uitwerken van een omvangrijker programma op het stuk van openbare investeringen en onrechtstreeks, enerzijds door het storten van werkloosheidsuitkeringen, ten einde de consumptie te stimuleren en anderzijds door het toekennen van toelagen en tegemoetkomingen aan de ondernemingen, waardoor de investeringen worden aangemoedigd. Daarom heeft de Regering voor het volgende jaar een deficitaire begroting opgemaakt. Als gevolg daarvan zal de overheid een ruimer beroep doen op de kapitaalmarkt. Nu is die markt erg ontspannen wegens het feit dat de gezinnen thans weer meer gaan sparen in de vorm van gereed geld, terwijl de ondernemingen hun investeringen staken en zij door het aanspreken van hun voorraden opnieuw bij kas zijn, waardoor zij in mindere mate een beroep doen op het bankkrediet. De slappe activiteit komt ook tot uiting in een vermindering van onze uitvoer, zodat onze betalingsbalans een overschot blijft aanwijzen. Onze buitenlandse tegoeden worden dus niet gebezigd.

Al die gegevens laten ons toe te zeggen dat de kapitaalmarkt klaar staat om de vraag van de overheid te onderhouden. Ook hier treedt het Rijk slechts in de plaats van de privé-sector.

Die indeplaatsstelling kan alleszins voorkomen dat de interestvoeten gaan dalen, welke daling zou kunnen optreden indien de Staat niet tussenkomt. De investeringsprogramma's van de ondernemingen zijn echter veel nauwer verbonden met de verkoopvooruitzichten dan met de schommelingen van de huurprijs van het geld. Indien de Staat anderzijds, onder de schijn van financiële rechtshapenheid, zou weigeren zich meer dan gewoonlijk in de schulden te steken, door een beperking van zijn eigen investeringsprogramma's en door een besnoeiing van de werkloosheidsuitkeringen en subsidies, zou de vraag opnieuw razend snel gaan dalen, met als gevolg een gevoelige vermindering van de activiteiten. De gevolgen daarvan voor de belastingontvangsten zouden niet uitblijven en men zou zeker aan het einde van de periode voor een tekort staan dat men aanvankelijk niet had gewenst.

Mocht de conjunctuur in 1976 veranderen, doordat de particuliere sector een beroep zou gaan doen op het krediet, dan zouden er niet alleen spanningen kunnen ontstaan op de kapitaalmarkt, wat dan weer aanleiding zou geven tot inflatoire druk, maar zou zulks ook een automatische daling van de overheidsuitgaven met zich brengen, aangezien er minder werklozen zouden zijn en het aantal in moeilijkheden verkerende ondernemingen zou afnemen, alsmede een stijging van de belastingontvangsten die onafschiedelijk verbonden zijn met het peil van de economische activiteit. De overheid zou bijgevolg automatisch in mindere mate een beroep doen op de kapitaalmarkt, des te meer daar de Regering haar investeringsprogramma's naar gelang van de evolutie van de conjunctuur zou kunnen herzien.

3. La tranche conjoncturelle.

Une tranche conjoncturelle de 10 milliards a été inscrite au budget pour 1975. Quelle est l'affectation de ce montant et comment les dépenses prévues afin de soutenir la conjoncture en 1976 seront-elles financées ?

Le programme global autorisé pour 1975 (y compris 3,2 milliards octroyés en vue du programme de renouvellement de la S. N. C. B.) atteint 142,1 milliards. Cet accroissement considérable (57,7 %) par rapport aux réalisations de 1974, à savoir 90,1 milliards, montre, selon le Secrétaire d'Etat au Budget, l'importance de l'effort consenti pour des raisons conjoncturelles.

En dépit de ce haut niveau et alors qu'on aurait pu revenir à un montant qui aurait reflété une hausse plus modérée par rapport à 1974, le programme approuvé pour 1976 a encore augmenté, atteignant 147,1 milliards. Il témoigne ainsi de la volonté du Gouvernement de poursuivre son effort conjoncturel en raison de l'aggravation du chômage. Si, néanmoins, cet effort devait se révéler insuffisant, il est évident que le Gouvernement prendrait, en temps utile, les mesures requises.

4. Stimulation des investissements privés.

D'une part, la suppression progressive de la T. V. A. restante sur les investissements est retardée une fois de plus, bien que la nécessité de stimuler cette catégorie de dépenses soit reconnue et que, d'autre part, le Gouvernement s'efforce de stimuler les investissements par le biais des abattements fiscaux sur les investissements supplémentaires. Est-ce là une politique cohérente ?

Dans sa réponse le Ministre des Finances souligne que la politique adoptée par le Gouvernement en ce qui concerne le soutien et la stimulation des investissements productifs des entreprises est largement inspirée par des critères d'efficacité, de sélectivité et de limitation dans la durée de son application.

En considération du ralentissement sévère de l'activité économique, dû en partie à la faiblesse des investissements des entreprises, le Gouvernement a promulgué la loi du 30 juin 1975 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires.

Cette loi d'ordre purement conjoncturel n'a qu'une application temporaire étant donné qu'elle ne vise que les commandes fermes en immeubles et outillages professionnels réalisées avant le 31 décembre 1975. Elle a un certain caractère sélectif puisque l'immunisation fiscale ne bénéficie qu'aux investissements complémentaires par rapport à une période de référence et qu'elle exclut les investissements des établissements financiers et des entreprises y assimilées.

Cette loi vise donc à provoquer sans délai un flux d'investissements destinés à élargir les capacités de production et à promouvoir l'emploi.

Par contre, la réduction de 5 % en 1975 et de 2,5 % en 1976 (6 % et 3 % pour les véhicules automobiles et leurs remorques) de la T. V. A. sur les investissements des entreprises serait une mesure générale qui toucherait aussi bien les investissements de remplacement que les investissements complémentaires. De plus, il s'agit d'une mesure irréversible, dont l'incitant serait de ce fait largement dilué.

A la lumière de ces diverses considérations, le Gouvernement a opté pour la formule plus sélective de l'immunisation en impôts directs, dont le coût par exercice d'imposition s'élève à 2,3 milliards alors que la réduction du taux de la T. V. A. aurait entraîné une perte de recettes de 4,7 milliards pour l'année budgétaire 1976.

3. De conjunctuurschijf.

In de begroting 1975 werd een conjunctuurschijf van 10 miljard uitgetrokken. Welke bestemming werd hieraan gegeven en op welke wijze zullen de uitgaven 1976 om de conjunctuur te ondersteunen worden gefinancierd ?

Het globaal toegestaan programma voor 1975 (met inbegrip van 3,2 miljard die toegekend werden voor het vernieuwingsprogramma van de N. M. B. S.) bereikt 142,1 miljard. Die aanzienlijke groei (57,7 %) t.o.v. de verwezenlijkingen van 1974, d.i. 90,1 miljard, bewijst volgens de Staatssecretaris voor Begroting, de belangrijkheid van de inspanning die werd geleverd uit conjunctuuroverwegingen.

Ondanks dit hoog niveau, en terwijl men had kunnen terugkomen tot een bedrag dat t.o.v. 1974 een meer gematigde stijging zou te zien geven, is het voor 1976 goedgekeurd programma nog gestegen. Het bedraagt 147,1 miljard. Het vertolkt aldus de wil van de Regering om een conjuncturele inspanning te blijven leveren, omwille van de verergering van de werkloosheid. Mocht deze inspanning niettemin onvoldoende blijken, dan zou de Regering vanzelfsprekend te gepasten tijde de nodige maatregelen treffen.

4. Stimuleren van de privé-investeringen.

Eenzijds worden de geleidelijke afschaffing van de nog resterende B. T. W. op de investeringen eens te meer verdaagd niettegenstaande de erkende noodzaak om deze uitgavencategorie te stimuleren. Anderzijds tracht de Regering, via het stelsel van de fiscale ontlasting op de bijkomende investeringen, de investeringen te stimuleren. Is zulks een coherente politiek ?

In zijn antwoord onderstreept de Minister van Financiën dat het door de Regering gevoerde beleid op het stuk van de steun en de aanmoediging van de produktieve investeringen van de ondernemingen, in ruime mate gebaseerd is op efficiëntie, selectiviteit en beperking in de toepassingsduur.

Wegens de ernstige daling van de economische activiteit — gedeeltelijk te wijten aan de zwakke investeringen van de ondernemingen, — heeft de Regering de wet van 30 juni 1975 uitgevaardigd om tijdelijk fiscale aanpassingen in te voeren, ten einde de aanvullende investeringen aan te moedigen.

Die wet van louter conjuncturele aard is slechts tijdelijk van toepassing, aangezien zij slechts betrekking heeft op de vaste bestellingen van onroerende goederen en bedrijfsmaterieel die vóór 31 december 1975 werden uitgevoerd. Zij is enigszins van selectieve aard, aangezien de fiscale vrijstelling slechts geldt voor de aanvullende investeringen ten opzichte van een referentieperiode en de investeringen van de financiële instellingen en de daarmee gelijkgeschakelde ondernemingen worden uitgesloten.

Die wet heeft bijgevolg tot doel onverwijld een stroom investeringen te doen ontstaan die de produktiecapaciteit zullen uitbreiden en de tewerkstelling bevorderen.

Daarentegen zou de vermindering met 5 % in 1975 en met 2,5 % in 1976 (6 % en 3 % voor de autovoertuigen en de bijhorende aanhangwagens) van de B. T. W.-aanslag op de investeringen van de ondernemingen, een algemene maatregel zijn die zowel op de vervangingsinvesteringen als op aanvullende investeringen slaat. Bovendien gaat het om een onomkeerbare maatregel waarvan de stimulans bijgevolg ruimschoots verminderd is.

In het licht van die verschillende overwegingen heeft de Regering gekozen voor een meer selectieve formule van de vrijstelling van directe belastingen, waarvan de kostprijs per aanslagjaar 2,3 miljard bedraagt, terwijl de vermindering van de B. T. W. aanslagvoet een verlies aan ontvangsten van 4,7 miljard voor het begrotingsjaar 1976 zou hebben veroorzaakt.

5. Les crédits rotatifs, facteur d'inflation.

Dans un des derniers numéros du bulletin hebdomadaire de la *Kredietbank*, l'attention a été attirée sur le développement des crédits dits « rotatifs ». L'importance croissante de ces crédits rotatifs ne constitue-t-elle pas un facteur inflationniste particulier ?

Le Ministre des Finances a donné au sujet de la forme de crédit visée dans le bulletin précité les précisions suivantes :

Les grandes banques empruntent sur le marché international des moyens financiers à court terme, exprimés en devises (souvent en dollars), et prêtent à leur tour ces montants aux grandes entreprises multinationales en vue de financer des projets d'investissement, ainsi qu'à des pays (principalement en voie de développement) qui ont des difficultés de balance des paiements. Le délai d'octroi des crédits étant sensiblement plus long que celui pour lesquels les banques ont emprunté et ces moyens empruntés n'étant constitués que par quelques dépôts à court terme, le risque que ces opérations présentent pour les banques est plus grand qu'en cas d'octroi de crédits normaux. C'est pourquoi afin de répartir ces risques, les crédits rotatifs ne sont généralement accordés que par un consortium de plusieurs grandes banques (parfois plusieurs dizaines).

Il s'agit donc, en l'occurrence, de l'octroi de crédits en devises au niveau international. La Belgique, qui est un petit pays, n'y est quasiment pas mêlée, ni comme emprunteur, ni comme prêteur. Certaines banques belges sont, certes, membres des consortiums précités, mais cette adhésion n'a aucune influence sur notre circuit financier, puisqu'il s'agit de moyens empruntés, puis prêtés à l'étranger.

L'inquiétude exprimée en ce qui concerne l'influence inflationniste des crédits rotatifs n'est donc pas fondée *a priori*; du moins n'y a-t-il certainement pas d'influence inflationniste directe pour notre pays, pour la simple raison que notre circuit financier et notre réserve monétaire n'y sont pas impliqués.

D. Les caractéristiques de l'évaluation du budget de 1976.

Considérations préliminaires.

Il est possible, de donner ici, en guise d'introduction, un résumé des observations faites en Commission au sujet de l'élaboration du budget de 1976. Les divers points concrets abordés ci-après sont commentés plus avant dans le rapport.

Par rapport au budget initial pour 1975, les chiffres prévus pour 1976 représentent un accroissement de 17,25 %. Les dépenses courantes sont en augmentation de 100 milliards et les dépenses de capital de 102 milliards.

Le budget a été présenté avec un déficit avoué de 17 milliards.

L'estimation des recettes tient compte d'un accroissement du P. N. B. de 1,9 %, ce qui se révèle être une hypothèse optimiste dans la situation économique actuelle.

Il est généralement reconnu que les recettes ont été surestimées.

Plus précisément, les recettes comportent une plus-value de 42,65 milliards en matière de précompte professionnel (page 42 de l'exposé général). Il est évident que cette estimation se fonde sur une expansion de la masse imposable.

Or, à la page 86 de l'exposé général, une politique de modération est annoncée en matière de revenus.

Il s'agit là, selon certains membres, de deux thèses qui sont en contradiction.

5. De wentelkredieten als inflatiefactor.

In een van de jongste nummers van de weekberichten van de *Kredietbank*, werd de aandacht gevestigd op de ontwikkeling van de zogenaamde wentelkredieten. Betekent het groeiend belang van deze wentelkredieten geen bijzondere inflatoire factor ?

De in het aangehaalde artikel bedoelde kredietvorm wordt door de Minister van Financiën als volgt geschetst :

Grote banken ontleen op de internationale markten korte financiële middelen, uitgedrukt in deviezen (dikwijls in dollar) en lenen deze bedragen opnieuw uit aan grote multinationale ondernemingen ter financiering van investeringsprojecten en ook aan (hoofzakelijk ontwikkelings-) landen, die met name moeilijkheden hebben met hun betalingsbalans. Gezien de termijn van de kredietverstrekking gevoelig langer is dan die waarvoor de banken ontleend hebben en ook omdat die ontleende middelen slechts door enkele grote korte termijndeposito's gevormd worden, is het risico van dergelijke operaties voor de banken groter dan bij de normale kredietverstrekking. Daarom worden wentelkredieten gewoonlijk slechts verstrekt door een consortium van verschillende (soms enkele tientallen) grote banken, dit met het oog op de risicospreiding.

Het gaat hier dus om een kredietverlening in deviezen op internationaal niveau. België is daar als klein land vrijwel niet bij betrokken, noch als ontlenaar, noch als uitlenaar. Wel zijn Belgische banken lid van sommige van de hierboven vermelde consortia, maar dit lidmaatschap heeft geen invloed op ons financieel circuit vermits het om middelen gaat ontleend in het buitenland en er ook weer uitgeleend.

De bezorgdheid nopens de inflatoire invloed van de wentelkredieten is dus *a priori* ongegrond; althans is er zeker geen rechtstreekse inflatoire invloed voor wat ons land betreft, om de eenvoudige reden dat ons financieel circuit en onze geldvoorraad er niet door geraakt worden.

D. De ramingskarakteristieken van de begroting voor 1976.

Inleidende beschouwingen.

Bij wijze van inleiding kan hier een samenvatting worden gegeven van de opmerkingen die in de Commissie aan bod kwamen nopens de uitwerking van de begroting voor 1976. Over de diverse concrete punten die hierna volgen wordt verder in dit verslag commentaar verstrekt.

T.a.v. de oorspronkelijke begroting 1975 vertegenwoordigen de cijfers voor 1976 een aangroei van 17,25 %. De lopende uitgaven stijgen met 100 miljard en de kapitaaluitgaven met 102 miljard.

De begroting wordt ingediend met een toegegeven deficit van 17 miljard.

Bij het ramen van de ontvangsten werd rekening gehouden met een groei van het B. N. P. groot 1,9 %. Zulks blijkt een optimistische veronderstelling te zijn in de huidige economische toestand.

Algemeen werd gesteld dat de ontvangsten werden overschat.

Meer bepaald werd in de ontvangsten een meeropbrengst verwerkt van 42,65 miljard inzake de bedrijfsvoorheffing (p. 42 van de Algemene toelichting). Een dergelijke raming stoelt vanzelfsprekend op een expansie van de belastbare massa.

Op blz. 86 van de Algemene toelichting wordt evenwel een matigingsbeleid inzake inkomsten aangekondigd.

Beide instellingen zijn volgens bepaalde leden dan ook in tegenspraak met mekaar.

Il est reproché au Gouvernement d'avoir considérablement sous-estimé les dépenses, notamment dans le domaine de l'Education nationale, du chômage, de l'assurance maladie, de la programmation sociale des services publics; cela vaut aussi pour le coefficient de liquidation des dépenses.

En conclusion générale de ces interventions, il est déclaré qu'au lieu d'un déficit de 17 milliards en ce qui concerne les opérations courantes, il y aurait sans doute un mali de 40 milliards, nonobstant une hausse des droits d'accise (3 milliards) et une série d'autres mesures fiscales qui entraîneront pour le Trésor un boni de 2 à 4 milliards. Par ailleurs, il est porté atteinte aux avantages acquis sur le plan social.

Une réponse à ces divers points sera donnée plus avant dans le rapport.

C'est le Secrétaire d'Etat au Budget qui répond aux observations formulées au sujet de coefficient de liquidation des crédits prévus.

En vue de tenir compte de l'évolution de l'indice, les crédits budgétaires sont, d'une part, calculés sur la base d'un indice déterminé (lequel est fixé au cours du mois de février de l'année qui précède le budget) alors que, d'autre part, il est prévu une provision d'index, laquelle est calculée à la fin du mois de juillet, lors de la phase finale d'élaboration du budget.

Ainsi, les projets de budget pour 1975 ont été établis à l'indice 131,95, lequel a déjà été atteint au mois de septembre 1974 au lieu du mois de février 1975.

Les projets de budget pour 1976 tiennent compte d'une hausse de l'indice au coefficient 154,60 pour l'ensemble de l'année 1976, bien qu'elle n'interviendra probablement qu'en février 1976.

Conformément à la technique exposée ci-dessus, les divers projets de budget ont prévu des provisions pour un montant global de 13,4 milliards, lequel est suffisant pour couvrir 20 mois consécutifs de hausse de l'indice. Compte tenu du mois de janvier 1976, on disposera donc d'une réserve de 21 mois.

Cette réserve peut à peu près suffire pour couvrir les dépenses occasionnées par quatre dépassements successifs de l'indice-pivot, à des intervalles de deux mois environ.

Le P. P. B. S.

L'exposé général ne souffle mot du P. P. B. S. Dans le budget de l'année passée, il en était encore incidemment question. Un membre souligne que le problème de l'affectation économique des moyens disponibles se pose toujours avec la même acuité. Il n'y a, par exemple, guère de coordination entre les investissements qui bénéficient des aides de l'Etat et les investissements réalisés par l'Etat lui-même.

Le Secrétaire d'Etat au Budget déclare que la programmation budgétaire et la politique axée sur des objectifs constituent toujours une des préoccupations majeures du Gouvernement. Les expériences en matière de P. P. B. S. se poursuivent sous les auspices de l'Institut Administration-Université. D'autre part, l'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses étudie et suit, à l'étranger tout comme dans notre pays, l'application de systèmes budgétaires intégrés.

L'organisation et le cadre du personnel de l'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses seront profondément revus en vue de promouvoir notamment l'affectation économique des moyens disponibles. La création d'un service chargé de promouvoir systématiquement l'application de techniques modernes en matière de gestion et de budget est également prévue.

Entre-temps, le Conseil des Ministres, en sa réunion du 17 mars 1975, a décidé que toute nouvelle initiative ferait l'objet d'une analyse systématique.

Er werd de regering verweten de uitgaven aanzienlijk onderschat te hebben, o.m. die van Nationale Opvoeding, de werkloosheid, de ziekteverzekering, de sociale programmering in de overheidsdiensten; zulks geldt eveneens de liquidatiecoëfficiënt van de uitgaven.

Als algemeen besluit voor deze tussenkomsten werd gesteld dat in plaats van een tekort op de lopende verrichtingen van 17 miljard er wellicht een mali van 40 miljard zal zijn, en zulks niettegenstaande een verhoging van de accijnzen (3 miljard) en een reeks andere fiscale maatregelen die in een boni van 2 à 4 miljard resulteren voor de schatkist. Daarenboven wordt aan de sociale verworvenheden geraakt.

Op deze diverse punten zal verder in het verslag worden geantwoord.

De Staatssecretaris voor Begroting repliceerde op de bemerkingen inzake de liquidatiecoëfficiënt van de uitgetrokken kredieten.

Om rekening te houden met de evolutie van het indexcijfer worden eensdeels de begrotingskredieten berekend op grond van een bepaalde index (deze wordt bepaald tijdens de maand februari van het aan de begroting voorafgaande jaar) en anderdeels wordt in een index-provisie voorzien die einde juli berekend wordt bij het beëindigen van het opmaken van de begroting.

Aldus werden de begrotingsontwerpen 1975 opgesteld tegen index 131,95 die echter reeds in september 1974 bereikt werd in plaats van in februari 1975.

De begrotingsontwerpen 1976 houden rekening met een indexstijging aan coëfficiënt 154,60 voor het ganse jaar 1976, alhoewel deze waarschijnlijk slechts in februari 1976 zal plaats grijpen.

Overeenkomstig de hierboven toegelichte techniek zijn op de diverse begrotingsontwerpen provisies uitgetrokken ten belope van een globaal bedrag van 13,4 miljard dat voldoende is om in 20 maanden indexstijging te voorzien. Met de maand januari 1976 is er dus een reserve van 21 maanden.

Deze reserve kan ongeveer volstaan voor de uitgaven veroorzaakt door vier opeenvolgende indexoverschrijdingen met tussenpozen van ± 2 maanden.

Het P. P. B. S.

Er is in de algemene toelichting geen sprake van het P. P. B. S. In de begroting van vorig jaar werd deze aangelegenheid nog even aangeroerd. Een lid onderstreept dat het probleem van de economische aanwending van de middelen in al zijn scherpste blijft bestaan. Er is bv. weinig coördinatie tussen investeringen gedaan met overheidssteun en de eigen investeringen van de Staat.

De Regering blijft volgens de Staatssecretaris voor Begroting, bijzondere aandacht wijden aan de begrotingsprogrammatie en het beleid volgens objectieven. De experimenten met het P. P. B. S. worden onder de auspiciën van het Instituut Administratie Universiteit verder gezet. Voorts bestudeert en volgt het Bestuur van de Begroting en van de Controle op de uitgaven, de toepassing van geïntegreerde begrotingssystemen in binnen- en buitenland.

Met het oog o.m. op het bevorderen van de economische aanwending van de middelen zullen de organisatie en het personeelskader van het Bestuur van de Begroting en van de Controle op de Uitgaven grondig worden herzien. De oprichting van een dienst voor de systematische bevordering van de toepassing van de moderne beheers- en begrotings technieken is daarbij voorzien.

Ondertussen heeft de Ministerraad in zijn vergadering van 17 maart 1975, beslist dat elk nieuw initiatief het voorwerp zal uitmaken van een systematische analyse.

Cette décision a été portée à la connaissance de tous les Ministres par une circulaire du 21 mars 1975. Celle-ci prévoit que les propositions concernant de nouvelles initiatives devront, à l'avenir, être accompagnées d'un rapport circonstancié comportant :

- 1) l'énoncé exact et complet de la proposition;
- 2) la définition du but visé;
- 3) l'énoncé des moyens à mettre en œuvre;
- 4) l'incidence indirecte que la proposition peut avoir sur d'autres secteurs du département ou sur d'autres départements, établissements publics ou organismes subventionnés;
- 5) la désignation de solutions de rechange;
- 6) le calcul de l'incidence financière, directe ou indirecte.

En outre, une circulaire du 19 mars 1975 des Secrétaires d'Etat à la Fonction publique et au Budget fournit aux départements des instructions précises au sujet des modalités de calcul de l'incidence financière de leurs propositions en ce qui concerne les cadres du personnel et les demandes de recrutement de personnel.

Les recettes.

1. Evolution des recettes fiscales durant la période 1970-1974.

(En milliards de F.)

Années	Recettes fiscales totales (a)	Accroissement par rapport à l'année précédente	Accroissement dû à l'expansion de la masse imposable	Recettes dues à l'inflation (b)
Jaren	Totale fiscale	Stijging	Stijging	Ontvangsten te wijten
(1)	ontvangsten (a)	t.o.v. vorig jaar	te wijten aan de expansie belastbare massa	aan de inflatie (b)
	(2)	(3)	(4)	(5)
1970	289,5	+ 34,5	+ 34,1	13,6
1971	322,7	+ 33,3	+ 34,5	17,6
1972	368,2	+ 45,4	+ 51,0	21,1
1973	432,5	+ 64,3	+ 60,6	31,8
1974	511,0	+ 78,5	+ 79,7	56,8

(a) Y compris les recettes affectées et les droits d'entrée cédés aux C. E.

(b) Corrigées en tenant compte des moins-values fiscales résultant de l'indexation des barèmes fiscaux applicables aux revenus modestes.

Il est évident que les montants cités à la colonne (5) relatifs à l'expansion des recettes fiscales en raison de l'inflation ont un caractère approximatif. Ils se fondent sur des prévisions macro-économiques basées sur l'accroissement annuel des recettes fiscales (colonne 4), après élimination des modifications à la législation et aux modalités de paiement ainsi que d'autres facteurs qui ne se rattachent pas exclusivement à l'expansion de la masse imposable.

En ce qui concerne la hausse des prix, la hausse annuelle implicite des prix du P. N. B. a été retenue, telle qu'elle est calculée par l'Institut national de statistique dans le cadre des comptes nationaux.

Deze beslissing werd met een rondschrijven van 21 maart 1975 ter kennis gebracht van alle Ministers. Daarbij wordt voorgeschreven dat de voorstellen betreffende nieuwe initiatieven voortaan zullen moeten vergezeld zijn van een omstandig verslag houdende :

- 1) een juiste en volledige beschrijving van het voorstel;
- 2) een bepaling van het nagestreefde objectief;
- 3) een beschrijving van de in te zetten middelen;
- 4) de weerslag die het voorstel onrechtstreeks kan hebben op andere sectoren van het departement of op andere departementen, openbare instellingen of gesubsidieerde organismen;
- 5) de aanduiding van alternatieve oplossingen;
- 6) de berekening van de rechtstreekse of onrechtstreekse financiële weerslag.

Verder werden met een rondschrijven van 19 maart 1975 uitgaande van de Staatssecretarissen voor Openbaar Ambt en voor Begroting, aan de departementen preciese richtlijnen verstrekt omtrent de wijze van berekening van de financiële weerslag van hun voorstellen betreffende de personeelsformatie en de aanvragen tot aanwerving van personeel.

De ontvangsten.

1. Evolutie van de belastingontvangsten voor de periode 1970-1974.

(In miljarden F.)

Accroissement dû à l'expansion de la masse imposable	Recettes dues à l'inflation (b)
Stijging te wijten aan de expansie belastbare massa	Ontvangsten te wijten aan de inflatie (b)
(4)	(5)

(a) Met inbegrip van de ontvangsten met een bijzondere bestemming en van de aan de E. G. afgestane invoerrechten.

(b) Gecorrigeerd door rekening te houden met de derving van fiscale ontvangsten ingevolge de indexering van de belastingschalen voor bescheiden inkomens.

Het spreekt vanzelf dat de in kolom (5) aangeduide bedragen betreffende de expansie van de fiscale ontvangsten die verband houden met de inflatie een approximatief karakter hebben. Zij steunen op een macro-economische raming die uitgaat van de jaarlijkse toename van de in kolom (4) voorkomende fiscale ontvangsten na eliminatie van wijzigingen aan de wetgeving en aan de betalingsmodaliteiten en van andere factoren die niet uitsluitend verband houden met de expansie van de belastbare massa.

Wat de prijsstijging betreft, werd de jaarlijkse impliciete prijsstijging van het B. N. P. weehouden, berekend door het Nationaal Instituut voor de Statistiek in het kader van de nationale rekeningen.

2. Incidence sur le budget de 1976 des mesures proposées en matière d'impôt des personnes physiques et contenues dans le projet de loi relatif aux propositions budgétaires.

	(En millions de F)
1. Aménagement de l'impôt des personnes physiques pour les petits et moyens revenus de l'année 1975	- 3 450
2. Aménagement de l'impôt des personnes physiques pour les petits et moyens revenus de l'année 1976 (partie de cette adaptation imputée à l'exercice budgétaire 1976)	- 2 000
Sous-total (1 + 2)	- 5 450
	(1)
3. Aménagement du régime fiscal des revenus de remplacement	+ 3 000
4. « Volontariat » en matière de précompte professionnel	+ 2 600
5. Aménagement familial de l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 1977 (revenus de 1976)	- 975
6. Relèvement, à compter de l'exercice d'imposition 1977 (revenus de 1976), du montant forfaitaire maximum de dépenses ou charges professionnelles déductible des rémunérations ou profits	- 375
7. Aménagement du régime de cumul des revenus des époux	- 300
Sous-total (3 à 7)	+ 3 950
Total général	- 1 500

(1) On constatera que le montant affecté en 1976 à l'aménagement de l'impôt des personnes physiques pour les petits et moyens revenus (5 450 millions) — aménagement qui profite essentiellement aux travailleurs salariés — est sensiblement supérieur à la plus-value (3 000 millions) devant résulter de l'aménagement du régime fiscal des revenus de remplacement.

3. Incidence des mesures fiscales sur la répartition des revenus.

Il ne faut pas s'attendre à ce que les mesures fiscales prévues à la loi-programme améliorent notablement la répartition des revenus. D'autre part, la hausse des tarifs des services publics peut difficilement être considérée comme caractéristique d'une politique sociale. Le Gouvernement n'estime-t-il pas avoir démontré sa carence en ce qui concerne le rôle qu'il doit jouer en matière de redistribution des revenus ?

Le Ministre des Finances ne partage pas l'opinion selon laquelle on ne peut attendre des mesures fiscales prévues par la loi-programme une répartition plus équitable de la charge fiscale ou, ce qui revient au même, une meilleure redistribution des revenus.

Au contraire, ces mesures fiscales ont, pour l'essentiel, précisément pour but d'améliorer la répartition de la charge fiscale et/ou de ménager encore davantage les revenus modestes. Ainsi la non-taxation des revenus de remplacement avait pour résultat, en d'assez nombreux cas, que des ménages disposant de revenus très confortables n'avaient pas d'impôt à payer, alors que d'autres ménages jouissant de revenus beaucoup plus modestes, qui sont le produit du travail du mari et de la femme, devaient céder 10 ou 20 % de ces revenus au fisc. La charge fiscale pesant sur les ménages doit, en premier lieu sinon exclusivement, être calculée en fonction

2. Invloed op de begroting 1976 van de inzake personenbelasting voorgestelde maatregelen in het wetsontwerp betreffende de begrotingsvoorstellen.

	(In miljoenen)
1. Aanpassing van de personenbelasting voor de kleine en middelgrote inkomens van het jaar 1975	- 3 450
2. Aanpassing van de personenbelasting voor de kleine en middelgrote inkomens van het jaar 1976 (gedeelte van die aanpassing verrekend voor het begrotingsjaar 1976)	- 2 000
Subtotaal (1 + 2)	- 5 450
	(1)
3. Aanpassing van het belastingstelsel van de vervangingsinkomens	+ 3 000
4. « Volontariaat » inzake bedrijfsvoorheffing	+ 2 600
5. Familiale aanpassing van de personenbelasting voor het aanslagjaar 1977 (inkomsten 1976)	- 975
6. Verhoging vanaf het aanslagjaar 1977 (inkomsten 1976) van het maximum van het forfait inzake bedrijfsuitgaven of lasten dat mag worden afgetrokken van de bezoldigingen of baten	- 375
7. Aanpassing van het stelsel van de samenvoeging van de inkomsten der echtgenoten	- 300
Subtotaal (3 tot 7)	+ 3 950
Algemeen totaal	- 1 500

(1) Men zal kunnen vaststellen dat in 1976 merkkelijk meer (5 450 miljoen) besteed wordt aan de aanpassing van de personenbelasting op de kleine en middelgrote inkomens — aanpassing die hoofdzakelijk ten goede komt aan de werknemers — dan de meerwaarde (3 000 miljoen) die moet voortkomen van de aanpassing van het belastingstelsel van de vervangingsinkomens.

3. De invloed van de fiscale maatregelen op de inkomensverdeling.

Van de fiscale maatregelen die in de programma-wet voorkomen moet geen noemenswaardige actie tot verbetering van de inkomensverdeling worden verwacht. Anderzijds kan de verhoging van de tarieven van de openbare diensten moeilijk als een uiting van sociale politiek worden aangezien. Meent de Regering niet dat ze in gebreke blijft in de rol die zij moet vervullen op het stuk van de herverdeling der inkomsten ?

De Minister van Financiën was het niet eens met de bewering dat van de fiscale maatregelen voorzien in de programma-wet geen rechtvaardiger spreiding van de fiscale druk, of, wat op hetzelfde neerkomt, geen verbetering van de inkomensverdeling mag worden verwacht.

Integendeel, de voornaamste van die fiscale maatregelen werden juist getroffen, hoofdzakelijk met het oog op een betere spreiding van de belastingdruk en/of met de bedoeling de bescheiden inkomens nog meer te ontzien. Zo had de niet-belasting van de vervangingsinkomens in niet weinig gevallen tot gevolg dat gezinnen met een reeds meer dan behoorlijk beschikbaar inkomen, helemaal geen belasting hoefden te betalen, terwijl andere gezinnen met een veel bescheidener inkomen verkregen uit de gezamenlijke arbeid van man en vrouw, b.v. 15 % of 20 % van dit inkomen dienden af te staan aan de fiscus. De fis-

de leur capacité contributive, quelles que soient les sources de leurs revenus. On ne peut quand même pas prétendre que la non-taxation quasi-générale des revenus de remplacement est conforme à ce principe. Il ressort du contexte et de l'exposé des motifs du projet de loi relatif aux propositions budgétaires que le Gouvernement entend accorder en premier lieu des allègements fiscaux aux ménages qui en ont réellement besoin, parce que leurs revenus sont modestes et non plus en fonction de l'un ou l'autre critère administratif.

Il faut encore citer le « décumul » des revenus professionnels du mari et de la femme, l'indexation plus poussée des barèmes fiscaux et le relèvement des minima imposables.

Voici quelques chiffres très éloquentes :

- 1 900 000 ménages profiteront de l'indexation intégrale et 1 100 000 ménages de l'indexation partielle et dégressive;
- le « décumul » des revenus professionnels profitera à 450 000 ménages.

Dès lors, le Ministre ne comprend pas comment il serait possible de considérer que ces mesures n'auront aucun effet appréciable du point de vue d'une meilleure redistribution des revenus. Il est même permis d'affirmer, sans risque d'exagération, qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un pas important dans la voie d'un impôt sur les revenus axé sur une meilleure répartition de ceux-ci.

En ce qui concerne les tarifs des services publics, le Ministre a souligné qu'ils n'ont pas été relevés au cours des mois écoulés et qu'ils ne le seront pas dans les mois à venir. Il est d'ailleurs d'une logique élémentaire que les pouvoirs publics respectent le blocage des prix qu'ils ont eux-mêmes imposé.

Le Ministre ne voit donc pas à quelles hausses des tarifs le membre a fait allusion.

4. Les tarifs des services publics.

A la page 7 de l'exposé général le Gouvernement a déclaré que son intention de ne pas grever les budgets des ménages et des entreprises l'a amené à suivre une politique de stricte modération dans l'adaptation des tarifs des services publics.

Y aura-t-il ou non des relèvements de tarifs ?

De l'avis du Secrétaire d'Etat au Budget, la politique tarifaire du Gouvernement en matière de prix des services prestés par les entreprises publiques tient compte aussi bien de la nécessité économique de couvrir autant que possible les prix de revient de ces entreprises, que de celle, sociale celle-là, de rendre les services de ces entreprises accessibles à chacun.

En fonction de quoi, il convient d'opérer une distinction selon les tarifs dont il s'agit; en ce qui concerne les P. T. T., par exemple, les industries constituent les usagers principaux. Il est dès lors normal que le coût réel soit demandé en l'occurrence.

Pour ce qui est des transports en commun par contre, le problème se situe plutôt sur le plan social. Le Gouvernement a, dès lors, renoncé en 1975 au relèvement prévu des tarifs, ce qui a, d'ailleurs, été à l'origine d'une demande de crédits supplémentaires.

5. Le précompte professionnel et l'évolution des revenus.

Dans l'exposé général de 1976, le Gouvernement a prévu une augmentation de 42,7 milliards du précompte

cale heffing op een gezin moet in de eerste plaats, zoniet uitsluitend, functie zijn van het draagvermogen van dat gezin, onafhankelijk van de bron waaruit dit inkomen is geput. Welnu men kan toch niet beweren dat door de vrijwel algemene niet-taxatie van de vervangingsinkomens, dit principe wordt in acht genomen. Zoals ook blijkt uit de context en de memorie van toelichting van het ontwerp betreffende de begrotingsvoorstellen, wil de Regering in de eerste plaats fiscale tegemoetkomingen verlenen aan de gezinnen die er blijkens hun bescheiden inkomen het meest behoefte aan hebben, en niet langer in functie van een of ander administratief criterium.

Voorts zijn er de decumulatie van de bedrijfsinkomsten van man en vrouw en de verdere indexering van de belastingsschalen alsmede de verhoging van de belastbare minima.

De volgende cijfers zijn terzake relevant :

- 1 900 000 gezinnen zullen een volledige indexering genieten en voor nog eens 1 100 000 gezinnen zal de indexering gedeeltelijk en degressief zijn;
- aan 450 000 gezinnen zal de decumulatie van de bedrijfsinkomsten ten goede komen.

De Minister begrijpt dan ook niet waaruit de conclusie kan worden afgeleid als zouden deze maatregelen geen noemenswaardig inkomensherverdelend effect sorteren. Zonder gevaar voor overdrijven kan zelfs worden beweerd dat het hier gaat om een belangrijke stap naar een meer herverdelende inkomstenbelasting.

I.v.m. de tarieven van de openbare diensten onderstreepte de Minister dat zij noch tijdens de afgelopen maanden werden verhoogd noch in de komende tijd zullen opgetrokken worden. Het is trouwens de elementaire logica dat de overheid, de door haar zelf opgelegde prijszontop naakt.

Over welke tariefstijgingen door het lid gewag werd gemaakt was de Minister niet duidelijk.

4. De tarieven van de openbare diensten.

Op bladzijde 7 van de Algemene toelichting verklaart de Regering dat de bedoeling om niet te drukken op de gezins- en de bedrijfsbudgetten haar tot uiterste matigheid heeft aanzet bij de aanpassing van de tarieven van de openbare diensten.

Zullen er al dan niet tariefverhogingen zijn ?

Volgens de Staatssecretaris voor Begroting houdt het tariefbeleid van de Regering inzake prijzen van de door de overheidsbedrijven bewezen diensten zowel rekening met de economische vereiste om zoveel mogelijk de kostprijs van deze bedrijven te dekken als met de sociale vereiste om de diensten van deze bedrijven voor iedereen toegankelijk te stellen.

In functie hiervan dient een onderscheid te worden gemaakt naargelang van de tarieven waarover het gaat; bv. bij de P. T. T. zijn de hoofdgebruikers de industrie. Het is dus normaal dat hier de kostprijs zo v gevraagd worden.

Voor het gemeenschappelijk vervoer daarentegen ligt het probleem meer op het sociale vlak. De Regering heeft dan ook in 1975 van de geplande tariefverhoging afgezien wat ten andere oorzaak is van een vraag om bijkredieten.

5. De bedrijfsvoorheffing en de ontwikkeling van de inkomens.

In de Algemene toelichting 1976 voorziet de Regering in een stijging van de bedrijfsvoorheffing met 42,7 miljard,

professionnel, c'est-à-dire 23,7 % de plus que les recettes probables pour 1975. D'autre part, le Gouvernement a mis, à la page 86 de l'exposé général, l'accent sur l'urgente nécessité d'une modération en ce qui concerne l'évolution des revenus. N'y a-t-il pas une contradiction entre cette politique de modération des revenus et le taux d'augmentation retenu pour le précompte professionnel ?

Le Ministre des Finances signale à la Commission que l'accroissement du précompte professionnel a été, en 1974, de 32 milliards (soit de 30 %) par rapport à 1973. Au terme des neuf premiers mois de 1975 le précompte professionnel a augmenté de 35,8 milliards (soit de 34,4 %) par rapport à la période correspondante de 1974.

Comparé à ces pourcentages d'accroissement élevés, l'accroissement retenu pour 1976 (42 milliards, soit 23,7 %) représente une estimation modérée, s'inspirant sans doute de la modération des revenus souhaitée par le Gouvernement.

D'autre part, la politique de modération proposée par le Gouvernement en matière de revenus porte non seulement sur les rémunérations soumises au précompte professionnel, mais aussi sur un certain nombre de revenus (dividendes et tantièmes, tarifs, échelles barémiques et honoraires des professions libérales et loyers) qui, de par leur nature, ne sont pas soumis au précompte professionnel.

En outre il est à signaler que si la politique de modération des revenus suivie par le Gouvernement connaît le succès, l'expansion du précompte professionnel s'en trouvera certainement ralentie, ce qui provoquera une certaine diminution des recettes fiscales, mais, de ce fait, le taux de l'inflation diminuera également, ce qui aura dès lors une influence modératrice sur l'accroissement des dépenses publiques. La politique de modération des revenus que propose le Gouvernement ne peut, dès lors, en aucun cas mettre en péril la structure budgétaire globale.

6. L'évolution des droits de succession.

a) Le produit des droits de succession s'est élevé :

- pour l'année 1965, à 2 792 millions de F;
- pour l'année 1966, à 3 220 millions de F;
- pour l'année 1967, à 3 430 millions de F;
- pour l'année 1968, à 4 044 millions de F;
- pour l'année 1969, à 3 892 millions de F;
- pour l'année 1970, à 4 293 millions de F;
- pour l'année 1971, à 4 924 millions de F;
- pour l'année 1972, à 4 593 millions de F;
- pour l'année 1973, à 5 123 millions de F;
- pour l'année 1974, à 5 054 millions de F;
- pour les neuf premiers mois de l'année 1975, à 4 792 millions de F.

b) La statistique des droits de succession est établie par l'Institut national de statistique sur base des renseignements qui lui sont fournis annuellement par les receveurs des bureaux d'enregistrement. Cet Institut n'a pas encore pu fournir la statistique pour les années postérieures à 1969.

Composition de la masse imposable.

Année 1969 (déclarations déposées au cours de cette année).

(En millions de F)

— Immeubles	35 767
— Effets publics	7 054
— Créances hypothécaires	630
— Stipulations pour autrui	258
— Autres biens	10 308
— Total de l'actif	54 017

dit is 23,7 % meer dan de vermoedelijke ontvangsten voor 1975. Anderzijds beklemtoont de Regering op bladzijde 86 van de Algemene toelichting de dringende noodzakelijkheid van een matiging inzake de ontwikkeling van de inkomens. Is er geen tegenstrijdigheid tussen dit beleid van inkomensmatiging en het stijgingspercentage weerhouden voor de bedrijfsvoorheffing ?

De Minister van Financiën deelde de Commissie mede dat de stijging van de bedrijfsvoorheffing in 1974 t.o.v. 1973 32,2 miljard of 30 % bedroeg. Na de eerste negen maanden van 1975 is de bedrijfsvoorheffing met 35,8 miljard of 34,4 % gestegen t.o.v. de overeenkomstige periode van 1974.

Ten aanzien van deze hoge stijgingspercentages getuigt de weerhouden toename voor 1976 van 42 miljard of 23,7 % van een gematigde schatting, die ongetwijfeld geïnspireerd is door de matiging van de inkomens welke de Regering wenst.

Anderzijds slaat het door de Regering voorgesteld matigheidsbeleid inzake inkomsten niet enkel op de aan bedrijfsvoorheffing onderworpen bezoldigingen, maar ook op een aantal inkomens die uiteraard niet aan bedrijfsvoorheffing onderworpen zijn zoals de dividenden en tantièmes, de tarieven, schalen en erelonen van de vrije beroepen, en de huurgelden.

Bovendien kan worden opgemerkt dat indien de Regering slaagt in haar politiek van inkomensmatiging, de expansie van de bedrijfsvoorheffing inderdaad zal vertragen, wat minder fiscale ontvangsten betekent, maar dan zal ook de inflatiegraad afnemen wat dan ook een matigende weerslag zal hebben op de stijging van de overheidsuitgaven. Het door de Regering voorgesteld beleid van inkomensmatiging kan derhalve in geen geval de globale begrotingsstructuur in gevaar brengen.

6. De evolutie van de erfenisrechten.

a) De opbrengst van de successierechten bedroeg :

- voor het jaar 1965, 2 792 miljoen F;
- voor het jaar 1966, 3 220 miljoen F;
- voor het jaar 1967, 3 430 miljoen F;
- voor het jaar 1968, 4 044 miljoen F;
- voor het jaar 1969, 3 892 miljoen F;
- voor het jaar 1970, 4 293 miljoen F;
- voor het jaar 1971, 4 924 miljoen F;
- voor het jaar 1972, 4 593 miljoen F;
- voor het jaar 1973, 5 123 miljoen F;
- voor het jaar 1974, 5 054 miljoen F;
- voor de eerste negen maanden van het jaar 1975 : 4 792 miljoen F.

b) De statistiek van de successierechten wordt door het Nationaal Instituut van de Statistiek opgemaakt op basis van de gegevens die jaarlijks door de ontvangers van de registratiekantoren worden verstrekt. Dit instituut heeft de statistiek voor de jaren na 1969 nog niet kunnen geven.

Samenstelling van de belastbare massa.

Jaar 1969 (aangiften ingediend gedurende dit jaar).

(In miljoen F)

— Onroerende goederen	35 767
— Openbare effecten	7 054
— Hypothecaire schuldvorderingen	630
— Bedingen ten behoeve van een derde	258
— Andere goederen	10 308
— Totaal van het actief	54 107

	(En millions de F)
— Passif admis	3 493
— Actif net	50 524
— Abattement (Code des droits de succession, art. 54, 1 ^{re})	15 168
— Base imposée	35 356

Ce dernier montant comprend tous les biens déclarés dans les déclarations de succession, passibles et non passibles de droits, mais ne comprend pas les biens des successions pour lesquelles aucune déclaration n'a été déposée à défaut d'intérêt fiscal.

Importance des émoluments recueillis.

Le droit de succession ne se calcule pas en fonction de l'importance de la succession, mais bien de l'émolument recueilli par chacun des ayants droit. Pour chacun de ceux-ci, le droit est perçu suivant un tarif progressif par tranches (Code des droits de succession, art. 48).

Pour l'année 1969, la base d'imposition selon la tranche était de :

- de 1 à 500 000 : 13 315 millions.
- de 500 000 à 1 million : 6 277 millions.
- de 1 à 2 millions : 5 194 millions.
- de 2 à 4 millions : 3 871 millions.
- de 4 à 6 millions : 1 692 millions.
- de 6 à 8 millions : 974 millions.
- de 8 à 10 millions : 695 millions.
- plus de 10 millions : 3 432 millions.

7. La perception de l'impôt et la lutte contre la fraude fiscale.

Question 1 :

Où en est la concertation sur le plan international en matière de lutte contre la fraude fiscale ?

Si des progrès sont réalisés dans la concertation interne entre les administrations fiscales, le système présente néanmoins certaines lacunes, comme par exemple l'information à l'administration de la T. V. A. et de l'enregistrement, de constatations faites par l'administration des contributions directes en ce qui concerne les dons invoqués par les contribuables dans le but d'échapper à la taxation par signes et indices.

Enfin, les moyens matériels et techniques de lutte contre la fraude fiscale font défaut aux administrations fiscales.

Réponse :

a) Coopération internationale.

Pour les investissements en biens immobiliers faits par des contribuables belges dans des pays avec lesquels la Belgique a conclu des conventions tendant à éviter la double imposition, des renseignements sont actuellement soit fournis automatiquement par ces pays, soit obtenus à la demande de l'administration belge.

	(In miljoen F)
— Aangenomen passief	3 493
— Netto-actief	50 524
— Aftrek (Wetboek der successierechten, art. 54, 1 ^{re})	15 168
— Belaste basis	35 356

Dit laatste bedrag bevat al de goederen die aangegeven werden in de aangiften van nalatenschap, zowel die welke belastbaar als die welke niet belastbaar zijn, maar bevat niet de goederen van de nalatenschappen waarvoor, bij gebreke van fiscaal belang, geen aangifte werd ingediend.

Belangrijkheid van verkregen erfdeelen.

Het successierecht wordt niet berekend naar verhouding van de belangrijkheid van de nalatenschap, maar wel naar het erfdeel dat ieder van de rechthebbenden verkrijgt. Voor ieder van hen wordt het recht berekend volgens een tarief dat per schijven progressief is (Wetboek der successierechten, art. 48).

Voor het jaar 1969 was de belastinggrondslag naargelang van de schijf :

- van 1 tot 500 000 : 13.315 miljoen.
- van 500 00 tot 1 miljoen : 6 277 miljoen.
- van 1 tot 2 miljoen : 5 194 miljoen.
- van 2 tot 4 miljoen : 3 871 miljoen.
- van 4 tot 6 miljoen : 1 692 miljoen.
- van 6 tot 8 miljoen : 974 miljoen.
- van 8 tot 10 miljoen : 695 miljoen.
- meer dan 10 miljoen : 3 432 miljoen.

7. Inning van de belasting en strijd tegen de belastingontduiking.

Vraag 1 :

Hoever staat het met het internationaal overleg inzake de strijd tegen de belastingontduiking ?

Er is wel vooruitgang in het interne overleg tussen de belastingadministraties, doch in het stelsel zijn nog altijd zekere leemten zoals b.v. het doorspelen aan de administratie van de B. T. W., registratie en domeinen van vaststellingen die door de administratie der directe belastingen werden gedaan met betrekking tot de giften die belastingplichtigen als voorwendsel gebruiken om te ontsnappen aan de belasting op grond van indicien.

Ten slotte beschikken de belastingadministraties niet over de materiële en technische middelen om de belastingontduiking te bestrijden.

Antwoord :

a) Samenwerking op internationaal vlak.

Voor de investeringen in onroerende goederen, gedaan door Belgische belastingplichtigen in landen waarmede België overeenkomsten heeft gesloten tot vermindering van dubbele belasting, worden thans inlichtingen hieromtrent, hetzij automatisch door die landen verstrekt hetzij bekomen op aanvraag van de Belgische administratie.

Le 10 février 1975, le Conseil des Communautés européennes a adopté une importante résolution sur l'échange entre les Etats membres de toutes informations qui peuvent être utiles à une détermination exacte de la dette fiscale pour ce qui concerne l'impôt sur les revenus et bénéfices. La Belgique s'impose les efforts nécessaires pour que cette résolution aboutisse rapidement à des résultats concrets.

b) *Coopération interne.*

Le resserrement de la coopération entre les administrations fiscales a fait l'objet d'une très grande attention, surtout depuis l'entrée en vigueur de la T. V. A. en 1971. C'est ainsi qu'une coopération permanente entre l'administration des contributions directes et l'administration de la T. V. A. s'est instaurée en matière de fixation de l'assiette forfaitaire d'imposition, de l'organisation et de la planification des activités de contrôle, de la transmission d'informations, de la mise en concordance des ressorts territoriaux des services de ces administrations, etc.

En vue de promouvoir une coordination aussi parfaite que possible des efforts communs des administrations fiscales, le Comité de direction des administrations fiscales, qui existait de manière officieuse depuis des années, a été érigé en institution par l'arrêté royal du 25 juillet 1971. Le problème soulevé par la question sera soumis à ce comité.

c) *Moyens matériels et techniques.*

Les administrations fiscales disposent de moyens matériels et techniques étendus, tels qu'ordinateurs, listings-T. V. A., monographies, etc. Ces moyens sont sans cesse perfectionnés.

Les effectifs du personnel doivent être adaptés; des propositions concrètes sont en cours d'examen. Dans le domaine de la politique du personnel, on s'efforce de réduire de manière draconienne les tâches non productives, notamment par une large automatisation de certaines opérations en vue de libérer ainsi le plus de personnel possible pour des tâches de contrôle. Des efforts sont également déployés en vue d'améliorer considérablement la formation psychologique et technique du personnel de contrôle. Le département dispose à l'heure actuelle de 22 centres de formation professionnelle, dont le nombre a ainsi doublé depuis le 1^{er} janvier 1973.

Question 2 :

La lutte contre la fraude fiscale est axée sur les contrôles individuels. Ne faudrait-il pas aussi revoir certains aspects de la structure de l'imposition ?

Réponse :

La lutte contre la fraude fiscale fait également appel à des mesures de dissuasion : contrôle des garagistes et des restaurants, listings T. V. A., etc ... et à des mesures nouvelles dans l'application de l'imposition des signes et indices, dans l'amélioration des barèmes forfaitaires, dans l'intensification du contrôle des multinationales, etc.

Un Comité ministériel, chargé notamment d'étudier les mesures, efficaces et pratiques, contre la fraude fiscale, fonctionne depuis le 6 septembre 1974. Ce comité a retenu

Op 10 februari 1975 heeft de Raad van de Europese Gemeenschappen een zeer belangrijke resolutie goedgekeurd betreffende de onderlinge uitwisseling door de Lid-Staten van alle inlichtingen die nuttig kunnen zijn voor een juiste vaststelling van de belastingschuld voor wat betreft de belasting op de inkomsten en de winst. België spant zich in, opdat deze resolutie vlug tot concrete resultaten zou leiden.

b) *Interne samenwerking.*

Vooralsinds de invoering van de B. T. W. in 1971 werd veel aandacht besteed aan een nauwere samenwerking tussen de fiscale administraties. Zo groeide er een bestendige samenwerking tussen de administratie der directe belastingen en de administratie van de B. T. W., inzake de vaststelling van forfaitaire grondslagen van aanslag, de organisatie en planning van controle-activiteiten, het doorgeven van inlichtingen en het in overeenstemming brengen van de territoriale grenzen van de diensten van deze administraties, enz.

Om een zo volmaakt mogelijke coördinatie van de gemeenschappelijke inspanningen van de fiscale administraties te bevorderen, werd het sinds jaren officieus bestaande Directiecomité van de fiscale administraties geïnstitutionaliseerd bij koninklijk besluit van 25 juli 1971. De in de vraag opgeworpen kwestie zal aan dat comité voorgelegd worden.

c) *Materiële en technische middelen.*

De fiscale Administraties beschikken over uitgebreide materiële en technische middelen zoals computers, B. T. W.-listings, monografieën, enz. Deze middelen worden voortdurend geperfectioneerd.

De personeelsstrekke moet worden aangepast; concrete voorstellen worden thans onderzocht. Inzake personeelsbeleid werd gestreefd naar een drastische beperking van de niet-productieve taken, o.m. door een uitgebreide automatisering van bepaalde verrichtingen, om aldus zoveel mogelijk mankracht vrij te maken voor operationele controletaken. Ook werd een inspanning gedaan om de psychologische en technische vorming van het controlepersoneel aanzienlijk te verbeteren. Er zijn thans 22 centra voor beroepsvorming van het Departement; dit is een verdubbeling sinds 1 januari 1973.

Vraag 2 :

De bestrijding van de belastingontduiking steunt op de individuele controles. Zouden echter bepaalde aspecten van de structuur van het belastingwezen eveneens niet moeten worden herzien ?

Antwoord :

De bestrijding van de belastingontduiking doet eveneens een beroep op dissuasieve maatregelen : controles op de baan, controles op garagisten en restaurants, B. T. W.-listings enz ..., en op nieuwe maatregelen bij de toepassing van de belasting volgens tekenen en indiciën, op de verbetering van de forfaitaire aanslagbarema's, op de intensivering van de controle op de multinationals enz.

Een Ministerieel Comité, belast onder meer met het onderzoek van doeltreffende en praktische maatregelen ter bestrijding van de belasting, functioneert sedert 6 septem-

une série de mesures nouvelles qui sont exposées dans l'exposé général du budget des Voies et Moyens.

Sur le plan international, le Conseil des ministres des Communautés européennes a, le 10 février 1975, approuvé une résolution dont il est raisonnablement permis d'espérer des résultats concrets dans la lutte difficile contre la fraude internationale.

Une loi récente du 30 juin 1975, dite la loi Mammoth, confère à la Commission bancaire des pouvoirs de prendre des sanctions contre les entreprises financières qui mettraient en place des mécanismes particuliers favorisant la fraude de tiers.

Un projet de loi réprimant le travail clandestin a été déposé au Sénat et servira de fondement à une action nouvelle contre la fraude fiscale.

Question 3 :

Est-il exact que les instructions données par le Ministre en matière de contrôle sur route, de contrôle des restaurateurs et de contrôle fiscal en général sont fort en retrait par rapport à celles qui avaient été données par son prédécesseur ?

Réponse :

Contrôle sur route.

Si certains détails inutiles et irritants pour les assujettis aux contrôles sur route ont été éliminés en 1973 dans l'optique du programme du gouvernement de l'époque, dans le domaine des simplifications administratives et fiscales imposées aux travailleurs indépendants, le système des contrôles sur route a été rendu plus sévère pour le secteur des farines et céréales afin de mettre fin à une double pratique : le réemploi des documents de transports et la fraude sur le poids des produits transportés.

D'autre part, le nombre des contrôles sur route est passé de 177 555 en 1973 à 196 515 en 1974. Pour les huit premiers mois de 1975, il s'élevait à 136 162 contre 134 094 pour la période correspondante de 1974.

Restaurants.

La surveillance des restaurants s'est renforcée progressivement. Tous les restaurateurs recensés par l'ordinateur T. V. A. ont commandé leurs souches fiscales.

Le système des souches fiscales ne peut donner sa pleine mesure que si le public collabore en réclamant les souches. Or il faut bien constater que le public, toujours prompt à exiger un effort des administrations, semble se montrer moins exigeant lorsqu'il doit poser un geste personnel.

Cela étant, l'action a été menée sur quatre plans :

a) sur le plan psychologique par des communiqués de presse et même par une conférence de presse, pour tenter de mieux sensibiliser l'opinion publique;

b) sur le plan des contrôles préventifs, par des contrôles répétés chez les restaurateurs pour lesquels il y a des plaintes et par une action systématique, même en dehors des heures de service. Ainsi une action a été organisée pendant les fêtes de fin d'année, touchant 2 237 restaurants. Cette action est préventive, de sorte que son résultat fiscal se fera sentir lors de l'établissement du chiffre d'affaires;

c) sur le plan des contrôles programmés, la presque totalité des intéressés (13 820 sur 14 400) était contrôlée

ber 1974. Door dit Comité werden een reeks nieuwe maatregelen weerhouden die vermeld zijn in de algemene toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting.

Op internationaal vlak heeft de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen op 10 februari 1975 een resolutie goedgekeurd waarvan redelijkerwijze concrete resultaten kunnen worden verwacht in de moeilijke bestrijding van de internationale belastingontduiking.

Een recente wet van 30 juni 1975 — de Mammoetwet — verleent aan de Bankcommissie bevoegdheid om sancties te treffen tegen de financiële ondernemingen die bijzondere mechanismen zouden instellen die de belastingontduiking door derden zouden bevorderen.

Een ontwerp van wet tot beteugeling van het sluikwerk werd bij de Senaat ingediend en zal de grondslag zijn van een nieuwe actie tegen de belastingontduiking.

Vraag 3 :

Is het juist dat de door de Minister uitgevaardigde instructies met betrekking tot het toezicht op de weg, het toezicht op de restaurateurs en de fiscale controle in het algemeen een ernstige achteruitgang betekenen t.o.v. die van zijn voorganger ?

Antwoord :

Toezicht op de weg.

Sommige nutteloze en voor de aan het toezicht op de weg onderworpen personen kwetsende bijzonderheden werden in 1973 weggelaten en zulks in de lijn van het programma van de toenmalige Regering inzake de vereenvoudiging van de aan de zelfstandigen opgelegde administratieve en fiscale formaliteiten; het toezicht op de weg werd echter strenger voor de sector meel en graan om een dubbele praktijk uit de wereld te helpen : het hergebruik van vervoerdocumenten en het bedrog wat betreft het gewicht van de vervoerde producten.

Anderzijds is het aantal controles op de weg van 177 555 in 1973 gestegen tot 196 515 in 1974. Voor de eerste acht maanden van 1975 bedroeg het aantal 136 162 tegen 134 094 voor de overeenkomstige periode van 1974.

Restaurants.

Het toezicht op de restaurants werd geleidelijk verscherpt. Alle door de B. T. W.-computers getelde restauratiehouders hebben belastingstroken besteld.

Het stelsel van de belastingstroken kan slechts volledige bevrediging schenken indien het publiek meewerkt en de stroken eist. Men is echter tot de bevinding gekomen dat het publiek, dat er altijd als de kippen bij is om van de zijde van de administraties een inspanning te eisen, veel lankmoediger is wanneer het zelf iets moet doen.

Er werd een viervoudige actie gevoerd :

a) psychologisch, door perscommuniqués en zelfs door een persconferentie om te trachten de publieke opinie voor de zaak warm te maken;

b) preventief, door herhaalde controles bij de restauranthouders tegen wie klachten bestaan, alsmede door een stelselmatige actie, zelfs buiten de diensturen. Aldus werd er tijdens de eindejaarsfeesten een actie op touw gezet, waarbij 2 237 restaurants betrokken waren. Deze actie is preventief, zodat het fiscaal resultaat ervan tastbaar zal zijn bij de vaststelling van het zakencijfer;

c) uit een oogpunt van geprogrammeerde controles waren eind 1974 nagenoeg alle betrokkenen (13 820 op 14 400)

à la fin de 1974. Le résultat final des contrôles T. V. A. est connu pour 1973, ainsi que celui des contributions directes entre le 1^{er} juillet 1972 et le 15 juillet 1974. L'action des deux administrations a abouti à un relèvement du chiffre d'affaires de 899 millions de F. Le contrôle s'est poursuivi au cours des cinq premiers mois de 1975; il a porté sur 2 019 assujettis à la T. V. A. faisant partie du secteur Horeca (cafetiers, restaurateurs et hôteliers);

d) sur le plan répressif, les amendes frappant la non-délivrance de souches fiscales viennent d'être multipliées par cinq, de sorte qu'elles atteignent dorénavant 2 500 F par souche non délivrée.

Contrôle fiscal.

En matière d'impôts sur les revenus, aucune instruction n'a été donnée en vue de réduire le contrôle des déclarations. L'administration des contributions directes a, au contraire, donné de nouvelles directives tendant à intensifier l'action de ses services en ce qui concerné notamment :

- la taxation d'office;
- l'application des bases forfaitaires de taxation;
- la taxation d'après les signes ou indices;
- le renforcement du contrôle dans certains secteurs et dans les entreprises étrangères en Belgique;
- l'utilisation des listings T. V. A.

La documentation des services de taxation fournie récemment a été étendue, entre autres, par :

- des études concernant certaines professions;
- des exemples chiffrés de taxation pour un grand nombre de professions;
- un ouvrage sur le contrôle des comptabilités industrielles.

Par ailleurs, des mesures ont été prises afin d'assurer une meilleure collaboration entre les administrations fiscales, particulièrement en ce qui concerne la coordination des opérations de contrôle incombant aux services de la T. V. A. et à ceux des contributions directes.

Question 4 :

Est-il exact qu'au cours de ces dernières années, l'administration des contributions directes enregistre différemment les suppléments de revenus résultant de contrôles en matière d'impôts sur les revenus, de telle sorte que, par exemple, le dossier « Banque Lambert » soit considéré comme faisant partie de la lutte anti-fraude.

Réponse :

Les instructions relatives à l'enregistrement des résultats du contrôle fiscal qui étaient en vigueur pour la période de contrôle 1973-1974 ont été maintenues pour la période suivante. La progression des majorations d'impôts constatée pour cette dernière période (majoration de près de 30 % : 13 milliards en 1973-1974 et 16,8 milliards en 1974-1975) n'a donc pas été influencée par des changements intervenus dans les instructions précitées.

* Ce n'est qu'à partir de la période de contrôle en cours (1975-1976) que, par circulaire administrative du 8 juillet 1975, les services de taxation ont reçu comme instruction d'annoter en plus des majorations qu'ils inscrivaient anté-

aan de controle onderworpen. Het eindresultaat van de B. T. W.-controle voor 1973 is bekend; hetzelfde geldt voor de controle door de directe belastingen tussen 1 juli 1972 en 15 juli 1974. De actie van die beide administraties resulteerde in een verhoging van de omzet met 899 miljoen F. De controle werd in de loop van de eerste vijf maanden van 1975 voortgezet; zij had betrekking op 2 019 B. T. W.-plichtigen die tot de Horecasector behoren (herbergiers, restaurateurs en hoteliers);

d) repressief, door de boeten op de niet-uitreiking van de belastingstroken onlangs met vijf te vermenigvuldigen, zodat zij voortaan 2 500 F per niet-uitgereikte strook zullen bedragen.

Belastingcontrole.

Inzake inkomstenbelastingen werd geen enkele richtlijn verstrekt om tot een vermindering van de controle der aangiften te komen. Het Bestuur van de directe belastingen heeft integendeel nieuwe richtlijnen verstrekt, ten einde de actie van zijn diensten op te voeren, inzake :

- de aanslag van ambtswege;
- de toepassing van forfaitaire aanslagbases;
- de aanslag volgens tekens of indiciën;
- de verscherping van de controle in bepaalde sectoren en bij de buitenlandse ondernemingen in België;
- het gebruik van de B. T. W.-listings.

De onlangs aan de belastingdiensten verstrekte documentatie werd o.m. aangevuld met :

- studies met betrekking tot sommige beroepen;
- becijferde voorbeelden van belastingheffing voor een groot aantal beroepen;
- een handleiding betreffende de controle op de industriële boekhouding.

Er werden anderzijds maatregelen genomen om tot een betere samenwerking tussen de belastingadministraties te komen, bepaaldelijk inzake de coördinatie van de controleverrichtingen die aan de diensten van de B. T. W. en aan die van de rechtstreekse belastingen zijn opgedragen.

Vraag 4 :

Is het juist dat het Bestuur van de directe belastingen tijdens de afgelopen jaren de aanvullende inkomsten, die voortgekomen zijn uit controles op de inkomstenbelastingen, op verschillende wijze boekt, zodat het dossier van de « Bank Lambert » b.v. beschouwd wordt als deel uitmakend van de strijd tegen de belastingontduiking?

Antwoord :

De richtlijnen betreffende het boeken van de resultaten van de belastingcontrole, welke van kracht waren vóór de controleperiode 1973-1974, werden ook tijdens de volgende periode gehandhaafd. De tijdens de laatstgenoemde periode vastgestelde stijging van belastingvermeerderingen (verhoging met ongeveer 30 %, d.i. 13 miljard in 1973-1974 en 16,8 miljard in 1974-1975) heeft dus geen invloed ondergaan van de in de voornoemde richtlijnen aangebrachte wijzigingen.

Pas vanaf de thans aan de gang zijnde controleperiode (1975-1976) hebben de belastingdiensten via een administratieve circulaire van 8 juli 1975, instructies ontvangen om, naast de vermeerdering die zij voordien en afzonderlijk

rieurement et séparément, le montant des revenus imposés d'office en cas d'absence effective de déclaration.

Ces revenus n'ayant pas été déclarés, ils doivent logiquement entrer en ligne de compte dans l'évaluation du résultat de l'action menée dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale.

Question 5 :

Quelles sont les mesures pratiques qui ont été prises pour soumettre à l'impôt les bénéfices résultant de spéculations sur stocks ?

Réponse :

Les plus-values réalisées sur matières premières, produits et marchandises ainsi que les mêmes plus-values non réalisées mais exprimées dans les comptes sont imposées comme des bénéfices commerciaux ordinaires.

Les directives édictées par l'administration prescrivent de vérifier, chaque année, les inventaires de clôture afin de déterminer si les matières premières, produits et marchandises en stock à la date du bilan, y compris les produits en cours de fabrication et les travaux en cours :

— qui ont été acquis ou fabriqués pendant l'exercice comptable, figurent à l'inventaire de clôture pour une valeur qui doit normalement être égale au prix de revient ou au cours du marché à cette date si celui-ci est inférieur au prix de revient;

— qui étaient déjà repris à l'inventaire de début, figurent encore à l'inventaire de clôture pour une valeur qui, sauf justification suffisante, n'est pas inférieure à celle qui a été accusée à l'inventaire de début.

Chaque sous-évaluation en valeur ou en quantité, qui ressortirait de la vérification ainsi délimitée, est également imposée comme un bénéfice ordinaire, de sorte que seules les plus-values latentes réelles restent provisoirement non imposées jusqu'à ce qu'elles soient exprimées ou réalisées.

D'autre part, le Gouvernement a autorisé les entreprises qui le désirent à pratiquer dans certaines limites un abattement forfaitaire sur la valeur d'inventaire des matières premières, produits et marchandises détenus par elles au 31 décembre 1974 ou à la date de clôture de l'exercice comptable en 1975 avant le 31 décembre; cet abattement a été jugé nécessaire par la hausse continue du coût des stocks et a été fixé de telle manière qu'il exclut toute possibilité de favoriser les stocks constitués dans un but spéculatif.

Question 6 :

Quelles sont les mesures pratiques prises pour soumettre à l'impôt les bénéfices résultant des spéculations immobilières ?

boekten, het bedrag van de ambtshalve opgelegde belastingen te boeken ingeval geen belastingaangifte werd gedaan.

Aangezien die inkomsten niet werden aangegeven, moet er logischerwijze rekening mee gehouden worden bij de raming van de resultaten van de in het kader van de fraudebestrijding gevoerde actie.

Vraag 5 :

Welke praktische maatregelen werden genomen om de winsten uit speculaties op de voorraden te belasten ?

Antwoord :

De meerwaarden die op de grondstoffen, produkten en goederen zijn verwezenlijkt, evenals dezelfde meerwaarden die echter niet werden verwezenlijkt doch wel in de rekeningen tot uiting komen, worden als gewone handelswinst belast.

De door het Bestuur uitgevaardigde richtlijnen schrijven voor dat elk jaar de afsluitingsinventaris moet worden onderzocht om vast te stellen of de grondstoffen, produkten en goederen die op de datum van de balans in voorraad zijn (met inbegrip van de produkten die in aanmaak zijn en de aan gang zijnde werken) :

— en die gedurende het boekjaar werden aangekocht of vervaardigd, op de afsluitingsinventaris voorkomen met een waarde die normaal gelijk moet zijn aan de kostprijs (of aan de marktprijs op diezelfde datum indien die prijs lager ligt dan de kostprijs);

— en die reeds in de begininventaris waren opgenomen, nog steeds in de afsluitingsinventaris voorkomen met een waarde die, behoudens een bevredigende rechtvaardiging, niet lager ligt dan degene die in de begininventaris werd aangegeven.

Elke te lage raming van de waarde of van de hoeveelheid, die uit het aldus omschreven onderzoek mocht blijken, wordt eveneens als een gewone winst belast (zodat alleen de reële, latente meerwaarden voorlopig niet belast blijven tot ze in de rekeningen tot uiting komen of tot ze zijn verwezenlijkt).

Bovendien heeft de Regering de ondernemingen die daarom hebben verzocht, toegestaan binnen bepaalde perken een forfaitaire vermindering toe te passen op de inventariswaarde van de grondstoffen, produkten en goederen die zij op 31 december 1974 of op de datum van afsluiting van het boekjaar in 1975 vóór 31 december in hun bezit hadden; die vermindering werd noodzakelijk geacht wegens de voortdurende stijging van de prijs van de voorraden en werd zo vastgesteld, dat elke mogelijkheid om de met een speculatief doel aangelegde voorraden te bevoordelen, wordt uitgesloten.

Vraag 6 :

Welke praktische maatregelen zijn genomen om de winsten van de speculaties op onroerende goederen te belasten ?

Réponse :

a) Les bénéfices résultant d'opérations immobilières effectuées par des marchands de biens sont imposés au titre de bénéfices commerciaux.

Le même régime est applicable aux bénéfices résultant d'opérations immobilières effectuées par des personnes qui, compte tenu de l'activité intensive qu'elles déploient en rapport avec de telles opérations, exercent en fait la profession de marchands de biens d'une manière déguisée.

b) Les produits résultants d'opérations immobilières occasionnelles non visées sub 1°, peuvent être imposés au titre de revenus divers (art. 67, 1°, C. I. R.) lorsqu'elles se situent en dehors du cadre de la gestion normale d'un patrimoine privé (opérations à caractère spéculatif).

Pour être complet, on peut ajouter que :

— les plus-values réalisées sur des immeubles affectés à l'exercice d'une activité professionnelle sont en principe imposables au titre de revenus professionnels (bénéfices ou profits);

— les profits résultant d'opérations immobilières effectuées dans le cadre de la gestion normale d'un patrimoine privé ne sont pas imposables, sauf si elles portent sur des immeubles non bâtis situés en Belgique, qui sont revendus dans les huit ans de la date de leur acquisition.

Dans cette dernière éventualité, ces profits sont imposés au titre de revenus divers et ce à des taux différents suivant qu'ils sont revendus dans les cinq ans ou dans les huit ans de la date de leur acquisition (art. 67, 7°, C. I. R.).

Question 7 :

Où en sont les enquêtes fiscales concernant la Banque de Bruxelles et la Banque Lambert ?

Réponse :

A l'occasion d'enquêtes ouvertes, en mars 1975, au sujet des banques de Bruxelles et Lambert, enquêtes qui ont fait apparaître des indices sérieux de fraude fiscale, le procureur général a permis à l'administration de consulter les dossiers répressifs et d'y puiser les renseignements utiles à une éventuelle taxation des banques et de certains de leurs clients.

L'administration a aussitôt entamé le dépouillement de la masse des documents ainsi obtenus : elle a procédé à de nombreuses investigations, pris des contacts, recueilli des consultations pour finalement arrêter et concrétiser sa position par l'envoi d'un avis de rectification aux banques intéressées.

La procédure de rectification ainsi engagée suit normalement son cours.

La situation personnelle des clients, impliqués dans cette affaire, est également à l'examen.

Question 8 :

La fraude fiscale découverte à la Banque de Bruxelles et à la Banque Lambert, a-t-elle permis l'organisation d'un

Antwoord :

a) De winsten uit vastgoedoperaties uitgevoerd door vastgoedhandelaren worden als handelswinst belast.

Hetzelfde geldt voor de winsten voortspruitend uit vastgoedoperaties verricht door personen die, gelet op de drukke activiteit die zij in verband met dergelijke operaties aan de dag leggen, in feite op verdoken wijze het beroep van vastgoedhandelaren uitoefenen.

b) De winsten die voortspruiten uit toevallige vastgoedoperaties en die niet bedoeld zijn in het bovenstaande 1°, kunnen worden belast als diverse inkomsten (art. 67, 1°, W. I. B.) wanneer zij gemaakt worden buiten het kader van het normale beheer van een privévermogen (verrichtingen met speculatief karakter).

Volledigheidshalve kan hieraan worden toegevoegd dat :

— de meerwaarden op onroerende goederen, gebezigd voor de uitoefening van een beroepsbedrijvigheid, in beginsel als bedrijfsinkomen belastbaar zijn (winsten of baten);

— de baten die voortvloeien uit onroerende verrichtingen in het raam van het normale beheer van een privévermogen niet belastbaar zijn, behalve indien die verrichtingen betrekking hebben op in België gelegen niet-bebouwde onroerende goederen die binnen acht jaar na de aankoop ervan opnieuw worden verkocht.

In dit laatste geval worden die baten belast als diverse inkomsten en zulks tegen verschillende aanslagvoeten, naargelang zij binnen vijf of binnen acht jaar na de datum van de aankoop opnieuw verkocht worden (art. 67, 7°, W. I. B.).

Vraag 7 :

Hoever staat het met het fiscaal onderzoek betreffende de Bank van Brussel en de Bank Lambert ?

Antwoord :

Naar aanleiding van het onderzoek dat in maart 1975 werd ingesteld betreffende de Bank van Brussel en de Bank Lambert en dat aanleiding gaf tot ernstige aanduidingen inzake belastingontduiking, heeft de procureur-generaal de administratie toelating gegeven kennis te nemen van de strafdossiers en er de inlichtingen, die nuttig kunnen zijn voor het eventueel belasten van de banken en van sommige hunner klanten, uit te putten.

De administratie begon onmiddellijk met het nazicht van de aldus verkregen massa documenten; ze stelde diverse onderzoeken in, nam contacten, won adviezen in om later haar standpunt te kunnen bepalen en concreet vast te leggen in een bericht van wijziging dat naar de betrokken banken zal worden gestuurd.

De aldus aangevatte procedure tot wijziging van de aangifte volgt haar normale gang.

De persoonlijke toestand van de bij de zaak betrokken klanten wordt eveneens onderzocht.

Vraag 8 :

Werd er, ingevolge de ontdekking van belastingontduiking bij de Bank van Brussel en de Bank Lambert, ook bij

contrôle spécial dans les autres banques. A cet égard, un membre a évoqué le rapport de la Commission bancaire pour la période 1973-1974.

Réponse :

a) L'administration des contributions contrôle régulièrement, d'une part, la taxation des banques à l'impôt des sociétés sur leurs propres bénéfices et d'autre part, l'accomplissement par elles des obligations qui leur incombent en leur qualité de percepteurs du précompte mobilier lors de la mise en paiement de revenus mobiliers à leurs clients.

Pour ce qui concerne plus spécialement les revenus mobiliers d'origine étrangère, dans le paiement desquels la banque intervient comme premier intermédiaire belge, les articles 79 à 82 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus prévoir la tenue par la banque d'un registre spécial qui est régulièrement contrôlé par le service spécial des contributions directes.

Les enquêtes relatives à la Banque de Bruxelles et à la Banque Lambert trouvent leur source dans une communication du parquet. Dans ces deux cas d'espèce, l'administration a pu prendre connaissance de documents qui établissent une participation de la banque dans des opérations de mise en paiement de revenus mobiliers sans prélèvement du précompte mobilier.

Ces documents ont été saisi par le parquet, dans le cadre d'une instruction judiciaire, et en vertu des pouvoirs de perquisition qui lui sont propres. L'administration ne dispose pas de tels pouvoirs. Un contrôle effectué par l'administration fiscale auprès d'autres banques, dans le cadre de ses compétences de contrôle, n'eût pas permis de déceler des manquements similaires éventuels. Il aurait exigé qu'un personnel important soit détourné d'autres tâches de contrôle, au préjudice de celles-ci.

Il ne convient pas de conférer aux administrations fiscales une compétence de perquisition chez les contribuables. Il fallait donc trouver une autre voie.

Le Gouvernement l'a cherchée en introduisant par la loi du 30 juin 1974 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers, sous l'article 39 de l'arrêté royal n° 185 relatif au contrôle des banques, une disposition nouvelle dérogeant au principe selon lequel la Commission bancaire ne connaît pas des questions fiscales.

b) Les manquements évoqués ci-dessus ont été portés à la connaissance du Gouvernement au printemps de cette année. Les enquêtes sont en cours en vue de déterminer le montant des précomptes qui n'ont pas été retenus. Sur les faits eux-mêmes, aucun élément nouveau n'est intervenu. Les informations publiées dans la presse — et le Ministre des Finances formule les plus nettes réserves quant aux chiffres qui ont été mentionnés — ne concernent que la suite donnée par l'administration fiscale aux informations dont elle a été saisie.

Ces faits, révélés il y a plusieurs mois déjà, ont amené le Gouvernement à introduire dans la loi du 30 juin 1975 une disposition permettant de mettre fin aux mécanismes d'aide à la fraude fiscale qui auraient été mis en place par des intermédiaires financiers. Ces pouvoirs qui seront exercés par la Commission bancaire, par l'Office central de la petite épargne et par les commissaires du Gouvernement auprès des institutions publiques de crédit peuvent aller jusqu'à la suspension de tout ou partie des activités de l'entreprise en cause.

de andere banken een speciale controle georganiseerd? In dat verband maakt een lid gewag van het verslag van de Bankcommissie over 1973-1974.

Antwoord :

a) Het Bestuur van de belastingen controleert geregeld of de door de banken geboekte winsten behoorlijk worden aangeslagen in de vennootschapsbelasting en ook of zij de verplichtingen wel nakomen die op hen wegen, aangezien zij roerende voorheffing moeten innen bij het uitbetalen van roerende inkomsten aan hun klanten.

Wat meer in het bijzonder de roerende inkomsten van buitenlandse oorsprong betreft, in de betaling waarvan de bank optreedt als eerste Belgische tussenpersoon, bepalen de artikelen 79 tot 82 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen dat de banken een bijzonder register dienen bij te houden dat geregeld door de speciale dienst van de directe belastingen wordt gecontroleerd.

Bij de Bank van Brussel en de Bank Lambert werd een onderzoek ingesteld ingevolge een mededeling van het parket. In die twee bijzondere gevallen kon de administratie kennis nemen van documenten waaruit blijkt dat de bank een aandeel heeft gehad in de betaling van roerende inkomsten zonder dat roerende voorheffing werd gegeven.

Die documenten werden in het kader van een gerechtelijk onderzoek door het parket in beslag genomen krachtens de onderzoeksbevoegdheid waarover het beschikt. De administratie beschikt niet over die bevoegdheid. Mocht de belastingadministratie in het kader van haar eigen controlebevoegdheid een controle hebben georganiseerd bij andere banken, dan zou zulks niet tot de ontdekking van eventuele gelijkaardige overtredingen hebben kunnen leiden. Die controle zou veel personeel vereist hebben, dat van andere controletaken zou afgewend zijn geweest, ten nadele van deze laatste.

Het past niet aan de belastingadministraties bevoegdheid tot huiszoeking bij de belastingplichtigen te verlenen. Er moest dus een ander middel op gevonden worden.

Dat middel meent de Regering gevonden te hebben doordat via de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen, in artikel 39 van het koninklijk besluit n° 185 op de bankcontrole een nieuwe bepaling is opgenomen die een afwijking is van het principe volgens hetwelk de Bankcommissie zich niet inlaat met belastingzaken.

b) De hierboven omschreven overtredingen werden de Regering ter kennis gebracht in de lente van dit jaar. Er werd een onderzoek ingesteld om uit te maken welk het bedrag is van de niet ingehouden voorheffingen. Andere feiten hebben zich niet voorgedaan. De in de pers verschenen berichten — de Minister maakt uitdrukkelijk voorbehoud omtrent de bekendgemaakte cijfers — hebben alleen betrekking op het gevolg dat het belastingbestuur heeft gegeven aan de inlichtingen die het had verkregen.

Die feiten, die enkele maanden geleden reeds aan het licht kwamen, hebben de Regering er toe gebracht in de wet van 30 juni 1975 een bepaling op te nemen waardoor een einde kan worden gemaakt aan de middelen die door sommige financiële instellingen werden aangewend om de belastingontduiking in de hand te werken. De desbetreffende bevoegdheid zal worden uitgeoefend door de Bankcommissie, het Centraal Bureau voor de Kleine Spaarders en de regeringscommissarissen bij de openbare kredietinstellingen; eventueel kan de activiteit van de betrokken instelling zelfs geheel of gedeeltelijk worden geschorst.

Cette procédure permettra, de l'avis du Gouvernement, d'exercer une action préventive sur le comportement des intermédiaires financiers et de susciter, mieux qu'un renforcement de poursuites, une amélioration du climat fiscal. L'insertion des autorités de contrôle qui connaissent bien les mécanismes de marché, permettra de donner à cette mesure toute l'efficacité requise.

c) Pour la mise en œuvre de ces dispositions nouvelles, le Ministre a décidé, en accord avec la Commission bancaire et avec l'Office central de la petite épargne, de créer une commission de coordination comprenant des représentants du département des Finances et de ces autorités de contrôle; elle sera appelée à définir concrètement, pour les divers types d'opérations effectuées par les intermédiaires financiers, les éléments constitutifs de la « mise en place de mécanismes particuliers » qui emporteraient le déclenchement de la procédure nouvellement constituée.

Il va de soi que cette commission n'a qu'un caractère technique et consultatif et que la décision finale appartient à la Commission bancaire, à l'Office central de la petite Epargne et au Ministre des Finances. Elle doit cependant jouer un rôle essentiel en contribuant à donner une signification plus concrète aux termes « mécanismes particuliers » employés dans la loi et en permettant qu'une position commune soit adoptée par la Commission bancaire et les commissaires du Gouvernement à l'égard des divers types d'intermédiaires financiers.

Le Ministre des Finances a fait part de cette décision aux représentants de l'Association belge des Banques, de l'Association des Caisses d'épargne privées et des organismes d'intérêt public de crédit, dans une communication qu'il leur a faite après avoir consulté la Commission bancaire et l'Office central de la petite Epargne. Il a profité de cette occasion pour rappeler aux intéressés leurs devoirs et leurs responsabilités en matière fiscale, pour les inviter à donner des instructions précises aux membres de leur personnel en ce qui concerne le respect des lois d'impôts et à vérifier que ces instructions sont suivies et pour rappeler aux réviseurs la portée de leurs devoirs de contrôle en la matière.

Les dépenses.

1. Evolution des dépenses de l'Etat.

Un membre demande quelle est l'évolution des dépenses de l'Etat au cours des cinq dernières années, y compris les prévisions pour 1975 et 1976 en chiffres absolus et en taux de croissance et quelle est la part de ces accroissements due à l'inflation.

Le tableau ci-après fournit ces éléments.

Deux remarques méthodologiques s'imposent :

a) les montants repris pour les dépenses de l'Etat sont les décaissements au 31 décembre de l'année en question,

De Regering meent dat dank zij die procedure preventief zal kunnen opgetreden worden tegenover sommige financiële instellingen en dat zulks de sfeer rond alles wat met belastingen te maken heeft, meer ten goede zal komen dan indien de vervolgingsmaatregelen werden verscherpt. Het optreden van de controlerende autoriteiten, die het marktmechanisme door en door kennen, zal aan de ingevoerde maatregel de gewenste doelmatigheid verlenen.

c) Met het oog op de toepassing van de nieuwe bepalingen heeft de Minister, in overeenstemming met de Bankcommissie en het Centraal Bureau voor de Kleine Spaarders, beslist een coördinatie-commissie op te richten bestaande uit vertegenwoordigers van het departement van Financiën en van de hoger genoemde controlerende autoriteiten; die commissie zal ermee gelast worden, voor de verschillende soorten verrichtingen die door de financiële instellingen worden uitgevoerd, op concrete wijze te bepalen op welk ogenblik alle vereiste voorwaarden aanwezig zijn, zodat van de « instelling van een bijzonder mechanisme » kan worden gesproken en de toepassing van de nieuw ingevoerde procedure op dat ogenblik gewettigd is.

Het spreekt vanzelf dat dit slechts een technische en adviserende commissie is en dat de eindbeslissing moet worden genomen door de Bankcommissie, het Centraal Bureau voor de Kleine Spaarders en de Minister van Financiën. De commissie heeft evenwel een essentiële taak te vervullen door mede te bepalen welke concrete betekenis aan de in de wet gebruikte termen « bijzonder mechanisme » moet worden gegeven en door een gemeenschappelijk standpunt uit te werken dat dan door de Bankcommissie en de regeringscommissarissen tegenover de verschillende soorten financiële instellingen kan worden ingenomen.

De Minister van Financiën heeft, na raadpleging van de Bankcommissie en het Centraal Bureau voor de Kleine Spaarders, deze beslissing ter kennis gebracht van de vertegenwoordigers van de Belgische vereniging der banken en van de Vereniging van private spaarkassen en openbare kredietinstellingen. Hij heeft van de gelegenheid gebruik gemaakt om de betrokkenen te herinneren aan hun verplichtingen en verantwoordelijkheden in belastingzaken, om hen te vragen aan hun personeel nauwkeurige onderrichtingen te verstrekken in verband met de naleving van de belastingwetten en er op toe te zien dat die onderrichtingen worden nagekomen en om aan de revisoren in herinnering te brengen hoever hun verplichtingen inzake controle op dat gebied reiken.

De uitgaven.

1. Ontwikkeling van de rijksuitgaven.

Een lid vraagt hoe de rijksuitgaven zich de jongste vijf jaar hebben ontwikkeld met inbegrip van de ramingen voor 1975 en 1976 (in absolute cijfers en in aangroepercentages) en welk deel van die aangroei aan de inflatie moet toegeschreven worden ?

De gevraagde gegevens zijn in de onderstaande tabel opgenomen.

Twee opmerkingen dienen te worden gemaakt in verband met de gevolgde methode :

a) de bedragen vermeld als rijksuitgaven zijn de uitbetalingen op 31 december van het desbetreffende jaar en de

et les augmentations d'une année à l'autre n'ont été calculées que pour les montants globaux des décaissements, ceux-ci seuls étant comparables; en effet, par suite de l'introduction du budget unique, les dépenses ordinaires et extraordinaires (reprises jusqu'en 1974) ont fait place aux dépenses courantes et de capital (1975 et 1976) mais sans que ces catégories se recouvrent exactement;

b) en l'absence d'indices valables de hausse de prix par catégorie de dépenses, l'augmentation due à l'inflation peut être calculée par l'application sur le total des dépenses de l'Etat d'un coefficient de déflation égal à la moyenne des coefficients de liquidation applicables dans le secteur de la fonction publique. A peu près soixante pour cent des dépenses courantes sont liées à un tel coefficient et une part importante d'interventions de l'Etat sont reliées à des normes dont les paramètres évoluent aussi et parfois plus rapidement. Les dépenses de capital, de leur côté, évoluent en fonction de mouvements de prix qui sont au moins d'une ampleur équivalente.

(en milliards de F.)

verhogingen van het ene jaar tot het andere werden slechts berekend voor het totale bedrag van die uitbetalingen: alleen deze laatste zijn vergelijkbaar; ingevolge de invoering van een enige begroting zijn de gewone en de buitengewone uitgaven (die weergegeven werden tot in 1974) immers vervangen door de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven (1975-1976), alhoewel die categorieën niet volledig samen vallen.

b) Bij ontstentenis van deugdelijke indicatoren betreffende de stijging per categorie van uitgaven, kan de verhoging die te wijten is aan de inflatie worden berekend door een deflatiecoëfficiënt toe te passen op het totaal van de rijksuitgaven, die gelijk is aan het gemiddelde van de uitbetalingscoëfficiënten in de sector van het Openbaar Ambt. Ongeveer 60 % van de lopende uitgaven zijn aan een dergelijke coëfficiënt gekoppeld en een belangrijk deel van de door de Staat verrichte uitkeringen wordt bepaald door normen waarvan de parameters eveneens en soms sneller veranderen. Anderzijds ontwikkelen de kapitaaluitgaven zich volgens de schommelingen van de prijzen, die minsten even groot zijn.

(in miljarden F.)

Dépenses de l'Etat (décaissements)

Rijksuitgaven (uitbetalingen)

	ordinaires ou courantes	extraor- dinaires ou de capital	sur recettes affectées	Total	Augmen- tation Verhoging	Coefficient de liqui- dation Uitbeta- lingscoëf- ficient	Ecart dû à l'infla- tion Verschil te wijten aan de inflatie	Hausse réelle Werkelijke stijging
	gewone of lopende	buitenge- wone of kapitaal- uitgaven	op de toe- gewezen ontvang- sten	Totaal		(augmen- tation) (verhoging) B %	A - B = C	A - C = D
	(a)	(a) (b)	(c)	A	A			A - D
1971	297,7	68,5	3,8	370,0	—	—	—	—
1972	349,0	76,5	7,3	432,8	63	5,08	411,9	21, 42
1973	401,0	74,6	25,7	501,3	69	7,01	468,5	33 36
1974	473,6	77,4	29,3	580,3	79	10,86	523,5	57 33 (d)
1975	609,3	83,4	30,3	723,0	143	13,67	636,1	87 48 (d)

(a) Hormis les amortissements contractuels de la dette publique.

(b) Y compris les décaissements afférents au Fonds des routes.

(c) Non compris les recettes cédées à la C. E. E.

(d) Compte tenu des reports de charges d'une année à l'autre.

(a) Met uitzondering van de contractuele aflossingen van de rijks-schuld.

(b) Inbegrepen de uitbetalingen m.b.t. het Wegenfonds.

(c) De aan de E. E. G. afgestane ontvangsten niet inbegrepen.

(d) Rekening houdende met de overdrachten van lasten van het ene jaar op het andere.

2. Recettes fiscales affectées.

Ci-après figure un tableau des recettes fiscales affectées pour 1975-1976, établi de la même façon que le tableau correspondant, qui figure dans l'exposé général du budget de 1975.

2. Belastingontvangsten met een bijzondere bestemming.

Hierna volgt een tabel van de geaffecteerde belastingontvangsten voor 1975 en 1976, opgemaakt in dezelfde vorm als de overeenkomstige tabel die voorkomt in de Algemene Toelichting bij de begroting voor 1975.

<i>Recettes fiscales affectées.</i> (en millions de F)			<i>Belastingontvangsten met een bijzondere bestemming.</i> (in miljoenen F)		
	1975	1975	1976		
	Montants initiaux — Oorspron- kelijke be- dragen	Montants ajustés — Herziene bedragen	Proposi- tions — Voor- stellen		
1. Au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale :				1. Aan het Fonds voor de economische expan- sie en de regionale reconversie :	
— Impôts directs	3 500	3 500	4 000	— Directe belastingen.	
— Taxe sur la valeur ajoutée	5 200	5 200	4 557	— Belasting over de toegevoegde waarde.	
— Droits d'enregistrement	1 305	1 305	1 080	— Registratierechten.	
Total	10.005	10 005	9 637	Totaal.	
2. Au Fonds des routes :				2. Aan het Wegenfonds :	
— Taxe de roulage	7 500	7 500	7 300	— Verkeersbelasting.	
— Accises	6 000	4 000	4 012	— Accijnzen.	
— Taxe sur la valeur ajoutée	3 675	2 683	6 400	— Belasting over de toegevoegde waarde.	
Total	17 175	14 183	17 712	Totaal.	
3. Contribution complémentaire au profit des Communautés européennes :				3. Aanvullende bijdrage ten behoeve van de Europese Gemeenschappen :	
— Taxe sur la valeur ajoutée	4 400	4 400	8 800	— Belasting over de toegevoegde waarde	
4. Au Fonds spécial des communes :				4. Aan het Speciaal Fonds voor de gemeen- ten :	
— Impôts directs	1 700	1 700	2 320	— Directe belastingen.	
Total général	33 280	30 288	38 469	Algemeen totaal.	

3. Contribution aux Communautés européennes.

Il a été demandé en commission qu'elles étaient les causes de l'augmentation sensible de la contribution financière de la Belgique aux Communautés européennes. Le Gouvernement n'entend-il pas prendre une initiative destinée à freiner le rythme d'accroissement de cette contribution ?

Dans sa réponse, le Ministre des Finances a souligné que l'augmentation sensible de la contribution financière de la Belgique aux Communautés européennes résulte de la conjonction de plusieurs facteurs dont le premier est le plafonnement des ressources propres cédées par la Belgique qui témoigne de la gravité de la récession actuelle. C'est ainsi qu'aux 13 milliards de ressources propres de 1975 ne correspond qu'une prévision de 13,07 milliards pour 1976, soit à peine une augmentation de 0,5 %.

La croissance du budget des Communautés en constitue le second. En effet, l'avant-projet de budget pour 1976 présenté par la Commission accusait une croissance de 28,6 % par rapport à 1975. Outre les conséquences de l'inflation, cette croissance reflète le développement au niveau communautaire de politiques destinées, à terme, à prendre partiellement le relais des politiques nationales, notamment dans les domaines régional, social et de la recherche.

3. Bijdrage aan de Europese Gemeenschappen.

In de commissie werd gevraagd welke de oorzaken zijn van de aanzienlijke verhoging van de financiële bijdrage van ons land aan de Europese Gemeenschappen. Is de Regering niet van plan een initiatief te nemen om de aangroei van die bijdrage af te remmen ?

In zijn antwoord wijst de Minister van Financiën erop dat de aanzienlijke verhoging van de financiële bijdrage van ons land aan de Europese Gemeenschappen het gevolg is van de samenloop van verscheidene factoren, waarvan de eerste is de stagnatie van de eigen middelen die door België werden afgestaan en waaruit de ernst van de huidige recessie blijkt. Aldus staat tegenover de 13 miljard eigen middelen voor 1975 slechts een raming van 13,07 miljard voor 1976, d.i. een stijging met amper 0,5 %.

Een tweede factor is de aangroei van de begroting van de Gemeenschappen. Vergeleken met 1975 is de begroting voor 1976, volgens het door de Commissie ingediende voorontwerp, gestegen met 28,6 %. Die stijging — waaruit onder meer de gevolgen van de inflatie blijken — is de weerspiegeling, op het niveau van de Gemeenschap, van de ontwikkeling van het beleid, dat er op lange termijn op gericht is gedeeltelijk de plaats in te nemen van het nationale beleid van de verschillende landen, met name op regionaal en sociaal gebied en inzake onderzoek.

La politique agricole, qui constitue 73 % du budget des Communautés, accuse un taux de croissance très voisin des 30 % par rapport au crédit initial de 1975.

Le Conseil des Ministres des Communautés européennes procédant à de sérieuses contractions a amendé cet avant-projet et a transmis au Parlement européen un projet de budget amputé de 30 milliards de francs belges ramenant ainsi le taux de croissance à 19 %.

Voici plus d'un an, le Ministre a attiré l'attention des instances communautaires sur le fait que la comptabilisation des apports des Etats membres au financement des Communautés en utilisant pour la conversion les parités 1971, avait pour conséquence de fausser les participations relatives au détriment des pays à monnaie appréciée, il a demandé que des études soient entreprises en vue de rechercher une solution au problème.

Les gouvernements allemand et néerlandais viennent d'emboîter le pas dans cette revendication mais il ne faut pas se dissimuler qu'un accord se réalisera difficilement sur une solution qui aurait pour conséquence d'aggraver par rapport à la situation actuelle la participation financière des Etats dont la monnaie est la plus dépréciée.

Enfin, le Ministre a l'intention d'attirer prochainement l'attention du Conseil des Ministres des Finances des Communautés sur la nécessité de rechercher des méthodes plus efficaces en vue d'atteindre une meilleure maîtrise de la croissance budgétaire et une plus grande rationalité dans les choix budgétaires.

4. Quelques aspects structurels des dépenses publiques.

Un membre de la Commission a attiré l'attention sur le fait que, dans les milieux administratifs, on ne cesse d'affirmer qu'il est impossible de comprimer les dépenses publiques. Le membre a demandé à cet égard :

- 1) si le Gouvernement dispose d'un groupe d'étude contrôlant les administrations centrales afin de voir si les dépenses ne peuvent être comprimées;
- 2) si le volume et l'utilité des frais de fonctionnement des organismes parastataux sont vérifiés et examinés;
- 3) s'il existe un inventaire des subventions octroyées par les pouvoirs publics;
- 4) si les dépassements budgétaires sont contrôlés avec sévérité et s'il est procédé aux compensations requises.

Le Ministre rappelle que le contrôle des dépenses publiques est exercé par l'Inspection des Finances et par le service du contrôle des dépenses de l'Administration du Budget, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 réglant le contrôle administratif et budgétaire.

En ce qui concerne la possibilité de comprimer les dépenses et d'éviter les dépassements budgétaires, le Ministre estime qu'il convient d'opérer une distinction entre les dépenses qui découlent de la législation et de la réglementation existantes ainsi que des décisions déjà prises, d'une part, et les dépenses qui résulteront des initiatives nouvelles, d'autre part.

Pour ce qui est de la première catégorie de dépenses, les départements ministériels sont priés de répondre deux fois par an à un questionnaire, dont le but est d'indiquer avec précision l'état d'exécution du budget. Un questionnaire est envoyé en début d'année et l'autre à la fin du troisième trimestre.

De la post « landbouwbeleid », die 73 % van de begroting van de Gemeenschappen uitmaakt, stijgt met ongeveer 30 % ten opzichte van het oorspronkelijke krediet voor 1975.

De Ministerraad van de Europese Gemeenschappen is overgegaan tot drastische besnoeiingen en heeft dit voorontwerp geamendeerd; hij heeft aan het Europees Parlement een begrotingsontwerp overgemaakt waarop 30 miljard BF was uitgespaard, waardoor het aangroeipercentage werd verminderd tot 19 %.

Het is reeds meer dan een jaar geleden dat de Minister de aandacht van de overheid van de Gemeenschap gevestigd heeft op het feit dat de comptabilisatie van de inbreng van de Lid-Staten in de financiering van de Gemeenschappen met gebruikmaking van de pariteit van 1971 voor de omrekening, tot gevolg had dat het aandeel van de verschillende landen werd scheef getrokken ten nadele van de landen met een sterke munt. Hij heeft gevraagd dat men zou zoeken naar een oplossing voor dit probleem.

De Duitse en de Nederlandse regering zijn zopas die eis bijgetreden, doch men kan moeilijk verhalen dat het zeer moeilijk zal zijn het eens te worden over een oplossing die tot gevolg zou hebben dat de financiële bijdrage van de Staten met de zwakste munt zwaarder zou uitvallen dan thans het geval is.

Ten slotte is de Minister van plan eerlang de aandacht van de Raad van de Ministers van Financiën van de Gemeenschappen te vestigen op de noodzaak doeltreffender methodes te zoeken voor een betere beheersing van de aangroei van de begrotingen en een grotere redelijkheid in de keuze van de budgettaire doelstellingen.

4. Enkele structurele aspecten van de overheidsuitgaven.

In de Commissie werd erop gewezen dat in overheids-kringen steeds wordt beweerd dat de overheidsuitgaven niet kunnen samengedrukt worden. Er werd in dit verband gevraagd :

- 1) of de Regering beschikt over een projectgroep die de centrale administraties doorlicht om na te gaan of de uitgaven niet kunnen worden gedrukt;
- 2) of de omvang en het nut van de werkingskosten van de parastatalen nagegaan en onderzocht worden;
- 3) of er een inventaris bestaat van de subsidies die door de overheid toegekend worden;
- 4) of de begrotingsoverschrijdingen streng worden gecontroleerd en of er voor de nodige compensaties wordt gezorgd ?

De Minister herinnert eraan dat de controle op de overheidsuitgaven wordt uitgeoefend door de Inspectie van Financiën en de dienst voor de controle op de uitgaven van het Bestuur van de begroting, overeenkomstig de beschikkingen van het koninklijk besluit dd. 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

Met betrekking tot de mogelijkheid tot het drukken van de uitgaven en het vermijden van begrotingsoverschrijdingen dient, volgens de Minister, een onderscheid te worden gemaakt tussen de uitgaven voortvloeiende uit de bestaande wetgeving en reglementering en de reeds genomen beslissingen en deze die zullen voortspruiten uit de nieuwe initiatieven.

Wat de eerste categorie van uitgaven betreft worden de ministeriële departementen tweemaal per jaar verzocht een vragenlijst te beantwoorden, die het mogelijk moet maken de stand van de uitvoering van de begroting precies vast te stellen. Een vragenlijst wordt in het begin van het jaar toegestuurd en een andere tegen het einde van het derde kwartaal.

L'avis de l'Inspection des Finances doit être joint à la réponse.

En ce qui concerne les dépenses qui résulteront des initiatives nouvelles, une circulaire a été adressée le 21 mars 1975 à tous les Ministres : aux termes de cette circulaire, les propositions visées devront dorénavant être accompagnées d'un rapport circonstancié contenant notamment une description des moyens à mettre en œuvre, l'indication de solutions de rechange et le calcul de l'incidence financière directe et indirecte.

Les services de l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses seront réorganisés sous peu, notamment en vue de la coordination du contrôle des dépenses par secteur : affaires économiques, affaires sociales, éducation nationale et culture, départements d'autorité et affaires étrangères, investissements et communications. A cette occasion sera prévue la possibilité d'effectuer des études approfondies sur des questions financières importantes et urgentes.

Le contrôle des dépenses des organismes d'intérêt public est exercé dans ces organismes, conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 et aux arrêtés d'exécution de celle-ci, par l'Inspection des Finances et/ou par les délégués du Gouvernement et les délégués du Ministre des Finances. D'autre part, le service de contrôle des organismes d'intérêt public de l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses surveille l'élaboration, l'approbation et l'exécution du budget de ces organismes, plus particulièrement en ce qui concerne leur concordance avec le contenu et les dispositions du budget des départements dont ils relèvent.

Les informations relatives aux subsides accordés par les pouvoirs publics peuvent être trouvées dans le regrouperment économique des opérations budgétaires du pouvoir central figurant aux pages 152-158 de l'Exposé général de 1976, sous les rubriques codes 3 et 4 pour les dépenses courantes et codes 5 et 6 pour les dépenses de capital. Le contenu de ces rubriques est détaillé aux chapitres III, IV, V et VI des budgets des départements.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a conclu son exposé en donnant des précisions sur les mesures relatives aux universités, prévues dans la loi-programme 1975-1976 et qui visent à agir sur les automatismes de dépenses. Au surplus, on peut se référer à l'exécution du pacte scolaire en ce qui concerne les surveillants; toutefois, en l'occurrence on fera appel aux enseignants mis en disponibilité. En matière de finances communales également, les dotations seront fonction, à partir de 1977, de la totalité des recettes fiscales courantes.

5. Programmation sociale dans les services publics.

Aucun crédit n'est prévu pour la nouvelle programmation sociale dans les services publics. Cela signifie-t-il que l'on entend y bloquer les traitements ?

Ainsi que le Premier Ministre l'a déclaré à la Chambre, un effort considérable a été consenti au cours des précédentes années en faveur du personnel des services publics, lequel jouit de la stabilité d'emploi en une période de chômage important. Le Gouvernement applique, en ce domaine, la consigne de modération qu'il recommande au secteur privé.

Néanmoins, la programmation sectorielle de la période 1974-1975 sera réalisée en 1976.

Un crédit de 2,7 milliards, à répartir entre tous les départements intéressés, est inscrit à cette fin au budget du Ministère des Finances pour 1976.

Het advies van de Inspectie van Financiën moet bij het antwoord gevoegd worden.

Inzake de uitgaven die zullen resulteren uit de nieuwe initiatieven werd op 21 maart 1975 een rondschrijven aan alle Ministers gericht, waarbij voorgeschreven wordt dat de desbetreffende voorstellen in het vervolg moeten vergezeld zijn van een omstandig verslag houdende o.m. een beschrijving van de in te zetten middelen, een aanduiding van alternatieve oplossingen en een berekening van de rechtstreekse of onrechtstreekse financiële weerslag.

De diensten van het Bestuur van de Begroting en van de Controle op de Uitgaven zullen binnenkort worden gereorganiseerd o.m. met het oog op de coördinatie van de controle op de uitgaven per sector : economische zaken, sociale aangelegenheden, nationale opvoeding en cultuur, autoriteitsdepartementen en buitenlandse zaken, investeringen en verkeerswezen. Daarbij wordt in de mogelijkheid voorzien om grondige studies betreffende financieel belangrijke en dringende kwesties uit te voeren.

De controle op de uitgaven van de instellingen van openbaar nut wordt bij deze organismen uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 en de genomen uitvoeringsbesluiten, door de Inspectie van Financiën en of de regeringsafgevaardigden en de afgevaardigden van de Minister van Financiën. Bovendien waakt de dienst van de controle op de instellingen van openbaar nut van het Bestuur van de Begroting en van de Controle op de Uitgaven over het opmaken, de goedkeuring en de uitvoering van de begroting van deze instellingen, inzonderheid wat betreft hun overeenstemming met de inhoud en de bepalingen van de begroting van de departementen waaronder zij ressorteren.

Voor de inlichtingen betreffende de door de overheid toegekende subsidies kan verwezen worden naar de economische hergroepering van de begrotingsverrichtingen van de controleoverheid voorkomend op bladzijde 152-158 van de Algemene Toelichting 1976, rubrieken code 3 en 4 voor de lopende uitgaven en code 5 en 6 voor de kapitaaluitgaven. De inhoud van deze rubrieken wordt gedetailleerd in de hoofdstukken III, IV, V en VI van de begrotingen van de departementen.

Tenslotte belichtte de Staatssecretaris voor Begroting, de maatregelen nopens de universiteiten die in de programma-wet 1975-1976 zijn vervat en die ertoe strekken in te grijpen op de uitgavenautomatismen.

Verder kan verwezen worden naar de uitvoering van het schoolpact wat betreft surveillanten, waarvoor men echter een beroep zal doen op ter beschikking gestelde leerkrachten. Ook inzake gemeentelijke financiën zullen de dotaties vanaf 1977, functie zijn van de totale lopende fiscale ontvangsten.

5. Sociale programmatie voor de overheidsdiensten.

Voor de nieuwe sociale programmatie in de openbare diensten werden geen kredieten uitgetrokken. Betekent zulks dat het de bedoeling is de wedden in overheidsdienst te blokkeren ?

Zoals de Eerste Minister in de Kamer verklaard heeft, werd de vorige jaren een grote inspanning gedaan voor het personeel in overheidsdienst, dat geniet van de stabiliteit van betrekking en dit in een periode van grote werkloosheid. Terzake volgt de Regering dezelfde matigende gedragslijn als die welke zij aanbeveelt aan de privé-sector.

Niettemin zal de sectoriële programmatie van de periode 1974-1975 in 1976 worden verwezenlijkt.

Daartoe wordt op de begroting 1976 van het Ministerie van Financiën een krediet van 2,7 miljard uitgetrokken dat onder al de betrokken departementen zal moeten verdeeld worden.

6. *Sous-estimation des dépenses.*a) *Education nationale.*

Le budget net des dépenses courantes de l'Education nationale pour 1975 atteignait	125,6 milliards
Les ajustements pour 1975 se sont élevés à	5,6 milliards
	131,2 milliards
Les crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs se sont élevés à	3,2 milliards
Total	134,4 milliards

Le budget pour 1976 a été évalué à 146 milliards environ.

Le budget de 1975 avait été déposé au coefficient de liquidation de 131,95.

Le budget pour 1976 a été établi au coefficient de liquidation de 154,60, ce qui constitue une augmentation de 17,1 %.

Un membre a fait observer que si l'on applique ce taux au budget initial pour 1975 (sans provision pour index), on atteint un montant de 150 milliards environ.

S'il est uniquement tenu compte de l'incidence de l'index, la sous-estimation du budget pour 1976 atteint 4 milliards.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a répondu dans les termes suivants :

Le budget pour 1975 a été établi compte tenu du coefficient 1,3195, indice de base 126,74. Le budget pour 1976 a été établi compte tenu du coefficient 1,5460, indice de base 148,52. Il n'est donc pas erroné de tenir compte d'une augmentation de l'index entraînant une hausse de 17,1 % des crédits indexés.

En revanche, il serait inexact de retenir pour 1975 un montant total de 131,2 milliards, puisque les adaptations d'index relatives aux hausses jusqu'au mois de décembre 1975 y sont incluses. En effet, le montant de 131,2 milliards comprend une provision d'indexation de 7 976 millions, dont 6 437,6 millions étaient déjà inscrits au budget initial et 1 538,4 millions figurent au feuillet d'ajustement pour 1975.

Si l'on ne tient compte des provisions d'indexation ni en 1975, ni en 1976, il convient de comparer les chiffres suivants :

1975 : indice 126,74 : 125,6 — 6,4 = 119,2 milliards.

1976 : indice 148,52 : 145,9 — 3,5 = 142,4 milliards.

Il y a lieu de remarquer, incidemment, que la masse indexable du budget courant global du département de l'Education nationale pour 1975 (toutes données ramenées à une incidence complète de l'index) est estimée à 82,2 milliards par le département, par rapport à un budget total de 119,2 milliards, ce qui représente donc bien moins que 95 %.

En ce qui concerne le calcul technique des crédits, généralement lié aux dispositions légales et réglementaires, le Secrétaire d'Etat a renvoyé aux discussions en Commission de l'Education nationale.

6. *Onderschatting van de uitgaven.*a) *Nationale opvoeding.*

De netto begroting der lopende uitgaven 1975 van Nationale Opvoeding bedroeg ...	125,6 miljard
De aanpassingen voor 1975 bereikten ...	5,6 miljard
	131,2 miljard
De bijkredieten voor vorige dienstjaren liepen op tot	3,2 miljard
Totaal	134,4 miljard

De begroting voor 1976 wordt geraamd op ca 146 miljard.

De begroting van 1975 werd ingediend tegen de likwidatiecoëfficiënt 131,95.

De begroting voor 1976 werd berekend tegen de likwidatiecoëfficiënt 154,60 m.a.w. een stijging van 17,1 %.

Een lid wees erop dat de toepassing van dit percentage op de oorspronkelijke begroting 1975 (zonder indexprovisie) een bedrag oplevert van ca 150 miljard.

Alleen al door rekening te houden met de prijsindex blijkt de begroting voor 1976, 4 miljard onderschat.

De Staatssecretaris van Begroting antwoordde hierop als volgt :

De begroting 1975 werd opgemaakt op grond van coëfficiënt 1,3195 zijnde basindex 126,74. Wat de begroting voor 1976 betreft, werd rekening gehouden met coëfficiënt 1,5460 — basisindex 148,52. Het is dus niet verkeerd rekening te houden met een indexstijging die een verhoging van 17,1 % op de geïndexeerde kredieten teweegbrengt.

Het zou daarentegen wel verkeerd zijn voor 1975 het totaal bedrag van 131,2 miljard in aanmerking te nemen vermits daar reeds de indexaanpassingen voor de stijgingen tot december 1975 inbegrepen zijn. In dit bedrag van 131,2 miljard zijn inderdaad 7 976 miljoen indexprovisies verwerkt waarvan 6 437,6 miljoen in de oorspronkelijke begroting waren opgenomen en 1 538,4 miljoen voorkomen in het aanpassingsblad 1975.

Indien geen rekening wordt gehouden met de indexprovisies noch voor 1975, noch voor 1976, dan moet men volgende globale gegevens vergelijken :

1975 : index 126,74 : 125,6 — 6,4 = 119,2 miljard.

1976 : index 148,52 : 145,9 — 3,5 = 142,4 miljard.

Terloops zij opgemerkt dat de indexeerbare massa voor de globale lopende begroting 1975 van Nationale Opvoeding (alle gegevens gebracht op een volledige weerslag van de index) op 82,2 miljard geraamd wordt door het Departement, t.a.v. een totale begroting van 119,2 miljard wat dus heel wat minder is dan 95 %.

Voor wat de technische berekening van de kredieten betreft, meestal verbonden aan wettelijke en reglementaire beschikkingen, verwijst de Staatssecretaris naar de besprekingen in de Commissie van Nationale Opvoeding.

b) *Chômage.*

Le budget de l'Office national de l'Emploi pour 1975 peut être résumé comme suit :

	Milliards de F
Budget initial	4,6
Amendements du Gouvernement	+ 6,0
	10,6
Transfert aux budgets régionaux	— 3,7
Budget net	6,9
Ajustements	+ 11,5
Budget ajusté	18,4

Ce dernier montant est encore insuffisant pour faire face aux dépenses.

Pour 1976, il est prévu un crédit de 9,9 milliards seulement. Comment expliquer cet état de choses ?

On peut raisonnablement s'attendre à ce qu'en 1976 ce poste budgétaire exige 10 milliards supplémentaires.

Selon le Secrétaire d'Etat au Budget, le fait que 18,4 milliards sont prévus au budget ajusté pour 1975 et 9,9 milliards au budget pour 1976 est en parfaite concordance avec les prévisions du budget économique pour 1976. En effet, celui-ci indique qu'il y aura 190 000 chômeurs. Il est difficile d'admettre certaines hypothèses du budget économique (comme les prévisions de l'évolution du P. N. B. servant de base à l'estimation des recettes) et d'en rejeter d'autres sans courir le risque d'utiliser des critères tout à fait arbitraires.

Il n'est cependant pas possible, en ce moment, de donner un chiffre plus rationnel en ce qui concerne l'évolution du chômage.

c) *Assurance maladie.*

1. En dépit des mesures gouvernementales prises à concurrence de 8 milliards, 5 milliards de crédits supplémentaires sont nécessaires. Pour 1976, l'I. N. A. M. I. a demandé 51,3 milliards pour le régime des travailleurs salariés et seuls 47,7 milliards lui ont été accordés. Comment la différence sera-t-elle couverte ? La loi-programme n'énumère guère de mesures concrètes. On risque, en l'occurrence également, de se trouver en face d'une sous-estimation de 5 milliards.

Des précisions ont également été demandées au sujet de l'intervention de l'Etat en matière d'hospitalisation.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a répondu en ces termes :

Les crédits supplémentaires pour 1975 sont dus en grande partie aux répercussions de l'accroissement du chômage sur la contribution versée par l'Etat en remplacement des cotisations des chômeurs, à l'incidence de la liaison des prestations sociales au niveau du bien-être au taux de 6 % au lieu de 4 %, à la réévaluation des prestations et à l'influence de l'instauration d'un prix provisionnel de la journée d'entretien sur les subventions de l'Etat pour les maladies sociales. Il a été impossible de tenir compte de ces facteurs lors de l'établissement du budget pour 1975.

Les mesures qui seront prises par le Gouvernement afin de compenser la diminution de la subvention de l'Etat pour 1976 seront communiquées par le Ministre de la Prévoyance sociale lors de la discussion du budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année 1976.

b) *Werkloosheid.*

De begroting van 1975 van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan als volgt worden samengevat :

	In miljarden F
Oorspronkelijke ingediende begroting	4,6
Regeringsamendementen	+ 6,0
	10,6
Overheveling naar de gewestelijke begrotingen	— 3,7
Netto begroting	6,9
Aanpassingen	+ 11,5
Aangepaste begroting	18,4

Dit laatste bedrag is nog ontoereikend om de uitgaven te bestrijden.

Voor 1976 werd slechts een krediet van 9,9 miljard uitgetrokken. Hoe is zulks te verklaren ?

Men kan er zich geredelijk aan verwachten dat deze begrotingspost in 1976, 10 miljard meer zal vergen.

Het feit dat voor 1975 (aangepast) 18,4 miljard voorzien is en voor 1976 9,9 miljard, is, volgens de Staatssecretaris, volkomen in overeenstemming met de vooruitzichten van het economisch budget voor 1976. Hierin wordt vooropgesteld dat er 190 000 werklozen zouden zijn. En men kan toch moeilijk bepaalde hypothesen van het economisch budget aanvaarden (zoals de vooruitzichten van de evolutie van het B. N. P. die dienen voor de raming van de ontvangsten) en er andere verwerpen zonder het risico te lopen volledig willekeurige maatstaven te gebruiken.

Het is evenwel op dit ogenblik niet mogelijk een rationeler cijfer voorop te stellen, wat betreft de evolutie van de werkloosheid.

c) *Ziekteverzekering.*

1. Niettegenstaande de regeringsmaatregelen die genomen werden ten belope van 8 miljard zijn 5 miljard bijkredieten nodig. Voor 1976 vroeg het R. I. Z. I. V. 51,3 miljard voor het stelsel van de werknemers en werd slechts 47,7 miljard toegekend. Op welke wijze zal dit tekort worden gedekt ? In de programmawet worden niet veel concrete maatregelen opgesomd. Men loopt het risico hier ook een onderschatting te hebben van 5 miljard.

Tevens werden inlichtingen gevraagd i.v.m. de rijkstus-senkomst inzake hospitalisatie.

Het antwoord van de Staatssecretaris voor Begroting luidt als volgt :

De bijkredieten voor 1975 werden grotendeels veroorzaakt door de weerslag van de gestegen werkloosheid op de rijksbijdrage ter vervanging van de bijdragen van de werklozen, de incidentie van de koppeling van de uitkeringen aan het welvaartpeil met 6 %, in plaats van met 4 % en van de herwaardering van de uitkeringen en de invloed van de invoering van een provisionele verpleegdagprijs op de staats-toelagen voor de sociale ziekten. Met deze factoren kon bij het opmaken van de begroting voor 1975 geen rekening worden gehouden.

De maatregelen die door de Regering zullen getroffen worden om de verminderde staatstoelage voor 1976 te compenseren zullen door de Minister van Sociale Voorzorg nagegeedeeld worden bij de bespreking van de begroting voor 1976 van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

En ce qui concerne l'hospitalisation, il est déjà permis de déclarer que, pour l'établissement de la subvention de l'Etat, il a été tenu compte du nombre de jours d'hospitalisation tel qu'il a été prévu au budget du Ministère de la Santé publique.

2. Il ressort du budget ajusté de l'I. N. A. M. I. que des crédits supplémentaires de l'ordre de 4,8 milliards ont été nécessaires.

Combien les mesures inscrites dans la loi-programme pour 1975 ont-elles rapporté par poste ? Quelle est la portée des mesures prévues par la loi-programme pour 1976 ?

Le Secrétaire d'Etat au Budget a fourni la réponse suivante :

La loi-programme pour l'exercice 1975 prévoyait deux mesures ayant une incidence financière sur les revenus de l'I. N. A. M. I. pour l'année 1975.

— Suppression du plafond des rémunérations à concurrence duquel les cotisations sociales (secteur A. M. I., soins de santé) sont retenues et réduction de 20 % du taux de cotisation à charge des travailleurs.

Les plus-values sont estimées à 3 738 milliards (indice 139,95).

— Prime supplémentaire applicable aux assurances couvrant les voitures automobiles.

Les plus-values sont évaluées à 450 millions pour le régime des travailleurs salariés et à 80 millions pour le régime des travailleurs indépendants.

La loi-programme pour l'exercice 1976 ne prévoit aucune mesure comportant des charges financières nouvelles.

d) *Liaison des prestations sociales au bien-être.*

La liaison au bien-être veut qu'il soit question, non pas de « pourcentages », mais bien de « sous ». Un membre a dit pouvoir se rallier à cette exigence pour autant qu'on n'enlève rien aux moins bien lotis. Il a toutefois constaté que pour ceux-là on n'atteint pas les 6 % proposés, mais seulement 3 %.

Le budget de l'Etat ne prévoit qu'un montant de 1 milliard pour la liaison de diverses prestations sociales au bien-être (Exposé général, p. 71). C'est absolument insuffisant. En effet, une majoration de 1 % équivaut à une dépense de 600 millions pour le Trésor.

Le chapitre de l'Exposé général intitulé « Une approche sociale plus sélective » est repris *ne varietur* de l'exposé de 1975, bien que la situation économique se soit profondément modifiée depuis lors.

En 1976, l'ensemble de prestations sociales subit une augmentation de 125 milliards, soit 28,8 % par rapport au budget initial pour 1975.

Le taux d'accroissement des subsides de l'Etat compris dans ce total n'est que de 19,3 % (ce qui correspond au taux d'accroissement général du budget de l'Etat). Ce sont donc les employeurs et les travailleurs qui devront faire un effort supplémentaire.

Réponse du Secrétaire d'Etat au Budget :

Comme le souligne l'Exposé général, on constate une stabilisation du revenu national. D'autre part, le taux de croissance des cotisations sociales et les recettes de l'Etat sont en baisse. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a décidé que l'effort financier demandé à la communauté devait aller de pair avec une diminution relative de l'accroissement des revenus les plus élevés.

Inzake hospitalisatie kan reeds vermeld worden dat bij de vaststelling van de staatstoelage rekening werd gehouden met het aantal hospitalisatiedagen zoals zulks in de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid is bepaald.

2. Op grond van de aangepaste begroting van het R. I. Z. I. V. blijkt dat er 4,8 miljard bijkredieten nodig waren.

Wat hebben per post, de maatregelen van de programmawet 1975 opgebracht. Welke is de draagwijdte van de maatregelen die in de programmawet 1976 zijn opgenomen ?

De Staatssecretaris van Begroting verstrekke volgend antwoord :

De programmawet voor het jaar 1975 bevatte twee maatregelen die een financiële weerslag hadden op de inkomsten van het R. I. Z. I. V. voor het jaar 1975.

— Opheffing van de loongrens tot beloop waarvan de sociale bijdrage (sector Z. I. V.-geneeskundige verzorging) wordt afgehouden en vermindering van de bijdragevoet van het werknemersaandeel met 20 %.

De meeropbrengst wordt geraamd op 3 738 miljard F aan indexcijfer 139,95.

— De bijpremie op de verzekering voor autovoertuigen.

De meeropbrengst wordt geraamd op 450 miljoen F voor de regeling van de werknemers en op 80 miljoen F voor de regeling van de zelfstandigen.

De programmawet voor het jaar 1976 bevat geen maatregelen die een nieuwe financiële last meebrengen.

d) *Welvaartsvastheid van de sociale prestaties.*

Voor de welvaartsvastheid spreekt men van « geen procenten maar centen ». Een lid kan hiermee instemmen op voorwaarde dat men van de minstbedeelden niets afneemt. Hij stelt echter vast dat men voor de minstbedeelden niet komt tot de voorgestelde 6 % maar slechts tot 3 %.

Voor het welvaartsvast maken van de diverse sociale prestaties wordt op de Rijksbegroting slechts een som van 1 miljard uitgetrokken (p. 71 Algemene toelichting). Dit is absoluut ontoereikend. Een stijging met 1 % betekent immers een uitgave voor de Schatkist van 600 miljoen.

Wat in de Algemene toelichting onder het opschrift « Selectief sociaal beleid » is opgenomen, werd *ne varietur* uit de toelichting van 1975 gehaald hoewel de economische toestand grondig gewijzigd is.

Het geheel van de sociale prestaties in 1976 stijgt met 125 miljard t.o.v. de oorspronkelijke begroting 1975, m.a.w. met 28,8 %.

De groeivoet van de rijkssubsidies die begrepen zijn in dit bedrag is slechts 19,3 % (wat strookt met het algemeen stijgingspercentage van de Rijksbegroting). Het zijn dus de werkgevers en de werknemers die een bijkomende inspanning zullen moeten doen.

Antwoord van de Staatssecretaris van Begroting :

Zoals in de Algemene toelichting wordt onderstreept staat men voor een stabilisatie van het nationaal inkomen. Voorts zijn er teruglopende sociale bijdragen en inkrappende staatsontvangsten. Daarom heeft de Regering besloten dat de financiële inspanning van de gemeenschap gepaard moet gaan met een betrekkelijke vermindering van de aangroei van de hoogste inkomens.

Cette préoccupation a amené le Gouvernement à décider l'attribution de revenus complémentaires forfaitaires à titre de prestations liées au bien-être en lieu et place de montants proportionnels. Cette mesure ne défavorise nullement les catégories sociales les plus dignes d'intérêt.

En outre, la liaison au bien-être ne peut être considérée indépendamment des autres subventions sociales. C'est ainsi que l'ensemble des prestations sociales augmente de 28,8 % et les subventions à caractère social à charge du budget de l'Etat de 19,3 %. Il convient de rapprocher ces pourcentages du rythme d'accroissement du budget, qui est de 17,2 %. Parmi les subsides à caractère social, ce sont surtout les subsides accordés aux moins bien lotis qui connaissent l'augmentation la plus importante, soit, par rapport au budget initial pour 1975, une augmentation de 32,4 % pour les handicapés, de 30,8 % pour l'entretien des enfants confiés à des institutions, de 49 % pour les organismes familiaux et les centres de formation et de 143 % pour la politique en matière d'emploi.

7. Les hôpitaux.

Les subventions pour la construction des hôpitaux des universités libres s'élèveront à 1,2 milliard. Quelles sont les subventions prévues pour les universités de l'Etat ?

A cet égard, le Secrétaire d'Etat au Budget a fourni les renseignements suivants :

	(En millions de F)
— Hôpital de l'Université d'Etat à Gand ...	400
— Hôpital universitaire de Liège — Sart-Tilman ...	440
Total ...	840

8. Le logement.

Un membre a déclaré avoir l'impression que beaucoup de crédits au logement se perdent, parce qu'ils sont octroyés à certaines sociétés qui ne disposent pas d'un programme de construction, alors que d'autres sociétés ne sont pas en mesure d'exécuter leur programme faute de moyens financiers.

Il a souhaité connaître la destination donnée aux crédits octroyés à la Société nationale du Logement durant les dernières années, destination à propos de laquelle il est constamment opéré une distinction entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

Il a demandé également pourquoi un effort plus considérable n'est pas consenti dans le domaine de la construction d'habitations modestes. Un tel effort aurait pourtant un effet bénéfique sur les prix.

Enfin, il a insisté aussi pour que la rénovation des noyaux urbains soit entreprise d'une manière plus efficace.

Réponse du Secrétaire d'Etat au Budget.

Les engagements de la Société nationale du Logement (S. N. L.) à l'échelle des régions sont les suivants :

Dit heeft geleid tot de beslissing forfaitaire aanvullende inkomens toe te kennen, bij wijze van welvaartsvastheid, in plaats van proportionele bedragen. De sociaal meest behartigenswaardige categorieën worden hierdoor niet benadeeld.

Bovendien mag men de welvaartsvastheid niet los zien van de andere sociale toelagen. Zo stijgen de sociale prestaties globaal met 28,8 % en de toelagen met sociale inslag op de Rijksbegroting met 19,3 %. Dit moet vergeleken worden met het stijgingsritme van de begroting dat 17,2 % bedraagt. Onder de toelagen met sociale inslag zijn het vooral de toelagen voor de minstbesteden die het sterkst stijgen, hetzij tegenover 1975 initiaal een stijging van 32,4 % voor de mindervaliden; 30,8 % stijging voor het onderhoud van aan instellingen toevertrouwde kinderen; 49 % stijging voor de organismen voor het gezin en de opleidingscentra en een verhoging met 143 % voor het werkvoorzieningsbeleid.

7. De ziekenhuizen.

De toelagen voor de bouw van de academische ziekenhuizen van de vrije universiteiten zullen 1,2 miljard bedragen. In welke toelagen werd voorzien voor de Rijksuniversiteiten ?

De Staatssecretaris voor Begroting verstrekte hieromtrent de volgende inlichtingen :

	(In miljoen F)
— Academisch ziekenhuis van de Rijksuniversiteit te Gent ...	400
— Universitair Ziekenhuis te Luik — Sart-Tilman ...	440
Totaal ...	840

8. De huisvesting.

Een lid heeft de indruk dat er veel kredieten voor de huisvesting verloren gaan omdat ze worden toegekend aan bepaalde maatschappijen die niet over een bouwprogramma beschikken terwijl andere maatschappijen bij ontstentenis van financiële middelen hun programma niet kunnen uitvoeren.

Hij wenste het gebruik te kennen van de kredieten toegekend aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting tijdens de laatste jaren waarbij telkens een onderscheid wordt gemaakt tussen Vlaanderen, Wallonië en Brussel.

Tevens werd de vraag gesteld waarom er op het stuk van de sociale woningbouw geen grotere inspanning wordt geleverd. Zulks zou toch een gunstige invloed hebben op de prijzen ?

Tenslotte werd er ook gepleit voor een meer efficiënte aanpak van de stadskern-vernieuwing.

Antwoord van de Staatssecretaris van Begroting :

De vastleggingen van de Nationale maatschappij voor de Huisvesting (N. M. H.) zien er — per gewest — als volgt uit :

		Crédits ordinaires	Promesses d'achat 2	Totaux	
		Gewone kredieten	Beloften van aankoop 2	Totaal	
1970	Flandre	2 443,—	623,—	3 066,—	Vlaanderen.
	Wallonie	1 937,—	82,—	2 019,—	Wallonië.
	Bruxelles	460,—	—	460,—	Brussel.
	Total	4 840,—	705,—	5 545,—	Totaal.
1971	Flandre	3 004,—	590,—	3 594,—	Vlaanderen.
	Wallonie	2 686,—	165,—	2 851,—	Wallonië.
	Bruxelles	941,—	—	941,—	Brussel.
	Total	6 631,—	755,—	7 386,—	Totaal.
1972	Flandre	4 130,—	961,5	5 091,5	Vlaanderen.
	Wallonie	3 516,—	167,—	3 683,—	Wallonië.
	Bruxelles	1 220,—	—	1 220,—	Brussel.
	Total	8 866,—	1 128,5	9 994,5	Totaal.
1973	Flandre	5 214,5	957,—	6 171,5	Vlaanderen.
	Wallonie	3 183,—	259,—	3 442,—	Wallonië.
	Bruxelles	1 233,—	—	1 233,—	Brussel.
	Total	9 630,5	1 216,—	10 846,5	Totaal.
1974	Flandre	4 278,—	1 083,—	5 361,—	Vlaanderen.
	Wallonie	2 749,—	36,—	2 785,—	Wallonië.
	Bruxelles	1 225,—	—	1 225,—	Brussel.
	Total	8 252,—	1 119,—	9 371,—	Totaal.

a) Les crédits ordinaires représentent le programme d'investissement consenti chaque année par la loi budgétaire (jusqu'en 1974 : loi budgétaire des travaux publics, à partir de 1975 : budgets régionaux).

Les P. A. 2 (promesses d'achat) constituent un fonds distinct servant au financement de l'achat de terrains et à la construction de logements, dès l'instant où le futur acheteur a contracté un engagement.

b) Les crédits sont engagés en faveur des sociétés agréées, sur base des dossiers et des plans qu'elles ont présentés; les décisions sont prises par le conseil d'administration de la S. N. L.

Il arrive que les dossiers présentés ne soient pas assez complets ou que les plans ne soient pas achevés. Ceci implique que certaines sociétés se voient refuser par la S. N. L. les garanties financières, alors qu'elles les avaient escomptées. Cet état de choses est compréhensible, étant donné que les possibilités financières de la S. N. L. ne permettent pas de satisfaire à toutes les demandes.

En réalité, aucun crédit d'engagement n'est perdu; le total des crédits disponibles est fixé avant le 31 décembre. Exemple : en 1974, le programme d'investissement prévu pour la S. N. L. était fixé à 8 250 millions; lors de la dernière réunion du conseil d'administration de la S. N. L. — le 17 décembre 1974 — le montant des crédits engagés était de 8 252 millions.

9. Les communes.

Les interventions en Commission ont essentiellement eu trait aux implications financières de la fusion des communes.

a) De gewone kredieten vertegenwoordigen het elk jaar door de begrotingswet toegestaan investeringsprogramma (tot 1974 : begrotingswet van openbare werken; vanaf 1975 op de regionale begrotingen).

De B. A. 2 (beloften van aankoop) is een afzonderlijk fonds, dat dient voor de financiering van de aankoop van gronden en het bouwen van woningen, vanaf het ogenblik dat de toekomstige koper een verbintenis heeft aangegaan.

b) De kredieten worden vastgelegd ten bate van de erkende maatschappijen op grond van de door hen overgelegde dossiers en plannen; de beslissingen worden getroffen door de beheerraad van de N. M. H.

Het komt voor dat de overgelegde dossiers onvolledig zijn of dat de plannen niet afgewerkt zijn. Dit verklaart waarom sommige maatschappijen een weigering van financiële verbintenissen door de N. M. H. oplopen dan wanneer ze daarop hadden gerekend. Zulks is begrijpelijk, want de financiële mogelijkheden van de N. M. H. laten niet toe alle aanvragers voldoening te schenken.

In werkelijkheid gaat geen enkel vastleggingskrediet verloren; het totaal van de beschikbare kredieten wordt vóór 31 december vastgelegd. Voorbeeld : in 1974 was het voor de N. M. H. voorziene investeringsprogramma vastgesteld op 8 250 miljoen; op de laatste vergadering van de Beheerraad van de N. M. H. — 17 december 1974 — bereikte het bedrag van de vastgelegde kredieten 8 252 miljoen.

9. De gemeenten.

De tussenkomsten in Commissie hadden hoofdzakelijk betrekking op de financiële gevolgen van de samenvoeging van gemeenten.

a) *Le Fonds des communes.*

Il a été demandé de quels montants le Fonds des communes pourrait disposer à l'avenir.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a rappelé qu'en exécution de l'article 74 du projet de loi relatif aux propositions budgétaires 1975-1976, le Fonds des communes est alimenté par un prélèvement annuel de 7,61 % sur le total des recettes fiscales courantes de l'Etat, ce qui donne

pour 1977 : $594,7$ (estimation) $\times 7,61 = 45,2566$ milliards.

et pour 1978 : $682,9$ (estimation) $\times 7,61 = 51,9687$ milliards.

Note : Le pourcentage de 7,61 mentionné à l'article 74 précité a été porté à 7,65 (amendement du Gouvernement, Doc. n° 680/6).

b) *Assainissement des finances communales.*

De quelle façon l'Etat contribuera-t-il à l'assainissement des finances communales à l'occasion des fusions ?

Le Secrétaire d'Etat a déclaré qu'il est institué une dotation, destinée à alimenter un fonds de consolidation des déficits des communes fusionnées.

Les communes créées depuis le 1^{er} juillet 1964, de même que celles qui seront créées au 1^{er} janvier 1977, à la suite de l'opération de fusion, peuvent être autorisées, en 1976, à contracter un emprunt de consolidation auprès du Crédit communal de Belgique en apurement du déficit sur le service ordinaire de leurs comptes pour l'année 1975, ainsi qu'il a été arrêté par le Roi.

Toute commune qui fusionnerait après le 1^{er} janvier 1977, en vertu de la loi du 21 juillet 1971, pourra bénéficier du Fonds de consolidation en couverture des déficits, sur la base de son déficit d'après le compte de 1975.

c) *Aide exceptionnelle aux communes fusionnées.*

A la page 137 de l'exposé général, il est question d'une aide exceptionnelle aux communes fusionnées. Il a été demandé quel est le montant de ce crédit, quelle en est la clé de répartition et où il a été repris dans le budget.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a souligné que les fonds d'aide exceptionnelle aux communes, créées par suite des fusions, étaient auparavant à charge du budget du Ministère de l'Intérieur. Ces fonds ont été régionalisés à partir de 1975. Pour 1976, ainsi que pour 1975, ils s'élèvent à 103,3 millions. Ce montant a été réparti entre les régions wallonne et flamande, respectivement à concurrence de 39,3 millions et de 64 millions.

Ces crédits seront inscrits à l'article 43.10 de la Section XXI — organisation communale — du Titre I — Dépenses courantes — des budgets des affaires régionales wallonnes et des affaires régionales flamandes pour l'année budgétaire 1976.

10. *Divers.*a) *Application de la loi mammoth.*

La commission a demandé des renseignements au sujet de l'application de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains intermédiaires financiers, dite loi Mammoth.

a) *Het Gemeentefonds.*

Er werd gevraagd over welke bedragen het gemeentefonds in de toekomst zal beschikken.

De Staatssecretaris voor Begroting herinnerde eraan dat in uitvoering van artikel 74 van het wetsontwerp betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 het gemeentefonds wordt gestijfd met een jaarlijkse heffing van 7,61 % op de totale lopende belastingontvangsten van de Staat.

Wat voor 1977 geeft : $594,7$ (raming) $\times 7,61 = 45,2566$ miljard.

en voor 1978 : $682,9$ (raming) $\times 7,61 = 51,9687$ miljard.

Noot : Het in bovenvermeld artikel 74 geciteerde percentage 7,61 werd op 7,65 gebracht (amendement van de Regering, Stuk n° 680/6).

b) *Sanering van de gemeentefinanciën.*

Op welke wijze zal de Staat bijdragen tot de sanering van de gemeentefinanciën bij gelegenheid van de fusie ?

Er wordt, zo betoogde de Staatssecretaris, een dotatie ingesteld met het oog op het stijven van een Fonds tot consolidatie van de déficits van de samengevoegde gemeenten.

De sedert 1 juli 1964 opgerichte gemeenten zomede gemeenten die op 1 januari 1977 zullen opgericht zijn ingevolge de samenvoegingsverrichting kunnen gemachtigd worden in 1976 een consolidatielening aan te gaan bij het Gemeentekrediet van België tot aanzuivering van het tekort op de gewone dienst van hun rekening over het jaar 1975 zoals het door de Koning bepaald wordt.

Iedere gemeente die na 1 januari 1977 zou fusioneren op grond van de wet van 23 juli 1971 zal kunnen genieten van het Consolidatiefonds tot dekking van de tekorten op grond van zijn deficit volgens de rekening van 1975.

c) *Uitzonderlijke hulp aan samengevoegde gemeenten.*

Op bladzijde 137 van de Algemene Toelichting, wordt gewag gemaakt van een uitzonderlijke hulp aan de samengevoegde gemeenten. Er werd gevraagd hoeveel dit krediet bedraagt, hoe het verdeeld zal worden en waar het in de begroting werd opgenomen.

De Staatssecretaris voor Begroting onderstreepte dat de buitengewone hulp gelden aan de gemeenten ontstaan door samenvoeging, vroeger ten laste waren van de begroting van Binnenlandse Zaken. Van 1975 af, werden ze geregionaliseerd. Ze bedragen 103,3 miljoen voor 1976 zoals voor 1975. Dit bedrag wordt tussen de Waalse en Vlaamse gewesten verdeeld, ten belope van, respectievelijk, 39,3 miljoen en 64 miljoen.

Deze kredieten zullen worden uitgetrokken op artikel 43.10 van de Afdeling XXI — gemeentelijke organisatie — van de Titel I — Lopende uitgaven — van de begrotingen van de Waalse Gewestelijke Aangelegenheden en van de Vlaamse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1976.

10. *Diversen.*a) *Toepassing van de mammoetwet.*

De Commissie vraagt inlichtingen omtrent de toepassing van de wet van 30 juni 1975 de zg. mammoetwet betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen.

La loi du 30 juin 1975 a été élaborée autour des idées maîtresses que le Ministre des Finances a brièvement évoquées comme suit :

1. La mise en œuvre de la « déspecialisation » des intermédiaires financiers qui se traduit par l'élargissement de la gamme d'opérations et de services pouvant être prestés par la C. G. E. R., par la mise au point d'un statut des caisses d'épargne privées leur permettant de diversifier leurs opérations, mais accentuant simultanément la responsabilité de gestion et les exigences en matière de liquidité et de solvabilité, et enfin par l'unification du régime de contrôle des catégories d'intermédiaires financiers du secteur privé; des régimes distincts, sous certains aspects, sont toutefois maintenus en vigueur pour les banques, les caisses d'épargne privées et les organismes régis par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

2. L'adaptation de la législation, datant pour l'essentiel des années trente, aux situations économiques nouvelles, qui comprend le relèvement du capital minimum exigé pour exercer une fonction d'intermédiaire financier, la mise de la législation en concordance avec le droit européen, la prise en considération des risques associés aux affiliations et diverses mesures techniques.

3. Le renforcement du dispositif de contrôle, axé sur la redéfinition des coefficients de structure et sur un renforcement du contrôle proprement dit. Celui-ci se fonde, d'une part, sur le régime de réviseurs des banques qui est étendu aux caisses d'épargne privées, et qui est mieux précisé et d'autre part, sur le rôle de la Commission bancaire au contrôle de laquelle sont soumis les organismes concernés.

4. Le statut de la Commission bancaire est confirmé et précisé en ce qui concerne à la fois sa mission de contrôle des intermédiaires financiers, ses fonctions de surveillance des informations diffusées lors des émissions publiques, et les règles de droit et les principes de déontologie financière qu'elle n'a cessé de promouvoir.

En ce qui concerne les mesures d'application de la loi du 30 juin 1975, le Ministre signale que les arrêtés relatifs à certaines mesures sont déjà prêts; ils ont trait au règlement de contrôle des caisses d'épargne privées, et au statut des réviseurs agréés.

Les services compétents sont à ce jour occupés activement à la préparation, à la rédaction et à la mise au point des arrêtés nécessaires à l'application des autres mesures contenues dans la loi du 30 juin 1975.

b) Armée de métier — Gendarmerie.

Il ressort de l'Exposé général (p. 13) que le Gouvernement a l'intention de créer une armée de métier. En effet, un crédit de 500 millions est inscrit en prévision d'une telle armée. Par ailleurs, à la rubrique « Défense nationale » (p. 103), il est confirmé que la « professionnalisation » des unités sera poursuivie.

L'exposé général fait également état de l'extension du matériel d'informatique de la gendarmerie. Cela ne signifie-t-il pas qu'une espèce de sûreté parallèle de l'Etat est en train de se constituer au sein de la gendarmerie? En outre, il y a quelques semaines, le C. M. C. E. S. a décidé de procéder à d'importants investissements en armement lourd destinés à la gendarmerie.

Le Gouvernement oppose à ces affirmations qu'il s'agit dans le programme de la Défense nationale de remplacer une partie des miliciens par des volontaires de carrière, de manière à permettre de raccourcir la durée du service militaire, mesure appuyée par tous les milieux.

De Minister van Financiën geeft volgende bondige uitsluiting van de hoofdgedachten die ten grondslag liggen aan de wet van 30 juni 1975 :

1. De branchevervaging bij de financiële instellingen heeft een verruiming meegebracht van een scala van door de A. S. L. K. verstrekte diensten en uitvoerende operaties; ze heeft ook geleid tot het opstellen van een statuut van de private spaarkassen waardoor deze hun verrichtingen kunnen diversifiëren, maar waardoor meteen ook hun beheersverantwoordelijkheid en de eisen inzake liquiditeit verscherpt worden, en ten slotte tot de eenmaking van de controleregeling waaraan de verschillende categorieën van financiële instellingen uit de privésector onderworpen zijn. Voor bepaalde punten werden evenwel afzonderlijke regelingen aangehouden voor de banken, de private spaarkassen en de instellingen die onder de toepassing van de wet van 10 juni 1964 vallen.

2. De wetgeving die hoofdzakelijk dateert uit de dertiger jaren, wordt aan de nieuwe economische toestanden aangepast, die omvatten: verhoging van het vereiste minimumkapitaal om als financiële tussenpersoon op te treden, in overeenstemming brengen van de wetgeving met het Europees recht, de risico's die verbonden zijn aan de samenwerkingsakkoorden en diverse technische maatregelen.

3. Het controleapparaat wordt uitgebreid en gebaseerd op de herziening van de structuurcoëfficiënten en op een verscherping van de eigenlijke controle. Deze laatste steunt enerzijds op het stelsel van de bankrevisoren, dat uitgebreid wordt tot de private spaarkassen en nader wordt omschreven en anderzijds op de rol van de Bankcommissie, onder wier controle de betrokken instellingen vallen.

4. Het statuut van de Bankcommissie wordt bevestigd en verder uitgewerkt, namelijk voor haar opdracht inzake de controle op de financiële instellingen en tevens voor haar toezicht op de inlichtingen die ter gelegenheid van de openbare emissies worden verstrekt alsook met betrekking tot de rechtsregels en de principes van de financiële deontologie die zij tot nog toe steeds heeft doen naleven.

In verband met de toepassing van de wet van 30 juni 1975 wijst de Minister erop dat de besluiten die betrekking hebben op sommige maatregelen reeds klaar zijn; zij betreffen namelijk de regeling van de controle op de private spaarkassen en op het statuut van de erkende revisoren.

De betrokken diensten houden zich thans actief bezig met de voorbereiding, de opstelling en het uitwerken van de besluiten welke noodzakelijk zijn voor de toepassing van de andere in de wet van 30 juni 1975 vervatte maatregelen.

b) Beroepsleger — Rijkswacht.

Uit de Algemene Toelichting (blz. 13) blijkt de bedoeling van de Regering een beroepsleger op te richten. Er wordt immers een krediet uitgetrokken van 500 miljoen voor een beroepsleger. Voorts wordt onder de rubriek « Landsverdediging » op blz. 103 bevestigd dat de professionalisering van de eenheden zal worden voortgezet.

Tevens wordt in de Algemene Toelichting gewag gemaakt van de uitbreiding van de informatica-apparatuur van de rijkswacht. Betekent zulks niet dat er bij de rijkswacht een soort parallelle staatsveiligheid tot stand komt? Daarenboven besliste het C. M. E. S. C. vóór enkele weken, belangrijke investeringen te verrichten in zware wapens voor de rijkswacht.

Tegenover die bewering stelt de Regering dat het er in het programma van het Ministerie van Landsverdediging om gaat de dienstplichtigen gedeeltelijk door beroepsvrijwilligers te vervangen, zodat de duur van de dienstplicht kan worden ingekort, wat in alle betrokken kringen met instemming wordt begroet.

Cette transformation est connue sous le nom de professionnalisation de l'armée, c'est-à-dire que l'on remplace des miliciens par des éléments professionnellement spécialisés dans les techniques avancées du fonctionnement de l'armée.

Ceci n'a rien de commun avec une « armée de métier » (en néerlandais « beroepsleger »). Ce dernier mot est en fait apparu dans l'Exposé général (page 13) par une erreur de traduction.

Pour ce qui est de la Gendarmerie, il est exact qu'un important programme d'investissement a été décidé; il s'agit du remplacement de matériel usagé.

c) Equipements collectifs publics.

Certains membres de la Commission ont regretté le manque de coordination en ce qui concerne les équipements collectifs publics.

Il est exact, selon le Secrétaire d'Etat au Budget, qu'un certain manque de coordination apparaît parfois dans la réalisation des équipements publics.

Ceci résulte notamment d'un manque de planification de ces équipements. Un très gros effort est entrepris en ce moment dans le cadre du Plan 1976-1980 pour réaliser une meilleure planification des investissements sous l'angle de cette coordination, notamment pour réaliser des ensembles de travaux.

La Commission n'ignore pas d'ailleurs que les expériences très suivies faites en matière de rénovation urbaine ont notamment pour objectif d'opérer une coordination étroite entre les divers types de travaux qui concourent à ce but.

d) Terrains industriels.

En ce qui concerne l'aménagement de terrains industriels, il existe également un manque de coordination. On aménage des terrains industriels, mais souvent l'infrastructure nécessaire pour permettre un usage efficace de ces terrains fait défaut.

La politique suivie dans l'aménagement des terrains industriels doit, selon le Secrétaire d'Etat, tenir compte d'une double préoccupation.

D'une part, les terrains doivent être suffisamment équipés pour pouvoir attirer les investisseurs à la recherche d'une implantation appropriée. D'autre part, les équipements peuvent différer selon le type d'industries susceptibles de s'installer dans la zone industrielle; il en résulte que ces zones ne peuvent être équipées entièrement à priori.

En effet, il convient de tenir compte des possibilités financières et de les répartir équitablement entre les diverses localisations. C'est pourquoi l'infrastructure nécessaire peut ne pas être complètement en ordre lorsque des candidats investisseurs se présentent pour s'y implanter. Néanmoins, dans de telles situations, les mesures sont prises pour réaliser les infrastructures manquantes en parallélisme avec l'implantation industrielle envisagée.

e) Sécurité sociale d'outre-mer.

A un membre qui avait demandé des renseignements au sujet du projet de loi modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963 relatives à la sécurité sociale d'outre-mer, il a été répondu que ce projet a été voté par le Sénat et est actuellement inscrit à l'ordre du jour de la Commission des Affaires étrangères (Doc. n° 678/1). Par ailleurs, il y a lieu de renvoyer à la discussion de l'article 143 de la loi-programme.

Die omvorming van het leger heeft de naam van « professionalisering » gekregen, dit wil zeggen dat de dienstplichtigen vervangen worden door vrijwilligers die beroepshalve gespecialiseerd zijn in de vergevorderde technieken die vereist zijn voor de werking van het leger.

Dat heeft niets te maken met een beroepsleger (in het Frans « armée de métier »). De Nederlandse term is in de Algemene Toelichting (blz. 13) geslopen ingevolge een vertaalfout.

Met betrekking tot de Rijkswacht is het juist dat beslist werd een belangrijk investeringsprogramma uit te werken ten einde het versleten materieel te vervangen.

c) Openbare voorzieningen.

In de Commissie werd het gebrek aan coördinatie in de openbare voorzieningen betreurd.

De Staatssecretaris voor Begroting is het ermee eens dat soms enig gebrek aan coördinatie heerst bij het tot stand brengen van openbare voorzieningen.

Dat vloeit onder meer hieruit voort dat die voorzieningen niet genoeg gepland zijn. Op dit ogenblik wordt in het kader van het Plan 1976-1980 een grote inspanning gedaan om tot een betere planning van de investeringen te komen op het stuk van de coördinatie, met name om gegroepeerde werken uit te voeren.

Het is de Commissie trouwens niet onbekend dat zeer belangwekkende experimenten op het stuk van stadsvernieuwing onder meer tot doel hebben een nauwe coördinatie tot stand te brengen tussen de verschillende soorten werken die met dat doel worden uitgevoerd.

d) Industrierterreinen.

Ook op het stuk van de aanleg van industrierterreinen heerst gebrek aan coördinatie. Er worden industrierterreinen aangelegd maar in veel gevallen ontbreekt de nodige infrastructuur om deze terreinen doelmatig te gebruiken.

Het op het stuk van de aanleg van industrie-terreinen gevolgde beleid moet, volgens de Staatssecretaris, rekening houden met twee imperatieven.

Enerzijds moeten de terreinen over een voldoende uitrusting beschikken om de investeerders die op zoek zijn naar een gepaste vestigingsplaats, te kunnen aantrekken. Anderzijds kunnen die uitrustingen verschillen naargelang van de aard van de industrie die zich in die zone kan vestigen; dit brengt mede dat die zones niet vooraf volledig kunnen worden uitgerust.

Er moet immers rekening worden gehouden met de financiële mogelijkheden en deze laatste moeten op billijke wijze tussen de verschillende industrierterreinen worden verdeeld. Het kan dan ook gebeuren dat de vereiste infrastructuur niet volledig in orde is wanneer kandidaat-investeerders er zich aanbieden. In dat geval echter worden de nodige maatregelen getroffen om de onttrekende infrastructuur terzeldertijd als de geplande industrievestiging te laten aanleggen.

e) Overzeese sociale zekerheid.

Aan een lid dat inlichtingen vroeg over het wetsontwerp tot wijziging van de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid kan worden medegedeeld dat het ontwerp door de Senaat werd goedgekeurd en thans (zie Stuk n° 678/1) op de agenda voorkomt van de Kamercommissie voor de Buitenlandse Zaken. Daarenboven kan worden verwezen naar de bespreking van artikel 143 van de programmawet.

E. — LA DETTE PUBLIQUE.

1. Depuis peu la dette du pouvoir central a dépassé 1 000 milliards, secteur débudgétisé compris. D'autre part, les charges, le service de cette dette excèdent 100 milliards pour l'année budgétaire 1976. Cette évolution ne pourrait-elle pas, tôt ou tard, aboutir à une catastrophe ?

Réponse :

Le Ministre des Finances a rappelé en premier lieu l'importance de la dette au moment de la formation du présent Gouvernement : elle atteignait déjà quelque 850 milliards. D'autre part, la situation défavorable dans laquelle se trouvent actuellement les finances publiques est essentiellement imputable à deux facteurs :

a) la récession économique très grave, phénomène international dont les causes sont en grande partie internationales et échappent à l'action des autorités belges;

b) la série de lois et de mécanismes automatiques décidés par les Gouvernements précédents et/ou consentis sous la pression de groupes d'intérêts.

Compte tenu de ces considérations, il est difficile d'accuser le Gouvernement actuel d'être à l'origine des difficultés financières.

Sur le fond du problème, le Gouvernement et surtout le Ministre des Finances partagent l'inquiétude dont témoigne la question posée. Aucune amélioration de la situation financière des pouvoirs publics ne doit cependant être attendue si les citoyens de ce pays n'ont pas solidairement le courage d'assainir en profondeur les dépenses publiques et de les réorienter vers les besoins réels de la société et des individus. Le Ministre entend souligner le mot « solidairement ». Nul Ministre, ni même aucun Gouvernement quelle que soit sa composition, ne peut procéder unilatéralement à cet assainissement aussi longtemps que chacun continuera d'affirmer qu'il faut réduire les dépenses de l'Etat mais, sûr du soutien de puissants groupes de pression, ne tolérera sous aucune condition que ses propres avantages financiers soient modérés, voire réduits.

L'évolution des finances de l'Etat en 1975 est bien plus mauvaise qu'il y a un an. Cette situation avait été prévue lors de l'examen du budget pour cette année.

Cette détérioration de l'évolution ne doit certainement pas être attribuée en premier lieu à des recettes inférieures aux prévisions. Il est vrai qu'à l'issue des neuf premiers mois un déficit de quelque 6 milliards par rapport aux prévisions est enregistré, mais le solde net à financer s'élèvera à 100 milliards environ au lieu de 59,7 milliards initialement prévus; la différence est donc de 40 milliards tandis que le solde des opérations courantes passe de + 17,2 milliards à - 25,0 milliards, ce qui représente une différence de 42,2 milliards.

Quelle préoccupation qu'elle soit, cette évolution ne doit pas nécessairement mener à une catastrophe, aussi longtemps que les sources de financement de l'Etat, c'est-à-dire le marché des capitaux et aussi le marché de l'argent, conservent une capacité satisfaisante, un pouvoir de financement suffisant et, deuxième condition importante, aussi longtemps que la confiance du public dans les fonds d'Etat n'est pas ébranlée.

Pour ce qui est du premier point, à savoir une capacité suffisante du marché monétaire et financier, le Ministre considère qu'aucun problème ne se pose pour l'instant, notamment parce qu'en raison de la récession et de la tendance accrue à l'épargne dans les ménages, la demande en

E. — DE STAATSSCHULD.

1. Sinds kort heeft de schuld van de centrale overheid, met inbegrip van de gedebudgetteerde sector, het bedrag van 1 000 miljard overschreden. Voorts zullen de lasten, de dienst van deze schuld voor het begrotingsjaar 1976 de 100 miljard overschrijden. Zou deze evolutie niet vroeg of laat tot een catastrofe kunnen leiden ?

Antwoord :

In de eerste plaats wenste de Minister van Financiën te wijzen op de belangrijke schuldenlast die er reeds was bij het aantreden van de huidige Regering. De schuld bedroeg toen namelijk reeds zo wat 850 miljard. Daarenboven is de ongunstige toestand waarin de openbare financiën thans verkeren, in hoofdzaak te wijten aan twee factoren :

a) de zeer zware economische recessie, welke een internationaal verschijnsel is met voor een groot deel internationale oorzaken, waarop de Belgische overheid geen vat heeft;

b) een ganse reeks wetten en automatismen die door vorige Regeringen werden beslist en/of onder druk van belangengroepen werden toegestaan.

Gelet op deze overwegingen kan men dan ook bezwaarlijk de huidige Regering het verwijt toesturen de oorzaak te zijn van de financiële moeilijkheden.

Wat nu de grond van de zaak betreft, deelt de Regering, en vooral de Minister van Financiën, de bezorgdheid die in de gestelde vraag tot uiting komt. Er is evenwel geen verbetering in de financiële positie van de overheid te verwachten indien wij in dit land niet solidair de moed opbrengen de overheidsuitgaven grondig te saneren en te heroriënteren naar de werkelijke behoeften van de maatschappij en van de individuen. De Minister wenste de nadruk te leggen op het woord solidair. Geen enkele Minister, zelfs geen enkele Regering van welke samenstelling dan ook, kan een dergelijke sanering eenzijdig doorvoeren zo lang iedereen weliswaar blijft verklaren dat de staatsuitgaven moeten worden verminderd, maar onder geen beding duldt, dat de eigen financiële voordelen gematigd, laat staan, zouden verlaagd worden, en zich daarbij ten andere gesteund weet door machtige drukkingsgroepen.

De Staatsfinanciën evolueren in 1975 heel wat slechter dan 1 jaar geleden. Zulks was voorzien bij de behandeling van de begroting voor dit jaar.

Deze slechtere evolutie is zeker niet in de eerste plaats te wijten aan ontvangsten die onder de vooruitzichten blijven. Na 9 maanden worden weliswaar ruim 6 miljard minder geboekt dan verwacht, maar het netto te financieren saldo zal ruim 100 miljard bedragen in plaats van 59,7, oorspronkelijk voorzien, dit is een verschil van 40 miljard, terwijl het saldo van de lopende verrichtingen afdaalt van + 17,2 miljard naar - 25,0 miljard, wat een verschil is van 42,2 miljard.

Deze evolutie, hoe zorgwekkend ook, hoeft niet noodzakelijk tot en catastrofe te leiden, zolang de financieringsbronnen van de Staat, d.w.z. de kapitaalmarkt en ook de geldmarkt, een voldoende capaciteit, een voldoende financieringsvermogen blijven behouden en, tweede belangrijke voorwaarde, zolang het vertrouwen van het publiek in staatsfondsen onaangetast blijft.

Wat het eerste punt betreft, met name een voldoende capaciteit van de geld- en kapitaalmarkt, stelt er zich volgens de Minister momenteel geen probleem, omdat, o.m. wegens de recessie en de verhoogde spaarneiging van de gezinnen, er enerzijds minder vraag is naar kapitaal vanwege

capitaux est moins forte de la part du secteur non public, d'une part, tandis que l'offre est plus importante, d'autre part. La situation pourrait devenir alarmante ou tout de même moins favorable en cas de relance de l'économie, parce que les besoins du secteur privé en crédits pourraient sans doute s'amplifier tandis que l'offre pourrait connaître un rétrécissement relatif. En cas de relance, les finances de l'Etat enregistrent cependant une amélioration conjoncturelle.

La confiance du public dans les fonds d'Etat existe encore dans une large mesure pour l'instant, mais elle ne peut ni ne doit rester intacte si les finances publiques ne sont pas assainies en profondeur et si un terme n'est pas mis au développement incontrôlé des dépenses de l'Etat. Le responsable, en l'occurrence, n'est ni un ministre, ni un gouvernement; cette responsabilité nous incombe à tous collectivement.

En conclusion, l'attention a été attirée brièvement sur la structure favorable de notre dette publique. En effet, une très grande partie de celle-ci est constituée par des emprunts intérieurs consolidés. La part de la dette consolidée dans le total s'élève actuellement à près de 80 %. D'autre part, notre dette étrangère n'atteint pas plus de 0,6 % de la dette totale. Presque tous les théoriciens et les spécialistes en la matière sont d'accord pour faire une distinction, en ce qui concerne l'importance économique, entre la dette intérieure et la dette étrangère. A leur avis, le remboursement d'une dette étrangère constitue une charge, un réel sacrifice de la communauté nationale à l'égard d'autres économies. Par contre, la dette intérieure a été définie par des économistes hollandais comme une opération « sans bourse délier », étant donné qu'il s'agit de dettes que la communauté a envers elle-même. En effet, le remboursement d'une dette intérieure, par exemple, ne constitue pas une perte d'une partie de notre circuit financier, comme cela est effectivement le cas pour le remboursement d'une dette étrangère; il ne constitue qu'un déplacement interne au sein du circuit financier.

2. Au cours des dernières années, on a pu constater une réduction progressive de la dette publique exprimée en % du P. N. B. Compte tenu de l'incertitude qui persiste en matière de versements provisionnels aux échéances d'octobre et de novembre prochains, est-il permis de s'attendre à ce que ce pourcentage continue à diminuer en 1975 et 1976 ?

Le Ministre des Finances a répondu que depuis de nombreuses années, le poids de la dette publique sur l'activité du pays, mesuré en rapportant la dette totale à la fin d'une année au produit national brut de cette année, s'est sensiblement réduit.

En effet, la dette publique qui représentait en 1963 quelque 65,2 % du P. N. B. n'en représente plus en 1974 que 39,5 %.

Les effets automatiques de la récession sur les recettes et dépenses courantes de l'Etat d'une part, l'impact financier du plan de relance d'autre part ont entraîné une progression plus forte de la dette publique qu'en 1974. En 1976, la croissance de la dette sera de la même importance.

Il en résultera une tendance à la stabilisation de la charge de la dette sur l'économie ainsi qu'il ressort du tableau ci-après.

Le tableau ci-après reprend l'accroissement de la dette en chiffres absolus et en pourcentages, ainsi que l'évolution de la dette en % du P. N. B.

de la non-publique sector terwijl het aanbod anderzijds groter is. De toestand terzake zou wel nijpend of toch minder rooskleurig kunnen worden bij een heropleving van de economie omdat de kredietbehoefte van de privé sector dan wellicht zal aanzwellen terwijl het aanbod relatief zou kunnen verminderen. Ingeval van herleving zullen de staatsfinanciën echter een conjuncturele verbetering vertonen.

Het vertrouwen van het publiek in de Staatsfondsen is er vooralsnog in ruime mate. Maar dit kan en zal niet onaangestast blijven indien de publieke financiën niet grondig worden gesaneerd en geen einde wordt gemaakt aan de wildgroei in de staatsuitgaven. Niet één Minister, niet één Regering is hier verantwoordelijk; wij zijn allen collectief aansprakelijk.

Tot besluit werd nog even de aandacht gevestigd op de gunstige samenstelling van onze openbare schuld. Die bestaat namelijk grotendeels uit binnenlandse geconsolideerde leningen. Het aandeel van de geconsolideerde schuld in het totaal bedraagt thans nagenoeg 80 %. Aan de andere kant belooft onze buitenlandse schuld uitgedrukt in percent van de totale schuld, niet méér dan 0,6 %. Vrijwel alle theoretici en deskundigen terzake zijn het eens om inzake economische betekenis een onderscheid te maken tussen binnen- en buitenlandse schuld. De buitenlandse schuld betekent volgens hen een last, en een werkelijk offer bij de terugbetaling, voor de nationale gemeenschap t.a.v. andere volkshuishoudingen. De binnenlandse schuld daarentegen werd door Nederlandse economen een « van-de-vestzak-in-de-broekzak »-operatie genoemd vermits het om schulden gaat die de gemeenschap heeft tegenover zichzelf. Een aflossing van binnenlandse schuld bijvoorbeeld betekent inderdaad geen adering uit onze financiële kringloop zoals dat het geval is bij terugbetaling van buitenlandse schuld, maar slechts een interne verschuiving in deze kringloop.

2. In de loop der laatste jaren werd en geleidelijke daling vastgesteld van de openbare schuld uitgedrukt in % van het B. N. P. Mag, rekening houdend met de nog bestaande onzekerheid inzake de voorafbetalingen op de vervaldagen van oktober en van december a.s., verwacht worden dat dit percentage in 1975 en 1976 verder zal dalen ?

De Minister van Financiën antwoordde dat de druk van de rijksschuld op de economische activiteit van het land, wanneer men de totale schuld aan het einde van een jaar vergelijkt met het bruto nationaal produkt van dat jaar, nu al heel wat jaren aanzienlijk verlicht is.

De rijksschuld, die in 1963 immers zowat 65,2 % van het B. N. P. bedroeg, bereikte in 1974 nog slechts 39,5 %.

De automatische gevolgen van de recessie op de lopende ontvangsten en uitgaven van de Staat enerzijds en de financiële terugslag van het herstelplan anderzijds, hebben een grotere stijging van de rijksschuld ten opzichte van 1974 met zich gebracht. In 1976 zal de rijksschuld in dezelfde mate toenemen.

Daaruit volgt een tendens tot stabilisering van de last van de rijksschuld op de economie, zoals uit de onderstaande tabel blijkt.

In de hierna volgende tabel vindt men de stijging van de schuld in absolute cijfers en percentsgewijs alsmede de evolutie van de schuld in % van het B. N. P.

	Augmentation (a)		Dette en % du P. N. B.
	en milliards	en %	
1970	+ 23,4	+ 3,9	48,1
1971	+ 22,9	+ 3,7	45,6
1972	+ 66,9	+ 10,4	45,1
1973	+ 53,2	+ 7,5	42,6
1974	+ 56,6	+ 7,4	39,5 (c)
1975 (prévision)	+ 100,0(b)	+ 12,2	39,3 (c)
1976 (prévision)	+ 102,0(b)	+ 11,1	39,2 (c)

(a) En ce compris les opérations avec le F. M. I.

(b) Exposé général 1976.

(c) Budget économique 1976 (P. N. B.).

F. — LES BUDGETS REGIONAUX.

Selon un membre, la partie de l'Exposé général relative aux budgets régionaux est assez vague.

Les questions suivantes ont été posées :

1) Quelle est la portée exacte des notions nouvelles introduites par la technique budgétaire appliquée aux budgets régionaux, par exemple les autorisations corrélatives ?

2) Est-il possible de fournir une liste de la répartition par région, des crédits régionalisés et de préciser la clé de répartition d'après laquelle cette répartition a été obtenue ?

3) La page 137 de l'Exposé général mentionne la clé de répartition régionale suivante :

Flandre	51,14 %
Wallonie	39,27 %
Bruxelles	9,59 %

Les investissements régionalisés qui figurent à la page 59 de l'exposé ne correspondent pas à cette clé de répartition.

De ce tableau il résulte par exemple que la quote-part de la Flandre ne s'élève qu'à 50,4 %, c'est-à-dire 45 % pour le secteur budgétaire, 49,97 % pour le secteur débudgétisé et 52,53 % pour les organismes d'intérêt public.

Le Secrétaire d'Etat au Budget a fourni les réponses suivantes :

1. Notion d'autorisations corrélatives.

La répartition entre les trois régions s'effectue selon une clé applicable en premier lieu aux crédits d'ordonnancement, le budget étant réparti en deux titres principaux : le titre I « opérations courantes » et le titre II « opérations de capital ». La clé s'applique à l'ensemble des crédits de chacun des deux titres du budget.

	Verhoging (a)		Rijkschuld in % van het B. N. P.
	in miljarden	in %	
1970	+ 23,4	+ 3,9	48,1
1971	+ 22,9	+ 3,7	45,6
1972	+ 66,9	+ 10,4	45,1
1973	+ 53,2	+ 7,5	42,6
1974	+ 56,6	+ 7,4	39,5 (c)
1975 (raming)	+ 100,0(b)	+ 12,2	39,3 (c)
1976 (raming)	+ 102,0(b)	+ 11,1	39,2 (c)

(a) De verrichtingen met het I. M. F. inbegrepen.

(b) Algemene toelichting 1976.

(c) Economische begroting 1976 (B. N. P.).

F. — DE GEWESTELIJKE BEGROTINGEN.

Volgens een lid is de uitleg in de Algemene toelichting over de regionale begrotingen vrij onduidelijk.

Volgende vragen werden gesteld :

1) Welk is de juiste draagwijdte van de nieuwe begrippen die via de op de gewestbegrotingen toegepaste techniek ingevoerd worden, bijvoorbeeld, de correlatieve machtigingen ?

2) Kan een lijst worden verstrekt van de verdeling van de geregionaliseerde kredieten per gewest en kan medegedeeld worden volgens welke verdeelsleutel zij werden bekomen.

3) Op blz. 137 van de Algemene toelichting wordt de gewestelijke verdeelsleutel gegeven :

Vlaanderen	51,14 %
Wallonië	39,27 %
Brussel	9,59 %

De geregionaliseerde investeringen die op blz. 59 van de toelichting voorkomen, beantwoorden niet aan deze sleutel.

Uit deze tabel blijkt b.v.b. dat het aandeel van Vlaanderen slechts 50,04 % bedraagt nl. voor de budgettaire sector 45 %, voor de gedebudgetteerde sector 49,97 % en voor de instellingen van openbaar nut 52,53 %.

De Staatssecretaris voor Begroting verschaftte het volgende antwoord :

1. Begrip correlatieve machtigingen.

De verdeling tussen de 3 gewesten geschiedt volgens een sleutel die op de eerste plaats op de ordonnanceringskredieten toegepast wordt. Deze verdeelsleutel heeft betrekking op het geheel van de kredieten van elk van de twee voornaamste titels waaruit de begroting bestaat : titel I « lopende verrichtingen » en titel II « kapitaalverrichtingen ».

Il a été convenu, au moment de l'élaboration du budget régional pour 1975, que ne seraient pas repris dans ce budget les crédits nécessaires pour les paiements afférents à des engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975. Ainsi, les sommes dues pour l'amortissement et les intérêts des emprunts souscrits par les sociétés agréées de logement pour des opérations qui remontent parfois à 10 ou 20 ans ne sont pas reprises dans le budget régional mais continuent à figurer dans le budget du département des Travaux publics.

En raison de cette particularité, il n'était pas possible de réaliser un équilibre complet dans les sommes mises à la disposition de chacune des trois régions, si on se limitait aux crédits d'ordonnancement.

C'est pourquoi la clé de répartition a été appliquée également aux autorisations d'engagement.

Lorsqu'on reprend l'exemple des opérations des sociétés agréées de logement, on relève que les charges financières de leurs emprunts figurent bien au budget de l'Etat mais que, par contre, l'engagement n'y figure pas. Cet engagement se retrouve dans les budgets de la Société nationale du Logement ou de la Société nationale terrienne.

C'est la raison pour laquelle la clé de répartition joue sur des masses d'engagements qui sont constituées non seulement des crédits budgétaires proprement dits, mais aussi des autorisations dites « autorisations corrélatives d'engagement ».

Ces autorisations corrélatives d'engagement sont donc des autorisations d'engagement qui ne figurent pas au budget de l'Etat mais qui grèvent cependant ce budget, du fait des charges financières résultant de ces engagements et effectivement reprises au budget de l'Etat.

2. Relevé des autorisations corrélatives.

Les autorisations corrélatives d'engagement sont, notamment, les suivantes :

a) Primes De Taeye.

Etant donné que les primes De Taeye sont, en général, préfinancées par l'organisme de crédit qui octroie un prêt au candidat constructeur, le budget de l'Etat prend en charge les intérêts et amortissements des sommes ainsi préfinancées. Pour établir l'équilibre dans les masses d'engagement on y fait donc figurer le montant correspondant aux primes octroyées.

b) Programmes de logements sociaux.

Sous cette rubrique figurent, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les montants des programmes de logements de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne; s'y ajoute également le programme du Fonds du logement de la Ligue des familles.

c) Investissements financés via le Crédit communal.

Les subsides aux pouvoirs locaux et aux institutions qui en dépendent sont, dans certains cas, financés par le Crédit communal; l'Etat prend alors en charge l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt qui correspond à son subside.

Les autorisations y afférentes, données par la loi budgétaire, sont considérées en l'occurrence comme des autorisations d'engagement corrélatives.

Il s'agit, pour 1975, de subventions aux hôpitaux et institutions similaires, ainsi que d'autres subsides relevant du département de la Santé publique, notamment pour la cons-

Tijdens de uitwerking van de gewestbegroting 1975 is overeengekomen dat in deze begroting de kredieten, nodig voor de betalingen voortvloeiend uit vóór 1 januari 1975 aangeane verbintenissen, niet zouden opgenomen worden. Aldus zijn de sommen voor de aflossing en de renten van de door de erkende huisvestingsmaatschappijen aangeane leningen voor verrichtingen, die soms tot 10 of 20 jaar teruggaan, niet in de gewestbegroting opgenomen maar wel op de begroting van het departement van Openbare Werken gehandhaafd.

Het was dan ook niet mogelijk tot een strikt evenwicht te komen als men zich alleen hield aan de ordannanceringskredieten die aan elk van de drie gewesten ter beschikking werden gesteld.

Daarom werd de verdeeldsleutel eveneens toegepast op de vastleggingsmachtigingen.

Herneemt men het voorbeeld van de verrichtingen van de erkende huisvestingsmaatschappijen, dan ziet men dat de financiële lasten van hun leningen wel op de Rijksbegroting voorkomen maar de overeenstemmende vastlegging daarentegen niet. Deze leningen worden rechtstreeks door de Nationale Maatschappij voor Huisvesting of door de Nationale Maatschappij voor Landeigendom aangeaan.

Dit is de reden waarom de verdeelsleutel op vastleggingsmassa's toegepast wordt, die niet alleen uit de eigenlijke begrotingskredieten bestaan maar ook uit zogenaamde « correlative vastleggingsmachtigingen ».

Deze correlative vastleggingsmachtigingen zijn dus machtigingen tot vastleggingen die niet op de Rijksbegroting voorkomen maar die haar toch bezwaren wegens de financiële lasten van deze vastleggingen die wel op de Rijksbegroting zijn opgenomen.

2. Lijst van de correlative machtigingen.

De correlative vastleggingsmachtigingen zijn inzonderheid de volgende :

a) De Taeye-premies.

Daar de zogeheten De Taeye-premies over het algemeen geprefinancierd worden door de kredietinstellingen die de lening verstrekt aan de bouw kandidaat, neemt de Rijksbegroting de rente en de aflossing van de aldus gefinancierde sommen ten laste. Om het evenwicht in de vastleggingsmassa's te verwezenlijken wordt het met de verleende premies overeenstemmend bedrag erin opgenomen.

b) Programma's voor sociale woningen.

Onder deze rubriek komen, zoals reeds gezegd, de bedragen voor van de bouwprogramma's van de Nationale Huisvestingsmaatschappijen en van de Nationale Maatschappij voor Landeigendom; daarbij komt eveneens het programma van het Bouwfonds van de Bond der Gezinnen.

c) Door het Gemeentekrediet gefinancierde werken.

De toelagen aan de lokale besturen en de eronder ressorterende instellingen worden in sommige gevallen door het Gemeentekrediet gefinancierd; de Staat neemt dan voor zijn rekening de rente- en aflossingslast van de leningen die overeenstemmen met zijn toelage.

De erop betrekking hebbende machtigingen verleend door de begrotingswet, worden hier dan beschouwd als correlative vastleggingsmachtigingen.

Voor 1975 gaat het om de toelagen aan ziekenhuizen en soortgelijke instellingen alsmede om andere toelagen die afhangen van het departement van Volksgezondheid, inzon-

truction d'appartements pour personnes âgées. En 1976, s'y ajouteront les subsides pour des travaux relevant du département des Travaux publics.

3. *Constructions hospitalières et Fonds d'expansion.*

Indépendamment des autorisations d'engagement corrélatives énumérées ci-dessus, les engagements pris en charge par le Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales et par le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sont également repris dans la masse.

En ce qui concerne les constructions hospitalières, un crédit du titre II du budget correspond, en ordonnancement, à l'autorisation d'engagement reprise dans la masse d'engagements régionalisés.

Pour ce qui est du Fonds d'expansion économique, les ordonnancements sont couverts par des recettes affectées; leur montant est ajouté aux crédits budgétaires du titre I pour former la masse d'ordonnancements à laquelle s'applique la clé de répartition.

4. *Constitution des masses d'ordonnancement.*

a) La masse d'ordonnancements « opérations courantes » est constituée de la manière suivante :

crédits non dissociés du titre I;
crédits dissociés d'ordonnancement du titre I;
recettes fiscales affectées au Fonds d'expansion économique.

b) La masse d'ordonnancements « opérations de capital » est composée comme suit :

crédits non dissociés du titre II;
crédits dissociés d'ordonnancement du titre II.

5. *Constitution des masses d'engagement.*

a) La masse d'engagements « opérations courantes » est le résultat de l'opération suivante :

crédits dissociés d'engagement du titre I;
plus autorisations d'engagement du Fonds d'expansion économique;
plus autorisations d'engagement corrélatives (primes De Taeye);
plus crédits non dissociés du titre I;
moins crédits corrélatifs.

Les « crédits corrélatifs » sont les crédits non dissociés du budget de l'Etat auxquels correspondent des autorisations d'engagement corrélatives. Dans la décomposition de la masse « opérations courantes », il s'agit des primes De Taeye dont les charges financières sont reprises dans des crédits non dissociés. Il convient de soustraire ces crédits corrélatifs (crédits non dissociés) de l'addition des montants qui constituent la masse des engagements, puisque des autorisations corrélatives y sont substituées.

b) La masse d'engagements « opérations de capital » est constituée d'une manière analogue, c'est-à-dire :

crédits dissociés d'engagement du titre II;
plus autorisations d'engagement du Fonds de constructions hospitalières;
plus crédits non dissociés du titre II;
moins crédits corrélatifs du titre II.

Ces crédits corrélatifs sont les crédits non dissociés couvrant les amortissements des emprunts afférents aux auto-

derheid voor de bouw van appartementen voor bejaarden. In 1976 komen hierbij de subsidies voor werken die onder het departement van Openbare Werken ressorteren.

3. *Bouw van ziekenhuizen en Expansiefonds.*

Buiten de hierboven opgesomde correlatieve vastleggingsmachtigingen worden eveneens in de massa opgenomen de vastleggingen ten laste van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medico-sociale instellingen en van het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.

Wat betreft de bouw van ziekenhuizen, stemt, in ordonnancerings, met de vastleggingsmachtiging opgenomen in de massa van de gewestelijke vastleggingen, een krediet van titel II van de begroting overeen.

Voor het Fonds voor economische expansie worden de ordonnanceringsgedekt door toegewezen ontvangsten; hun bedrag komt bij de begrotingskredieten van titel I om de ordonnanceringsmassa te vormen waarop de verdeelsleutel toegepast wordt.

4. *Samenstelling van de ordonnanceringsmassa's.*

a) De ordonnanceringsmassa « Lopende verrichtingen » wordt als volgt samengesteld :

niet gesplitste kredieten van titel I;
gesplitste ordonnanceringskredieten van titel I;
fiscale ontvangsten toegewezen aan het Fonds voor economische expansie.

b) de ordonnanceringsmassa « kapitaalverrichtingen » bestaat uit :

niet gesplitste kredieten van titel II;
gesplitste ordonnanceringskredieten van titel II.

5. *Samenstelling van de vastleggingsmassa's.*

a) De vastleggingsmassa « lopende verrichtingen » is het resultaat van de volgende verrichting :

gesplitste vastleggingskredieten van titel I;
plus vastleggingsmachtigingen van het Fonds voor economische expansie;
plus correlatieve vastleggingsmachtigingen (De Taeyepremies);
plus niet gesplitste kredieten van titel I;
min correlatieve kredieten.

De « correlatieve kredieten » zijn de niet gesplitste kredieten van de Rijksbegroting waarmee correlatieve vastleggingsmachtigingen overeenstemmen. In de samenstelling van de massa « lopende verrichtingen » gaat het om de bouwpremies waarvan de financiële last onder de niet gesplitste kredieten voorkomt. Deze correlatieve kredieten (niet gesplitste kredieten) dienen afgetrokken te worden van de optelling der bedragen waaruit de vastleggingsmassa bestaat, aangezien correlatieve machtigingen hun plaats in deze massa innemen.

b) De vastleggingsmassa « kapitaalverrichtingen » is op een gelijkaardige manier samengesteld namelijk :

gesplitste vastleggingskredieten onder titel II;
plus vastleggingsmachtigingen van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen;
plus niet gesplitste kredieten van titel II;
min correlatieve kredieten van titel II.

Deze correlatieve kredieten zijn de niet gesplitste kredieten die de aflossing dekken van de leningen aangeaan

risations d'engagement corrélatives (logements sociaux, Crédit communal).

Pour introduire un élément de souplesse dans la confection des budgets régionaux, il a été entendu qu'à partir de 1976 la clé de répartition s'appliquerait à une seule masse d'engagements et non plus, comme en 1975, en distinguant une masse d'opérations courantes et une masse d'opérations de capital.

6. Cas particulier du Fonds d'expansion économique.

Le principe dont il a été fait état plus haut, selon lequel les budgets régionaux ne comprennent pas la charge des paiements découlant d'engagements antérieurs au 1^{er} janvier 1975, trouve son application également dans le Fonds d'expansion économique.

On notera cependant dès l'abord qu'en ce qui concerne les engagements, la comptabilisation en a été tenue depuis 1969 sur une base régionalisée.

En conséquence, les soldes existants à la fin de 1974 ont été transférés aux budgets régionaux.

En revanche, la comptabilisation des paiements pour cette époque n'a pas été effectuée sur une base régionale. C'est donc pourquoi la régionalisation des recettes devait également prendre cours au 1^{er} janvier 1975; la clé de répartition joue seulement pour les paiements à faire à partir de ce moment.

Des moyens nouveaux ont, d'autre part, été accordés aux régions pour les paiements à effectuer sur le Fonds d'expansion en liaison avec les soldes d'autorisations d'engagement dont elles disposaient encore au 31 décembre 1974.

Les recettes affectées au Fonds d'expansion économique dans les budgets régionaux s'établissent comme suit :

(en millions de francs)

wegens correlatieve vastleggings-machtigingen (sociale woningen, Gemeentekrediet).

Teneinde tot een meer logische opmaak van de gewestbegrotingen te komen zou, met ingang van 1976, de verdeelsleutel op één enkele vastleggingsmassa toegepast worden en niet meer zoals dit in 1975 het geval was, met een onderscheid tussen een massa van lopende verrichtingen en een massa van kapitaalverrichtingen.

6. Bijzonder geval : Fonds voor Economische expansie.

Hogervermeld principe volgens hetwelke de gewestelijke begrotingen geen rekening houden met de betalingen voortvloeiend uit vóór 1 januari 1975 aangegane verbintenissen wordt eveneens toegepast op het Fonds voor economische expansie.

Van meet af aan dient nochtans opgemerkt te worden dat de vastleggingen sedert 1969 gecompabiliseerd zijn geworden op gewestelijke basis.

Bijgevolg zijn de saldi einde 1974 overgeheveld geworden naar de gewestbegrotingen.

De betalingen voor dit tijdperk werden daarentegen niet gecompabiliseerd volgens gewestelijke basis. Dit is dan ook de reden waarom de regionalisering van de ontvangsten eveneens moest aanvangen op 1 januari 1975; de verdeelsleutel geldt slechts voor de vanaf dit ogenblik uit te voeren betalingen.

Voorts werden nieuwe middelen aan de gewesten verleend met het oog op de op het Expansiefonds uit te voeren betalingen in verband met de saldi van vastleggingsmachtigingen waarover zij op 31 december 1974 nog beschikten.

De toegewezen ontvangsten aan het Fonds voor Economische Expansie in de gewestbegrotingen zijn de volgende :

(in miljoen frank)

	1975			1976		
	Wallonie	Flandre	Bruxelles	Wallonie	Flandre	Bruxelles
	Wallonië	Vlaanderen	Brussel	Wallonië	Vlaanderen	Brussel
a) Selon la clé (a) (sur engagements 1975 et 1976). — Volgens de verdeelsleutel (a) (op vastleggingen 1975 en 1976)	201,8	262,8	42,3	736,9	576,0	170,5
b) En fonction des besoins (sur engagements antérieurs au 1 ^{er} janvier 1975). — Naargelang van de behoeften (op vastleggingen van vóór 1 januari 1975)	2 634,7	3 229,2	68,7	3 390,0	à répartir entre les régions te verdelen onder de gewesten	
c) En fonction des soldes d'autorisations d'engagement. — Naar gelang van de saldi van de vastleggingsmachtigingen	63,3	296,1	68,1	46,1	281,0	20,4

a) Chaque région a retenu le montant approprié, prélevé sur l'ensemble de la masse d'ordonnancements « opérations courantes » dont elle disposait. Les différents montants ne correspondent donc pas nécessairement à ce que donnerait l'application de la clé à ce seul poste du budget.

N.B. Le montant des recettes fiscales affectées, disponibles pour les postes b) et c), s'élève à 3 737,5 millions. Le calcul effectué pour le poste c) donne un montant de 347,5 millions, et non de 337,5 millions comme il avait été calculé antérieurement.

a) Op het geheel van de ordonnanceringsmassa « lopende verrichtingen » waarover het beschikte, heeft elk gewest het geëigend bedrag weerhouden. De verschillende bedragen komen dus niet noodzakelijk overeen met hetgeen de toepassing van de sleutel op deze enkele begrotingspost zou geven.

N.B. Het bedrag van de toegewezen fiscale ontvangsten, beschikbaar voor de posten b) en c) bedraagt 3 737,5 miljoen. De berekening voor post c) geeft een bedrag van 347,5 miljoen en niet 337,5 miljoen zoals vroeger berekend werd.

7. Investissements publics et clé de répartition.

L'examen du tableau de la page 59 de l'Exposé général du budget permet de constater que les totaux des programmes d'investissements publics relevant des budgets régionaux ne correspondent pas exactement à ce que donnerait l'application de la clé de répartition.

Cette différence peut s'expliquer du fait que les coefficients de répartition ne doivent pas correspondre pour chacun des groupes de dépenses du budget, même lorsqu'il s'agit d'un groupe aussi important que les investissements publics.

Les écarts observés dans le tableau sont, en effet, compensés, en plus ou en moins, par les autres dépenses de capital (voire en 1976, par des engagements en opérations courantes).

Il sera possible de vérifier cela dans les tableaux ci-après lesquels reflètent l'ensemble des crédits et autorisations figurant dans les budgets régionaux.

8. Tableaux des crédits et autorisations budgétaires pour 1975 et 1976.

Les deux tableaux ci-après donnent les grandes composantes (types de crédits ou d'autorisations) qui aboutissent à la formation des masses d'engagements ou d'ordonnancements.

Budgets régionaux 1975.

(en millions de F)

7. Overheidsinvesteringen en verdeelsleutel.

De totalen van de programma's voor overheidsinvesteringen op de gewestbegrotingen, op bladzijde 59 van de Algemene Toelichting, stemmen niet nauwkeurig overeen met wat de toepassing van de verdeelsleutel zou opleveren.

Dit verschil kan verklaard worden door het feit dat de verdeelcoëfficiënten niet moeten overeenstemmen voor elk van de uitgavengroepen van de begroting, zelfs wanneer het om een zo belangrijke groep gaat als de overheidsinvesteringen.

Inderdaad worden de in de tabel vastgestelde afwijkingen in min of in meer gecompenseerd door de andere kapitaaluitgaven (in 1976 zelfs door vastleggingen van lopende verrichtingen).

Dit kan nagegaan worden in onderstaande tabellen die het geheel van de kredieten en machtigingen weergeven die op de gewestbegrotingen voorkomen.

8. Tabellen van de kredieten en begrotingsmachtigingen voor 1975 en 1976.

Onderstaande twee tabellen verstrekken de grote elementen (krediet- of machtigingstype) waaruit de vastleggings- of ordonnanceringsmassa's bestaan.

Gewestbegrotingen 1975.

(in miljoenen F)

	Wallonie Wallonië		Flandres Vlaanderen		Bruxelles Brussel	
	Engagements Vastleggingen	Ordonnancements Ordonnanceringen	Engagements Vastleggingen	Ordonnancements Ordonnanceringen	Engagements Vastleggingen	Ordonnancements Ordonnanceringen
<i>Opérations courantes. — Lopende verrichtingen :</i>						
Crédits non dissociés. — Niet gesplitste kredieten	2 467,4	2 467,4	3 224,8	3 224,8	612,2	612,2
Crédits dissociés. — Gesplitste kredieten ...	43,0	23,7	65,0	23,7	12,6	4,0
Fonds d'expansion. — Expansiefonds ...	3 098,0	2 899,8	3 135,3	3 788,1	650,0	179,2
Autorisations corrélatives. — Correlatieve machtigingen ...	481,3	—	1 517,2	—	214,5	—
Crédits corrélatifs. — Correlatieve kredieten ...	— 19,9	—	37,4	—	10,5	—
Masse à laquelle s'applique le clé. — Massa waarop de sleutel van toepassing is. ...	6 069,8	2 692,9(a)	7 904,9	3 511,3(a)	1 478,8	658,5(a)
<i>Opérations de capital. — Kapitaalverrichtingen :</i>						
Crédits non dissociés. — Niet gesplitste kredieten	1 563,2	1 563,2	2 030,0	2 030,0	236,9	236,9
Crédits dissociés. — Gesplitste kredieten ...	1 432,7	628,1	2 048,4	823,6	597,3	298,2
Fonds construct. hospit. — Fonds voor de bouw van ziekenhuizen ...	746,1	—	971,7	—	163,8	—
Autorisations corrélatives. — Correlatieve machtigingen ...	8 179,4	—	10 475,0	—	1 894,2	—
Crédits corrélatifs. — Correlatieve kredieten ...	— 78,5	—	102,3	—	19,0	—
Masse à laquelle s'applique le clé. — Massa waarop de sleutel van toepassing is. ...	11 842,9	2 191,3	15 422,8	2 853,6	2 873,2	535,1

a) Abstraction faite des ordonnancements sur le Fonds d'expansion afférents aux engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975 (2 634,7 pour la Flandre et 68,7 pour Bruxelles) et des ordonnancements qui découleront des engagements devant être pris sur les soldes existants (63,3 pour la Wallonie, 296,1 pour la Flandre et 68,2 pour Bruxelles).

a) Afgezien van de ordonnanceringen op het Expansiefonds die betrekking hebben op vóór 1 januari 1975 getroffen vastleggingen (2 634,7 voor Wallonië, 3 229,2 voor Vlaanderen en 68,7 voor Brussel) en van de ordonnanceringen die zullen voortvloeien uit de op de bestaande saldi te treffen vastleggingen (63,3 voor Wallonië, 296,1 voor Vlaanderen en 68,2 voor Brussel).

Budgets régionaux 1976.
(en millions de F)

Gewestbegrotingen 1976.
(in miljoenen F)

	Wallonië		Vlaanderen		Brussel	
	Wallonie		Flandre		Bruxelles	
	Engage- ments	Ordonnan- cements	Engage- ments	Ordonnan- cements	Engage- ments	Ordonnan- cements
	Vastleg- gingen	Ordonnan- ceringen	Vastleg- gingen	Ordonnan- ceringen	Vastleg- gingen	Ordonnan- ceringen
<i>Opérations courantes. — Lopende verrichtingen :</i>						
Crédits non dissociés. — Niet gesplitste kredieten	3 541,5	3 541,5	4 970,7	4 970,7	882,1	882,1
Crédits dissociés. — Gesplitste kredieten	32,9	21,1	72,9	48,7	13,0	6,5
Fonds d'expansion. — Expansiefonds	3 170,4	783,0(a)	3 772,8	857,0(a)	707,5	190,9(a)
Autorisations corrélatives. — Correlatieve mach- tigingen	520,0	—	1 430,0	—	13,2	—
Crédits corrélatifs. — Correlatieve kredieten ...	— 389,9	—	— 568,9	—	— 102,9	—
Dotations. — Dotaties	— 12,0	— 12,0	— 12,0	— 12,0	— 12,0	— 12,0
Masse à laquelle s'applique le clé. — Massa waarop de sleutel van toepassing is.	6 862,9	4 287,5	9 665,5	5 583,4	1 500,9	1 047,1
<i>Opérations de capital. — Kapitaalverrichtingen :</i>						
Crédits non dissociés. — Niet gesplitste kredieten	2 214,9	2 214,9	3 132,8	3 132,8	467,6	467,6
Crédits dissociés. — Gesplitste kredieten	2 535,7	2 017,4	2 648,2	2 377,6	786,1	565,8
Fonds construct. hospit. — Fonds voor de bouw van ziekenhuizen	978,0	—	1 060,0	—	170,0	—
Autorisations corrélatives. — Correlatieve mach- tigingen	9 115,8	—	12 502,0	—	2 298,3	—
Crédits corrélatifs. — Correlatieve kredieten ...	— 812,9	—	— 1 192,2	—	— 6,6	—
Masse à laquelle s'applique le clé. — Massa waarop de sleutel van toepassing is.	14 031,5	4 232,3	18 150,8	5 510,4	3 715,4	1 033,4

a) Non compris la part, attribuée à chaque région, des ordonnancements sur le Fonds d'expansion afférents aux engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975 (3 390,0 à répartir entre les 3 régions).

b) Abstraction faite des ordonnancements sur le Fonds d'expansion, afférents aux engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975 (3 390,0 à répartir entre les 3 régions) et des ordonnancements qui résulteront des engagements devant être pris sur les soldes existants (46,1 pour la Wallonie, 281,0 pour la Flandre et 20,4 pour Bruxelles).

a) Niet inbegrepen het aandeel van elk gewest in de ordonnanceringen op het Expansiefonds met betrekking tot de vóór 1 januari 1975 getroffen vastleggingen (3 390,0 te verdelen onder de 3 gewesten).

b) Afgezien van de ordonnanceringen op het Expansiefonds met betrekking tot de vóór 1 januari 1975 getroffen vastleggingen (3 390,0 te verdelen onder de 3 gewesten) en van de ordonnanceringen die zullen voortvloeien uit de op de bestaande saldi te treffen vastleggingen (46,1 voor Wallonië, 281,0 voor Vlaanderen en 20,4 voor Brussel).

9. Des fautes d'impression s'étant glissées dans les tableaux des budgets régionaux 1976, aux pages 141 et 142 de l'exposé général du budget, on trouvera les tableaux corrigés à l'annexe 2.

9. Daar drukfouten bestaan in de tabellen van de gewestbepalingen op blz. 141 en 142 van de Algemene Toelichting, worden in bijlage 2 verbeterde tabellen gepubliceerd.

IV. — VOTES.

a) *Le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1976.*

Par voie d'amendement (voir doc. n° 4-I/2) le Gouvernement a proposé d'insérer un article 15bis (nouveau).

En dehors des ressources propres constituées par les prélèvements agricoles et les droits de douane, un montant de 4 400 millions de F à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée avait été affectée au titre de contribution budgétaire complémentaire à fournir par la Belgique en 1975 aux communautés européennes.

Actuellement, il apparaît que le montant des ressources propres n'atteindra pas les prévisions initiales; cette moins-value peut être estimée à 1 600 millions de F.

En conséquence, le Gouvernement estime qu'il est nécessaire de prévoir une augmentation de la contribution budgétaire de la Belgique par un prélèvement supplémentaire de ce montant sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée.

Cet amendement a été adopté à l'unanimité moins 3 abstentions.

Les articles et l'ensemble du budget des Voies et Moyens ont été adoptés par 12 voix contre 3.

b) *Le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1976.*

Les articles et l'ensemble du budget de la Dette publique ont été adoptés par 12 voix contre 3.

c) *Projet de loi ajustant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1975.*

Les articles et l'ensemble du budget ont été adoptés par 12 voix contre 3.

Le Rapporteur,
P. DE VIDTS.

Le Président de la
Commission du Budget,
A. DEQUAE.

Le Président de la
Commission des Finances,
A. PARISIS.

IV. — STEMMINGEN.

a) *De Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1976.*

Bij wijze van amendement (zie Stuk n° 4-I/2) stelde de Regering voor een artikel 15bis (nieuw) in te voegen.

Ter vermeerdering van eigen inkomsten samengesteld door de landbouwheffingen en de douanerechten werd in 1975 een bedrag van 4 400 miljoen F, vooraf te nemen op de opbrengst van de belasting over de toegevoegde waarde, aangewend als aanvullende budgettaire bijdrage van België aan de Europese gemeenschappen.

Thans schijnt het bedrag eigen middelen, de oorspronkelijke vooruitzichten niet te zullen bereiken; het verschil wordt geraamd op 1 600 miljoen F.

Bijgevolg is het volgens de Regering nodig, met een aanvullende voorafname van dit bedrag op de opbrengst van de belasting over de toegevoegde waarde, in een vermeerdering van de budgettaire bijdrage van België te voorzien.

Dit amendement werd op 3 onthoudingen na eenparig aangenomen.

De artikelen en de gehele Rijksmiddelenbegroting werden aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

b) *De Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1976.*

De artikelen en de gehele Rijksschuldbegroting werden aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

c) *Wetsontwerp houdende aanpassing van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1975.*

De artikelen en het gehele ontwerp werden aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

De Verslaggever,
P. DE VIDTS.

De Voorzitter van de
Commissie voor de Begroting,
A. DEQUAE.

De Voorzitter van de
Commissie voor de Financien,
A. PARISIS.

AMENDEMENT

ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

(Budget des Voies et Moyens.)

Art. 15bis (nouveau)..

A l'article 9 de la loi du 23 décembre 1974 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1975, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« une somme dont le montant est fixé par le Roi, sans pouvoir excéder 6 000 millions de F, à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1975 ».

ERRATUM

(au Budget des Voies et Moyens.)

Art. 15 (p. 6).

In fine de l'article, il y a lieu de lire « ... article 60.01. A, 1°, de la Partie I du Titre IV — Section particulière du budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1976 »

au lieu de :

« ... article 600.1.A., 1°, de la Partie I du Titre IV — Section particulière, du budget de la région bruxelloise. »

AMENDEMENT

AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

(Rijksmiddelenbegroting.)

Art. 15bis (nieuw).

Het tweede lid van artikel 9 van de wet van 23 december 1974, houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« een som waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald, zonder dat het meer mag bedragen dan 6 000 miljoen F, vooraf te nemen op de opbrengst van de belasting over de toegevoegde waarde voor het jaar 1975 ».

ERRATUM

(op de Rijksmiddelenbegroting.)

Art. 15 (blz. 6).

In fine van het artikel, leze men « ... artikel 60.01. A, 1°, van Deel I van Titel IV. — Afzonderlijke sectie, van de begroting van de Brusselse Gewestelijke Aangelegenheden voor het begrotingsjaar 1976 »

in plaats van :

« ... artikel 600.1.A., 1°, van Deel I van Titel IV — Afzonderlijke sectie, van de begroting van het Brussels gewest. »

ANNEXE 1.

Formation et répartition du produit national.

Tableau 1.

Répartition du produit national entre les facteurs de production.

(En milliards.)

BIJLAGE 1.

Vorming en verdeling van het nationaal produkt.

Tabel 1.

Verdeling van het nationaal produkt over de produktiefactoren.

(In miljarden.)

Rubriques — Rubrieken	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Rémunération du facteur travail. — Bezoldiging van de factor arbeid	619,4	655,6	698,7	770,8	864,3	940,2	1.077,0	1 225,1	1 418,6
a. Rémunération des salariés. — Bezoldiging van werknemers	450,4	482,0	512,0	567,5	635,6	722,5	831,7	958,4	1 148,5
b. Revenus des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes. — Inkomsten van individuele ondernemers en van personenvennootschappen	169,0	173,6	186,7	203,3	210,7	217,7	245,3	266,7	270,1
2. Rémunération du facteur capital. — Bezoldiging van de factor « kapitaal »	125,5	140,3	157,1	183,3	215,8	223,5	239,2	287,7	359,6
a. Revenu de la propriété échéant aux particuliers. — Inkomsten uit eigendommen die te beurt vallen aan particulieren	90,1	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	163,2	123,8	247,9
b. Bénéfices non distribués des sociétés. — Niet uitgekeerde winsten van vennootschappen	11,7	15,7	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8
c. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat. — Inkomsten uit eigendommen en ondernemingen die te beurt vallen aan de Staat	5,6	9,2	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,9	5,7
d. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques. — Directe belastingen op de vennootschappen, ongeacht de juridische vorm	18,1	18,8	21,0	25,9	30,9	36,3	41,6	54,6	65,2
3. Intérêts de la dette publique. — Interesten van de openbare schuld	26,2	28,9	31,7	37,6	43,1	46,4	51,7	59,0	72,3
4. Revenu national net au coût des facteurs. — Netto-nationaal inkomen tegen factorkosten (1 + 2 - 3)	718,6	767,0	824,1	916,5	1 019,0	1 117,2	1 264,4	1 453,9	1 705,8

Tableau 3.

Répartition du produit national
entre les facteurs de production.

(Indice 1970 = 100.)

Tabel 3.

Verdeling van het nationaal produkt
over de produktiefactoren.

(Index 1970 = 100.)

Rubriques — Rubrieken	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Rémunération du facteur travail. — Bezoldi- ging van de factor arbeid	72	76	81	89	100	109	125	142	164
a. Rémunération des salariés. — Bezoldiging van werknemers	71	76	81	89	100	114	131	151	181
b. Revenus des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes. — Inkomsten van individuele ondernemers en van perso- nenvennootschappen	80	82	89	96	100	103	116	127	128
2. Rémunération du facteur capital. — Bezoldi- ging van de factor « kapitaal »	58	65	73	85	100	104	111	133	167
a. Revenu de la propriété échéant aux parti- culiers. — Inkomsten uit eigendommen die te beurt vallen aan particulieren	64	68	75	86	100	108	115	137	175
b. Bénéfices non distribués des sociétés. — Niet uitgekeerde winsten van vennootschap- pen	37	50	69	85	100	81	98	120	131
c. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat. — Inkomsten uit eigen- dommen en ondernemingen die te beurt vallen aan de Staat	46	77	72	76	100	70	31	16	47
d. Impôts directs des sociétés de toutes for- mes juridiques. — Directe belastingen op de vennootschappen, ongeacht de juridische vorm	59	61	68	84	100	117	135	177	211
3. Intérêts de la dette publique. — Interesten van de openbare schuld	61	67	73	87	100	108	120	137	168
4. Revenu national net au coût des facteurs. — Netto-nationaal inkomen tegen factorkosten	70,5	75,3	80,9	89,9	100,0	109,6	124,1	142,7	167,4

Tableau 4.

Evolution des allocations sociales et autres transferts.

(En milliards.)

Rubriques — Rubrieken	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Allocations sociales. — Sociale uitkeringen ...	115,5	126,1	145,6	157,7	180,3	199,6	233,3	275,0	333,4

Tabel 4.

Evolutie van de sociale uitkeringen en andere overdrachten.

(In miljarden.)

Tableau 5.

Allocations sociales et autres transferts en %
du P. N. B.

Rubriques — Rubrieken	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Allocations sociales. — Sociale uitkeringen ...	12,7	12,9	13,9	13,6	14,0	14,1	14,8	15,3	15,8

Tabel 5.

Sociale uitkeringen en andere overdrachten in %
van het B. N. P.

Tableau 6.

Evolution des allocations sociales et autres transferts.
(1970 = 100)

Rubriques — Rubrieken	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Allocations sociales. — Sociale uitkeringen ...	64	70	81	87	100	111	129	153	185

Tabel 6.

Evolutie van de sociale uitkeringen en andere overdrachten.
(1970 = 100)

ANNEXE 2.

Budgets régionaux pour 1976.

Ce tableau fait état des chiffres qui existaient au moment de l'élaboration de l'exposé général.

*Classement par sections
et par nature de crédit.*

(En millions de francs.)

BIJLAGE 2.

Gewestelijke begrotingen 1976.

Deze tabel vermeldt de bij de voorbereiding van de algemene toelichting bestaande cijfers.

*Rangschikking per sectie
en volgens de aard van het krediet.*

(In miljoenen frank.)

Titre et subdivision (1) — Titel en onderverdeling (1)	Région wallonne — Waals gewest		Région flamande — Vlaams gewest		Région bruxelloise — Brussels gewest	
	Crédits d'en- gagement — Vastleggings- kredieten	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten ou/of Crédits d'ordonnan- cement — Ordonnance- rings- kredieten	Crédits d'en- gagement — Vastleggings- kredieten	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten ou/of Crédits d'ordonnan- cement — Ordonnance- rings- kredieten	Crédits d'en- gagement — Vastleggings- kredieten	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten ou/of Crédits d'ordonnan- cement — Ordonnance- rings- kredieten
I. — <i>Dépenses courantes. — Lopende uitgaven.</i>						
Dotation au Conseil régional. — Dotatie aan de Gewestraad		12,5		18,9		18,0
Affaires générales. — Algemene zaken		58,3		—		16,0
Aménagement du territoire. — Ruimtelijke ordening		0,9		7,5		0,4
Idem, crédits dissociés. — Idem, gespliste kredieten	32,9	21,1	72,9	48,7	13,0	6,5
Expansion économique régionale. — Gewestelijke economi- sche expansie		43,5		117,0		40,6
Emploi. — Arbeid		1 801,3		2 139,3		392,6
Logement. — Huisvesting		553,8		841,5		166,8
Famille et démographie. — Gezin en bevolking		662,0		1 235,7		132,9
Hygiène et santé publique. — Hygiëne en volksgezondheid		240,0		321,3		57,0
Accueil. — Onthaal		12,5		5,9		6,2
Chasse, pêche et forêts. — Jacht, visvangst en bossen		61,9		26,9		3,9
Politique industrielle et énergétique. — Industrieel en ener- giebeleid		—		0,5		—
Organisation communale. — Gemeentelijke organisatie ...		—		64,0		—
Provision. — Provisie		94,8		192,2		47,7
Total des crédits non dissociés. — Totaal der niet gesplitste kredieten		3 541,5		4 970,7		882,1
Total des crédits dissociés. — Totaal gesplitste kredieten ...	32,9	21,1	72,9	48,7	13,0	6,5
II. — <i>Dépenses de capital. — Kapitaaluitgaven.</i>						
Affaires générales, crédits dissociés. — Algemene Zaken, ge- splitste kredieten		—		—		20,0
Aménagement du territoire. — Ruimtelijke ordening		1 042,2		25,0		120,0
Idem, crédits dissociés. — Idem, gesplitste kredieten	662,8	475,5	812,6	653,0	562,2	364,0

Titre et subdivision (1) Titel en onderverdeling (1)	Région wallonne — Waals gewest		Région flamande — Vlaams gewest		Région bruxelloise — Brussels gewest	
	Crédits d'engagement — Vastleggingskredieten	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten ou/of Crédits d'ordonnement — Ordonnancingskredieten	Crédits d'engagement — Vastleggingskredieten	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten ou/of Crédits d'ordonnement — Ordonnancingskredieten	Crédits d'engagement — Vastleggingskredieten	Crédits non dissociés — Niet gesplitste kredieten ou/of Crédits d'ordonnement — Ordonnancingskredieten
Expansion économique régionale. — Gewestelijke economische expansie ...		—		1 432,0		80,0
Logement. — Huisvesting ...		160,2		106,2		225,0
Idem, crédits dissociés. — Idem, gesplitste kredieten ...	1 556,0	1 027,0	1 472,0	1 392,0	150,0	77,2
Hygiène et santé publique. — Hygiëne en volksgezondheid ...		1 008,8		1 568,0		41,6
Idem, crédits dissociés. — Idem, gesplitste kredieten ...	227,7	140,8	300,0	258,0	64,0	99,0
Accueil. — Onthaal. ...		0,1		0,1		0,1
Chasse, pêche et forêts. — Jacht, visvangst en bossen ...		3,6		1,5		0,9
Idem, crédits dissociés. — Idem, gesplitste kredieten ...	89,2	69,7	63,6	74,6	9,9	5,6
Divers. — Diversen ...		304,4				
Total des crédits non dissociés. — Totaal niet gesplitste kredieten ...		2 214,9		3 132,8		467,6
Total des crédits dissociés. — Totaal gesplitste kredieten ...	2 535,7	2 017,4	2 648,2	2 377,6	786,1	565,8
III. — <i>Constructions hospitalières. — Bouw ziekenhuizen</i> ...	978,0		1 060,0		170,0	
IV. — <i>Fonds d'expansion (autorisations nouvelles (2). — Expansiefonds (nieuwe machtigingen) (2).</i>						
Affaires économiques. — Economische Zaken ...	2 860,4	736,9	3 366,2	455,0	707,5	128,6
Classes moyennes. — Middenstand ...	310,0		406,6	121,0		41,9
V. — <i>Autorisations d'engagement corrélatives. — Correlatieve vastleggingsmachtigingen.</i>						
Primes De Taeye. — Premies De Taeye ...	520,0		1 430,0		13,2	
Programme de logements sociaux. — Programma voor sociale huisvesting.						
— Société nationale du Logement. — Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ...	5 850,3		7 617,0		1 795,3	
— Société nationale Terrienne. — Nationale Landmaatschappij ...	1 570,5		2 488,0		—	
— Fonds du Logement: Ligue des Familles. — Woningfonds: Bond Grote Gezinnen ...	800,0		1 200,0		200,0	
Crédit communal. — Gemeentekrediet.						
— Institutions hospitalières — Ziekenhuisinrichtingen ...	800,0		989,0		183,0	
— Autres. — Anderen ...	95,0		208,0		120,0	
Total III à V. — Totaal III tot V ...	13 784,2	736,9	18 764,8	576,0	3 189,0	170,5

(1) Sauf rubrique séparée il s'agit dans les Titres I et II de crédits non dissociés.

(2) A ces montants sont à ajouter 3 400 millions pour couvrir les engagements antérieurs au 1^{er} janvier 1975 et 337,5 millions pour les paiements découlant d'engagements à prendre sur les soldes disponibles au 31 décembre 1974.

(1) Behalve gescheiden rubriek gaat het om niet gesplitste kredieten in de Titels I en II.

(2) Bij deze bedragen dient 3 400 miljoen te worden bijgevoegd om de vastleggingen te dekken aangegaan vóór 1 januari 1975 en 337,5 miljoen tot dekking van de betalingen die voortspuiten uit verbintenissen die zullen vastgelegd worden op de op 31 december 1974 beschikbaar gebleven saldi.